N° : 28

By Lodj

06 06 26

DÉBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !



BILLET

Les protocoles des Sages de Sion, le piège du faux qui continue d'empoisonner l'histoire..

HOMMAGE : EDGAR MORIN,

CELUI QUI M'A APPRIS À RELIER LE SAVOIR À L'HUMAIN..

CHRONIQUEURS

LE PROCHAIN CHAMP DE BATAILLE ? IL SERA SOUTERRAIN

EXPERTS

Sahara marocain - 1er octobre 1978 : l'archive de l'ONU qui embarrasse Alger

ROOM

Anthropic : quand une start-up d'IA vaut plus que le PIB de plusieurs pays

VERSION NON -COMMERCIALE

WWW.LODJ.MA

WWW.PRESSPLUS.MA

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE 04

CHRONIQUEURS INVITÉS 08

EXPERTS INVITÉS 24

QUARTIER LIBRE 46

BILLET 90

ROOM 104

IDÉBATS By Lodj

Imprimerie Arrissala

IDÉBATS 28 JUIN | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSAID - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA
Retrouver tous nos anciens numéros sur :
www.pressplus.ma

EDITO

HOMMAGE :
EDGAR MORIN, CELUI QUI M'A APPRIS À RELIER LE SAVOIR À L'HUMAIN..

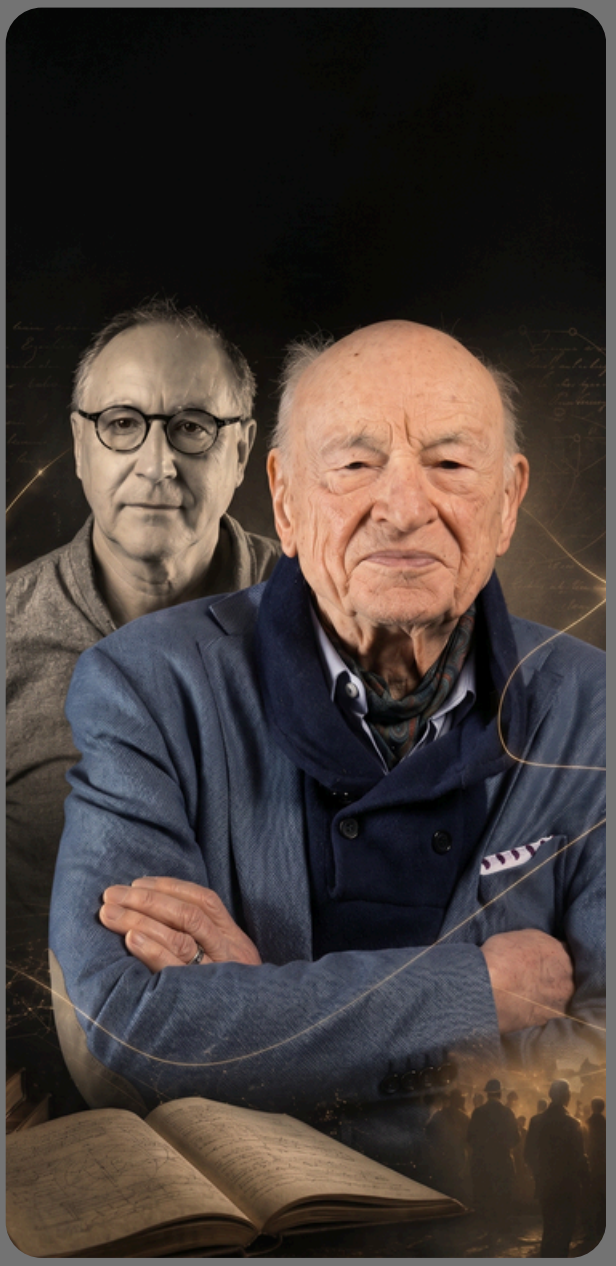
Wald Maâlam est triste : après Stéphane Hessel, mon voisin à Paris, un autre grand humaniste s'en va. Edgar Morin nous laisse la pensée complexe, l'humilité, l'espérance et l'amour du Maroc.

La disparition d'Edgar Morin, mort à Paris le vendredi 29 mai 2026 à l'âge de 104 ans, n'est pas seulement la perte d'un grand sociologue, d'un philosophe, d'un ancien résistant ou d'un témoin majeur du XXe et du XXIe siècle. Elle est la disparition d'un homme qui a profondément marqué notre manière de comprendre le monde, de l'interroger et de le relier.

Pour moi, Edgar Morin n'a jamais été seulement un auteur que l'on cite dans une bibliographie. Il a été un maître de pensée au sens noble du terme : non pas celui qui impose une doctrine, mais celui qui ouvre une voie. C'est lui qui m'a permis de comprendre, avec une clarté décisive, la différence entre le compliqué et le complexe.
Le compliqué peut être difficile, technique, volumineux, sophistiqué. Il peut mobiliser des machines, des logiciels, des procédures, des architectures, des calculs, des modèles. Mais il reste, en principe, décomposable. On peut en isoler les éléments, en suivre les étapes, en analyser les mécanismes.

Le complexe, lui, ne se laisse pas réduire à ses composants. Il relie des éléments hétérogènes, des interactions, des temporalités, des contradictions, des incertitudes, des effets inattendus. Une organisation, une société, une culture, une économie, une université, une entreprise, un système d'information, un territoire ou une politique publique ne sont pas seulement compliqués. Ils sont complexes, parce qu'ils sont faits de relations vivantes, de contextes, de mémoires, de tensions, d'acteurs, de finalités et d'imprévus.
Cette distinction a été fondamentale dans mon parcours. Elle m'a accompagné tout au long de mes activités scientifiques et académiques.

Elle m'a aidé à comprendre que la recherche ne peut pas se limiter aux instruments, aux tableaux, aux indicateurs ou aux modèles. Elle doit aussi interroger le sens, les usages, les institutions, les représentations, les comportements, les rapports de pouvoir, les cultures professionnelles et les finalités humaines.
Edgar Morin m'a également permis de comprendre la sociologie et la philosophie autrement. Grâce à lui, je n'ai jamais considéré ces disciplines comme des ornements intellectuels que l'on ajoute après coup à une analyse technique. Elles sont au cœur même de la compréhension des organisations, des sociétés et des transformations numériques. Tout au long de mes travaux, elles m'ont aidé à ne jamais isoler la technologie de l'humain, l'innovation de la culture, la performance du sens, l'outil de l'usage, ni la méthode de la responsabilité.



C'est précisément cette approche qui m'a servi de base fondamentale pour analyser le paradoxe de la productivité du numérique. Depuis plusieurs décennies, j'essaie d'expliquer pourquoi les investissements massifs dans les technologies de l'information ne produisent pas mécaniquement les gains de performance annoncés. Le paradoxe de la productivité ne se comprend pas seulement par les machines, les logiciels, les réseaux, les bases de données ou les budgets informatiques. Il se comprend par l'écart entre la technologie installée et l'organisation réelle, entre l'outil disponible et l'usage effectif, entre la promesse technique et la capacité humaine, managériale, sociale et institutionnelle à se transformer.

La pensée d'Edgar Morin m'a permis de voir que ce paradoxe n'était pas simplement un problème d'efficacité technique. C'était un problème systémique. Le numérique ne produit jamais ses effets seul. Il agit dans un tissu humain, organisationnel, culturel, économique et politique. Il transforme en étant lui-même transformé. Il peut simplifier certaines tâches, mais complexifier les relations. Il peut accélérer la circulation de l'information, mais affaiblir la compréhension. Il peut connecter les individus, mais parfois fragmenter les collectifs. Il peut promettre la performance, mais produire de la confusion lorsque l'organisation n'a pas appris à l'intégrer.

Aujourd'hui, à l'heure de l'intelligence artificielle, cette leçon est plus nécessaire que jamais.

L'IA est devenue un objet permanent de discussion. Elle est présentée comme une révolution, une menace, une opportunité, une rupture, parfois même comme une nouvelle forme d'intelligence autonome. Mais là encore, Edgar Morin nous invite à résister aux simplifications. L'intelligence artificielle n'est pas seulement une affaire d'algorithmes, de modèles, de données ou de puissance de calcul. Elle est un phénomène complexe, parce qu'elle engage des femmes et des hommes, des institutions, des entreprises, des États, des infrastructures, des langues, des cultures, des métiers, des imaginaires, des intérêts économiques et des choix politiques.

Wald Maâlam dirait les choses simplement : ce ne sont pas les machines seules qui fabriquent le monde. Ce sont les femmes et les hommes qui conçoivent, entraînent, codent, testent, déploient, corrigent, interprètent, utilisent ou subissent les solutions d'intelligence artificielle. Même lorsqu'une technologie paraît très sophistiquée, elle reste inscrite dans une chaîne humaine, technique, économique et culturelle. Elle ne tombe pas du ciel. Elle est produite, orientée, financée, gouvernée, utilisée et parfois détournée.

L'IA est devenue un objet permanent de discussion. Elle est présentée comme une révolution, une menace, une opportunité, une rupture, parfois même comme une nouvelle forme d'intelligence autonome. Mais là encore, Edgar Morin nous invite à résister aux simplifications. L'intelligence artificielle n'est pas seulement une affaire d'algorithmes, de modèles, de données ou de puissance de calcul. Elle est un phénomène complexe, parce qu'elle engage des femmes et des hommes, des institutions, des entreprises, des États, des infrastructures, des langues, des cultures, des métiers, des imaginaires, des intérêts économiques et des choix politiques.

Wald Maâlam dirait les choses simplement : ce ne sont pas les machines seules qui fabriquent le monde. Ce sont les femmes et les hommes qui conçoivent, entraînent, codent, testent, déploient, corrigent, interprètent, utilisent ou subissent les solutions d'intelligence artificielle. Même lorsqu'une technologie paraît très sophistiquée, elle reste inscrite dans une chaîne humaine, technique, économique et culturelle. Elle ne tombe pas du ciel. Elle est produite, orientée, financée, gouvernée, utilisée et parfois détournée.



C'est pourquoi il faut penser l'IA avec la complexité d'Edgar Morin. Il ne suffit pas de demander si une solution d'IA est performante. Il faut aussi demander qui la conçoit, avec quelles données, selon quelles finalités, dans quel contexte, avec quelle gouvernance, au service de quels usages, avec quels risques, quelles dépendances, quelles exclusions possibles et quelles responsabilités.
L'IA peut aider à apprendre, diagnostiquer, traduire, créer, organiser, anticiper. Mais elle peut aussi reproduire des biais, déplacer la responsabilité, renforcer des dépendances, appauvrir les savoirs, standardiser les imaginaires ou donner l'illusion de comprendre ce qu'elle ne fait que calculer. C'est là que l'héritage d'Edgar Morin devient décisif : il nous apprend à relier la technique et l'humain, la performance et le sens, l'innovation et l'éthique, la puissance des outils et la fragilité des sociétés.

Mais Edgar Morin ne fut pas seulement un penseur de la complexité. Il fut aussi un homme d'une humanité réelle.
Son humanisme n'était pas une posture. Il traversait sa vie, son œuvre, ses engagements, son rapport aux autres, sa capacité à dialoguer, à écouter, à douter, à évoluer. Il avait cette qualité rare : penser très haut sans jamais écraser ceux qui pensaient autrement. Il savait que la connaissance véritable ne rend pas arrogant. Elle rend plus attentif à ce que l'on ne sait pas encore.
Après la disparition de Stéphane Hessel, mon voisin à Paris, c'est aujourd'hui un autre humaniste qui s'en va. Edgar Morin et Stéphane Hessel avaient publié ensemble Le chemin de l'espérance, un livre qui appelait à ne pas céder à la résignation et à retrouver une politique de responsabilité, de solidarité et de vouloir-vivre. Ces deux hommes, chacun à sa manière, ont incarné une humanité exigeante, faite de lucidité, d'humilité, d'indignation juste et d'espérance active. Edgar Morin nous laisse à son tour cette responsabilité : ne pas renoncer à penser, ne pas renoncer à espérer, ne pas renoncer à l'humain.

Son humilité m'a toujours frappé. Edgar Morin n'était pas un penseur enfermé dans la certitude. Il était un chercheur du réel, un homme qui savait que la pensée doit rester ouverte, que la méthode doit accepter l'incertitude, que l'intelligence doit reconnaître ses limites. Dans une époque où beaucoup parlent du numérique et de l'intelligence artificielle avec des certitudes excessives, cette humilité est une leçon majeure.

Car notre époque manque parfois d'humilité. Elle confond vitesse et profondeur, information et connaissance, calcul et intelligence, visibilité et vérité, puissance technique et sagesse collective. Edgar Morin nous rappelle que penser, ce n'est pas seulement produire des réponses rapides. Penser, c'est relier, contextualiser, douter, comprendre, transmettre et agir avec responsabilité.

Il y a enfin un autre aspect qui me touche particulièrement : son amour pour le Maroc et sa culture.

Edgar Morin entretenait un lien profond avec le Maroc. Il aimait sa lumière, sa culture, son hospitalité, sa profondeur humaine et cette manière marocaine de faire cohabiter les héritages, les langues, les spiritualités, les mémoires et les formes de modernité. Ce lien n'était pas anecdotique. Il disait quelque chose de son rapport au monde. Edgar Morin aimait les cultures vivantes, les lieux de passage, les civilisations capables de relier tradition et modernité, mémoire et avenir, enracinement et ouverture.
Ce regard sur le Maroc nous oblige aussi. Il nous invite à penser notre propre trajectoire numérique et notre rapport à l'intelligence artificielle. Comment entrer pleinement dans la modernité technologique sans perdre notre profondeur culturelle ? Comment développer l'IA sans abandonner la transmission, la langue, l'artisanat, les solidarités, la mémoire, les territoires et les valeurs humaines ? Comment construire une souveraineté numérique qui ne soit pas seulement technique, mais aussi cognitive, culturelle et éthique ?



Par:

C'est là que la figure de Wald Maâlam rejoint, à sa manière, la pensée d'Edgar Morin. Le Maâlam ne sépare jamais le geste de la pensée, la main de l'esprit, la matière de la mémoire, l'apprenti du maître, l'individu du collectif. Il sait qu'un caftan n'est pas seulement un assemblage de fils. C'est une histoire, une patience, une culture, une transmission, une esthétique et une responsabilité.

De la même manière, une société numérique n'est pas seulement un assemblage de plateformes, de données, d'algorithmes, de serveurs et d'applications. C'est un système vivant, traversé par des valeurs, des usages, des conflits, des apprentissages, des exclusions possibles, des promesses et des risques. La pensée complexe permet de ne pas réduire cette société numérique à ses outils.

Rendre hommage à Edgar Morin, ce n'est donc pas seulement saluer un grand intellectuel disparu. C'est reconnaître une dette intellectuelle, morale et humaine. Pour ma part, je lui dois une part essentielle de ma manière de comprendre la sociologie, la philosophie, le numérique, les organisations, le paradoxe de la productivité, l'alignement stratégique et, aujourd'hui, l'intelligence artificielle.

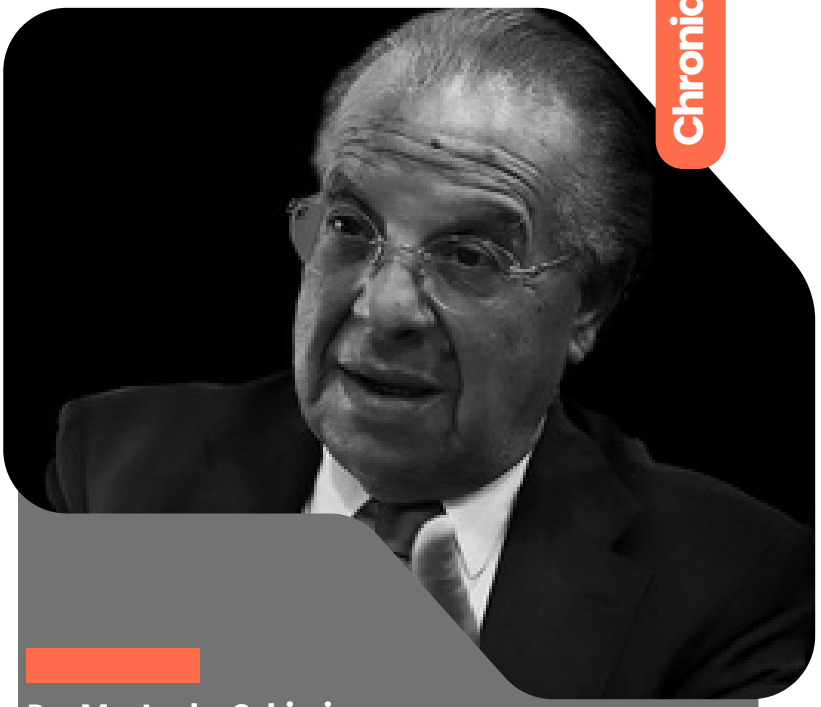
Il m'a appris que les vrais problèmes ne sont jamais uniquement techniques. Ils sont humains, sociaux, organisationnels, culturels et politiques. Il m'a appris que comprendre exige de relier. Il m'a appris que la complexité n'est pas une excuse pour ne pas agir, mais une condition pour agir justement. Il m'a appris que l'humilité n'affaiblit pas la pensée, mais la rend plus juste. Il m'a appris que l'humanité doit rester au cœur de toute transformation.

Dans un monde saturé de slogans technologiques, de promesses de rupture et de certitudes artificielles, Edgar Morin nous laisse une exigence : refuser les lectures pauvres d'un monde riche. Ne pas séparer ce qui est lié. Ne pas réduire l'humain à la donnée, la société au marché, l'intelligence au calcul, la culture au folklore, ni la modernité à la technologie.

Merci Edgar Morin pour la méthode.
Merci pour la sociologie.
Merci pour la philosophie.
Merci pour la complexité.
Merci pour l'humanité.
Merci pour l'humilité.
Merci pour le Maroc aussi.
Et surtout, merci de nous avoir appris à relier.



LE PROCHAIN CHAMP DE BATAILLE ? IL SERA SOUTERRAIN



Par **Mustapha Sehimi.**

Au-delà des tunnels défensifs ou des bunkers renforcés, les armées enfouissent depuis des décennies des postes de commandement, des systèmes de missiles, des usines et des installations de commandement - les infrastructures souterraines améliorent la capacité de survie

Mustapha Sehimi examine l'évolution des doctrines militaires contemporaines vers une guerre de plus en plus souterraine. À travers les exemples du Vietnam, de l'Ukraine, de Gaza, du Liban, de l'Iran ou encore de la Chine, le texte décrit comment tunnels, bunkers et infrastructures enfouies deviennent des éléments centraux de la stratégie militaire face à la généralisation des drones, de la surveillance permanente et des frappes de précision.

Voilà un concept qui est mis en exergue dans la pensée militaire et stratégique : le prochain champ de bataille sera souterrain. L'on peut observer que c'est déjà le cas aujourd'hui avec les tunnels, les bunkers et les tranchées. Mais cette notion va plus loin et elle couvre un domaine plus vaste. L'idée est celle-ci : le champ de bataille de surface sera tellement exposé - constamment surveillé et meurtrier – que les armées manœuvreront de plus en plus sous la surface même de la Terre. La croûte terrestre devient ainsi un champ de bataille et ce à l'instar de la guerre sous-marine qui a émergé avec la maturation des sous-marins en systèmes militaires opérationnels.

Guerre moderne

Pareille approche peut cependant paraître futuriste. Mais tel n'est pas le cas si l'on examine la guerre moderne. L'exemple du Viêt-Cong, dans les années 70 au Vietnam, avec la stratégie du général Giap, contre les États-Unis, est un classique de cette stratégie de bataille souterraine. En Ukraine par exemple qu'en est-il ? Les soldats survivent de plus en plus en se réfugiant sous terre. Et la ligne de front est désormais couverte par des drones à fibre optique, des caméras thermiques, des munitions rôdeuses, des satellites et de l'artillerie de précision. Les forces russes et ukrainiennes ont ainsi creusé des systèmes de tranchées plus profonds en reliant les lignes de tranchées par des réseaux de tunnels,

en enfouissant les postes de commandement et en déplaçant les fonctions critiques de guerre sous terre chaque fois que cela était possible. L'on trouve de vastes voies souterraines près de certaines portions du front qui fonctionnent pratiquement comme des autoroutes protégées pour les déplacements et la logistique. L'Ukraine a même déplacé sous terre la production de drones, les centres de commandement, les installations médicales et d'autres fonctions pour survivre aux attaques incessantes. A telle enseigne qu'une bonne partie de la guerre s'apparente déjà à un conflit souterrain superficiel, interrompu par de brèves périodes de mouvements à ciel ouvert.

Hamas, Hezbollah, Iran

Ce même schéma se retrouve ailleurs. Le Hamas a construit l'un des systèmes militaires souterrains les plus vastes de l'histoire moderne sous Gaza. L'Iran enfouit des systèmes de missiles, des centres de commandement et des infrastructures nucléaires : il considère que tout ce qui est visible en surface peut être ciblé. Le Hezbollah a passé des années à construire des réseaux souterrains renforcés à travers le sud du Liban. La Chine a investi massivement dans des milliers de kilomètres d'infrastructures militaires souterraines depuis des décennies.

Au-delà des tunnels défensifs ou des bunkers renforcés, les armées enfouissent depuis des décennies des postes de commandement, des systèmes de missiles, des usines et des installations de commandement - les infrastructures souterraines améliorent la capacité de survie. Les planificateurs militaires savaient que les progrès en matière de détection et de puissance de feu pourraient à terme rendre le champ de bataille de surface extrêmement dangereux. Certains pensaient que la croûte terrestre elle- même deviendrait un terrain de combat où les forces déplaceraient logistique, armement, équipement, et potentiellement puissance de feu sous la surface, à l'instar des sous-marins.

La comparaison avec les sous-marins est plus qu'une simple métaphore. Avant l'avènement des sous-marins, la guerre navale se déroulait presque exclusivement en surface. Les flottes manœuvraient à vue. Une fois la technologie des sous-marins maîtrisée, la puissance navale s'est fondamentalement transformée. Les sous-marins pouvaient contourner les défenses de surface et se déplacer furtivement sous des flottes plus importantes. Un cuirassé pouvait dominer la surface tout en restant vulnérable à une menace invisible et difficile à neutraliser. La guerre terrestre moderne pourrait bien connaître une transition similaire.

Pendant des siècles, les armées se sont concentrées sur le terrain qu'elles pouvaient observer visuellement. Fleuves, montagnes, fortifications, zones urbaines, systèmes de tranchées et ceintures défensives ont structuré les opérations militaires en surface. Aujourd'hui encore, les forces armées investissent des ressources considérables pour franchir les champs de mines, traverser les fossés antichars, neutraliser les positions défensives et forcer le passage en terrain fortement défendu. Le champ de bataille moderne n'a fait qu'intensifier ces défis, notamment en raison de la présence omniprésente des drones.



L'ÉCRIVAIN FACE À L'ALGORITHME: L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE SIGNE-T-ELLE LA MORT DE LA LITTÉRATURE?



Par **Lahcen Haddad.**

La littérature est une histoire de métamorphoses successives. En réalité, chaque époque a cru assister à la fin de la littérature; mais chaque époque a finalement assisté à sa profonde transformation, ouvrant la voie à une infinité de nouvelles possibilités littéraires.

L' imprimerie a bouleversé la diffusion du savoir au 15ème siècle, poussant certains à prophétiser la disparition du manuscrit et la perte d'une certaine intimité entre l'auteur et son œuvre.

Plus tard, les modernistes et les avant-gardes ont remis en cause les formes traditionnelles, suscitant parfois l'incompréhension et l'inquiétude chez les défenseurs des modèles établis.

Chaque période a engendré ses anxiétés et ses peurs: perte de l'authenticité, disparition de l'auteur — cette figure presque miltonienne ou dantesque capable de produire des centaines de vers d'une lucidité classique indomptable.

Sa disparition supposée annonçait aussi une perte de sens, une désorientation intellectuelle, une dérive potentiellement dangereuse dont les conséquences paraissaient alors insondables.

Aujourd'hui surgit une rupture radicale et sans précédent: une machine capable de produire des textes littéraires, des poèmes, des sensibilités stylistiques; une machine capable même d'imiter un genre ou une voix avec une subtilité parfois troublante. Sommes-nous face à la mort de la littérature?

Ou devant l'une de ses plus profondes transformations depuis l'invention de l'imprimerie?

Bien avant l'intelligence artificielle, plusieurs révolutions avaient déjà transformé notre manière d'écrire, de lire, de penser la littérature et même de concevoir l'œuvre littéraire.

Lors de ses conférences à Oxford et Cambridge en 1894, Stéphane Mallarmé introduit sa réflexion sur la «Crise de vers» avec sa célèbre formule: «J'apporte des nouvelles. Les plus surprenantes. On a touché au vers.» Il faisait référence à l'émergence du vers libre, après la mort de Victor Hugo.

Cette crise du vers n'a pas tué la poésie; elle a ouvert l'espace de la modernité poétique, de Mallarmé à Apollinaire, d'Eliot à Pound, de Yeats à Breton.

T.S. Eliot, cet Américain monarchiste, souvent considéré comme un précurseur de certaines formes de pensée conservatrice, voire réactionnaire, puis naturalisé britannique, figure parmi les grands praticiens de cette révolution fondée sur la fragmentation du monde moderne, la multiplicité des voix et la rupture avec les formes narratives traditionnelles.

Eliot incarne ainsi une expression majeure de la modernité littéraire. Malgré sa pensée classique, Eliot n'a pas hésité à produire une révolution de la forme et de la métaphore, troublant ainsi la tradition qu'il avait pourtant si brillamment défendue dans son essai «Tradition and the Individual Talent» (1919).

Plus à l'Est, en Russie, les formalistes russes et leurs homologues dans les arts plastiques, le cinéma et le théâtre affirment que la littérature ne se définit pas uniquement par ce qu'elle raconte, mais aussi par la manière dont elle le raconte. La forme devient alors aussi importante que le contenu.

La littérature n'est plus un simple miroir du réel; elle crée sa propre façon de rendre le réel étrange (ostranenie, ou «défamiliarisation», concept développé par Viktor Chklovski).

L'avant-gardisme littéraire russe n'a pas seulement bouleversé la critique littéraire, mais a fini par transformer les genres eux-mêmes, suscitant la peur chez les défenseurs inconditionnels des formes classiques, qui y voyaient une véritable hérésie littéraire.

Walter Benjamin, proche de l'École de Francfort, avait posé la question de ce qui reste de l'art à l'âge de sa reproduction technique, notamment avec le cinéma et la photographie. Pour lui, la reproduction mécanique fait perdre à l'œuvre d'art une partie de son aura et de son unicité.

Le roman postmoderne n'était possible que dans un contexte ayant profondément ébranlé les fondements mêmes du roman comme espace de narration, d'identification et d'imagination. Le roman n'est plus porté par la psychologie, l'intrigue ou l'identification, mais par la surface des choses, la précision du regard et la froideur descriptive.

«La littérature porte des blessures, des joies, des nostalgies, des rêves et des mémoires qu'aucun algorithme ne peut réellement habiter. »

Après avoir bouleversé la forme, le langage, le récit et même l'œuvre elle-même, une nouvelle rupture surgit aujourd'hui: celle de l'algorithme.

L'algorithme signe-t-il la mort de l'auteur lui-même? Assiste-t-on à l'ébranlement même des fondements de la littérature — la créativité et le talent — qui ont constitué les socles de son ascension au rang de discipline influente dans la pensée humaine depuis au moins la Renaissance?

L'intelligence artificielle entraîne une rupture d'une autre nature. La machine a fait son entrée magistrale dans l'espace de la création. La génération automatique de textes d'une qualité étonnante, l'assistance à l'écriture qui redéfinit le rôle de l'éditeur et du lecteur, la traduction instantanée des textes, ou encore la co-création entre l'humain et la machine bouleversent profondément les repères établis.

Ce qui est particulièrement frappant, c'est que les textes produits par la machine semblent parfois rivaliser avec des textes humains ordinaires.

Peut-être l'auteur ne sera-t-il plus cette figure romantique, inspirée, recluse, thaumaturgique, maniant avec virtuosité la langue, la métaphore, le vers et la narration, mais plutôt un simple chef d'orchestre laissant à la machine le soin d'exécuter l'essentiel du travail.

On assistera sans doute à une abondance sans précédent: une production potentiellement illimitée, une démocratisation de l'écriture et une réduction fulgurante des barrières techniques.



Cette démocratisation est une promesse réelle; elle est aussi le début d'une une saturation informationnelle inédite.

Le danger n'est donc pas seulement l'automatisation de l'écriture, mais l'industrialisation du sens. Les styles seront à la portée de tous et pourront être imités avec une facilité déconcertante. Une uniformisation des formes, des voix et des rhétoriques narratives et poétiques n'est nullement à exclure.

Nous pourrions alors assister à une production massive d'émotions simulées et de sensibilités artificiellement fabriquées.

Nous entrons peut-être dans une époque où la production des mots, des récits et des univers imaginaires coûtera moins de temps, moins d'argent et moins d'efforts. Mais, paradoxalement, produire du sens véritablement humain — celui qui porte une expérience, une profondeur, une mémoire et une singularité — deviendra plus précieux que jamais.

Ce qui résiste encore à l'algorithme est l'expérience humaine comme matière première de la littérature.

La machine peut simuler la souffrance, mais il faut connaître l'exil, vivre le deuil, aimer, avoir traversé la peur et porter une mémoire familiale pour pouvoir donner cette dimension profondément humaine et singulière à une œuvre littéraire. La machine peut imiter la forme de la souffrance; elle ne peut pas en porter le poids existentiel.

L'écriture est supposée être un acte existentiel. On écrit pour comprendre, on écrit pour s'exprimer, on écrit pour donner un sens au réel, on écrit pour conférer une cohérence à l'expérience humaine.

La littérature n'est pas simplement une combinaison de mots; elle est une manière humaine de survivre au réel, de l'interpréter et parfois de le transfigurer. Elle porte des blessures, des joies, des nostalgies, des rêves et des mémoires qu'aucun algorithme ne peut réellement habiter.

Mallarmé a annoncé l'ébranlement de la métrique poétique classique; Eliot a fragmenté la structure et l'imaginaire poétiques; Walter Benjamin a pensé le déclin de l'aura de l'œuvre d'art à l'âge de la reproduction technique; Robbe-Grillet a déconstruit le récit chronologique et l'univers romanesque hérité de Balzac.

L'intelligence artificielle ne signe peut-être pas la mort de la littérature; elle pourrait simplement représenter une transformation profonde et radicale qui changera à jamais les formes, les genres et même les modalités de création du sens.

Le véritable enjeu n'est peut-être pas de savoir si les machines écriront — elles écrivent déjà. La question est plutôt de savoir ce qui, dans un monde où tout pourra être écrit, méritera encore d'être lu.

ROYAL AIR MAROC : COMPAGNIE NATIONALE OU SIMPLE MACHINE À RENTABILITÉ ?



Par
Aziz Daouda

Certaines décisions d'entreprise dépassent largement le cadre du management. Elles peuvent impacter la souveraineté économique, la cohésion territoriale, l'influence diplomatique et même l'image d'un pays. La suspension annoncée par Royal Air Maroc de nombreuses dessertes africaines ainsi que l'arrêt des vols vers Ouarzazate, Errachidia et Zagora à partir du 7 juin appartient clairement à cette catégorie.

Une question devient ainsi inévitable: la RAM est-elle encore pensée comme un outil stratégique ou uniquement comme une entreprise qui ne raisonne plus qu'en termes de rentabilité immédiate?
Le Maroc a construit patiemment une relation exceptionnelle avec une grande partie du continent; relation qui n'a pas été bâtie uniquement par la diplomatie officielle, les banques ou les investissements.

Elle s'est aussi construite dans les aéroports, dans les avions, dans la régularité des liaisons aériennes, dans la proximité humaine créée par les voyages.
Dans plusieurs capitales africaines, la RAM est bien plus qu'une simple compagnie aérienne. Au Sénégal, au Cameroun, au Congo-Brazzaville ou encore à Kinshasa, nombreux sont ceux qui parlent de "la compagnie de nos frères marocains". Beaucoup de voyageurs africains préfèrent la RAM à toutes les autres compagnies pour rejoindre l'Europe ou les USA via Casablanca.
Cette fidélité n'a rien d'automatique. Elle s'est construite sur des années de confiance, d'habitudes, de présence continue et de stratégie africaine assumée. Or cette confiance est fragile.
Suspendre brutalement des liaisons, même temporairement, revient à ouvrir un boulevard à la concurrence. Dans l'aérien, les habitudes perdues sont extrêmement difficiles à reconquérir.
Un passager qui découvre une autre compagnie, un autre hub ou une autre connexion finit souvent par changer durablement ses réflexes de voyage.

Le plus paradoxal est que cette décision intervient au moment même où le Maroc ambitionne de devenir un hub continental majeur à l'approche de la Coupe du Monde 2030. Comment prétendre renforcer le rôle continental de Casablanca tout en affaiblissant certaines connexions africaines stratégiques?
Comment vouloir devenir un champion africain du transport aérien tout en donnant le sentiment d'abandonner des marchés laborieusement fidélisés?

Le problème dépasse le continent africain.
La décision concernant Drâa-Tafilalet est peut-être encore plus grave sur le plan national.
Ici, il ne s'agit plus uniquement d'une logique commerciale. Il s'agit d'aménagement du territoire.

La disparition des vols vers Ouarzazate, Errachidia et Zagora envoie un signal extrêmement violent à toute une région qui souffre déjà d'un sentiment ancré de marginalisation. Une région dont on extrait énormément de richesses pour souvent très peu en retour.
Depuis des années, on parle de régionalisation avancée, de désenclavement et de développement des territoires intérieurs. Qu'en est il dans les faits? Une contradiction difficilement soutenable.

Ouarzazate n'est pas une ville marginale. C'est l'un des pôles les plus singuliers du pays en tourisme saharien, culturel, écotourisme, sport d'aventure, tourisme expérientiel haut de gamme et Cinéma.

Rares sont les destinations capables de cumuler autant de potentialités. La ville abrite également le complexe solaire Noor, infrastructure énergétique stratégique à l'échelle mondiale.

Errachidia est la porte d'entrée du Tafilalet et d'une importante diaspora qui dépend fortement de l'existence de liaisons régulières.
Quant à Zagora, c'est l'un des symboles émergent de circuits désertiques.
Réduire ou suspendre leur desserte revient mécaniquement à fragiliser leur attractivité économique mais aussi psychologique et identitaire.

Un investisseur peut accepter l'éloignement. Il accepte beaucoup plus difficilement l'imprévisibilité logistique.

Le plus troublant dans ce dossier reste toutefois l'absence totale de communication claire. Ni la compagnie, ni les autorités gouvernementales, ni les institutions régionales n'ont fourni d'explications à la hauteur des enjeux.

Existe-t-il un différend financier entre la région et la RAM? Les engagements ont-ils été respectés? La compagnie considère-t-elle simplement ces lignes comme insuffisamment rentables? Le gouvernement a-t-il été consulté avant une décision aux conséquences aussi importantes? Le Parlement a-t-il seulement été informé?
Une compagnie bénéficiant d'un soutien public massif ne peut agir comme une entreprise totalement déconnectée des impératifs stratégiques du pays. Une ligne intérieure déficitaire peut malgré tout être essentielle pour la cohésion territoriale, le tourisme, l'investissement, la mobilité des citoyens ou la stabilité économique régionale.
C'est précisément pour cela que de nombreux pays maintiennent des mécanismes de continuité territoriale subventionnée.
Une compagnie nationale n'est pas uniquement jugée sur ses performances financières ou ses lignes long-courriers rentables. Elle est aussi jugée sur sa capacité à servir la nation dans son ensemble.
Le cas de Ouarzazate illustre parfaitement ce danger. Le secteur touristique local sort à peine d'années extrêmement difficiles. Réduire la connectivité aérienne dans un tel contexte revient à aggraver une situation déjà sous tension.
Le risque est désormais celui d'un cercle vicieux redoutable.
Moins de vols entraîne moins de touristes, donc moins d'investissements, donc moins de rentabilité, donc encore moins de vols. Et que dire du travail pour la population.

Lorsqu'une spirale de ce type s'installe, elle devient extrêmement difficile à inverser.
L'affaire révèle une faiblesse profonde du pilotage stratégique et l'absence de coordination réelle entre transport aérien, tourisme, développement et vision territoriale.
Comment convaincre des hôteliers, des producteurs de cinéma ou des investisseurs de miser sur une région dont l'accessibilité peut disparaître quasiment du jour au lendemain?
Le plus incompréhensible reste peut-être le timing. Alors que la RAM communique abondamment sur l'acquisition de nouveaux appareils et ses ambitions internationales, elle réduit dans le même temps certaines dessertes essentielles au tissu territorial marocain et africain.

Ces nouveaux avions voleront vers où ? Et surtout au profit de qui ?

Une compagnie nationale ne peut pas se transformer en simple opérateur commercial obsédé par les seules lignes rentables. Sinon, le risque est immense: celui de voir disparaître sa légitimité nationale au moment même où elle ambitionne d'étendre son influence continentale.

Ce type de décision dépasse largement le pouvoir de simples managers. Il touche directement à la stratégie du pays, à l'équilibre des territoires et à la vision même du Maroc de demain.

A force de réduire la connectivité des régions périphériques et de fragiliser certains liens africains, ce n'est pas seulement un réseau aérien que l'on affaiblit. C'est tout un horizon économique, diplomatique et territorial que l'on rétrécit.



CE QUE RÉVÈLE LA JOURNÉE DE L'AFRIQUE

Célébrant dans cette chronique la Journée de l'Afrique, Adnan Debbarh évoque le Maroc qui a franchi l'étape de la simple présence diplomatique sur le continent, appelé désormais transformer ses acquis économiques, logistiques et politiques en une véritable doctrine stratégique.



Par **Adnan Debbarh**

Face à un monde structuré par les normes, les corridors et les dépendances, il plaide pour une « diplomatie d'architecture » capable d'articuler souveraineté, convergence et projection africaine.

La Journée de l'Afrique organisée récemment à Rabat n'était pas un simple moment protocolaire.
À travers l'intervention de Nasser Bourita, le Maroc a, une nouvelle fois, rappelé les fondements de sa présence sur le continent : appartenance africaine assumée, partenariat, co-développement, stabilité, infrastructures régionales et coopération humaine.
Cette parole mérite d'être prise au sérieux. Non parce qu'elle serait nouvelle, mais précisément parce qu'elle commence à dessiner une continuité stratégique identifiable.

Dans un monde devenu instable, cette continuité constitue déjà un acquis. Beaucoup de pays agissent encore par impulsions successives.
Le Maroc, lui, a progressivement construit une ligne africaine relativement lisible.

Le véritable enjeu se situe désormais ailleurs.
Le problème n'est plus celui de l'absence de vision. Il devient celui du niveau d'explicitation doctrinale nécessaire pour affronter un monde dont la structure même est en train de changer.

Car l'Afrique de 2026 n'est plus celle des années 2000, une mutation que le Roi Mohammed VI a anticipé en 2014 dans son discours à l'ouverture du premier Forum économique maroco-ivoirien.
Les puissances n'y projettent plus seulement des investissements ou de l'influence diplomatique.

Elles y projettent des architectures complètes : normes, chaînes logistiques, systèmes numériques, infrastructures énergétiques, corridors industriels, dispositifs financiers, récits géopolitiques et dépendances organisées.

Le monde entre dans une phase d'interdépendances conflictuelles. Les alliances deviennent transactionnelles. Les normes deviennent des instruments de puissance. Les corridors deviennent stratégiques.
Les chaînes de valeur deviennent sécuritaires. La connectivité elle-même devient un champ de rivalité.
Dans ce nouvel âge géopolitique, la simple présence ne suffit plus.

Or le Maroc dispose désormais d'un paradoxe rare : il possède déjà une profondeur africaine réelle, sans toutefois l'avoir pleinement transformée en doctrine explicite de puissance relationnelle.
Nous avons des infrastructures. Nous avons des banques. Nous avons des ports. Nous avons des accords. Nous avons des réseaux diplomatiques. Nous avons des capacités logistiques. Nous avons une légitimité africaine croissante. Nous avons une profondeur atlantique exceptionnelle.

Pour l'heure, ces éléments demeurent encore partiellement juxtaposés.
Le véritable saut historique consiste désormais à les articuler dans une même grammaire stratégique.
Pendant longtemps, la diplomatie marocaine a fonctionné par intensité : tournées royales, sommets, initiatives, médiations, signatures, ouvertures.

Cette phase était nécessaire. Elle a permis le retour dans l'Union africaine, la reconstruction d'un capital relationnel africain et le repositionnement continental du Royaume.

Désormais une nouvelle étape commence.
Le Roi Mohammed VI à Libreville, capitale du Gabon en juin 2015
L'Afrique ne peut plus être pensée uniquement comme un espace d'influence diplomatique ou un débouché économique. Elle devient progressivement un espace de co-production de souveraineté.

C'est probablement ici que doit émerger une véritable école marocaine contemporaine des Relations Internationales.
Non une école de commentaire. Non une école de célébration. Mais une école d'architecture stratégique.
Une école capable de penser ensemble : les flux ; les normes ; les corridors ; les dépendances critiques ; les chaînes industrielles ; la souveraineté cognitive ; les récits géopolitiques ; les infrastructures relationnelles.

Car la question centrale change de nature.
Hier, l'enjeu était d'être présent en Afrique. Aujourd'hui, l'enjeu devient : comment devenir structurant sans devenir prédateur ?
Cette nuance est décisive.
Le Maroc ne dispose ni de la masse démographique de certaines puissances, ni de leurs moyens financiers illimités. Sa singularité potentielle réside ailleurs : dans sa capacité à organiser des convergences. Or, cette convergence ne peut plus rester implicite. Elle doit devenir pensée, nommée, structurée et enseignée.

C'est précisément là qu'apparaît la nécessité d'une montée en gamme intellectuelle de notre appareil stratégique.
Non pour corriger l'État. Encore moins pour contester l'orientation générale de la diplomatie royale. Il s'agit plutôt d'enrichir les instruments de lecture d'un monde devenu beaucoup plus complexe.
Toutes les grandes puissances produisent aujourd'hui leurs doctrines :

La Chine produit ses corridors ; l'Europe produit ses normes ; les États-Unis produisent leurs architectures technologiques ; la Turquie produit ses récits géopolitiques ; les Émirats produisent leurs plateformes de flux.
Dans un tel contexte, la vulnérabilité principale d'un pays intermédiaire n'est plus seulement militaire ou économique. Elle devient cognitive.

Un pays qui ne produit pas ses propres catégories finit souvent par penser le monde avec les concepts des autres.

Or le Maroc commence peut-être à disposer d'une matière stratégique suffisamment riche pour produire sa propre grammaire : puissance de convergence ; souveraineté relationnelle ; co-souveraineté productive ; diplomatie narrative ; souveraineté cognitive ; ancrage atlantique ; profondeur africaine organisée.
Ces notions ne doivent pas être perçues comme des exercices académiques abstraits. Elles correspondent à une mutation réelle du système international.

Le XXIe siècle ne consacre plus uniquement les États qui accumulent des équipements. Il favorise ceux qui savent orchestrer des systèmes.
Une doctrine n'est pas un luxe intellectuel. C'est ce qui permet, face à un échec, de ne pas réitérer la même erreur. Sans elle, chaque nouvelle équipe recommence à zéro. Chaque crise impose un apprentissage douloureux.

Chaque adversaire exploite l'absence de mémoire stratégique. La doctrine, c'est l'assurance contre l'amnésie collective. C'edst ce qui permet de dire : « nous avons déjà échoué ainsi, nous ne réitérerons pas la même erreur ».

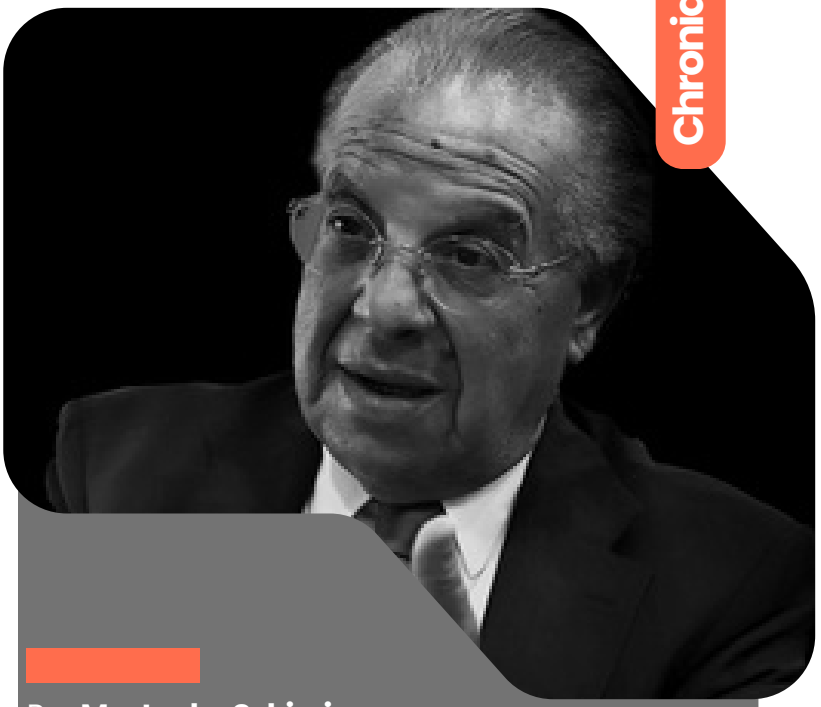
C'est ce qui permet de former les générations futures à une même grammaire de l'action.

Le Maroc a accumulé assez d'expérience africaine pour mériter mieux que l'oubli organisé.
C'est probablement là que se situe désormais le véritable défi marocain. Passer d'une diplomatie de présence à une diplomatie d'architecture. Passer d'une influence relationnelle à une capacité de structuration.
La Journée de l'Afrique nous rappelle ainsi quelque chose d'essentiel : le Maroc a déjà accumulé beaucoup d'actifs stratégiques.

Mais dans le monde qui vient, les actifs seuls ne suffisent plus. Ce qui fera désormais la différence, c'est la capacité à leur donner cohérence, doctrine et projection historique.



LA PUISSANCE DANS TOUS SES ÉTATS



Par **Mustapha Sehimi.**

Assurément, le concept de «puissance» est devenu central dans les relations internationales contemporaines, à travers notamment les notions de soft power, hard power et smart power.

La puissance?
C'est la capacité d'obtenir des autres qu'ils fassent ce que vous souhaitez. Non seulement par la contrainte, mais aussi par l'aide, les avantages économiques, l'attraction culturelle, le prestige, la crédibilité ou encore l'adhésion à un modèle. Pendant des siècles, la puissance a été pensée selon une logique essentiellement militaire: territoire, armée, population, ressources, capacité industrielle ou contrôle géographique.

Une vision correspondant au monde classique des rivalités impériales, des guerres interétatiques, de l'équilibre des puissances et de la souveraineté absolue. Dans cette approche, la puissance est matérielle, coercitive et verticale.

Les États poursuivent leurs intérêts, la sécurité demeure leur priorité et la force reste, en dernière instance, l'ultime arbitre. Mais le contexte historique a profondément changé. Le système international connaît aujourd'hui une mutation structurelle.

Après la Guerre froide, plusieurs transformations majeures ont rebattu les cartes: l'interdépendance économique, la révolution de l'information — Internet, télévision globale, réseaux numériques — ainsi que la montée en puissance des acteurs non étatiques, qu'il s'agisse des multinationales, ONG, plateformes numériques, médias, marchés financiers ou organisations internationales.

La puissance cesse alors d'être exclusivement territoriale ou militaire. L'image devient stratégique. C'est dans ce contexte qu'émerge le concept de soft power: la capacité d'obtenir ce que l'on souhaite par l'attraction plutôt que par la contrainte. Il agit lorsque les autres admirent votre modèle, souhaitent vous imiter, intériorisent vos préférences ou considèrent votre leadership comme légitime. Quelles en sont les sources? D'abord la culture, lorsqu'elle devient attractive.

Les exemples américains sont à cet égard éloquents: Hollywood, Netflix, la musique, les universités, le sport ou encore l'innovation technologique. Autant de secteurs produisant un imaginaire collectif et un désir d'identification. S'y ajoutent les valeurs politiques — démocratie libérale, libertés publiques, État de droit, mobilité sociale — à condition toutefois qu'elles soient perçues comme réelles.

Car les valeurs proclamées sans crédibilité n'ont guère d'effet. Autre dimension essentielle: la politique étrangère et la légitimité internationale. Une diplomatie perçue comme cohérente, responsable et respectueuse du droit international renforce naturellement l'influence d'un État.
À l'inverse, le hard power repose sur la force militaire, les sanctions, la coercition et les pressions économiques. Son mode d'action est celui de la contrainte et de la dissuasion. La différence est fondamentale: le hard power impose quand le soft power fait accepter.

«Le Royaume a considérablement consolidé son soft power au cours des dernières décennies grâce à une diplomatie agile, proactive et crédible, engagée dans les grandes questions continentales et internationales: climat, migration, stabilité régionale ou coopération africaine.»

De cette opposition est né le concept de smart power, autrement dit une combinaison intelligente des deux approches. La véritable puissance réside alors dans la capacité à savoir quand contraindre, séduire, négocier ou coopérer.
À l'ère de l'information, un autre phénomène s'impose: l'information elle-même devient une forme de puissance. Les récits, les perceptions, les normes et l'attention acquièrent une dimension stratégique.
Le problème n'est d'ailleurs plus l'absence d'information, mais sa surcharge. Dès lors, la crédibilité devient rare, l'attention stratégique et la confiance une véritable ressource géopolitique. Les transformations en cours sont considérables.

La cyberguerre constitue désormais un espace stratégique à part entière. La guerre devient aussi narrative: les États cherchent à contrôler les perceptions, les émotions et les récits globaux. Elle est enfin hybride, mêlant dimensions militaires, économiques, technologiques et médiatiques. L'idée d'un déclin américain demeure, à ce stade, discutable malgré l'émergence d'une nouvelle bipolarité économique et géostratégique avec la Chine.
Les États-Unis conservent des avantages structurels majeurs: innovation, universités, immigration, alliances internationales, culture mondialisée et, surtout, le dollar comme première monnaie internationale.

Des fragilités affectent toutefois la cohérence du modèle américain: polarisation politique, tentations unilatéralistes ou encore crise démocratique interne.
Quant à la Chine, son ascension économique en fait désormais la deuxième puissance mondiale, forte de capacités industrielles et technologiques considérables.

Pékin souffre néanmoins d'un déficit d'attractivité, d'un manque de confiance internationale et du faible pouvoir de séduction de son modèle politico-économique. Il convient également de souligner que la diffusion de la puissance ne s'opère plus uniquement entre États. Elle se déplace aussi vers des acteurs non étatiques: GAFAM, fonds d'investissement, ONG, réseaux sociaux, influenceurs ou plateformes numériques. D'où plusieurs interrogations.
Le soft power ne masque-t-il pas parfois une domination culturelle? L'influence américaine ne produit-elle pas une forme d'hégémonie idéologique? Et surtout, comment mesurer réellement le soft power, son pouvoir d'attraction, sa réputation ou son influence culturelle et politique?

Et le Maroc dans tout cela? Le Royaume a considérablement consolidé son soft power au cours des dernières décennies grâce à une diplomatie agile, proactive et crédible, engagée dans les grandes questions continentales et internationales: climat, migration, stabilité régionale ou coopération africaine.
À cela s'ajoutent un islam tolérant, une culture ouverte, une capacité de médiation reconnue ainsi qu'un vaste réseau africain, le tout porté par le leadership personnel, moral et diplomatique du roi Mohammed VI.
À tel point que le soft power marocain apparaît aujourd'hui comme un véritable multiplicateur de puissance, un instrument d'influence et un levier géopolitique majeur.

Car ce 21ème siècle ne se résume plus à une compétition militaire ou économique. Il est aussi celui des récits, de la crédibilité, des modèles, de la technologie et de l'imaginaire collectif.



RÉFORMER L'ÉCOLE : DE L'ACCUMULATION DU SAVOIR À LA COMPÉTENCE D'APPRENDRE...



Par
Aziz Daouda

Nous ne naissons pas pour tout connaître, mais pour tout apprendre. Cette phrase, simple en apparence, devrait être la boussole et la focale de toute réflexion sérieuse sur l'enseignement et le devenir des générations actuelles et à venir. Or, depuis trop longtemps, nos systèmes scolaires reposent sur une illusion survivante, tenace, celle de remplir l'esprit des élèves comme on remplit une armoire et y ranger des savoirs dans un ordre donné, empiler des dates et des définitions, exiger des restitutions mécaniques à l'identique et sanctionner le tout par un papier dit diplôme. Cette logique appartient au XXe siècle. Elle n'a plus sa place dans le monde d'aujourd'hui. Il faut absolument le comprendre et l'admettre surtout.

Le savoir n'est plus un stock figé. Il est omniprésent, instantané, en perpétuel renouvellement avec une cadence de plus en plus accélérée. Les réponses se trouvent à portée d'écran ; la difficulté n'est plus d'accéder à l'information mais de la comprendre, de l'intégrer et d'en faire quelque chose. Ce qui devient rare et donc précieux, c'est la capacité à apprendre, à chercher, à trier, à critiquer, à connecter, à douter et à inventer. L'enjeu n'est plus la quantité de connaissances emmagasinées, mais la qualité des compétences intellectuelles acquises et affichées. Apprendre à apprendre doit cesser d'être un slogan et devenir la finalité pédagogique première.

Pourquoi est ce pertinent et si évident ?
Parce qu'un enfant formé à chercher saura s'adapter aux métiers qui n'existent pas encore. Pour la première fois de notre histoire récente, ce sont les enfants d'aujourd'hui qui vont imaginer, créer et développer leurs métiers prochains. Un esprit entraîné au raisonnement résistera mieux aux manipulations, aux fausses évidences, et évitera l'égarement. Un citoyen capable de lire le monde pourra s'y situer, agir et transformer. Dans un environnement où technologies, marchés et normes évoluent à grande vitesse, préparer des élèves à des examens qui figent des savoirs,

c'est les abandonner face à l'incertitude, voire les figer et les dérouter.

La transformation espérée exige des choix précis, pas seulement des intentions. Il faut impérativement changer les priorités pédagogiques et institutionnelles :

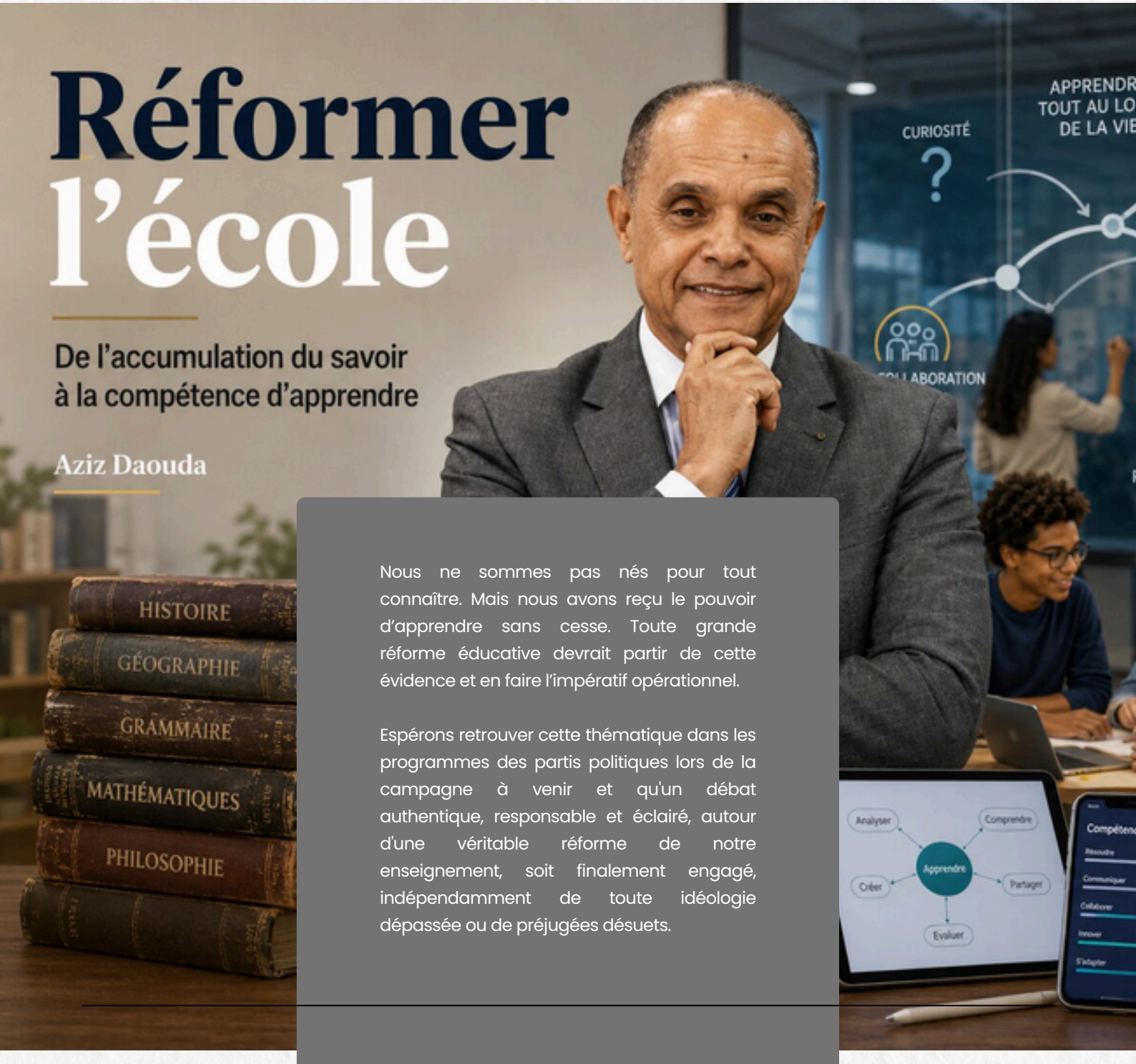
- Remplacer la récitation mécanique par des démarches actives de résolution de problèmes et de projets concrets, individuels ou collectifs.
- Former au raisonnement critique, chercher et vérifier la source, reconnaitre les biais, procéder à la vérification et aux évaluation des preuves.
- Alléger les programmes pour concentrer les efforts sur les compétences transversales basées sur la méthode, l'argumentation et la créativité.
- Cultiver la curiosité et la mise en pratique plutôt que la peur de l'erreur.
- Reconnaître l'erreur, voire l'échec, comme source d'apprentissage, et non comme stigmate.

Ces orientations impliquent de reconfigurer les pratiques d'évaluation. Ainsi, il y a lieu d'évaluer moins la restitution et davantage la capacité à mobiliser des connaissances dans des situations inédites. Elles demandent aussi d'investir massivement dans la formation des enseignants. Le professeur n'est plus seulement un transmetteur ;

il doit être formé comme facilitateur d'apprentissage, concepteur d'activités, maître dans l'art du questionnement, accompagnateur de l'autonomie. Valoriser ce rôle, c'est valoriser l'intelligence collective de la nation et en faire un levier de développement de la personne et de la collectivité.

Au-delà des salles de classe, c'est un choix de civilisation qui se joue. Deux modèles s'opposent aujourd'hui : celui qui produit des exécutants, capables d'exécuter des tâches répétitives mais vulnérables face au changement, et celui qui forge des citoyens pensants, capables de débattre, d'innover et de prendre des décisions éclairées avec courage et conviction. Dans un monde traversé par l'intelligence artificielle, les fractures informationnelles et les crises identitaires, l'éducation n'est plus un simple secteur public ; elle est un enjeu stratégique de souveraineté nationale et culturelle. Elle est surtout la seule garantie pour un avenir radieux.

Prétendre tout enseigner devient non seulement vain, mais dangereux. Il est plus pertinent et plus éthique de donner aux jeunes les outils pour apprendre toute leur vie sans interruption. Ils doivent apprendre à poser de bonnes questions, à lire les contextes, à confronter les points de vue et à construire des jugements argumentés. C'est cette capacité permanente d'apprentissage qui permettra à la fois l'émancipation individuelle et la résilience collective.



Nous ne sommes pas nés pour tout connaître. Mais nous avons reçu le pouvoir d'apprendre sans cesse. Toute grande réforme éducative devrait partir de cette évidence et en faire l'impératif opérationnel.

Espérons retrouver cette thématique dans les programmes des partis politiques lors de la campagne à venir et qu'un débat authentique, responsable et éclairé, autour d'une véritable réforme de notre enseignement, soit finalement engagé, indépendamment de toute idéologie dépassée ou de préjugées désuets.

AINSI PARLAIT AKHANNOUSTRA...



Par **Aziz Boucetta**

Et soudain, il parla. Avec chiffres et décorum solennel, dans un format supposé finement choisi pour soigner... la forme. Et Aziz Akhannouch parla donc, pensant être seul face au monde, mais en fait seul face à son prompteur et à... ses équipes techniques.

Ses communicateurs se sont surpassés, et comme Dieu merci ils ne manquent pas de moyens, ils ne se sont rien refusés, sauf peut-être le souci de faire de leur champion un dirigeant convaincant, emphatique et empathique... alors Aziz Akhannouch parla, et par là même, il accentua le profond malaise de l'opinion publique. Et son doute encore plus marqué.

Cela fait trois mois, presque quatre, que le chef du gouvernement avait décidé de se retirer de la direction du RNI, et de se mettre chouiya à l'écart de la politique, et de fait, les écrits médiatiques sur lui s'étaient raréfiés, attendant peut-être la campagne électorale, et l'inévitable bilan ; possiblement une reddition des comptes, si besoin est.

Mais le voilà qui revient, qui nous revient, sur le devant de la scène, avec cette vidéo, à sa manière, toujours satisfaite et malmenant fortement l'intelligence des Marocains. Il revient, donc... et se rappelle à notre souvenir meurtri.
Friedrich Nietzsche avait intitulé son œuvre « Ainsi parlait Zarathoustra, un livre pour tous et pour personne » ; l'œuvre fut considérée par nombre de philosophes comme une sorte de rétrospective de la pensée de l'auteur, d'où le rapprochement (très hasardeux, il faut en convenir) avec le soliloque d'Aziz Akhannouch.

Pour ce dernier, l'adaptation serait « Ainsi parlait Akhannoustra, un live pour tous et pour personne ». Au vu des chiffres du direct et de l'audience réelle de cette vidéo et sachant que c'est (quand même) le chef du gouvernement d'un pays de 36 millions d'âmes (au Maroc), on peut considérer que « live » n'était pour pas grand-monde, pour ne pas dire personne.

Aziz Akhannouch a toujours refusé de s'adresser directement aux Marocains, sauf en formats étudiés, bien cadrés soigneusement sécurisés, étroitement verrouillés.

Une litanie de chiffres qui n'ont strictement aucune valeur s'ils ne sont pas soumis à la critique, au débat contradictoire.

M. Akhannouch refuse de débattre avec qui que ce soit, mais il est vrai qu'un chef de gouvernement ne débat pas avec un adversaire politique, ici ou ailleurs... Mais tout chef de gouvernement qui se respecte (ah, le respect) accepte, se doit, doit affronter des journalistes ou intellectuels, publiquement, accepter leurs critiques, répondre à leurs arguments. Las...

Un one man show se réduisant à l'autoprésentation d'une série de réalisations, mêlant allégrement les projets royaux, suivis par le Roi et son cabinet, et les programmes gouvernementaux.

Une présentation qui ressemblerait à celle d'un pays prospère, mais une présentation qui exaspère de suffisance et d'insuffisances, d'arrogance et de chiffres qui ne parlent à personne.
Autour de lui, c'est quasiment le chaos. Les spéculations vont bon train, les ententes de cartels se portent bien, les rentes sourient et les rentiers soupirent d'aise. Plus personne ne comprend plus rien aux prix des hydrocarbures et encore moins de gens admettent et tolèrent les prix des produits de première nécessité.

Pour la question des subventions pour les viandes, tout le monde a tout dit et au final, personne ne sait où nous en sommes ; qu'il ne pleuve pas et les prix sont hauts, qu'il pleuve, et ils le demeurent, ainsi qu'on peut le constater pour le prix des ovins, cette année encore.

Au gouvernement depuis 2007, presqu'à sa tête depuis 2017 et à sa tête depuis 2021, Aziz Akhannouch n'a pourtant pas compris que le gouvernement, ce ne sont pas seulement des chiffres et des projets, mais aussi et surtout de la politique et de l'éthique, de la morale.
En déroulant d'une voix monocorde et avec un regard un peu fuyant ses chiffres, il montre qu'en réalité, son gouvernement a dépensé sans compter, n'importe comment, n'importe où… mais pas pour n'importe qui !

Il illustre parfaitement ce qu'a récemment dit l'ancien membre de la Commission sur le Modèle de développement Karim Tazi sur le gouvernement qui privilégie l'obligation de moyens à l'obligation de résultats, le visible à l'utile, l'apparent à l'efficace. Un peu comme ses communicateurs et autres conseillers qui lui ont suggéré ce format de monologue…

Avec cette majorité, ce parlement, ce gouvernement, ces cinq dernières années au Maroc furent celles de la maltraitance ; maltraitance des institutions, maltraitance du pouvoir d'achat, maltraitance de l'intelligence collective des Marocains, maltraitance de la démocratie.
Les médias sont divisés, l'opposition est fracturée, les organes de gouvernance et de contrôle sont tétanisés et au final, c'est le fonctionnement du pays qui est endommagé.
En parlant ainsi, M. Akhannouch prend-il la mesure du désastre qu'il a semé autour de lui ?

Son parti, le RNI, a acquis une force qui se fonde sur la puissance de ses clans et de leurs intérêts ; les partis politiques qui l'accompagnent dans cette expérience gouvernementale sont fortement abîmés par leur connivence, voire leur complicité, durant ces cinq dernières années.
Et le vacarme se poursuit… Sur les chaînes télés, la nouvelle tendance est à la brutalité, avec le décibel et l'énervement comme instruments de mesure de succès ; le spectacle prime sur la réflexion, et les chaines rivalisent d'ingéniosité pour inviter des jeunes qui « se paient » les anciens, quand ce ne sont pas les journalistes préposés qui font le travail.

Sur les réseaux, on trouve souvent davantage de raison et d'informations, mais on s'y étripe aussi allégrement que dans l'audiovisuel.
La responsabilité de toute cette situation revient en premier au chef du gouvernement qui, avec sa gestion d'entrepreneur, a voulu faire du Maroc un marché, de son gouvernement un directoire, de ses amis et associés des conseillers, et de son parti l'arbitre. Il est tout à fait normal qu'on retire de tout cela le chaos.
Il est temps de mieux respecter « l'intelligence collective des Marocains », et de rendre la sienne à la politique. Avec le casting à disposition, la tâche est ardue…

Bonne fête, quand même, et rendez-vous le 23 septembre pour voir où en est cette « intelligence collective des Marocains ».



CONVERGENCE : CE QUE LA BANQUE MONDIALE NE PEUT PAS ÉCRIRE

Dans cette chronique, Adnan Debbarh analyse les limites structurelles mises en lumière par les récents rapports de la Banque mondiale sur le Maroc. Constatant que désormais le principal obstacle ne réside plus dans l'absence de diagnostic, il zoome sur la capacité du système politique et institutionnel à arbitrer, coordonner et transformer les stratégies publiques en action cohérente.

Le ministre délégué chargé de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des Politiques Publiques au Maroc est Karim Zidan.



Par **Adnan Debbarh**

Le Maroc croule sous les diagnostics.

C'est une chance et un fardeau. Une chance, parce que le pays sait désormais avec une précision croissante ce qui le bloque.

Un fardeau, parce que cette lucidité n'a pas encore produit la bascule systémique attendue.

Les deux derniers rapports de la Banque mondiale illustrent parfaitement ce paradoxe. Le premier, consacré à la croissance et à l'emploi, pose un diagnostic macroéconomique solide : fragmentation institutionnelle, productivité atone, allocation inefficace des ressources, déclin du taux d'activité.

Le second, centré sur le secteur privé, descend dans le détail des filières : solaire décentralisé, textile bas carbone, huile d'argan, aquaculture marine. L'un parle de gouvernance et de coordination interministérielle.

L'autre parle de guichets uniques, de délais d'autorisation et de traçabilité.

Les deux sont sérieux. Les deux sont utiles. Les deux ne se parlent pas.

Ce n'est pas un accident. Ce n'est pas un oubli. C'est une limite constitutive du genre.

La Banque mondiale peut décrire la fragmentation. Elle n'est pas conçue pour dire pourquoi elle perdure. Elle ne peut pas demander quelle fonction politique remplissent ces blocages dans l'équilibre historique du système.

Elle peut pointer les symptômes. Elle ne peut pas nommer la cohérence souterraine qui les reproduit.

Car la fragmentation administrative, les lenteurs procédurales, le chevauchement des autorisations, la dilution des responsabilités : tout cela n'est pas seulement un dysfonctionnement.

C'est aussi, depuis la nuit des temps, une technique de stabilisation. Un système conçu pour absorber les tensions, éviter les crises, sécuriser les décisions en les rendant collectives, donc inattaquables.

Ce modèle a longtemps produit quelque chose d'essentiel : la continuité.

Mais un système conçu pour absorber les tensions ne produit pas automatiquement les conditions d'une transformation systémique rapide. Et c'est précisément là que le bât blesse.

Le ministre délégué chargé de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des Politiques Publiques au Maroc est Karim Zidan

Car le Maroc d'aujourd'hui ne manque plus de stratégies. Il manque d'une capacité à les faire travailler ensemble. Le problème n'est plus le diagnostic. C'est l'assemblage.

La réponse institutionnelle à ce problème s'appelle, depuis peu, le Ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation. L'intitulé est magnifique. Il dit tout : investir, converger, évaluer.

C'est le ministère qui est censé faire le lien entre la macro et le micro, entre la stratégie et l'opérationnel, entre la réforme et son exécution. C'est, en apparence, la réponse parfaite à la fragmentation que la Banque mondiale décrit sans pouvoir la résoudre.

Mais à y regarder de plus près, cette réponse soulève une question plus gênante : la convergence est-elle vraiment une fonction qu'on peut déléguer à un ministère ?
Un ministère, même doté d'un nom ambitieux, n'a de prise réelle que sur les instruments dont il a la tutelle directe.

Pour aligner la politique fiscale, industrielle, sociale et d'investissement, il ne peut pas simplement "coordonner". Il lui faudrait arbitrer. Et l'arbitrage, dans tout système, appartient à celui qui tient le budget ou l'agenda politique. C'est-à-dire, en dernier ressort, au Chef du Gouvernement.
Le périmètre du ministère produit par ailleurs une asymétrie. Peut-on vraiment évaluer sérieusement une politique d'investissement qu'on a soi-même conçue et promue ?

La convergence ne suppose-t-elle pas une forme de neutralité que l'opérateur ne peut pas avoir ? Et dans un paysage institutionnel déjà saturé : ministères sectoriels, agences, fonds, opérateurs, ajouter un acteur supplémentaire ne risque-t-il pas de complexifier ce qu'il faudrait simplifier ?
La réponse la plus simple est aussi la plus dérangeante : la convergence n'est pas une fonction qu'on délègue.

C'est une discipline qu'exerce, ou non, le Chef de l'exécutif. Elle suppose deux instruments seulement : l'arbitrage budgétaire et l'arbitrage législatif. Tout le reste : coordination, évaluation, suivi, est du travail technique qui peut être confié à une administration, mais la décision de trancher appartient à l'arbitre habilité.
Or, dans la pratique marocaine, cette fonction arbitrale supérieure est souvent silencieuse, diluée, ou absente. Non par incompétence, mais par construction : le système a historiquement privilégié la dilution pour éviter les crises.

Ce n'est pas un jugement moral. C'est une observation de sa logique de fonctionnement.

La Banque mondiale a fait ce qu'elle devait faire : fournir des diagnostics rigoureux. Elle a mis sur la table les pièces du puzzle.

Mais le passage du diagnostic à l'action ne dépend pas d'elle. Il dépend de la capacité du système marocain à faire ce qu'aucun rapport ne peut faire à sa place : arbitrer.
Créer un ministère de la Convergence, c'est reconnaître le problème. Ce n'est pas le résoudre.

Parce que la convergence n'est pas une fonction qu'on dépose dans un coin de l'organigramme. C'est une volonté politique explicite, exercée au sommet, et traduite dans des arbitrages budgétaires et législatifs contraignants.
Tant que cette volonté ne sera pas clairement incarnée, les deux rapports de la Banque mondiale resteront ce qu'ils sont aujourd'hui : deux beaux diagnostics qui ne se parlent pas, comme les ministères qu'ils décrivent.
Le dialogue avec la Banque mondiale n'est pas rompu. Il est même techniquement réussi. Mais le vrai dialogue, celui qui permet de passer de la fragmentation à la convergence, du diagnostic à l'action, commence ailleurs.

Il commence dans la capacité du système politique marocain à faire ce qu'aucun rapport ne peut faire à sa place : trancher.



SAHARA MAROCAIN - 1ER OCTOBRE 1978 : L'ARCHIVE DE L'ONU QUI EMBARRASSE ALGER



Par
Mohammed Oubihi

1er octobre 1978 : quand le Maroc documentait l'agression algérienne

Il y a des archives qui ne dorment jamais vraiment. Elles attendent simplement qu'une génération accepte de les relire, non pas avec la fièvre des slogans, mais avec la froideur des documents. L'histoire du Sahara marocain appartient à cette catégorie : une histoire saturée de discours, d'interprétations, de propagandes concurrentes, mais aussi une histoire consignée dans des lettres, des télégrammes, des rapports et des pièces diplomatiques que le temps n'a pas effacés.

L'affaire de l'agression algérienne du 1er octobre 1978 contre le Maroc, telle qu'elle apparaît dans les archives des Nations unies, rappelle une évidence trop souvent oubliée : la question du Sahara marocain ne peut être réduite à un simple différend abstrait, ni à une controverse fabriquée hors sol. Elle s'inscrit dans une longue séquence diplomatique, militaire et stratégique, où le Maroc a cherché, dès les premières années de son indépendance, à parachever son intégrité territoriale par les voies du droit international et des instances multilatérales. Le document rappelle que cette démarche remonte à 1957, lorsque le Royaume porta devant les forums internationaux la question de la récupération de ses provinces du Sud.

Ce rappel historique est essentiel. Car il démontre que le Maroc n'a pas découvert le Sahara au milieu des années soixante-dix. Il n'a pas improvisé sa revendication au gré d'un rapport de force régional. Il l'a inscrite dans une continuité politique, juridique et historique, en s'appuyant sur les liens d'allégeance, les attaches territoriales et la dynamique de décolonisation. L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en 1975, puis la Marche Verte, ont constitué des moments de cristallisation, mais non le point de départ de la revendication marocaine.

La période 1975-1991 fut ensuite celle de la guerre, des repositionnements régionaux et des calculs stratégiques. Après le retrait espagnol et les Accords de Madrid, le conflit prit progressivement la forme d'une guerre d'usure, menée par le Polisario avec l'appui de l'Algérie.

Le texte rappelle également que la Mauritanie fut durement visée, notamment autour de ses intérêts économiques stratégiques, jusqu'à son retrait du conflit en 1979. Cette séquence montre que la guerre du Sahara ne fut jamais un simple face-à-face entre Rabat et une organisation séparatiste. Elle fut, dès le départ, un conflit régionalisé, nourri par des soutiens, des sanctuaires et des agendas étatiques.

C'est dans ce contexte que survient l'épisode du 1er octobre 1978. Selon la documentation présentée, le Maroc dénonça alors une agression militaire algérienne à l'intérieur de son territoire. La gravité de l'affaire tient précisément à cela : il ne s'agissait plus seulement d'un soutien indirect, d'une assistance militaire ou d'un appui logistique à une entité armée. Il s'agissait, selon la position marocaine transmise aux Nations unies, d'une violation directe de la souveraineté nationale et des frontières internationalement reconnues.

La lettre adressée le 4 octobre 1978 par le représentant permanent du Maroc auprès des Nations unies, Abdelatif Filali, au secrétaire général de l'ONU, constitue à cet égard une pièce diplomatique majeure. Elle dénonce l'attaque, en situe les lieux à l'intérieur du territoire marocain, à cinq et quinze kilomètres de la frontière, et inscrit l'incident dans le registre du droit international : violation de la Charte des Nations unies, atteinte à la souveraineté, menace contre la stabilité régionale.

Le choix marocain de porter l'affaire devant l'ONU n'était pas anodin. Il traduisait une double stratégie : documenter officiellement l'incident et internationaliser la preuve. En demandant l'inscription de la lettre parmi les documents de l'Assemblée générale, sous le point relatif au renforcement de la sécurité internationale, le Maroc cherchait à sortir l'affaire du champ de la polémique bilatérale pour la placer dans l'espace de la responsabilité internationale.

Plus forte encore est la lettre adressée par Feu Sa Majesté le Roi Hassan II au président algérien Houari Boumediene le 2 octobre 1978, jointe à la correspondance marocaine transmise à l'ONU. Ce courrier, tel que résumé dans le document, combine fermeté politique, argumentation juridique et interpellation morale. Le souverain y rappelle l'existence de l'accord de délimitation des frontières signé entre le Maroc et l'Algérie en 1972, reconnu dans un cadre africain, puis publié par l'Algérie elle-même dans son Journal officiel en 1973. Autrement dit, le Maroc reprochait à Alger d'avoir violé des frontières dont elle avait elle-même reconnu les contours.

C'est là que l'archive devient politiquement dérangeante. Car elle ne se contente pas de raconter un incident. Elle met en lumière une contradiction durable : d'un côté, un discours algérien se présentant comme défenseur du droit international ; de l'autre, des documents où le Maroc affirme avoir été attaqué sur un territoire dont la marocanité était reconnue par des accords et des cartes techniques. La question posée alors par Feu Sa Majesté le Roi Hassan II à Houari Boumediene — que voulez-vous exactement ? — dépasse la circonstance. Elle résonne comme une interrogation sur toute une politique régionale faite d'ambiguïtés, d'ingérences et de tensions entretenues.

L'enjeu de cette relecture n'est pas de rouvrir les blessures pour le plaisir de l'affrontement mémoriel. Il est de rappeler que la diplomatie ne peut pas vivre sans mémoire, et que les nations qui ne maîtrisent pas leurs archives laissent souvent les autres écrire leur histoire à leur place. Dans le cas du Sahara marocain, l'archive n'est pas un supplément décoratif. Elle est un outil de clarification.

À l'heure où les récits simplificateurs circulent plus vite que les documents, revenir aux sources devient un acte politique au sens noble du terme. Les archives des Nations unies ne disent pas tout, mais elles disent quelque chose que nul commentaire ne devrait pouvoir effacer : le Maroc a inscrit sa défense territoriale dans une logique de droit, de documentation et de responsabilité internationale.

La bataille du Sahara marocain ne se joue donc pas seulement sur le terrain diplomatique contemporain. Elle se joue aussi dans les bibliothèques, les fonds d'archives, les correspondances officielles et les pièces oubliées. Car il arrive que le passé, lorsqu'il est solidement documenté, devienne l'un des meilleurs arguments du présent.



LES GUERRES DE NOUVELLE GÉNÉRATION ET LA GESTION DE L'INFLUENCE



Par
Driss Koraich

À une époque où les mutations géopolitiques s'accélèrent et où les rapports de force évoluent à un rythme inédit, le monde se trouve face à une séquence historique délicate, marquée par la recomposition de l'ordre international selon de nouvelles approches qui dépassent les guerres traditionnelles pour entrer dans ce que l'on appelle désormais les guerres de nouvelle génération.

Ces guerres ne reposent plus uniquement sur l'affrontement militaire direct. Elles s'appuient désormais sur la gestion de l'influence, le contrôle de l'économie, de l'énergie, de la technologie, des médias et du cyberespace, ainsi que sur l'exploitation des crises et des conflits régionaux pour réorganiser le nouvel ordre international au service des intérêts des grandes puissances et de leurs positionnements stratégiques.

La guerre en Ukraine a révélé l'ampleur des transformations profondes que connaît le monde. Elle n'est pas un simple conflit régional, mais une étape décisive dans la lutte autour de la forme que prendra le prochain ordre international, des limites de l'influence entre l'Est et l'Ouest, ainsi que de l'avenir de la sécurité européenne et mondiale. Elle a également montré comment les sanctions économiques, les guerres médiatiques, les cyberattaques, les pressions financières et énergétiques sont devenues des instruments essentiels dans les batailles de redéfinition des équilibres internationaux.

Dès le déclenchement de cette guerre, il est apparu que le centre de gravité international s'était déplacé du Moyen-Orient vers l'Europe de l'Est. Le Moyen-Orient ne semblait plus occuper la même place dans les priorités des grandes puissances.

Cette situation a détourné les regards du monde de la région, laissant un vide stratégique que l'Iran a rapidement exploité à travers l'extension de son influence religieuse et confessionnelle, ainsi que l'activation de ses réseaux pour combler ce vide.

Le Moyen-Orient n'est pourtant pas un simple espace géographique où se croisent les intérêts. C'est un espace à la charge stratégique et civilisationnelle unique. Il est le réservoir énergétique du monde, mais aussi le berceau des révélations célestes et la terre des messages divins, avec toute la symbolique profonde que cela porte en matière de sécurité, de bien, de paix et de dimension humaine universelle. Dès lors, toute perturbation de ses équilibres dépasse rapidement ses frontières pour atteindre la sécurité et la stabilité mondiales.

On rapporte, dans ce contexte, que l'impératrice russe Catherine II, qui régna de 1762 à 1794, se serait interrogée sur la sagesse ayant présidé au choix de cette région précisément comme terre d'accueil des révélations célestes. Elle aurait conclu que la complexité de ses sociétés et l'enchevêtrement de ses structures en faisaient un espace permanent d'interaction et de tension, et que celui qui parvient à la comprendre et à la contenir détient les clés de l'influence sur les rapports de force mondiaux. Cette conviction demeure présente dans la vision stratégique des grandes puissances.

Le 7 octobre est venu replacer le Moyen-Orient au cœur des calculs internationaux, mais à un prix extrêmement lourd en tensions et en destructions. La région est passée, en un instant, de la marge de l'attention internationale au centre de la tempête, depuis la destruction de Gaza jusqu'à la guerre avec l'Iran.
Au Moyen-Orient, les opérations de recomposition des rapports de force se poursuivent dans des contextes complexes où s'entremêlent les enjeux de sécurité, d'énergie et de corridors stratégiques. La région est devenue un espace ouvert aux luttes d'influence, de containment et de repositionnement international. Dans ce cadre, la confrontation américano-iranienne apparaît comme un modèle de guerre de nouvelle génération. Elle ne vise pas nécessairement un règlement militaire total, mais cherche plutôt à contenir l'Iran, à limiter ses prolongements régionaux et à réorienter ses rôles selon des calculs précis de gestion des équilibres internationaux et régionaux.

Le conflit américano-iranien dépasse ainsi la dimension bilatérale classique. Il reflète des enjeux plus larges liés à la sécurité énergétique, aux routes maritimes, à l'avenir des alliances régionales et à la prévention de tout déséquilibre stratégique susceptible de redessiner les rapports de force en dehors des calculs des grandes puissances. Dans cette perspective, les pressions économiques, les sanctions, la gestion des foyers de tension et le contrôle des niveaux d'escalade sont devenus des instruments centraux de la politique de containment, permettant de maintenir le conflit dans des limites étudiées, au service d'une réorganisation de l'influence sans glissement vers un affrontement global aux conséquences imprévisibles.

Le dossier de Taïwan se présente également comme l'un des foyers de tension les plus dangereux au monde, en raison de son lien direct avec la compétition sino-américaine autour du leadership du nouvel ordre international, du contrôle des technologies avancées, des chaînes d'approvisionnement mondiales et des espaces maritimes vitaux. Cela confirme que le monde avance progressivement vers une phase de redistribution de l'influence entre les grandes puissances, dans des équilibres complexes où se mêlent puissance militaire, économie, technologie et médias.

Les relations internationales ne sont plus administrées selon la logique de dossiers isolés ou de crises séparées. Les différents foyers de tension et de conflit sont désormais interconnectés dans une architecture globale visant à remodeler le nouvel ordre international. La guerre en Ukraine, les tensions au Moyen-Orient, le dossier de Taïwan, la lutte autour de l'énergie, de la technologie et des routes maritimes sont autant de maillons d'une même équation stratégique, où s'entrecroisent les calculs de puissance, d'influence et de redistribution des centres de décision mondiaux.
Dans ce contexte, Pékin est devenue un acteur central dans la définition des normes du système international, non seulement en tant que puissance économique montante, mais aussi comme pôle international œuvrant à reformuler les équilibres mondiaux selon une approche fondée sur la multipolarité et la redistribution de l'influence économique, technologique et stratégique.
La Chine sait que l'avenir du leadership mondial ne se jouera plus uniquement par la force militaire, mais aussi par le contrôle des technologies avancées, des chaînes d'approvisionnement, de l'énergie, des ports et des infrastructures transcontinentales.



C'est dans cette logique que les grandes visites et initiatives internationales ont acquis des significations dépassant leur dimension diplomatique traditionnelle. La visite du président américain à Pékin le 14 mai de cette année, suivie directement par celle du président russe le 19 mai de la même année, montre clairement que la Chine est devenue un centre essentiel dans la gestion des équilibres internationaux. Les grands dossiers actuels, de l'Ukraine au Moyen-Orient jusqu'à Taïwan, ne peuvent plus être traités en dehors des calculs chinois.

L'Ukraine est liée à la redéfinition des frontières d'influence entre la Russie et l'Occident. Le Moyen-Orient constitue un espace de gestion de la sécurité énergétique, des corridors stratégiques et de la politique de containment. Taïwan, pour sa part, incarne le titre principal de la confrontation sino-américaine autour de l'avenir de l'ordre international et de l'influence technologique et militaire. Ainsi, tous ces dossiers sont désormais interconnectés dans une vision globale de gestion de l'influence mondiale et de prévention de tout déséquilibre stratégique susceptible de remodeler les rapports de force et les cartes d'influence en dehors des grands compromis.

Les guerres de nouvelle génération ne visent pas seulement la domination militaire. Elles cherchent aussi à reconfigurer les consciences, à influencer l'opinion publique et à affaiblir les États de l'intérieur par les pressions économiques, médiatiques, le contrôle des ressources, des marchés et des technologies. Elles constituent ainsi le prolongement d'un affrontement stratégique mondial visant à reproduire les équilibres internationaux en cohérence avec les transformations rapides que connaît le monde.

Le monde entre aujourd'hui dans une phase où la solidité des alliances traditionnelles recule.

Après des décennies marquées par l'hégémonie de ces blocs, qu'ils soient économiques ou sécuritaires, comme l'Union européenne ou l'OTAN, l'environnement international évolue vers des formes plus souples, dans lesquelles les intérêts conjoncturels se croisent selon la nature des dossiers traités, plutôt qu'en fonction d'alliances limitant les marges de manœuvre.

Le monde se dirige donc vers un espace plus fluide, où les centres d'influence se répartissent entre grandes puissances et puissances régionales montantes. Cela donne à la gestion des intérêts une place plus importante que la logique de l'alignement idéologique qui avait marqué les étapes précédentes des relations internationales.

Les différents événements internationaux ont montré que le monde évolue vers un système multipolaire dans lequel les alliances sont redéfinies selon la logique des intérêts mouvants, et non plus selon les fidélités traditionnelles.

Dans ce cadre, le dossier syrien a constitué un exemple clair de la nature des transformations en cours. La Russie a été amenée à réorganiser ses priorités stratégiques sous la pression de la guerre en Ukraine, ce qui confirme que les alliances dans le nouvel ordre international sont désormais soumises à des calculs précis liés aux rapports de force et aux intérêts stratégiques changeants.

Ce qui est remarquable aujourd'hui, c'est que le scénario syrien se répète avec l'Iran, mais avec des instruments et des calculs internationaux plus précis, compte tenu des cartes géopolitiques sensibles que possède Téhéran.

Ainsi, les crises apparaissent désormais comme interconnectées au sein d'un système global de recomposition de l'influence mondiale et de ses équilibres.

Au cœur de ces transformations, apparaît la nécessité d'une lecture stratégique profonde, capable de comprendre la nature du nouvel ordre international et de saisir que le conflit n'est plus seulement un affrontement militaire direct, mais une bataille globale pour réorganiser le monde et déterminer ses centres de décision.

Dans le tumulte de ces mutations qui redessinent les contours de l'ordre international, le Maroc apparaît comme un État émergent illustrant la capacité des pays dotés d'un leadership sage et d'une vision stratégique claire à renforcer leur positionnement international. Le Royaume n'est plus seulement un acteur régional qui accompagne les transformations. Il est devenu un acteur influent dans leur fabrication, grâce à sa stabilité politique, ses réformes économiques, ses fondements juridiques et son ouverture à des partenariats multiples. Ce parcours a été couronné par des acquis stratégiques importants à dimension souveraine, ainsi que par la première place du Maroc dans les indicateurs d'industrialisation en Afrique, devant l'Afrique du Sud en matière de performance industrielle.

Ce positionnement fait du Maroc un acteur central dans la connexion entre l'Afrique, l'Europe, le monde atlantique et l'espace méditerranéen. Il lui permet également de contribuer à la formulation des nouveaux équilibres régionaux et internationaux.

Ainsi, la compréhension des transformations internationales actuelles ne saurait être complète sans prendre en compte les nouveaux rôles des puissances montantes, au premier rang desquelles figure le Maroc, qui a réussi à transformer sa position géographique, son capital civilisationnel et sa stabilité institutionnelle en instruments de puissance, d'influence et de positionnement.

L'importance de cette réflexion réside dans sa contribution à l'enracinement d'une culture de la pensée stratégique et au renforcement de la conscience collective face aux défis imposés par les transformations internationales actuelles. Celles-ci expriment clairement que le monde est effectivement entré dans une phase de transition de l'unipolarité vers une multipolarité complexe, où les guerres de nouvelle génération apparaissent comme un mécanisme de gestion des équilibres internationaux et de redéfinition des cartes d'influence.

Puisse cette étude constituer une modeste contribution au débat académique et intellectuel autour d'un monde qui se reconfigure sous nos yeux, et d'un avenir où s'entremêlent les enjeux de puissance, d'influence et de stabilité.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN TRIBUNAL,

mais elle convoque les faits.



CHAQUE JOUR, NOUS DÉFENDONS
LA VÉRITÉ AVEC RIGUEUR ET IMPARTIALITÉ.

WWW.LODJ.MA

AU COEUR DES GRANDES RÉALISATIONS, RABAT, CAPITALE DU RAYONNEMENT CULTUREL ET DES GRANDES DISTINCTIONS.



Par
Rahima Ouazzani

A l'occasion du Salon du Livre 2026, et en qualité de maire-adjointe de la ville de Rabat, j'ai l'honneur et le plaisir de partager avec les lecteurs de l'ODJ une réflexion consacrée à une thématique essentielle, inscrite dans l'un des champs retenus: Patrimoine, mémoire et identité. À travers les distinctions internationales récemment obtenues par Rabat, je souhaite mettre en lumière cette composante fondamentale de la culture, qui façonne l'âme de la cité et contribue à son rayonnement universel.

Le point de départ se situe naturellement , en 2014, lorsque Sa Majesté le Roi Mohammed VI a initié une profonde transformation urbaine de Rabat à travers le grand programme structurant « Rabat, Ville Lumière, Capitale Marocaine de la Culture ».

Ce grand projet a depuis hissé la capitale du Royaume au rang de modèle pionnier du développement intégré et durable visant à façonner une métropole moderne et tournée vers l'avenir, tout en préservant son héritage et ses traditions.
Rabat est ainsi devenue un espace où l'innovation digitale et l'intelligence territoriale convergent au service du progrès humain, de la justice sociale et de la durabilité. Le chantier a notamment permis une revitalisation urbaine sans précédent: mise en lumière des sites historiques, valorisation de la médina, de la Kasbah des Oudayas et du site du Chellah, création d'équipements culturels emblématiques tels que le Grand Théâtre de Rabat, musées et théâtres de proximité, ainsi que la réhabilitation des lieux de culte et de l'ancienne médina.

La réalisation de ces différents projets a ancré des pratiques éco-responsables:
Réutilisation des eaux usées pour l'arrosage, développement de transports propres (tramway, bus hybrides, bus électriques, vélos en libreservice, motos électriques dans la médina).

Sur le plan culturel, Rabat s'est affirmée comme une destination prisée à l'international grâce à des festivals prestigieux (Mawazine, Jazz au Chellah, festival du livre), des expositions de classe mondiale et une dynamique artistique foisonnante.

Cette vitalité a renforcé l'attractivité de la ville pour les investisseurs et les visiteurs, faisant de Rabat une nouvelle vitrine du Maroc.

En matière de gouvernance, le programme a instauré un véritable changement de paradigme. Sa réussite repose sur un mode de gestion novateur impliquant les Sociétés de Développement Local (SDL).
Ces structures agiles ont permis une mise en œuvre efficiente, une mobilisation optimisée des ressources et une meilleure adéquation des projets aux besoins du territoire.

Au cours de ces derniers quinze ans, Rabat s'est ainsi particulièrement métamorphosée: d'une capitale essentiellement administrative, elle est devenue une cité où modernité et tradition s'entrelacent, offrant un cadre culturel et touristique où le vivre-ensemble s'exprime pleinement.

À titre de reconnaissance internationale, je mentionnerai huit distinctions attribuées à Rabat entre 2010 et 2026, témoignant de la solidité de cette réussite.

2010- Ville verte

Prix/Nomination	Année
Ville verte	2010
Patrimoine Mondiale de l'UNESCO	2012
1ere capitale de la culture africaine	2022-2023
Capitale culturelle dans le monde islamique	2022-2023
Prix d'honneur d'ONU HABITAT	2024
Prix d'excellence méditerranéen	2024
Prix de Seoul des Smart Cities *(Mention spéciale au Seoul Smart City Prize 2025 (SEOUL/WEGO)*	2025
Capitale Mondiale du livre	2026

En avril 2010, à l'occasion du 40e anniversaire de la Journée de la Terre, l'Earth Day Network a attribué à Rabat le titre de « Ville verte ».
Cette distinction marque la reconnaissance internationale du patrimoine paysager de la capitale et de ses politiques urbaines orientées vers l'aménagement durable.
La ville bénéficie en effet de 4800 hectares d'espaces verts soit un ratio de 75 m^2 par habitant.
Consciente des défis liés à une urbanisation croissante, Rabat ambitionne d'élever ce ratio à 80 m^2 par habitant, conformément aux objectifs inscrits dans son plan d'aménagement.

2012- Patrimoine Mondiale de l'UNESCO



Inscrite en 2012 sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO sous l'intitulé « capitale moderne et ville historique : un patrimoine en partage », Rabat incarne une rencontre singulière entre tradition et modernité.

La ville révèle un héritage pluriel, nourri par les grandes cultures antique, islamique, andalouse et européenne, et témoigne d'une synthèse exceptionnelle.

Cette reconnaissance repose sur des critères précis et sur des réalisations concrètes en matière de conservation, ouvrant de vastes perspectives pour le rayonnement culturel et touristique de la capitale.

Rabat préserve en effet ses monuments emblématiques — Chellah, Oudayas, médina et remparts almohades — tout en intégrant une ville nouvelle planifiée.

2022-2023 - 1ere capitale de la culture africaine
La manifestation «Rabat, Capitale Africaine de la Culture 2022» s'est déroulée dans la ville de Rabat et s'est étendue sur une année entière, entre juin 2022 et mai 2023, dans le cadre d'un partenariat entre le Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, l'Organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique, et le Conseil municipal de Rabat.
L'obtention de ce titre consacre la combinaison déterminantede plusieurs paramètres : un patrimoine historique exceptionnel, des investissements considérables dans des infrastructures culturelles modernes, et une volonté politique affirmée de faire de Rabat un véritable pôle artistique et intellectuel pour le continent.

2022-2023 : ICESCO: Rabat Capitale culturelle dans le monde islamique
Le choix de Rabat comme «Capitale culturelle du monde islamique 2022-2023» par l'ICESCO a mis en lumière les multiples singularités de la capitale marocaine:

- Patrimoine historique et spirituel: des monuments emblématiques de la civilisation islamique — la Tour Hassan, le Mausolée Mohammed V, la médina et la Kasbah des Oudayas — inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO.
- Infrastructure culturelle moderne: un centre universitaire et artistique majeur, ainsi que des équipements contemporains qui renforcent l'attractivité de la ville.

2024- Prix d'honneur ONU Habitat
En octobre 2024, Rabat a reçu le Prix d'Honneur d'ONU-Habitat lors de la Journée mondiale de l'habitat à Querétaro, au Mexique.

Cette distinction repose sur ses réalisations exemplaires en matière de développement urbain durable, notamment l'inclusion des jeunes, la réhabilitation des espaces publics et la création de 175 terrains de sport de proximité.
Les organisateurs ont estimé que l'évolution de Rabat s'inscrit pleinement dans l'Objectif de Développement Durable n°11 fixé par l'ONU, qui vise à rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables d'ici 2030.

2024-Prix d'excellence méditerranéen

En octobre 2024, Rabat a été distinguée à Rome par le Prix Méditerranéen de l'Excellence, remis par l'Association des Journalistes Méditerranéens.
Cette reconnaissance s'appuie sur l'engagement constant de la capitale marocaine en faveur de l'inclusion sociale, de la promotion culturelle et du développement durable, conformément aux hautes orientations royales et au programme «Rabat Ville Lumière, Capitale Marocaine de la Culture».
À travers ses politiques publiques, Rabat garantit un accès équitable à la culture et s'impose comme une ville verte, inclusive et résiliente, portée par une urbanisation écoresponsable.

2025- Prix de Seoul des Smart Cities (Mention spéciale au Seoul Smart City Prize 2025 (SEOUL/WEGO)

Lors du Congrès mondial des villes intelligentes, qui rassemble gouvernements locaux, institutions et entreprises innovantes, Rabat s'est distinguée en 2025 en recevant une Mention spéciale au Seoul Smart City Prize (SEOUL/WEGO).
Cette distinction, remise à Séoul par la municipalité et l'organisation internationale WEGO ((World Smart Sustainable Cities Organization) , a salué les avancées de la capitale marocaine en matière de mobilité intelligente, d'inclusion numérique et de durabilité urbaine.



2026-Capitale Mondiale du livre

En 2026, Rabat a été consacrée par l'UNESCO Capitale mondiale du livre, une distinction honorant ses politiques culturelles ambitieuses, la vitalité de son industrie éditoriale et son engagement exemplaire pour l'inclusion sociale par la lecture.
La cérémonie d'ouverture s'est tenue le 23 avril 2026 au Théâtre Mohammed V, à l'occasion de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, marquant le début d'une année entière de célébrations et d'activités culturelles.
Rabat affirme ainsi sa volonté de faire du livre un instrument de développement humain et de lutte contre l'analphabétisme, en rapprochant la lecture des publics éloignés: quartiers populaires, hôpitaux, prisons et maisons de jeunes.
Cette reconnaissance internationale confirme la capitale du Royaume comme centre culturel et intellectuel majeur du Maghreb et de l'Afrique, rejoignant le cercle prestigieux des grandes métropoles mondiales du savoir, après Strasbourg (2024) et Rio de Janeiro (2025).

Ce panorama des distinctions internationales obtenues par Rabat met en évidence, à travers les critères qui ont présidé à leur attribution, l'ampleur du chemin parcouru par la capitale du Royaume.

En l'espace de deux décennies, la ville a en effet su dépasser son statut administratif pour s'affirmer comme une métropole moderne, résolument tournée vers l'avenir, tout en préservant son héritage et ses traditions dans le cadre d'un développement intégré et durable.

Cette trajectoire exemplaire s'inscrit dans le grand programme structurant «Rabat, Ville Lumière, Capitale Marocaine de la Culture», lancé en 2014 par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Primée pour la valorisation de son riche patrimoine historique, pour son urbanisme planifié intégrant espaces verts et quartiers modernes, pour ses politiques environnementales, son offre culturelle et ses projets garantissant mobilité, inclusion numérique et sociale, Rabat jouit aujourd'hui d'un rayonnement international affirmé et attire un tourisme culturel en constante progression.

Par son développement multidimensionnel, elle devient ainsi la vitrine d'un Maroc nouveau, porteur de valeurs universelles de tolérance, de savoir, de solidarité et d'ouverture.

Cette dynamique génère toutefois de nouveaux défis: la croissance démographique et l'expansion urbaine menacent l'équilibre entre patrimoine et modernité, ainsi que la préservation des espaces verts. Le développement des agglomérations périphériques accentue les enjeux de mobilité et de transport.

Le futur RER, reliant Kénitra à Skhirat via Salé, Rabat, Témara et Aïn Attig, apportera incontestablement une réponse structurante à ces besoins.

De même, les opérations en cours dans le quartier de l'Océan (démolitions et relogements), la réhabilitation du quartier Akkari, la délocalisation d'activités pour libérer le littoral (abattoirs, marché de gros), la création de nouvelles zones de promenade, ainsi que la construction d'un nouveau Centre Hospitalier Universitaire, s'inscrivent dans cette une vision de long terme.

Ces projets posent néanmoins des enjeux majeurs en matière d'inclusion sociale et numérique: il s'agit en effet de garantir que les avancées technologiques et culturelles bénéficient à toutes les couches sociales et répondent à leurs besoins en logement, emploi et accès aux services publics.

C'est à ce prix que Rabat continuera d'incarner une synthèse exceptionnelle entre tradition et modernité, au sein d'une capitale moderne, durable et inclusive.



LA QUÊTE D'UN DÉVELOPPEMENT AUTHENTIQUEMENT INCLUSIF : UNE LECTURE SOLIDAIRE DES DIAGNOSTICS DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE MAROC

La publication, en cette fin d'avril 2026, des derniers diagnostics de la Banque mondiale, le Morocco Growth and Jobs Report accompagné de son Country Private Sector Diagnostic, offre une base factuelle précieuse pour interroger, non plus seulement la performance économique du Royaume, mais la finalité même de son modèle de développement.



Par
Abderrahmane karmane

Si l'institution de Bretton Woods mobilise ses analyses dans une perspective principalement articulée autour de la libéralisation et de la compétitivité, il est non seulement possible mais nécessaire de procéder à une lecture alternative de ces mêmes données.
Une lecture qui replace la justice sociale, la solidarité et l'émancipation humaine au cœur des finalités de l'action publique.
Cette analyse se propose donc d'examiner les constats de la Banque mondiale en les soumettant à l'épreuve d'une grille de valeurs fondée sur l'équité, la soutenabilité sociale et le droit commun.

I. La croissance sans l'emploi : l'aveu d'une déconnexion entre l'économique et le social.

Le constat le plus saisissant dressé par les rapports de la Banque mondiale est celui d'une croissance économique qui coexiste avec une atonie persistante de l'emploi.
La population en âge de travailler a crû près de deux fois et demie plus rapidement que le nombre d'emplois disponibles entre 2000 et 2024.
Ce déséquilibre ne relève pas d'une fatalité technique, mais constitue l'indicateur d'une inadéquation structurelle entre les finalités de la production et les besoins sociaux fondamentaux.
La prédominance des très petites entreprises — représentant 94 % du tissu productif, concentrées dans le commerce et la construction — ne saurait être interprétée uniquement comme un signe de faible productivité, ainsi que le ferait une lecture orthodoxe. Elle traduit aussi, fondamentalement, une stratégie de survie face à un modèle économique qui n'assure pas sa fonction intégratrice.
L'économie solidaire, précisément, se distingue par sa capacité à reconnaître la dignité de ces unités de production, à les soutenir par des politiques de mutualisation, de finance solidaire et d'accompagnement, plutôt qu'à les disqualifier au nom de leur taille modeste.
La Banque mondiale souligne par ailleurs une tendance contre-productive : les entreprises les moins efficientes se développent davantage que les plus performantes, en raison de rentes de situation et de segmentations des marchés.
Cette observation corrobore la critique solidaire fondamentale selon laquelle les marchés, livrés à eux-mêmes, ne produisent ni allocation optimale ni justice distributive.
Une politique de justice sociale exigerait un encadrement rigoureux des positions dominantes et un soutien actif à l'économie sociale et coopérative, dont le but n'est pas l'accumulation privée, mais la satisfaction des besoins collectifs.

II. Le capital humain relégué : la question de l'inclusion comme exigence de justice.

L'effondrement du taux d'activité, passé de 53,1 % en 2000 à 43,5 % en 2024, est un signal d'alarme que la Banque mondiale documente sans en tirer toutes les implications sociales.
Cette contraction ne témoigne pas d'un enrichissement permettant un retrait volontaire du marché du travail, mais d'un phénomène de découragement massif et de désaffiliation sociale.

Des pans entiers de la population, particulièrement parmi les jeunes diplômés, dont 43 % occupent un emploi sans rapport avec leur qualification, se trouvent privés de la possibilité de contribuer à la société et d'en recevoir une juste rétribution.

La situation des femmes, documentée avec précision par l'institution, constitue un scandale silencieux au regard des principes de justice sociale .

Un taux de participation féminine de 19 % en 2024, alors que les niveaux d'éducation progressent, signifie que la société marocaine se prive délibérément des talents et de l'énergie de la moitié de sa population.

Les causes identifiées relèvent de blocages sociétaux profonds, au-delà des seuls mécanismes économiques : l'insuffisance criante des services de garde d'enfants accessibles, la persistance de dispositions juridiques inégalitaires etc....

L'inclusion n'est pas, dans une perspective solidaire, un simple instrument au service de la croissance — quand bien même la Banque mondiale estime qu'elle pourrait augmenter le PIB de 15 à 20 %.

Elle est une exigence de justice, un impératif éthique avant d'être un calcul économique. La société qui exclut une partie de ses membres du travail décent et de la reconnaissance sociale se déshumanise, indépendamment de ses performances macroéconomiques .

III. La vulnérabilité exogène : le prix de la dépendance et l'impératif de souveraineté.

La révision à la baisse de la prévision de croissance pour 2026 à 4,2 %, liée aux tensions géopolitiques et à la volatilité des prix énergétiques, met en lumière la vulnérabilité extérieure du Maroc.

Cette dépendance est le produit de choix historiques d'insertion dans la division internationale du travail et d'une spécialisation qui expose le pays aux chocs exogènes sans amortisseurs sociaux suffisants.

La réponse solidaire à cette vulnérabilité ne saurait se réduire à l'attraction d'investissements étrangers ou à la conquête de parts de marché à l'exportation.

Elle appelle une stratégie de renforcement de la souveraineté nationale dans des secteurs vitaux — énergétique, alimentaire, pharmaceutique — et un bouclier social capable de protéger les populations les plus fragiles face aux turbulences mondiales.

La transition vers des énergies renouvelables, identifiée par la Banque mondiale comme un gisement d'opportunités, doit être conduite dans une logique de biens communs et non d'appropriation privée des ressources collectives que sont le soleil et le vent.

IV. Le rôle de l'État : du facilitateur de marché au garant des droits.

Le diagnostic de la Banque mondiale concernant le poids de l'État dans l'investissement, représentant entre la moitié et les deux tiers du total, est formulé en termes d'effet d'éviction du secteur privé. L'institution appelle à un désengagement public au profit d'acteurs marchands.

Cette perspective entre en contradiction avec la fonction sociale de la puissance publique telle que la conçoit une économie solidaire. L'État n'est pas un acteur comme les autres.

Il est le garant de la satisfaction des besoins fondamentaux, santé, éducation, logement, sécurité alimentaire, que le marché, par nature, ne peut assurer pour tous.

La question n'est donc pas celle du retrait de l'État, mais de sa réorientation : d'un État développeur et parfois rentier vers un État social, redistributeur et partenaire des initiatives citoyennes.

Le déficit de productivité que pointe la Banque mondiale doit être interprété comme le symptôme d'une insuffisante démocratisation économique, et non comme la preuve d'une inefficacité congénitale de l'intervention publique.



V. Économie sociale et solidaire : le chaînon manquant des diagnostics officiels.

L'absence la plus significative des rapports de la Banque mondiale est celle de toute référence substantielle à l'économie sociale et solidaire comme voie de transformation.

Coopératives, mutuelles, associations productives, entreprises d'insertion : ces formes d'organisation économique, qui placent la personne et l'objet social avant le capital, constituent pourtant une réponse concrète aux blocages identifiés. Elles créent des emplois non délocalisables.

Elles ancrent la valeur ajoutée dans les territoires. Elles démocratisent l'accès à la décision économique. Au Maroc, le secteur coopératif, notamment dans l'agriculture et l'artisanat, a démontré sa capacité à améliorer les revenus des petits producteurs tout en préservant les équilibres sociaux et environnementaux.

La filière de l'argan, que la Banque mondiale identifie comme un secteur à potentiel, repose très largement sur des coopératives féminines dont le modèle allie activité économique et émancipation sociale.

VI. Pour une feuille de route alternative.

Les constats établis par la Banque mondiale, une fois relus à la lumière des principes de solidarité et d'équité, suggèrent non pas un ajustement marginal des politiques existantes, mais un changement de paradigme.

Quatre axes se dégagent.

Premièrement, la reconnaissance du droit au travail décent comme droit fondamental, impliquant des politiques actives de création d'emplois dans les services sociaux, les infrastructures de soin et la transition écologique — secteurs où le besoin social rencontre le potentiel d'emploi.

Deuxièmement, la refonte du cadre juridique et institutionnel qui maintient les femmes dans une citoyenneté économique de seconde zone, en commençant par la réforme des dispositions successorales discriminatoires et l'investissement massif dans les services de garde d'enfants accessibles à toutes .

Troisièmement, l'orientation de la commande publique et des incitations fiscales vers les structures de l'économie sociale et solidaire, les très petites entreprises et les initiatives ancrées territorialement.

Quatrièmement, la construction de mécanismes de protection sociale universalistes, financés par une fiscalité progressive assumée, capables de protéger l'ensemble de la population face aux chocs économiques sans la stigmatisation associée aux dispositifs d'assistance conditionnelle.

La Banque mondiale pose un diagnostic lucide sur les blocages structurels de l'économie marocaine. Ses recommandations demeurent cependant prisonnières d'un cadre conceptuel qui fait de la croissance marchande l'alpha et l'oméga du développement.

Une société plus juste ne se construira pas seulement en libéralisant davantage ou en flexibilisant le marché du travail.

Elle s'édifiera en restaurant la primauté de la personne sur le capital, de la solidarité sur la concurrence, et du droit sur le rapport de force économique. Tel est le défi que les données de la Banque mondiale, lues autrement, appellent à relever.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS UN OPÉRATEUR,

mais elle vous met
en ligne avec **le réel.**



Connexion directe
entre les faits, leur contexte,
et ce qu'ils changent pour vous.

WWW.LODJ.MA

DEMI-FINALE U17 UNE DÉFAITE, DES ENSEIGNEMENTS..

Il y a des défaites qui font mal mais qui enseignent. Hier soir, l'élimination des U17 marocains en demi-finale face au Sénégal appartient aux deux catégories :

- Douloureuse par le contexte, c'est difficile de perdre à domicile et de supporter l'attitude impertinente des jeunes sénégalais à la fin du match. Une attitude accentuée par la provocation puérile d'un des membres du staff au tout début du match.
- Précieuse si l'on se fie au comportement du public marocain qui a su rester digne et également si l'on en fait une lecture correcte.

Depuis la demi-finale historique de 2022, le football marocain vit au sommet de la montagne, une altitude inhabituelle et nouvelle. À cet effet, il faut arrêter avec le délire qui consiste à dire qu'une victoire à la CAN est supérieure à une présence en demi-finale de Coupe du Monde. Faire partie du Top 4 mondial c'est l'extase pour un pays du Sud Global footballistique. D'autant que cette demi-finale a permis au football marocain de franchir une étape. Les succès se sont enchaînés, ces trois dernières années, toutes catégories confondues — et ce n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat d'investissements considérables et structurels : des stades modernes, des complexes d'entraînement de niveau mondial, une politique de formation repensée de fond en comble, et un travail de détection qui va chercher les talents d'origine marocaine jusqu'aux académies européennes les plus lointaines. L'attribution de la Coupe du monde 2030, que le Maroc va organiser avec l'Espagne et le Portugal, a amplifié cette dynamique. Fort de sa légitimité nouvelle, le Maroc s'est porté candidat à l'organisation de nombreuses compétitions de premier plan à l'échelle mondiale. Il a montré sa capacité à organiser les compétitions les plus relevées aux standards les plus élevés.

Mais il ne savait pas qu'en haut de la montagne le vent souffle plus fort. Quand on était l'outsider qui montait, chaque victoire était un bonus. Aujourd'hui que le Maroc est attendu, scruté, ciblé avec une pression énorme sur les joueurs, la moindre contre-performance devient source de dénigrement. C'est le prix du statut. C'est aussi le signal que le travail n'est jamais terminé.



Par
Bargach Larbi

On était, il y a quelques mois encore, le pays leader d'une Afrique bienveillante, qui nous célébrait à coup de klaxons, nous sommes aujourd'hui la cible d'une campagne de haine qui rend les arbitres très prudents lorsqu'il s'agit de trancher une décision litigieuse. La campagne d'avant la finale, orchestrée par l'entraineur sénégalais et le Président de sa fédération, a marqué les esprits. Ça n'explique pas les déboires récents, notamment à domicile.
À l'exception de la belle victoire en CAN U23, le bilan récent est une succession de finales perdues et de rendez-vous manqués :

- La CAN féminine (entachée d'une injustice arbitrale incontestable),
- La Ligue des Champions d'Afrique avec l'AS FAR (victime de quelques erreurs d'appréciations, comme une expulsion directe à la 10ème minute et quelques pénalty non sifflés),
- La CAN 2025 — dont le dénouement reste suspendu à une éventuelle décision sur tapis vert — et hier,
- Cette élimination en U17 qui fait l'effet d'une gifle.

Autant de déboires qu'il faudra analyser pour ne pas transformer en crise ce qui n'est que la loi de la montagne. Sur sa route le Maroc, depuis quelques mois, rencontre le Sénégal, un des rares pays africains à avoir investi dans la formation. Un pays frère en mutation, pour ainsi dire. Après le comportement anti sportif de la finale de la CAN, ses joueurs ont récidivé. Ce n'est pas pour contester leur qualification mais la victoire sénégalaise d'hier soir aurait pu être belle. Elle ne l'a pas été, du moins dans l'attitude. Les provocations répétées, le comportement irrespectueux d'une partie du staff ont laissé un goût amer que le résultat seul n'explique pas. Seul le public, et l'entraineur, est resté correct. Les relations sportives entre les deux pays sont devenues exécrables, et ce n'est pas le fait du Maroc. C'est pour ça qu'il ne faut pas répondre à la provocation par la provocation. Le pays a construit quelque chose de sérieux et de durable, il ne peut plus se permettre des écarts. Les dérives observées sur la toile ne correspondent pas à ce quoi on aspire.

Le Maroc a besoin de corriger ses erreurs pour ne plus les refaire. Ces résultats douloureux nous rappellent que l'infrastructure ne suffit pas, que la détection ne suffit pas, que le talent ne suffit pas. Il faut aussi un travail sur le moral des joueurs pour supporter cette nouvelle pression. La montagne a été gravie. C'est un fait historique que personne ne peut effacer. Mais y rester exige encore plus que d'y monter. Le Maroc de 2026 a tout pour répondre présent. À condition de ne pas confondre l'altitude acquise avec une garantie d'éternité.



HAUSSE DES PRIX DES VIANDES ET DES MOUTONS DE L'AÏD AU MAROC : LE VRAI PROBLÈME EST-IL LE "KESSAB" OU LA MULTIPLICATION DES INTERMÉDIAIRES ?



Par
Abdelghani El Arrasse.

« L'identification et l'intégration fiscale des intermédiaires du secteur des viandes et du bétail sont devenues indispensables afin de garantir la transparence du marché, lutter contre les pratiques spéculatives et préserver le pouvoir d'achat des citoyens. »

Face à la hausse sans précédent des prix des viandes rouges et des moutons de l'Aïd au Maroc, la colère populaire ne cesse de grandir. Une partie de l'opinion publique pointe du doigt les éleveurs et les bouchers, accusés de profiter de la situation au détriment du pouvoir d'achat des citoyens.

Cependant, une analyse plus objective du marché montre que le problème dépasse largement la seule question de la production animale. La véritable difficulté réside surtout dans la multiplication des intermédiaires et des circuits informels qui contrôlent progressivement le marché.

En réalité, de nombreux petits éleveurs souffrent eux-mêmes de l'augmentation du coût des aliments pour bétail, du transport, des effets de la sécheresse et des charges liées à l'élevage. Pourtant, entre le producteur et le consommateur final, plusieurs intermédiaires interviennent, achetant parfois le bétail à des prix relativement bas avant de le revendre avec des marges importantes.
Cette situation favorise la spéculation et contribue à maintenir artificiellement des prix élevés. Certains acteurs informels du secteur peuvent même limiter volontairement l'offre sur le marché afin de donner l'impression que la demande est supérieure à l'offre, ce qui permet de préserver des niveaux de prix très élevés.

Dans ce contexte, il devient nécessaire de distinguer clairement l'éleveur producteur des réseaux d'intermédiation et de spéculation qui profitent du manque d'organisation du marché.

C'est pourquoi il serait utile que le Ministère de l'Industrie et du Commerce, en coordination avec le Ministère de l'Économie et des Finances, mette en place une stratégie de structuration du secteur à travers plusieurs mesures :

- Identification officielle des intermédiaires opérant dans les marchés de bétail et de viande ;
- Obligation d'immatriculation fiscale et commerciale ;
- Déclaration transparente des revenus et des transactions ;
- Contrôle des marges et lutte contre la spéculation abusive ;
- Digitalisation progressive des circuits de commercialisation ;
- Étude de l'introduction de la vente au kilogramme dans certains marchés organisés afin d'améliorer la transparence des prix.

Par ailleurs, le développement des coopératives agricoles et des circuits courts entre producteurs et consommateurs pourrait contribuer à réduire le nombre d'intermédiaires et à stabiliser les prix.

La protection du pouvoir d'achat des Marocains ne peut reposer uniquement sur des mesures ponctuelles ou sur l'importation temporaire de bétail. Elle nécessite une réforme structurelle profonde des circuits de distribution et de commercialisation, fondée sur la transparence, l'équité fiscale et une meilleure régulation du marché.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS UNE MONTRE,

mais elle vous donne
le bon tempo **de l'actualité.**



NI TROP TÔT, NI TROP TARD :
AU MOMENT JUSTE, AVEC LA BONNE LECTURE.

WWW.LODJ.MA

ÉTATS-UNIS-CHINE: LE MONDE PEUT-IL ÉVITER LE PIÈGE DE THUCYDIDE?

Chers amis, chères amies,

Je partage avec vous mon dernier article : « États-Unis–Chine : le monde peut-il éviter le piège de Thucydide ? »

J'y explore une question qui dépasse la simple rivalité entre deux puissances :

Lorsqu'une puissance émergente rencontre une puissance dominante, le conflit devient-il inévitable, ou l'histoire peut-elle être déjouée par la diplomatie, l'intelligence stratégique et la coopération ?

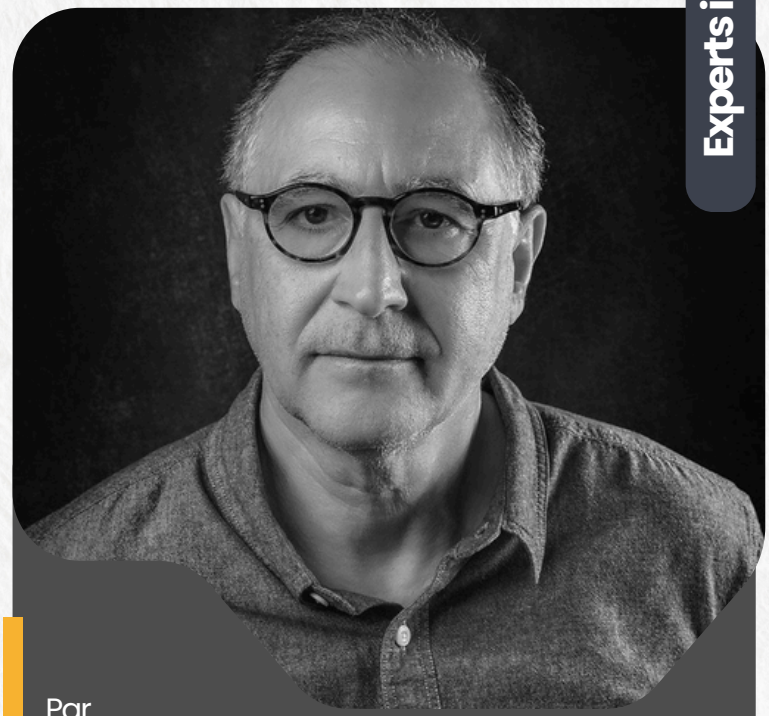
PAR LAHCEN HADDAD/LE360.MA

Merci de retweeter si ce thème vous interpelle :



Par
Lahcen Haddad

MAROC-CHINE : LES USINES INTELLIGENTES ENTRE PARTENARIAT INDUSTRIEL ET SOUVERAINETÉ COGNITIVE



Par
Az-Eddine Bennani

Wald Maâlam entre industrie 4.0, intelligence industrielle et avenir technologique africain

Le Maroc connaît aujourd'hui une accélération remarquable de sa transformation industrielle.
Automobile, batteries électriques, matériaux avancés, infrastructures numériques, logistique intelligente, télécommunications : le Royaume consolide progressivement sa place de plateforme industrielle stratégique entre l'Europe, l'Afrique et le monde arabe.
Dans cette dynamique, les investissements chinois occupent une place croissante. Ils participent à l'émergence d'un nouvel environnement industriel marqué par l'automatisation, la digitalisation, les technologies de production avancées et l'intelligence industrielle.

Cette évolution constitue une opportunité majeure.
Elle peut favoriser la création d'emplois, renforcer l'intégration du Maroc dans les chaînes mondiales de valeur, accélérer la montée industrielle du Royaume et soutenir son ambition de hub technologique régional. Mais elle appelle également une réflexion stratégique tournée vers le moyen et le long terme.

Car derrière les bâtiments industriels, les robots, les écrans numériques, les lignes automatisées et les discours sur l'industrie 4.0 apparaît une question rarement discutée publiquement : qui contrôle réellement l'intelligence des usines intelligentes ?
La question mérite d'être posée non pas contre un partenaire économique, mais au service d'une coopération internationale durable, équilibrée et mutuellement bénéfique. L'intelligence invisible des usines modernes Lorsque l'on parle d'usines intelligentes, le débat public évoque généralement les robots, les capteurs connectés, l'intelligence artificielle, les jumeaux numériques ou l'automatisation avancée.
Ces éléments sont visibles. Mais ils ne représentent qu'une partie de la réalité industrielle contemporaine. Une usine intelligente repose aussi sur des architectures numériques plus discrètes, mais décisives.

Parmi elles figure le MES — Manufacturing Execution System. Le terme peut sembler technique. Son rôle, lui, est fondamental. Le MES agit comme le centre nerveux opérationnel de la production. Situé entre les systèmes de gestion de l'entreprise et les équipements industriels, il coordonne en temps réel l'activité de fabrication.

Il organise les ordres de production, supervise les cadences, gère les paramètres industriels, suit la qualité, collecte les données des machines, pilote certains flux opérationnels et contribue à l'optimisation globale de la performance industrielle.
Dans les environnements industriels avancés, ces systèmes interagissent souvent avec des dispositifs d'intelligence artificielle capables d'anticiper certaines défaillances, d'optimiser la consommation énergétique, d'améliorer les rendements ou d'ajuster automatiquement certains paramètres.
Autrement dit, l'intelligence d'une usine moderne ne réside plus uniquement dans ses machines. Elle réside aussi dans les logiques numériques qui organisent leur fonctionnement. Et cette évolution transforme progressivement la nature même de la coopération industrielle internationale.

Au-delà de la souveraineté numérique : la souveraineté cognitive
Depuis plusieurs années, les débats autour de la souveraineté numérique prennent de l'ampleur.

Cloud souverain. Cybersécurité. Protection des données. Infrastructures critiques. Ces sujets demeurent essentiels.

Maroc-Chine : dépasser l'opposition stérile

L'enjeu ne consiste pas à opposer ouverture internationale et souveraineté nationale. Le vrai défi est plus ambitieux. Il consiste à construire une coopération industrielle de nouvelle génération. Une coopération capable d'associer investissement, innovation, confiance, montée en compétence locale et création partagée de valeur cognitive.

Le Maroc et la Chine disposent précisément de plusieurs atouts pour évoluer dans cette direction. Le Maroc apporte un positionnement géostratégique singulier, une ouverture africaine, une stabilité institutionnelle reconnue, une ambition industrielle affirmée et une capacité croissante d'intégration régionale.

La Chine apporte une forte expertise industrielle, une capacité d'investissement importante, une expérience avancée de l'industrie intelligente et une maîtrise reconnue des écosystèmes numériques de production.

L'enjeu n'est donc pas seulement d'installer des technologies sur un territoire. L'enjeu est de construire progressivement des capacités durables de compréhension, d'appropriation, d'apprentissage et d'innovation.

Wald Maâlam et la logique du maître artisan Pourquoi mobiliser ici la figure de Wald Maâlam ? Parce que le maître artisan marocain connaissait intuitivement une vérité que l'industrie numérique redécouvre aujourd'hui. Posséder un outil ne suffit pas. Comprendre sa logique est essentiel.

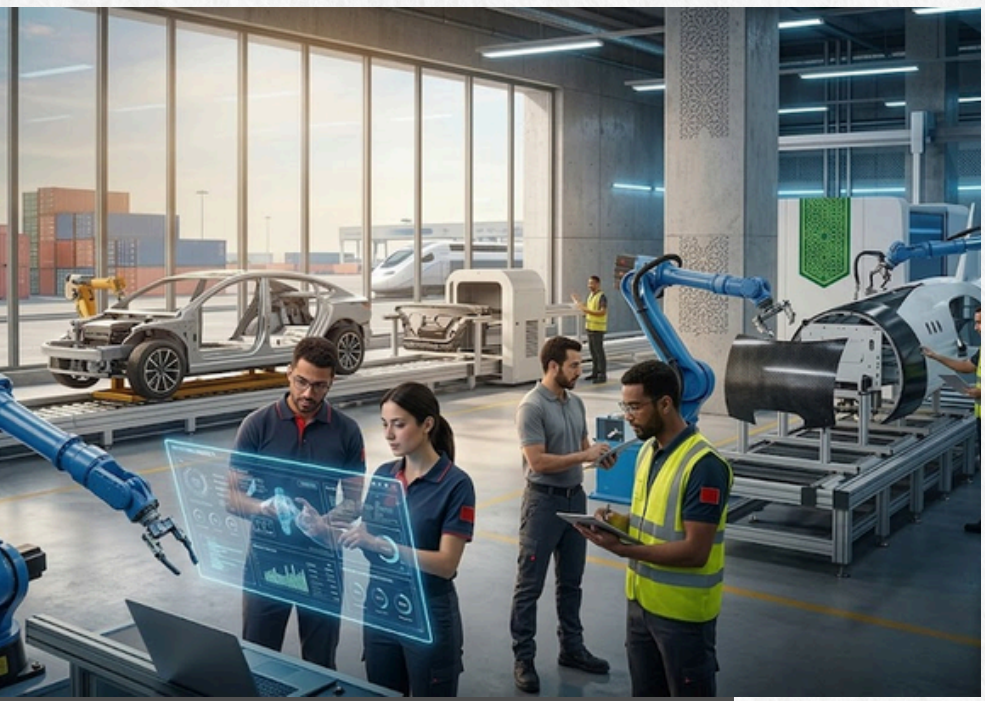
Un apprenti qui utilise une aiguille sans comprendre profondément le geste du maître demeure dépendant. Il peut reproduire. Mais il ne peut ni réparer véritablement, ni adapter, ni transmettre pleinement, ni innover durablement. L'industrie intelligente fonctionne désormais selon une logique comparable.

Un pays qui utilise des architectures numériques sophistiquées sans en comprendre suffisamment les logiques internes risque de demeurer un utilisateur avancé plutôt qu'un acteur pleinement autonome.

La coopération technologique la plus durable n'est pas celle qui se limite à l'usage. C'est celle qui construit progressivement la compréhension, l'autonomie et la capacité d'innovation.

Cette logique ne concerne pas uniquement l'usine. Elle concerne aussi la recherche, l'enseignement supérieur et la transmission des savoirs. Dans la tradition du Maâlam, former ne signifie pas simplement enseigner un contenu ou superviser un travail académique. Former signifie transmettre une manière de penser, une méthode d'analyse, une discipline intellectuelle, un regard critique et une capacité progressive à produire son propre savoir.

La relation entre les deux auteurs de cette tribune s'inscrit précisément dans cette tradition. Durant plusieurs années, Wald Maâlam a accompagné,



transmis, conseillé et formé la seconde autrice dans le cadre d'un parcours doctoral conduit jusqu'à l'obtention de son doctorat.

Au-delà de la réussite académique, l'enjeu était plus profond : développer progressivement une autonomie intellectuelle, une capacité de recherche, une compréhension des transformations industrielles contemporaines et une aptitude à construire des ponts entre contextes marocain, chinois et internationaux.

À l'image du maître artisan et de son apprenti, l'objectif n'est pas de fabriquer une reproduction du maître. Il est de permettre à l'apprenti de devenir progressivement capable de penser, créer, transmettre et contribuer à son tour.
Peut-être est-ce aussi cela, aujourd'hui, la vocation contemporaine de Wald Maâlam : faire vivre la tradition du Maâlam marocain dans l'univers de la recherche, de l'industrie intelligente et de la coopération internationale.

Vers une coopération Maroc-Chine de nouvelle génération
Plusieurs orientations pourraient contribuer à renforcer une coopération Maroc-Chine fondée sur l'apprentissage mutuel et la création de valeur partagée.

Premièrement, développer davantage de centres conjoints de recherche et d'innovation Maroc-Chine autour de l'industrie intelligente, des batteries, de l'IA industrielle, de la cybersécurité industrielle, des architectures MES et des systèmes avancés de production.
Deuxièmement, encourager un transfert progressif des capacités cognitives. Au-delà de la formation utilisateur, il s'agirait de renforcer localement les compétences liées à l'architecture des systèmes industriels, à l'ingénierie numérique, à la maintenance experte, à l'audit des systèmes complexes et aux capacités d'évolution technologique.

Troisièmement, faire du Maroc une plateforme sino-africaine de compétences industrielles intelligentes, capable de rayonner vers le continent africain à travers la formation, la recherche appliquée, l'innovation industrielle et les partenariats technologiques. L'Afrique face à sa prochaine frontière industrielle.

L'Afrique entre progressivement dans une nouvelle phase de son industrialisation.
Mobilité électrique. Batteries. Automatisation. Usines intelligentes. Intelligence industrielle. Cette transformation représente une opportunité historique. Mais elle invite également à dépasser une logique de simple consommation technologique.

Le futur industriel africain gagnerait à combiner ouverture internationale, partenariats équilibrés, montée en compétence locale et capacité croissante d'innovation endogène.

C'est dans cet esprit qu'une coopération Maroc-Chine articulant performance industrielle, apprentissage mutuel, innovation partagée et souveraineté cognitive pourrait devenir une référence internationale.
Car demain, la question ne sera peut-être plus seulement : qui investit dans les usines ? Mais aussi : qui construit les capacités humaines, cognitives et technologiques permettant de comprendre, piloter et faire évoluer les usines du futur ?



RECONNAISSANCE AU MAROC EN 2026 - ÉPISODE 1



Par **Rachid Boufous.**

En 1884 Charles de Foucauld publie son célèbre livre « Reconnaissance au Maroc ». Il avait réussi à sillonner le pays du nord au sud alors interdit aux étrangers, grimé en rabbin juif et accompagné en cela par Mardochee Abu Serour, qui lui servit de guide.

De Foucauld fournit un livre exceptionnel sur l'état du Maroc dans la seconde moitié du 19eme siècle et qui servira, vingt cinq ans plus tard aux français, pour prendre pied dans l'empire chérifien. Ses descriptions des lieux traversés a attiré mon attention.
Je vais essayer de reprendre la même démarche en décrivant les régions que je traverse, au gré de mes pérégrinations à travers le Maroc en 2026, soit un siècle et demi après le passage de De Foucauld.
Ce voyage se fera sur plusieurs mois, ne respectera pas forcément le même parcours que le faux rabbins, mais apportera un éclairage la transformation de notre pays et qu'il est devenu, depuis ce passage...

Jour 1 :
Je pars de Casablanca vers mon fief dans le Tafilalet, précisément à Goulmima située à 60km d'Errachidia dans le sud-est marocain. Huit heures de route.
Je choisis d'y aller en voiture, afin de profiter des paysages, bien qu'un vol aérien d'une heure de trajet, existe une fois par jour de Casablanca à Errachidia.
Je compte passer une semaine à Goulmima à l'occasion de l'Aid El Kebir 2026.

Je traverse un Casablanca vide pour un dimanche.
J'ai pris toutes mes affaires, mon ordinateur, le monde moderne a ses impératifs, on ne peut plus se passer de son bureau ambulant.
Je prends la rocade urbaine vers Berrechid, avant de bifurquer par l'autoroute de Benimellal-Tadla.
Je décide d'aller dans le Tafilalet par le milieu du pays, en lieu et place de la route habituelle par rabat-meknes-azrou, qui risque d'être très chargée en ces journées avant l'aid ou beaucoup de marocains voyagent autant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.
C'est l'une des grandes révolutions de ces vingt-cinq dernières années. La construction d'autoroutes et le développement de l'aérien, ont facilité les déplacements, même si traditionnellement, les gens rentrent chez eux dans le bled. Le principal mode de déplacement de masse reste le car et l'accès au crédit a grandement facilité l'acquisition de voitures personnelles.

Les autoroutes du pays sont bien faites et largement pourvues d'aires de repos et de stations de services. L'autoroute de Casablanca -BeniMellal reste désespérément vide, les gens préfèrent encore la route nationale, gratuite.

Toutefois la sécurité apportée par l'autoroute reste appréciable, notamment en cas de pépin.
La plaine de la Chaouia, et du Mzab s'étendent devant nos yeux, portant des milliers d'hectares de blé. Il y'a trois mois cette même pleine était verte à perte de vue. Cette année il a plu beaucoup. Les nappes se sont rechargées ainsi que les barrages. Les agriculteurs ont commencé les moissons cette fin du mois de mai. Le paysage d'or qui se déploie devant les yeux est exceptionnel.
J'arrive à Kasba Tadla, je sors de l'autoroute et prends la route régionale R308.

À partir de là les voitures que je rencontre sont des pickups, on pénètre dans le monde rural.
Kasba Tadla fut créé par Moulay Ismael à la fin du 17eme siècle, au même titre que 70 autres Kasbahs, qui jouaient le rôle de relais pour les voyageurs, d'observatoire des tribus, mais aussi fortins de défense.
Beaucoup de chroniques historique racontaient qu'une femme ou un juif pouvaient traverser, à pied, l'empire du Grand Ismael sans qu'ils craignent pour leurs vies...
Ces Kasbas étaient bâties à proximité de gués d'oueds importants comme l'immense Oum Errabii qui traverse Kasba Tadla.
À l'époque du Grand Sultan le Maroc et cette région étaient une immense forêt dense avec plein de fauves, de lions, de sangliers ou de panthères. Thomas Pellow, renégat anglais, qui vécut et sérvit sous Moulay Ismael,

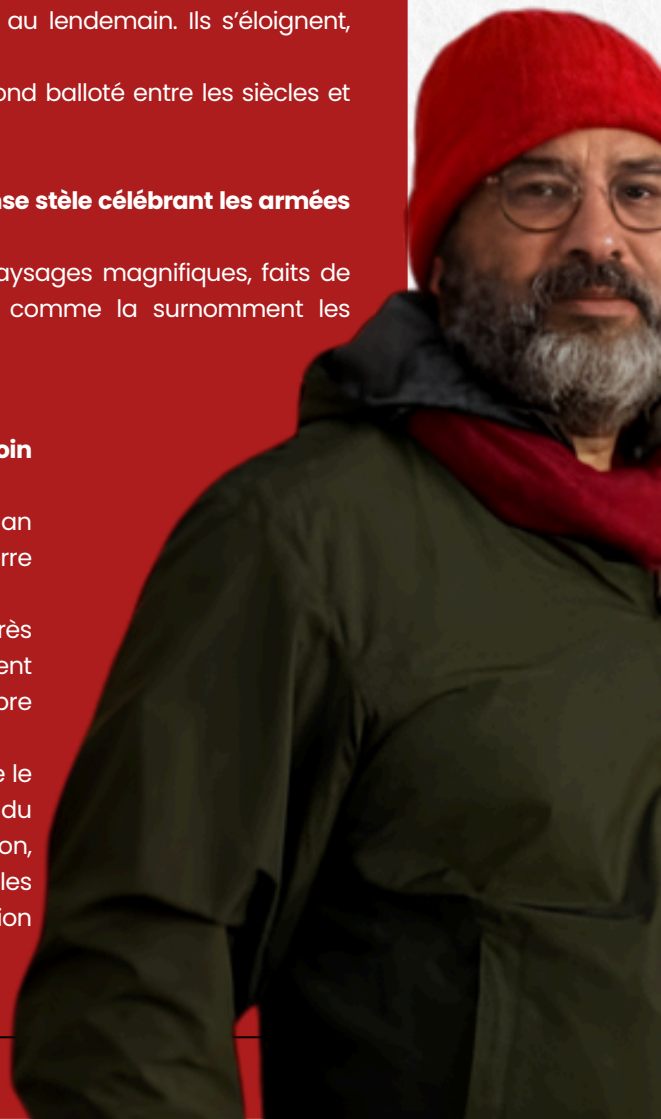
raconta tout cela dans un fabuleux livre qui nous est parvenu « L'histoire de la longue captivité et des aventures de Thomas Pellow dans le Sud de la Barbarie » vers 1743...
Kasba Tadla est aujourd'hui un gros bourg, un peu quelconque. La Kasba est presque en ruine. Pourtant par le passé Kasbah Tadla était un noeud important entre le nord et le sud du Maroc et le passage obligé sur la fameuse route des Sultans, qui allait de Fès à Marrakech.
Aujourd'hui encore les cars de touristes qui viennent de Marrakech passent obligatoirement par Kasba Tadla, avant de prendre par Moulay Bouazza, Khenifra, Meknes et enfin Fès. On ne s'arrête plus à Kasba Tadla de nos jours, on ne fait que la traverser...

Je prends le fameux pont, toujours utilisé de nos jour et qui fut bâti par Moulay Ismael pour traverser l'oued Oum Errabii.
L'immense écrivain Driss Chraibi a écrit un roman intitulé « La mère du printemps « traduction littérale de Oum Errabii : un immense roman historique et philosophique consacré à la rencontre, souvent violente, parfois féconde, entre le monde berbère et l'arrivée de l'islam au Maghreb.
Le livre se déroule sur plusieurs époques et suit la mémoire des Aït Yafelman, « les Fils de l'Eau », peuple amazigh vivant autour du fleuve Oum-er-Bia au Maroc.
Le roman s'ouvre au VIIe siècle, dans la cité berbère d'Azemmour, au moment où les armées arabes menées par Oqba Ibn Nafi approchent du Maroc. Les tribus amazighes sentent qu'un monde ancien est sur le point de disparaître. Jusqu'alors, elles avaient résisté aux Phéniciens, aux Romains et aux autres envahisseurs, mais les nouveaux conquérants apportent quelque chose de différent : non seulement une domination politique, mais une religion universelle prétendant transformer les âmes elles-mêmes.

Le roman traverse ensuite les siècles comme une longue méditation sur la mémoire. Les générations se succèdent, mais la terre demeure. Le fleuve Oum-er-Bia devient le véritable personnage principal du livre : symbole de continuité, de survie et de renaissance. L'épilogue transporte brutalement le lecteur au XXe siècle, dans un Maroc moderne, pauvre et marginalisé, où vit Raho Aït Yafelman, descendant lointain des anciens Berbères. Ce personnage magnifique incarne la mémoire vivante du peuple amazigh. Misérable matériellement mais immense intérieurement, il médite sur l'histoire, la religion, la pauvreté et le temps.

Et si l'éducation est réellement une priorité nationale, alors chaque décrochage doit être considéré comme un signal collectif. Car les élèves ne disparaissent pas du jour au lendemain. Ils s'éloignent, lentement, lorsque plus personne ne les regarde assez attentivement.
Ce livre de Chraibi est fondateur, si l'on veut comprendre ce Maroc profond balloté entre les siècles et soubresauts d'une histoire riche mais très contrastée...

En quittant Kasbah Tadla je passe devant les trois fourches, une immense stèle célébrant les armées du protectorat érigée par les français.
Je reprends la route régionale en direction de Zaida. Je traverse des paysages magnifiques, faits de plaines et de montagnes, l'immense chaîne de Atlas, l'Adrar N'dern comme la surnomment les Amazighs, nous guette à notre droite.



J'arrive à Zawiyet Cheikh, juste après avoir entraperçu El Kçiba au loin dans la montagne.
Une très belle ville Zawiyet Cheikh, située dans un pays très riche sur plan agricole, dopée par la présence à proximité du barrage Al Hansali. Une terre d'agrumes, d'oliviers, de pommiers, de blé, d'orge.
La ville est très propre et bien entretenue. Même l'architecture n'y est pas très moche. Zwiyet Cheikh gagnerait à être une province à part entière. Vivement qu'un futur ministre puissant en soit originaire, afin qu'elle ait son propre gouverneur... En tous cas elle le mériterait amplement.
Le barrage Al Hansali sur l'oued Oum Errabii est vital pour la région. Il porte le nom d'un nationaliste, aujourd'hui oublié, qui fut surnommé à la fin du protectorat « la terreur du Tadla », tant il avait semé la peur et la dévastation, pour libérer son pays du joug des colons, qui avaient spolié toutes les belles terres de la région à leur propre profit, réduisant à la misère la population locale. Il sera condamné à mort et exécuté.

Des héros comme Al Hansali, il y'en a, à la pelle dans la région, mais aucun musée ni panthéon ne les célèbre. Il faut aller chercher leurs vies et leurs destins dans les sombres pages des historiens.
Les jeunes générations ne connaissent rien ou presque de cette fabuleuse histoire des hommes et femmes qui ont défendu la belle terre du Maroc. On ne fabrique pas une grande nation en occultant celles et ceux qui l'on bâtie...
Au loin je remarque Ait Ishaq et Tighessaline, anciens bourgs perchés sur des monticules, devenus des villes moyennes intermédiaires, contribuant à freiner la lourde migration qui vient écraser les villes du littoral atlantique.
Ici on pénètre dans la province de Khenifra. La mythique région du non moins mythique Caid Moha Ou Hammou Azayyi, chef de la confédération des Ait Oumalou des Zayanes et résistant farouche au protectorat.
Il avait sa Kasbah à Khenifra, que les français prirent en août 1914, mais Moha avait anticipé l'arrivée des armées coloniales et s'était réfugié à 12km de là, à Elle Herri.

Le 14 novembre 1914, deux mois après le début de la première guerre mondiale, un colonel écervelé du nom de Laverdure, en mal d'action et désobéissant aux consignes stricts du résident général Lyautey de ne rien tenter contre les Zayanes, voulut tenter de prendre El Herri et Moha ou Hammou.
Celui-ci , grâce à son réseau d'espions, quitta in extremis le camps, avant de fondre avec ses copagnons sur la colonne française et la décimer entièrement. Tous les officiers français moururent y compris le colonel Laverdure.
Moha ou Hammou continua la guérilla contre les Français jusqu'en 1921, quand il mourut les armes à la main. Peu avant, il demanda à ses fils de rejoindre les Français et de leur remettre les armes, afin d'éviter plus de morts inutiles, face à l'avancée et aux armes modernes de l'envahisseur.
Tous accepteront de déposer les armes sauf un, Miaammi, surnommé « Outfassit », le fils de la fassia. Il préféra rester avec son père, avant de partir plus au sud, après le décès du grand Caïd. Miaammi resta quelques temps à Tinjdad chez la famille de ma mère, avant de continuer son parcours plus au sud, toujours pourchassé par les armées françaises, qui voyaient en lui, le dernier des mohicans marocains...

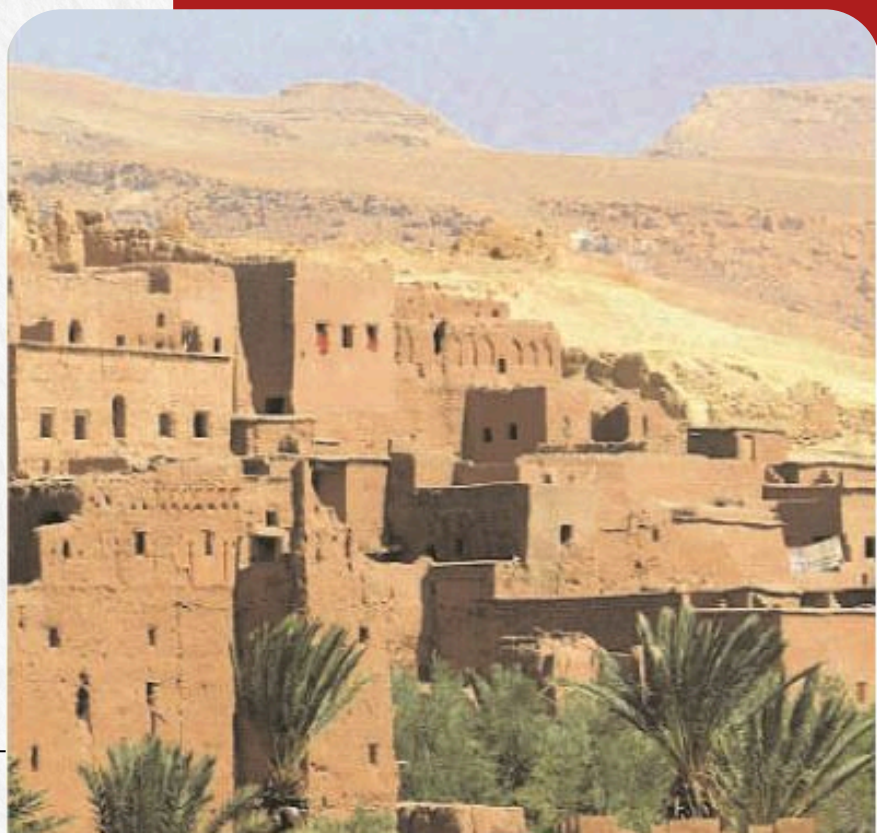
À partir d'ici commence les forêts de cèdre, de chêne-liège, de genévrier de caroubier sauvage, qui culmine avec Sidi Yahya Ou Saad, un autre bourg perché dans la montagne, avec une vue imprenable sur les vallées environnante. Tout cela est très vert.

Les arbres arrachent leur survie à des pentes de terre abruptes. Les arbres comme les Hommes, survivent ici depuis des millénaires, face à des éléments rudes. Il neige beaucoup dans la région en hiver et les routes sont souvent fermées à la circulation.

Je traverse à présent des plaines basses, où les champs d'orge, de blé et surtout d'agrumes s'étendent à perte de vue. Des serres faites de basses protègent les champs de pompiers contre les oiseaux. Je suis à Aghbalou N'icerdan, « le pays du tuyau ».
On se sert des tuyaux de différentes dimensions pour faire du goutte-à-goutte. Partout il n'ya que du pvc et polypropylène. Encore un « miracle » du plan Maroc Vert, qui permet aux grands propriétaires terriens de tout faire subventionner par l'Etar pour développer leurs domaines et qui a laissé malheureusement le petit agriculteur sur le carreau...

On le voit d'ailleurs dans les bourgs traversés, les cafés sont pleins de jeunes désœuvrés, car la mécanisation et la modernisation de l'agriculture, offre peu d'emplois pérennes.
Les grands agriculteurs se peignent souvent de ne pas trouver d'ouvriers agricoles.
Au prix où ils sont payés, ces derniers, ils préfèrent ne pas travailler et attendre dans les cafés un hypothétique départ vers un ailleurs meilleur.
Plus personne ne veut passer sa vie en travailleur quinaire « Khemmass » comme dans les anciens temps. TikTok et les réseaux sociaux inutiles sont passés par là rendant la paresse et l'oisiveté de nouvelles doctrines bien encrées dans le monde rural.

Finie Tamara... plutôt rester pauvres que de trimer dans les champs pour les ventripotents des villes, pour un salaire qu'ils jugent miséreux !
C'est cela que les décideurs de Rabat et les adeptes des PowerPoint des cabinets conseil n'ont pas vu venir, malgré les ambitions affichées et réelles du plan Maroc Vert.



Le rural marocain se transforme à grande vitesse, mais pas dans le bon sens. Car l'équité sociale y est de moins en moins palpable et les ruraux continueront à migrer vers les villes en masse...
Je travers la plaine riche de Boumia, le bourg qui a vu naître mon frère aîné Driss au début des années 60 et où mon père avait été juge résident.

Une époque où la justice était itinérante, où les juges parlaient la langue amazigh et justiciables étaient compris dans leurs doléances et plaintes.
Tout cela mourut vers 1965 et l'arabisation, ou plutôt « l'unification » des justices existantes. Dorénavant, la justice sera rendue en arabe et les juges itinérant déplacés dans les grandes villes, au désespoir des justiciables des montagnes et des plaines, qui devaient faire des centaines de kilomètres, avant d'obtenir justice, dans une langue qu'ils comprenaient que rarement et par bribes...

J'arrive enfin à Zaida le noeud gordien sur la route vers le Tafilalet. Zaida c'est un bourg né de l'économie routière, une halte indispensable après 3 ou 4 heures d'où que l'on vienne.
On y mange très bien, notamment la Kefta aux oignons et à la tomates ou les délicieuses côtelettes des moutons réputé de Guigou à Timahdite. On y fait aussi le plein de fruits à Zaida, moitié moins que nulle part au Maroc.

Je reprends la route nationale 13 en direction de Midelt. Le paysage change.
Au loin on voit le mont Ayyachi portant encore sa robe blanche, même se mois de mai. Un paysage de steppes et de Toundra, quasi désertique mais grand parcours pastoral. Midelt fut une grande ville garnison, créé par les Français.
Fondée en 1917 par le protectorat français, Midelt tire son origine d'une garnison militaire établie à Tachiouine. Située dans la Haute Moulouya, elle est rapidement devenue un pôle administratif et le centre névralgique de l'exploitation minière comme le plomb ou la barytine où ils furent exploités dans les régions de Mibladen et d'Ahouli.
Le nom Midelt dérive du mot amazigh Tissemdelt, qui signifie « couvercle » et portait aussi le nom de Outat. Il fait référence à une formation géologique locale en forme de table située à l'ouest de la ville.

En 1907 furent découverts des premiers gisements miniers dans la région d'Outat Aït Izdeg.
En 1926 verraxla Création de la Société des mines d'Ahouli par la compagnie de l'Afrique du Nord. Pour soutenir l'industrie, la ville a été équipée de l'une des premières centrales électriques du Maroc en 1928, d'un aérodrome et a même été reliée par le train jusqu'en 1935.
À cette période, les mines employaient plus de 1500 ouvriers encadrés exclusivement par des Français. En 1975, la société PENAROYA , abandonnait son activité minière dans la région de Midelt. Le BRPM, avait repris alors l'exploitation d'Ahouli-Mibladen en 1979.

Quatre ans après et à cause de l'effondrement du coût du plomb, la mine avait arrêté complètement son activité. Ce qui n'a pas été sans répercussions économiques néfastes sur toute la région. En conséquence, la majorité des anciens mineurs se mettent au chômage. En 2009, Midelt devient province, chef lieu de la Haute Moulouya Orientale, ce qui met fin au tiraillement administratif entre Meknès, Errachidia et Khénifra.
Après le déclin de l'extraction industrielle au milieu du 20eme siècle, les anciennes cités minières ont été reconverties. L'extraction artisanale de minerais, plomb, cuivre, argent, se poursuit aujourd'hui de manière indépendante. La ville est également un carrefour culturel et artisanal important pour le tissage et la poterie.
Aujourd'hui Midelt tente de survivre tant bien sûr mal. On y a bien découvert des gisements de terres rares il y'a quelques années, mais cela manque encore de prospection soutenue afin de rendre ces gisements viables. À la sortie de la ville, se trouve la station Noor Midelt reconnaissable à ses immenses éoliennes perchées, qui brassent le vent du couloir qui va jusqu'à Missour.



Je m'engage sur le Tizi N'Toulghemt, une longue route sinueuse en spaghetti qui vient d'être dédoublée. Un vrai bonheur après de très longues années de souffrances pour les automobiliste, les camionneurs et les chauffeurs de cars de transport. Cette prouesse nous la devons au gouvernement du PJD et notamment à l'ancien ministre de l'équipement Rebbah et à Choubani ancien président de la région Draa-Tafilalet.
Je suis juste dans mes propos et je suis apolitique, mais je reconnais à un gouvernement, quelle que soit sa couleur, toute action qui vise à développer le pays. Et contrairement à ce que l'on a dit, le PJD a réellement développé la région du Tafilalet.

J'arrive à N'zala citée par De Foucauld dans son livre « Reconnaissance au Maroc ». Là démarrent les constructions en pisé et en terre battue. Un paysage lunaire, et une grande désolation, dans un couloir dominé par les vents de sable et les immenses cathédrales de pierre qui l'enchâssent.

Je traverse Tilicht, halte pour ceux qui veulent acheter des fruits, je laisse Rich sur ma droit et traverse l'oued Ziz au croisement qui mène à Kerrandou et à Tazmammart, le bagne de sinistre mémoire...

J'arrive au passage de Ghar Zaabel, tunnel construit dans le roc chisteux par les soldats du génie français en 1929. C'est le « trou du cul » de la région comme je le surnomme et le seul point de passage entre le Tafilalet et Meknes, sinon il faut faire un immense détour en cas de problème.

D'ailleurs le tunnel est gardé jour et nuit par une escouade des forces auxiliaires, ce qui dénote de son importance stratégique.
L'oued Ziz se développe en contrebas puissant et à proximité se trouvent les thermes de Moulay Ali Cherif, endroit prisé depuis des millénaires par les therlalistes marocains comme à Moulay Yascoub et Sidi Hrazem dans la région de Fès. Leurs eaux soufrées ont des bienfaits notables sur les maladies de peau entre autres.

Je dépasse Tamerrakch, une petite Marrakech sur le Ziz, pour arrivé à l'immense barrage Hassan Dakhil à Errachidia. Je ne l'ai jamais vu au sui plein il a dépassé les 76% de taux de remplissage ces derniers mois. Cette retenue représente un volume de stockage de 237 millions de mètres cubes sur une capacité totale de 312 millions de m3.

L'antique Ksar Mdaghra, puis Ksar Essouk, avant de devenir Errachidia dans les années 70, s'ouvre devant moi dans une longue descente majestueuse.

Elle fut une ville garnison à la base, qui favorisa les déploiement des forces françaises vers le sud et l'Ouest notamment vers le Saghro, où les ait Atta demeuraient la dernière force en opposition au colonialisme.

Errachidia est devenue avec le temps une très grande ville et le chef-lieu de la région Draa-Tafilalet.

Aujourd'hui se construisent une faculté de médecine et une cité des compétences et formations.

Une lueur d'espoir pour les jeunes de la région, réputés pour leurs performances en mathématiques.

D'ailleurs on compte un nombre important d'ingénieurs, notamment géologie et en génie civil et de médecins, tous issus de la région.
Je porte l'idée de créer ici à Errachidia une annexe du fameux Lydex de Benguerir, terreau des polytechniciens marocains.
J'y arriverais un jour...



Je prends la route vers Goulmima mon fief, je traverse un paysage digne de l'Arizona. Je roule durant 45 minutes avant d'arriver enfin chez moi...

By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UN SERVICE DE LIVRAISON,



mais elle vous dépose
l'essentiel **à domicile.**

L'information utile,
sans détour, sans emballage inutile.

WWW.LODJ.MA

RECONNAISSANCE AU MAROC EN 2026 – ÉPISODE 2



Par **Rachid Boufous.**

J'arrive chez moi à Goulmima, située à 60km d'Errachidia, la capitale de la Région la plus pauvre du Maroc : Dara-Tafilalet. Mes parents sont originaires de cette ville.

Goulmima est l'une des grandes oasis historiques du Sud-Est marocain, située dans la vallée du Ghéris, entre le Haut Atlas oriental et les portes du désert saharien. Bien avant d'être une petite ville moderne de la province d'Errachidia, Goulmima fut pendant des siècles un espace stratégique, à la fois agricole, caravanier, tribal et militaire. Son histoire résume à elle seule une partie essentielle de l'histoire du Tafilalet et des oasis présahariennes marocaines.
Le nom même de Goulmima viendrait probablement du mot amazigh « Aglmam », qui signifie lac ou étendue d'eau, ce qui rappelle l'importance fondamentale des sources et des systèmes hydrauliques dans cette région aride. L'existence même de l'oasis repose sur les eaux de l'oued Ghéris et surtout sur les sources de Tifounassine, qui ont permis le développement d'une vaste palmeraie organisée autour d'un réseau complexe de seguias, de répartitions communautaires de l'eau et de cultures irriguées.

Comme dans la plupart des oasis du Tafilalet, l'organisation humaine de Goulmima s'est structurée autour des ksour, villages fortifiés en terre crue appelés « igherman » en amazigh.
Ces ensembles défensifs n'étaient pas seulement des habitats : ils constituaient de véritables micro-cités organisées selon des logiques tribales, familiales et agricoles. Les hautes murailles, les tours d'angle, les ruelles étroites et labyrinthiques répondaient à une nécessité sécuritaire dans une région longtemps soumise aux rivalités tribales, aux razzias nomades et aux conflits liés à l'eau et aux terres agricoles.

Le plus ancien noyau de l'oasis serait le ksar d'Igoulmimen, appelé autrefois « Amizar ».
Des historiens locaux évoquent la présence ancienne d'une communauté juive installée dans le mellah oriental du ksar, témoignant du caractère cosmopolite des oasis caravanes du Sud marocain.
Comme dans tout le Tafilalet, les communautés juives jouaient un rôle important dans le commerce, l'artisanat, les échanges caravaniers et parfois la gestion financière locale.

La vallée du Ghéris fut également un territoire profondément marqué par les structures tribales amazighes.
Les différents ksour correspondaient souvent à des appartenances ethniques et lignagères précises.
Les équilibres sociaux y étaient complexes, mêlant alliances matrimoniales, solidarités agricoles et rivalités territoriales. Des recherches sociolinguistiques récentes montrent d'ailleurs que les conflits fonciers entre certains ksour ont influencé jusqu'aux usages linguistiques et aux variations dialectales amazighes de la région.
À partir du XVIe siècle, avec l'affirmation des grandes dynasties marocaines et la consolidation des routes caravanières sahariennes, Goulmima devient un point important entre le Tafilalet, le Dadès, le Todgha et les routes du Sud saharien. Les oasis comme Goulmima vivaient alors du commerce caravanier, de la datte, de l'élevage, du henné, des céréales irriguées et des échanges transsahariens reliant Tombouctou, le Draâ et les villes impériales marocaines. La région formait une interface entre le monde berbère montagnard, les tribus sahariennes et les centres de pouvoir du Makhzen.

Au début, les Aït Merghad convoitent l'Amdghous dans le haut Ghéris. En s'assurant l'aide des Aït Hdiddou, ils en délogent les Aït Atta.
La procédure d'implantation est un véritable coup de force : évacuation des vaincus, acceptation de la soumission des groupes maraboutiques et répartition des maisons et biens fonciers par unité domestique taggurt au bénéfice des participants aux opérations.
Le processus de fixation dans la vallée du Ghéris se poursuivit tout au long du XIXe siècle par l'occupation du moyen et bas Ghéris. Pour certaines fractions, il s'acheva par la prise de Goulmima en 1898.

Cette date de 1898 est capitale. Elle signifie que l'oasis de Goulmima, longtemps disputée entre Aït Atta et Aït Merghad, bascule définitivement dans l'orbite de ces derniers à la toute fin du XIXe siècle, soit quatorze ans seulement avant l'établissement du Protectorat en 1912.

Quatorze ans avant ce basculement, Charles de Foucauld et son guide Mardochée Aby Serour traversent Goulmima le 30 avril 1884, en pleine période de conflit entre les deux confédérations. Leur voyage, commencé à Oujda en mai 1884, les a conduits à travers le Rif, l'Atlas, le Tafilalet, le Souss et le Tadla. Foucauld note tout : les paysages, les coutumes, les marchés, les dialectes, les hiérarchies locales, les relations de pouvoir.

Mais l'histoire de Goulmima est surtout marquée par la résistance à la pénétration coloniale française. Dès le début du XXe siècle, les tribus de la vallée du Ghéris participent activement aux combats contre l'armée française dans tout le Sud-Est marocain. Les archives locales rappellent la participation des populations de Goulmima aux batailles de Boudenib à partir de 1907, puis aux affrontements qui culminent avec les campagnes du Haut Atlas oriental dans les années 1930.

La bataille décisive reste celle du Jbel Baddou en 1933, considérée comme l'un des derniers grands foyers de résistance armée du Maroc face à la colonisation française après Bougafer. Les tribus de la région opposèrent une résistance acharnée malgré l'artillerie lourde, l'aviation et les colonnes motorisées françaises. La chute définitive de la région en août 1933 marque symboliquement la fin de la conquête militaire du Haut Atlas oriental. Cette mémoire de résistance reste encore très présente dans l'imaginaire collectif local.

Sous le Protectorat, Goulmima connaît une transformation progressive. Les autorités coloniales y développent des infrastructures administratives et scolaires.

L'école de Tibaqchine, créée dans le ksar de Goulmima dans les années 1940, joue un rôle majeur dans la scolarisation régionale.

Plusieurs générations d'élèves du Sud-Est marocain y furent formées, souvent dans des conditions très modestes.

Après l'indépendance, la ville moderne commence à se développer hors des anciens ksour.

Comme dans beaucoup d'oasis marocaines, les habitants quittent progressivement les villages fortifiés traditionnels pour des constructions modernes plus confortables.



Cette mutation entraîne cependant un lent abandon du patrimoine architectural en terre, aujourd'hui menacé par l'érosion, le manque d'entretien et les transformations sociales.

Goulmima connaîtra son lot de souffrances durant les années de plomb, notamment quand des habitants affiliés à la gauche marocaine de l'époque qui était en conflit ouvert avec la monarchie, vinrent à prêter un appui logistique aux desperados infiltrés d'Algerie et menés par un certain Bennouna, lors des événements de Moulay Bouazza en 1973.

Beaucoup d'entre eux seront emprisonnés et torturés. Après ce furent les poursuites contre les jeunes qui ont écorché des chiens à la porte du Ksar en 1981, ainsi que les militants de la cause amazigh, poursuivis sans pitié par les tenants de la non reconnaissance de l'identité des peuples de la région.

Goulmima est ainsi connue pour être une ville frondeuse, mais aussi une ville qui a produit de hauts fonctionnaires et commis de l'état, des militaires de haut rang, des dizaines d'ingénieurs des mines ou de génie civil et de médecins.
\
Mais ces jacqueries locales, souvent réprimées sont nées d'un constat des jeunes face au retard de développement de leur ville et de la région en général. Et pour cause : quand on construit des autoroutes, des lignes chemins de fer, des stades ou des universités dans le reste du pays, ici il y'a ZÉRO réalisations de ce genre.

On commence à peine à se réveiller à rabat en décidant enfin de réaliser un CHU régional à Errachidia. Mais à ce jour, les maladies et interventions banales ne trouvent pas de solution ni de remède localement. Il faut souvent se déplacer à Meknes à Fès, à Marrakech ou à Agadir pour trouver le spécialiste ou le chirurgien adéquat. Pour le traitement du cancer, il faut passer son chemin, cela fait partie du Mektoub sanitaire, qui mine notre pays à un degré honteux.

On verra peut-être des changements notables avec le CHU toujours en cours de construction en Mai 2026...

Goulmima reste une très belle oasis pour développer un tourisme en relation avec la nature.

Sa proximité du désert et des hauts plateaux d'imilchil et de Tinghir, la positionnent favorablement pour devenir une grande halte touristique. Encore faut-il que les décideurs du tourisme national s'y intéressent. Certes localement on vend plus facilement le désert low cost avec Merzoug ou de Zagora, mais la vraie richesse de la région sont ses Oasis, à Goulmima, Tinghir, Agoudal, Taous, Imilchil, Amouguer, Asoul, Waqqa, Tadighoust, Tinjdad, Ait Yahya ou Athmane, Timazguit, Amellagou, Ait Slimane, Touroug ainsi que les oasis d'Erfoud et de Rissani...

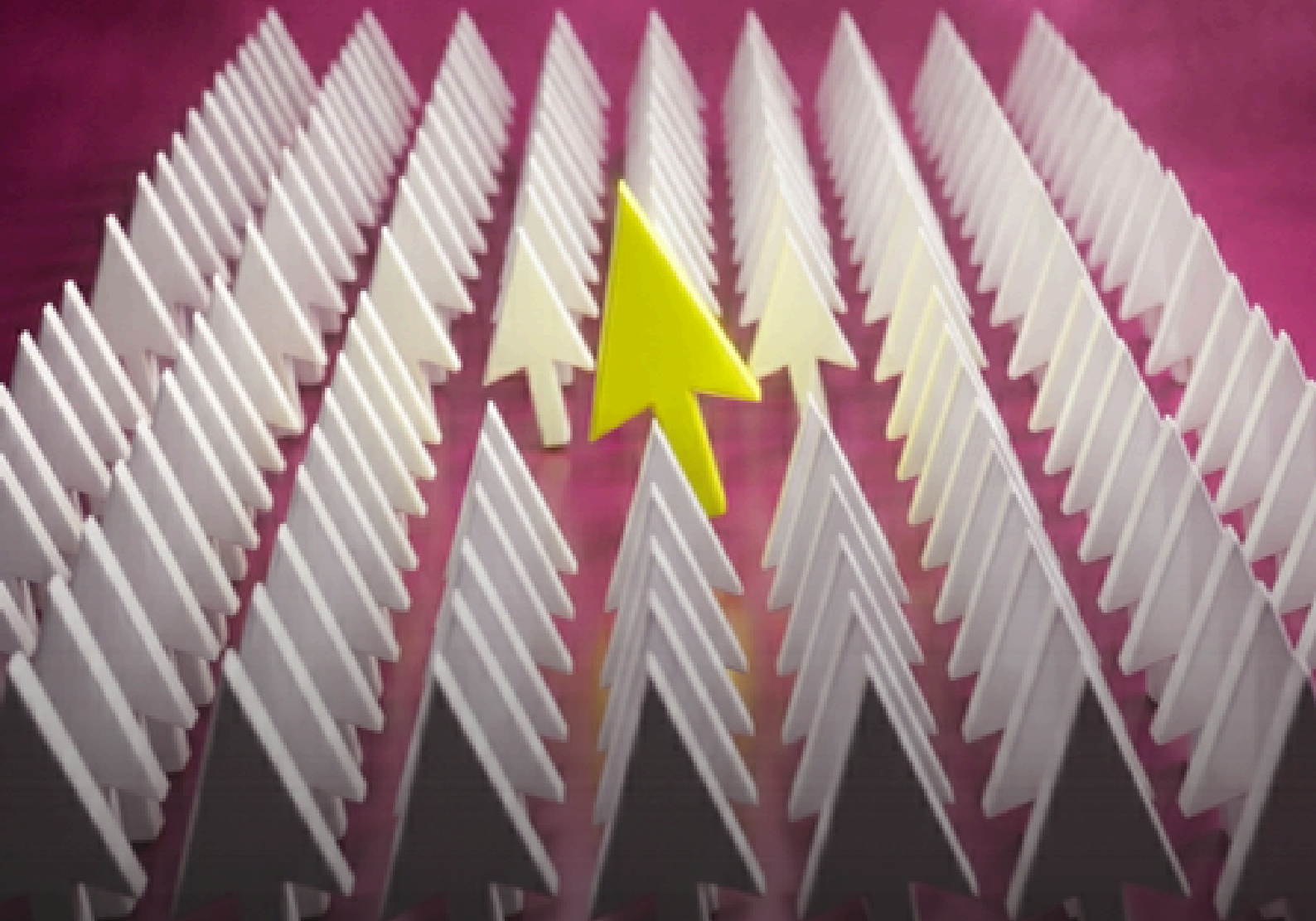


Il suffirait de faire une cartographie des midis avec le referencement des dizaines d'auberges où l'accueil demeure magnifique et surtout favorisé le contact avec des marocains qui n'ont pas choisi de se retrouver du mauvais versant de l'Atlas...

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

WWW.LODJ.MA

RECONNAISSANCE AU MAROC EN 2026 – ÉPISODE 3



Je quitte Goulmima au petit matin en direction des hauts plateaux d'Aghbalou N'Kerdous et d'Imilchil. Très vite, la route s'élève brutalement vers les immensités minérales du Haut Atlas oriental. Le paysage change progressivement : les palmeraies disparaissent, les acacias et les tamaris cèdent la place aux genévriers thurifères, aux steppes pierreuses et aux pâturages d'altitude. On quitte alors le Maroc des oasis pour entrer dans un autre monde : celui des grands espaces amazighs de montagne, austères, magnifiques et profondément oubliés.

Par **Rachid Boufous.**

À mesure que l'on grimpe vers Aghbalou N'Kerdous, les villages deviennent plus rares. Les maisons en pisé semblent accrochées aux versants rocheux comme des prolongements naturels de la montagne. Ici, tout paraît rude : le climat, l'isolement, les distances, les hivers interminables. Pourtant, derrière cette apparente dureté subsiste un monde d'une extraordinaire dignité humaine.

Le nom même d'Aghbalou renvoie à la notion de source ou de résurgence d'eau en amazigh. Toute cette géographie de montagne est structurée depuis des siècles par la question vitale de l'eau, des pâturages et des transhumances saisonnières. Les grands plateaux du Haut Atlas oriental ne sont pas seulement des paysages : ils constituent une véritable civilisation pastorale façonnée par le déplacement des troupeaux, les équilibres tribaux et la maîtrise des territoires d'altitude.

Ici, la terre n'a jamais été uniquement une propriété individuelle. Les parcours pastoraux, les points d'eau, les vallées de transhumance et les terres collectives ont longtemps constitué le cœur même de l'organisation sociale amazighe. Chaque tribu, chaque fraction, chaque lignage disposait de territoires précis de pâturage, jalousement défendus et régulés par des coutumes ancestrales.
Les Aït Hdiddou, les Aït Merghad, les Aït Yahya et d'autres grandes confédérations amazighes ont pendant des siècles organisé leur survie autour de ces équilibres extrêmement fragiles. Car dans ces montagnes pauvres, la question du pâturage n'était pas simplement économique : elle était vitale. Contrôler une vallée, une source ou un plateau signifiait souvent survivre durant l'hiver.

C'est précisément cette rareté qui explique les nombreux conflits tribaux qui ont marqué l'histoire du Haut Atlas oriental. Les rivalités autour des parcours pastoraux, des terres collectives et des zones de transhumance ont parfois provoqué de véritables guerres locales. Derrière l'image folklorique d'un Maroc montagnard paisible se cachait en réalité une histoire complexe d'alliances, de médiations coutumières, de vendettas et de négociations permanentes autour des ressources naturelles.

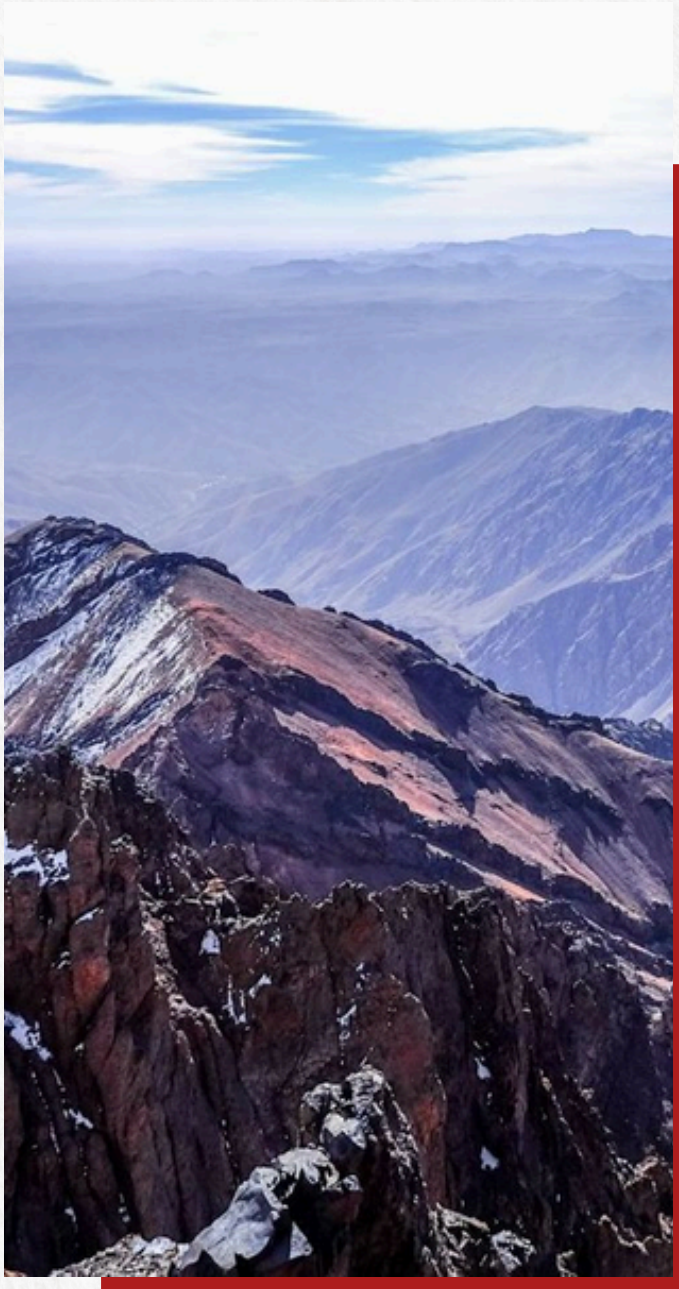
Même aujourd'hui, malgré la modernité administrative, la question des terres collectives demeure extrêmement sensible dans certaines zones. Les tensions autour des délimitations foncières, des droits d'usage ou des parcours pastoraux continuent parfois d'alimenter des conflits silencieux entre communautés ou fractions tribales.
D'ailleurs je rencontre sur la route un attroupement de gens qui ont passé la nuit depuis deux jour en plein désert. À proximité se tiennent les forces de l'ordre. Je pose des questions. On me répond que les gens qui sont là refusent qu'une femme issus d'une autre tribu soit enterrée sur leur terre. Cela dure depuis deux jours.
Le pauvre cadavre est trimbalé, les membres des deux tribus en viennent presque aux mains. Je ne comprend pas ce refus. On m'explique que si la femme est enterrée sur une terre appartenant à une autre tribu, les siens peuvent un jour la réclamer, vu qu'elle y a été enterrée…
C'est horrible d'en arriver à interdire à un cadavre de reposer éternellement sur une terre, qui n'appartient normalement à aucun humain mais à toute l'humanité. C'est ainsi dans le Maroc profond, où l'on se dispute la terre quitte à la refuser aux morts…!

Mais le plus impressionnant reste probablement la violence du climat lui-même.

On arrive dans une vallée enclavée offrant un paysage luxuriant et exceptionnellement vert et arboré dans cet environnement inhospitalier à première vue : Aghbalou N'Kerdous.
Aghbalou demeure l'un de ces territoires suspendus hors du temps administratif marocain. Dans les bureaux climatisés de Rabat ou de Casablanca, peu de gens semblent avoir conscience de ce que représente réellement la vie dans ces montagnes. Ici, l'hiver peut couper des villages entiers du reste du pays durant plusieurs jours, parfois plusieurs semaines. Les routes deviennent impraticables, les températures plongent sous zéro, les infrastructures médicales sont quasi inexistantes et les habitants continuent malgré tout à vivre avec une résilience silencieuse qui force le respect.
Le nom même d'Aghbalou N'Kerdous renvoie à la notion de source ou de résurgence d'eau en amazigh. Toute cette géographie de montagne est structurée par la question vitale de l'eau, des pâturages et des transhumances saisonnières. Depuis des siècles, les tribus de cette région ont organisé leur survie autour d'un équilibre extrêmement fragile entre élevage, cultures d'altitude et déplacements pastoraux. Les grands plateaux de l'Atlas oriental ne sont pas seulement des paysages : ils constituent une véritable civilisation montagnarde.

Ces territoires furent longtemps dominés par les grandes confédérations amazighes du Haut Atlas oriental, notamment les Aït Hdiddou, les Aït Merghad et les Aït Yahya.
Les structures tribales y étaient complexes, organisées autour des lignages, des fractions et des assemblées coutumières.
La montagne imposait ses propres lois, souvent bien plus fortes que celles du Makhzen. Pendant des siècles, ces tribus ont vécu dans une relative autonomie, protégées par l'immensité des reliefs et la difficulté des accès.
Mais derrière cette beauté spectaculaire subsiste également une mémoire lourde, presque effacée de l'histoire nationale. Peu de Marocains savent qu'au cœur de ces montagnes existe l'ancienne prison d'Aghbalou N'Kerdous, transformée aujourd'hui en musée discret et presque invisible.

Durant le Protectorat français, cette prison servit à l'internement de résistants, de nationalistes marocains et de figures jugées hostiles à l'ordre colonial. Dans ces régions reculées du Haut Atlas oriental, loin des grandes villes, l'administration coloniale avait compris tout l'intérêt stratégique de l'isolement géographique. On envoyait ici ceux que l'on voulait couper des foyers urbains de contestation. Les montagnes devenaient alors autant une prison naturelle qu'un instrument politique de contrôle.
Ici furent internés de grands nationalistes comme Mehdi BenBarka, Driss Mhammedi, Ahmed Bennani, Ahmed Cherqaoui, Ahmed Lyazidi, Mohammed El Fassi, Mokhtar Soussi et 80 autres militants de la cause de l'indépendance du Maroc et du retour du Sultan Ben Youssef de son exil à Madagascar...
Cette mémoire reste pourtant largement méconnue, alors qu'elle constitue une part importante de l'histoire de la résistance marocaine. Comme souvent dans le Maroc profond, les régions qui ont payé le plus lourd tribut historique sont aussi celles que l'on semble aujourd'hui oublier le plus facilement.



On prend la nouvelle route creusée dans la montagne récemment et qui relie Aghbalou à Ait Hani. Magnifique serpent routier qui traverse le massif du Baddou, large chaussée bien réalisée par des entreprises marocaines de voirie. Une fierté de voir qu'enfin on ne se contente plus d'élargir les routes héritée du colonialisme, mais qu'on a compris que le désenclavement des régions oubliées est une donne importante dans le développement du pays... Amen !
Imilchil apparaît enfin après des heures de route. Posé à plus de 2 100 mètres d'altitude, ce haut plateau donne presque l'impression d'un Tibet marocain. L'air y est sec, limpide, presque brutal de pureté. Le silence des montagnes y possède quelque chose de métaphysique. Autour de la petite ville s'étendent des immensités rocheuses ponctuées de tentes pastorales, de troupeaux de moutons et de villages dispersés.

On traverse les même bourgs, immobiles dans le temps, par une route défoncée à plusieurs endroit, fruit des lourdes précipitations de cette année. Les autorités on diligenté des entreprises pour replâtrer les routes endommagée, mais avec l'aid, le travail est suspendu et il faut rouler doucement et éviter les innombrables « nids de poules » qui peuvent avoir le dessus rapidement sur les pneus des voitures sinon n'y prête pas attention...

On arrive à Imilchil le jour du souk au lendemain de l'Aid El Kebir. Le réseau téléphonique et internet est en panne depuis 24 heures. Pas de connexion, on redevient des touristes préhistoriques à la recherche d'informations. Tous les bouchers et commerces sont fermés sauf les cafés bondés et quelques épiceries. Le souk est presque vide.

On fait des provisions de conserves au thon à la tomate, des yaourts, du soda et du pain que l'on se procure miraculeusement et l'on se dirige vers les lacs de Tislit et Isli, l'objectif de notre randonnée.

Les visages que l'on rencontre portent les stigmates du temps et la rudesse du climat qui est extrême ici en hiver.

Lorsque l'hiver s'installe sur Imilchil, Agoudal ou Aghbalou N'Kerdous, ces montagnes basculent dans une autre dimension. Les tempêtes de neige peuvent isoler des villages entiers durant plusieurs jours, parfois plusieurs semaines. Certaines routes disparaissent littéralement sous des mètres de neige. Les températures plongent brutalement bien en dessous de zéro. Les troupeaux meurent parfois par centaines. Le bois manque. Le chauffage devient un luxe. Les déplacements se transforment en expéditions dangereuses.

Dans certaines zones reculées, les habitants vivent encore plusieurs mois de l'année dans un quasi isolement. Le Maroc touristique des cartes postales disparaît alors complètement derrière une réalité beaucoup plus dure : celle de populations contraintes de survivre dans des conditions climatiques extrêmes avec des moyens dérisoires.

Le plus troublant est que cette souffrance reste largement invisible au niveau national.

À Rabat, Casablanca ou Marrakech, peu de gens réalisent réellement ce que signifie vivre dans certains villages du Haut Atlas oriental durant l'hiver. Dans plusieurs douars, les réseaux téléphoniques restent faibles ou inexistants. L'accès à Internet demeure extrêmement limité dans certaines vallées. À l'ère de la fibre optique, de l'intelligence artificielle et du numérique triomphant, des régions entières du Maroc vivent encore dans une quasi déconnexion du reste du pays.

Mais le drame le plus grave reste probablement celui de la santé.

L'absence de couverture médicale sérieuse dans de nombreuses zones du Haut Atlas oriental constitue une véritable tragédie silencieuse. Les dispensaires manquent souvent de médecins, d'équipements, de médicaments et parfois même d'ambulances fonctionnelles. Les femmes enceintes doivent parcourir des dizaines voire des centaines de kilomètres pour accoucher dans des conditions correctes. Les malades chroniques vivent dans une angoisse permanente. Une simple urgence médicale peut devenir une catastrophe lorsqu'une route est coupée par la neige.

AEt pourtant, malgré cette dureté quotidienne, les habitants de ces montagnes se plaignent rarement. Il existe ici une culture du silence, de la pudeur et de l'endurance profondément enracinée. Les gens souffrent souvent sans bruit. Ils continuent à vivre, à travailler, à élever leurs enfants et à affronter les hivers avec une dignité presque stoïque.

Imilchil reste mondialement connu pour son célèbre moussem des mariages, souvent présenté dans les brochures touristiques comme un simple « festival des fiancés ». Mais derrière cette folklorisation touristique se cache une institution sociale beaucoup plus complexe et beaucoup plus ancienne.

Le moussem d'Imilchil constituait historiquement un immense rassemblement tribal où se croisaient commerce, alliances politiques, échanges pastoraux et unions matrimoniales. Dans un monde montagnard où les populations vivaient dispersées sur des territoires immenses et difficiles d'accès, ce type de rassemblement jouait un rôle fondamental dans la cohésion sociale.

La célèbre légende des lacs Isli et Tislit, ces deux amoureux issus de tribus rivales dont les larmes auraient formé les deux lacs, traduit en réalité les tensions historiques autour des alliances tribales et des équilibres territoriaux.

Les mariages permettaient souvent d'apaiser les conflits, de consolider les pactes et de maintenir les équilibres entre groupes pastoraux.



Aujourd'hui encore, malgré le tourisme et les mises en scène folkloriques, le moussem conserve une profonde charge symbolique pour les populations locales. Mais lui aussi semble parfois victime d'une forme de marginalisation culturelle. On vend l'image exotique du « mariage berbère », mais on s'intéresse beaucoup moins aux réalités sociales des habitants qui vivent toute l'année dans ces territoires oubliés.

Car derrière les images de tentes colorées, de fantasia et de folklore, la jeunesse d'Imilchil continue souvent à vivre le chômage, l'isolement et l'absence de perspectives.

Le plus paradoxal est que ces montagnes possèdent probablement l'un des potentiels touristiques les plus extraordinaires du Maroc. Les lacs Isli et Tislit, les hauts plateaux des Aït Hdiddou, les paysages d'Agoudal, les gorges de l'Assif Melloul, les traditions pastorales, les villages en pierre et les immenses espaces sauvages constituent un patrimoine exceptionnel.
Mais précisément, c'est là que se situe le grand échec national.

Depuis des décennies, le Maroc parle de tourisme de montagne sans jamais réellement construire une stratégie cohérente pour ces territoires. Les investissements restent faibles, les infrastructures insuffisantes et les populations locales demeurent largement exclues des grands circuits économiques du tourisme national.

Ainsi, lorsqu'on traverse ces contrées, on a parfois le sentiment de parcourir un territoire resté en marge du Maroc moderne. Les habitants ont souvent le sentiment d'être marocains lorsque viennent les discours patriotiques, les élections ou les statistiques officielles, mais beaucoup moins lorsqu'il s'agit des grands investissements structurants.

On arrive aux lacs. La route a été refaite entièrement et l'on peut atteindre le lac d'Isli, le plus grands distant de celui de Tislit de 13 kilomètres sur une nouvelle route large et sécurisée. Les autorités on aménagé des kiosques et des bancs couverts qui permettent de s'installer confortablement et admirer la beauté de cette magnifique étendue d'eau. L'eau est très froide et seuls les plus téméraires peuvent piquer une tête, ce que je ne suis pas, me contentant d'admirer un des rares paysages magnifiques qu'il m'ait été donné de contempler...



Je reste un moment là, scrutant l'horizon du lac d'Isli avec ses couleurs changeantes au gré du passage des nuages gorgés d'eau en ce mou de mai. La température ne dépasse pas les 20 degrés.

Lorsque le soleil se cache derrière ces nuages et que les lumières rouges embrasent les reliefs enneigés du Haut Atlas, une étrange sérénité envahit ces montagnes. Comme si ce Maroc oublié conservait encore quelque chose d'essentiel que les grandes métropoles ont peut-être déjà perdu depuis longtemps...

MAROC-FRANCE... DU TRAITÉ IMPOSÉ AU TRAITÉ CONVOITÉ... LE RENVERSEMENT SILENCIEUX DU RAPPORT DE FORCE



Pendant plus d'un siècle, la relation entre le Maroc et la France a porté l'ombre du traité de 1912, symbole d'une époque où les rapports de force se dictaient depuis les capitales impériales européennes. Mais l'histoire a parfois l'ironie silencieuse des grands retournements... aujourd'hui, c'est à Paris qu'un nouveau traité stratégique devrait être signé devant Sa Majesté le Roi Mohammed VI... non plus dans le contexte d'une tutelle imposée, mais dans celui d'un partenariat désormais recherché, convoité et géopolitiquement nécessaire... Entre le Maroc d'hier et celui de 2026, ce n'est pas seulement un siècle qui s'est écoulé... c'est tout un rapport de force qui s'est inversé...

Par **Mohammed Yassir Mouline**

Car cette fois, le centre de gravité n'est plus le même... Le choix même du terme « traité » mérite attention... Sur le plan strictement juridique, un traité n'est pas nécessairement supérieur à un accord ou à une convention... Mais dans la grammaire diplomatique, les mots ne sont jamais innocents... Employer ce vocable solennel renvoie à une volonté de donner à cette relation une profondeur stratégique et historique qui dépasse les coopérations sectorielles habituelles... C'est un langage de puissance, de projection et d'architecture géopolitique... Or, ce qui frappe aujourd'hui, c'est moins l'existence du traité que le contexte dans lequel il intervient...

En 1912, la France imposait sa présence au Maroc parce qu'elle représentait une puissance ascendante, au sommet de son influence impériale... En 2026, Paris cherche au contraire à consolider une relation devenue essentielle avec un Maroc dont le poids régional et continental n'a cessé de croître... L'époque coloniale reposait sur une verticalité... Le nouveau moment diplomatique repose sur une interdépendance...

Le déplacement du symbole est saisissant... autrefois signé à Fès sous pression européenne, le futur traité devrait être conclu à Paris, dans une France désormais en quête de relais stratégiques au sud de la Méditerranée et en Afrique... Cette inversion géographique dit beaucoup du basculement politique silencieux qui traverse la relation franco-marocaine...

Depuis plusieurs années, la France voit son influence s'effriter brutalement dans plusieurs régions africaines... Le Sahel, autrefois cœur de sa profondeur stratégique, lui échappe progressivement... Les coups d'État successifs, la montée des sentiments antifrançais, l'arrivée de nouveaux acteurs comme la Russie, la Chine, la Turquie ou les monarchies du Golfe ont profondément affaibli la centralité française sur le continent...

Dans ce contexte, le Maroc apparaît pour Paris comme un partenaire de stabilisation, mais aussi comme une plateforme africaine crédible... Rabat dispose aujourd'hui d'un réseau diplomatique dense en Afrique de l'Ouest et centrale, d'investissements structurants dans les secteurs bancaire, agricole, énergétique et religieux, ainsi que d'une stratégie africaine cohérente construite sur le long terme...

La singularité marocaine réside précisément dans cette capacité à proposer une autre forme de présence africaine... Là où les anciennes puissances coloniales étaient souvent perçues comme des centres d'extraction économique ou de tutelle politique, le Maroc tente d'installer un discours fondé sur le partenariat Sud-Sud, la coopération religieuse, les infrastructures et les logiques dites « gagnant-gagnant »... Cette stratégie n'est évidemment pas exempte d'intérêts nationaux ni de calculs d'influence... mais elle diffère profondément de l'imaginaire postcolonial qui continue de peser sur la présence française...

C'est là que le futur traité prend une dimension particulièrement intéressante… Paris semble désormais accepter que son retour stratégique en Afrique passe en partie par Rabat… Autrement dit, la France ne considère plus seulement le Maroc comme un voisin méditerranéen ou un partenaire économique privilégié… elle le perçoit désormais comme un acteur géopolitique capable de servir d'interface régionale, de médiateur continental et de pivot africain… Cette évolution traduit autant la montée en puissance du Maroc que le recul relatif de la France…

Mais cette convergence repose aussi sur des intérêts politiques immédiats… Le dossier du Sahara marocain constitue évidemment l'un des axes centraux de cette recomposition… L'évolution progressive de la position française sur cette question traduit moins un basculement idéologique qu'une adaptation pragmatique à un nouvel équilibre régional… Paris observe que le Maroc a réussi à transformer ce dossier en levier diplomatique majeur, mobilisant autour de sa proposition d'autonomie un soutien international de plus en plus large…

Pour la France, maintenir une ambiguïté prolongée devenait stratégiquement coûteux… D'une part parce que Rabat a démontré sa capacité à diversifier rapidement ses partenariats internationaux… vers Washington, Tel-Aviv, Pékin, Madrid ou les pays du Golfe… d'autre part parce que la stabilité du flanc ouest-africain et méditerranéen devient un enjeu majeur dans un contexte de tensions migratoires, énergétiques et sécuritaires croissantes… Ainsi, le futur traité maroco-français ne doit pas être lu comme un simple rapprochement bilatéral classique… Il s'inscrit dans une transformation plus profonde des hiérarchies internationales…

Le Maroc n'est plus seulement un ancien protectorat lié historiquement à la France… Il cherche désormais à devenir une puissance d'équilibre régionale capable de dialoguer avec tous les pôles… les États-Unis, l'Europe, la Chine, les monarchies du Golfe, l'Afrique atlantique et même certains acteurs émergents d'Asie… Sa diplomatie repose moins sur l'alignement que sur la multiplication des partenariats… Dans cette nouvelle configuration, la France demeure un allié important, mais elle n'est plus l'axe unique de la politique extérieure marocaine… C'est peut-être cela, au fond, la véritable rupture historique…

Le Maroc et la France ne se retrouvent plus dans une relation héritée d'un passé colonial figé… mais dans une négociation entre deux États dont les besoins stratégiques ont profondément changé… une France à la recherche d'un nouveau souffle africain… un Maroc désireux de transformer son influence régionale en statut géopolitique global… Entre Fès et Paris, ce n'est donc pas seulement un traité qui change… C'est le sens même de la relation franco-marocaine…



Le Maroc n'entre plus dans les grandes équations du monde comme un espace d'influence à protéger, mais comme une puissance stable, souveraine et respectée, capable de transformer son héritage historique en levier géopolitique pour l'avenir… Et si l'Histoire garde la mémoire des traités imposés, elle retient aussi les nations qui savent transformer les blessures du passé en puissance d'avenir… Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.

AID LEKBIR : ACTE RELIGIEUX OU RUINE COLLECTIVE ?



Par **Anissa MEKOUAR SENHADJI.**

Dans un peu moins de 24 heures, les Marocains vont sacrifier leur mouton. Mais à quel « prix » ?
Pour une grande majorité, cela représente un mois de salaire. Un mois ! Pour transformer une pauvre bête en steaks, brochettes, viande de mhamer et mrozia...

Sans compter toute la panoplie qui va avec : les derniers couteaux tout neufs, les épices à n'en plus finir (ras el hanout et autres), le nouveau barbecue, les seaux en plastique pour laver et relaver, les planches à découper, 15 kilos de charbon qui carbonisent aussi bien les côtes que le budget mensuel, trois tonnes de persil et menthe et les sempiternels gâteaux de l'after déjeuner, pour recevoir la famille qui risque de passer.

Mais rassurez-vous : rien n'est trop beau pour éloigner le mauvais œil du voisin qui poste sa bête sur Instagram avant même que le sang n'ait coulé.
Certaines familles ont eu l'idée de la mutualisation ovine. Oui, oui, on partage : côtes, os, tête, et surtout la douleur financière avec un sourire forcé. C'est moderne, « win-win », très start-up.

Les foyers les plus indigents ont la ceinture noire de l'art du serrage : ils serrent, enfoncent la boucle jusqu'à ce que l'estomac vienne frapper à la porte des poumons.

Le but ? Remplir le bide des petits. Pas trop non plus. Mais suffisamment pour qu'ils aient l'air normaux devant les voisins. Pour que le gamin puisse dire : « Chez nous, on a un mouton. »
Pas de crédit, mais un mouton ; pas de chauffage, mais un mouton ; pas de manuels scolaires, mais un mouton. L'ovin, nouveau produit d'appel social.

Oui on expose tout. La viande comme un trophée sur Instagram. Et on poste la photo avec la légende : « Al Hamdoullah, nous sommes bénis. »

Pendant que le compte bancaire, lui, hurle dans le vide.
Comment appelle-t-on cette folie collective ? C'est quoi cette débandade générale des comptes et des estomacs, cette transformation du mouton en cause nationale et ruinante ?

On peut l'appeler tradition, fierté nationale, ou même thérapie de groupe.

Mais si on devait être un tout petit peu honnêtes, on dirait : le vrai sacrifice n'est pas celui d'Abraham.
C'est celui de milliers de familles qui, chaque année, enterrent leur budget sous pression sociale organisée, une course à l'échalote institutionnalisée où les perdants sont toujours les mêmes : ceux qui n'ont déjà rien.

Sacrifier son mouton, soit. Mais sacrifier sa dignité, sa santé, l'avenir de ses gosses ?

Ce n'est plus de la piété. D'ailleurs le sacrifice n'est pas une obligation religieuse (une fareda) ; c'est une recommandation (une sounna).

Se saigner pour un animal qui ne sauvera personne, parce que le système pousse à se ruiner pour maintenir l'illusion d'exister dans le regard des autres.

Cette aliénation déguisée en tradition, cette course au sacrifice financier laisse les vrais problèmes – l'école, la santé, le logement – sur le bas-côté.

CE SOIR, LE FOOTBALL MAROCAIN BASCULE OFFICIELLEMENT EN MODE COUPE DU MONDE



Par **Bargach Larbi.**

La conférence de presse de Mohamed Ouahbi, sélectionneur national, ouvrira un nouveau chapitre du roman footballistique marocain. Comme à chaque grande échéance, elle suscite des espoirs chez les uns, des craintes chez les autres — et une certitude absolue : les éternels grincheux seront au rendez-vous.
Il faut les écouter.

Dans leurs délires négatifs se cachent parfois une critique censée, une proposition à reconstruire, un angle mort que l'euphorie collective ignore.

Maroc 2026, ce n'est pas Maroc 2022.
Le contexte a profondément changé. Les tensions géopolitiques actuelles ont alourdi l'atmosphère. Les exigences, elles, ont atteint un autre niveau.
En 2022, le Maroc avait tout à gagner et rien à perdre : entre 1970 et 2018, il n'avait franchi la phase de poules qu'une seule fois, et ses sélections de jeunes faisaient de la figuration sur la scène continentale.

Ce temps est révolu.
Aujourd'hui, le Maroc est officiellement demi-finaliste de Coupe du monde, médaillé de bronze olympique, champion du monde U20, champion CHAN et vainqueur de la Coupe Arabe FIFA 2025. Ce n'est plus un palmarès d'outsider.
C'est celui d'une puissance footballistique en construction, fruit d'un travail sérieux et de longue haleine.
Quand le Maroc était outsider, le Sud global le soutenait avec bienveillance, on pouvait gagner sans déranger. Maintenant que le Maroc collectionne les bons résultats, il est combattu — ou, faute de mieux, sali.

La campagne diffamatoire qui a accompagné certaines des réalisations sportives marocaines est une blessure ouverte.
Deux accusations reviennent en boucle : le prétendu soutien des arbitres en faveur de la sélection ou les clubs marocains, et la soi-disant mainmise de la FRMF sur la CAF.

Ces accusations sont à la fois ridicules et injustes.
Ridicules, parce que Patrice Motsepe, président de la CAF, est Sud-Africain — et proche du président de l'Afrique du Sud.

Ce pays n'entretient pas des relations chaleureuses avec le Maroc. C'est le moins que l'on puisse dire. L'argument ne tient pas.
Injustes, parce que le Maroc a été victime d'erreurs d'arbitrage à maintes reprises lors des CAN successives, dont la dernière.
Plus récemment, lors de la finale de la Ligue des Champions d'Afrique, des décisions litigieuses ont privé l'AS FAR d'une possible victoire finale — sans remettre en cause la victoire méritée de Mamelodi Sundowns sur l'ensemble des deux matchs. Le match aller aurait pu se conclure sur un score fleuve.
Au retour, des détails arbitraux ont changé le cours de l'histoire. Ce sont nos amis tunisiens qui ont eu le courage d'en parler, là où les médias français ont préféré le silence. C'est presque normal : le modèle que développe le Maroc commence à déranger au-delà de nos frontières.
Les médias marocains n'en ont pas fait un sujet et ils ont bien fait. Il faut avancer.
Ce soir, on saura donc quels 26 joueurs défendront les couleurs du Maroc. Ils feront partie des 260 Africains qui porteront les couleurs du continent lors de ce Mondial.

À tous ces porteurs de drapeau du continent — joueurs, staffs, supporters — j'adresse un souhait sincère : que leur motivation soit l'émulation, l'envie de faire mieux que le Maroc de 2022, de repousser les limites de ce que le football africain est capable d'accomplir.
Pas ce besoin minable de détruire ceux qui font mieux qu'eux.
Le football africain grandit. Le Maroc y a sa part de responsabilité. Il a encore beaucoup à faire et d'humilité à préserver.

IRAN – OCCIDENT : LA GUERRE D'AUJOURD'HUI VIENT DE TRÈS LOIN



Par **Driss Moussa.**

Il y a des guerres qui commencent avec des missiles. Et il y a des guerres qui commencent bien avant, dans les archives, les humiliations, les coups d'État, les contrats pétroliers et les blessures politiques jamais refermées. Le dossier iranien appartient clairement à cette deuxième catégorie. Derrière l'actualité brûlante, derrière les tensions militaires, derrière les discours sur le nucléaire ou la sécurité régionale, se cache une vieille histoire de souveraineté confisquée, de pétrole disputé et de méfiance installée dans la durée.

Pourquoi l'Iran ne plie pas : la guerre d'aujourd'hui vient des blessures d'hier

C'est tout l'intérêt du décryptage proposé par Moussa Driss dans son podcast Radar El Madar, diffusé sur L'ODJ Média : rappeler que l'Iran d'aujourd'hui ne peut pas être compris uniquement par les événements récents. Pour saisir la profondeur du conflit, il faut remonter aux années 1950, au moment où la question pétrolière devient le cœur d'un affrontement entre volonté nationale iranienne et intérêts occidentaux.

L'affaire commence avec une idée simple, presque évidente du point de vue iranien : les ressources naturelles d'un pays doivent d'abord bénéficier à son peuple. Lorsque l'Iran décide de reprendre le contrôle de son pétrole, ce choix est perçu par les puissances étrangères non comme un acte de souveraineté, mais comme une menace stratégique. Le pétrole iranien n'était pas seulement une matière première. Il était un levier d'influence, un outil de puissance et un verrou géopolitique.

La suite est connue, mais souvent oubliée dans les lectures rapides de l'actualité : pressions économiques, isolement, manœuvres diplomatiques, puis opération de déstabilisation. La chute du pouvoir nationaliste iranien dans les années 1950 n'a pas seulement modifié l'équilibre politique d'un pays. Elle a laissé dans la mémoire collective iranienne l'idée que l'Occident, lorsqu'il parle de liberté ou de stabilité, peut aussi agir pour préserver ses intérêts, même au prix de la souveraineté des autres.

C'est là que naît une partie de la défiance iranienne. Elle ne vient pas de nulle part. Elle s'est construite autour d'un sentiment de dépossession : dépossession des ressources, dépossession du choix politique, dépossession du destin national. Pour beaucoup d'Iraniens, le pouvoir soutenu ensuite par les Occidentaux devient le symbole d'un État fort en façade, mais fragile dans sa légitimité. La modernisation imposée, les fractures sociales, l'autoritarisme interne et le sentiment d'injustice économique vont progressivement nourrir une colère plus profonde.

La révolution iranienne ne surgit donc pas comme un accident isolé. Elle est le produit d'une accumulation : un pouvoir contesté, une société travaillée par les inégalités, des réformes menées trop vite, une ruralité déstabilisée, une institution religieuse marginalisée puis remobilisée, et une population qui finit par voir dans la contestation non seulement une révolte politique, mais une revanche historique.

De Mossadegh au nucléaire : l'Iran ou la mémoire longue de l'ingérence

Ce détour historique est essentiel, car il permet de comprendre pourquoi l'Iran actuel ne réagit pas comme un simple acteur régional rationnel au sens froid du terme. Il réagit aussi comme un État façonné par une mémoire politique douloureuse. Toute pression extérieure est interprétée à travers cette grille : celle de l'ingérence, du renversement possible, de la volonté de contrôle. C'est ce qui explique, en partie, la place centrale accordée à la souveraineté, à la dissuasion, au nucléaire, aux forces parallèles et aux alliances régionales.

On peut critiquer le régime iranien, ses choix, ses méthodes et sa logique de confrontation. Mais on ne peut pas faire comme si l'histoire n'existait pas. La grande faiblesse de certaines lectures occidentales est de réduire l'Iran à une menace idéologique ou militaire, sans regarder les causes historiques de sa méfiance. Or, une diplomatie qui oublie la mémoire des peuples finit souvent par produire l'inverse de ce qu'elle recherche : plus de fermeture, plus de radicalité, plus de résistance.

L'autre enseignement du podcast est plus large : le pétrole n'a jamais été seulement une affaire d'énergie. Il a façonné des régimes, déplacé des alliances, alimenté des coups de force, provoqué des guerres économiques et redessiné des cartes diplomatiques. Dans le cas iranien, il a même contribué à installer une relation durablement toxique entre Washington, Londres, Téhéran et l'ensemble de la région.

Aujourd'hui encore, chaque crise autour de l'Iran réactive ce vieux contentieux. Le nucléaire n'est que la partie visible de l'iceberg. Derrière lui se trouvent la souveraineté, la sécurité du régime, la mémoire du renversement, la peur de l'encerclement et la volonté de ne plus jamais dépendre totalement du bon vouloir des puissances étrangères.

L'édito du jour tient donc en une phrase : pour comprendre l'Iran d'aujourd'hui, il faut cesser de commencer l'histoire au dernier missile tiré ou à la dernière déclaration américaine. Il faut revenir au pétrole, à la souveraineté, au traumatisme politique et à cette méfiance historique qui, depuis plus de 70 ans, structure une bonne partie de la relation entre l'Iran et l'Occident.

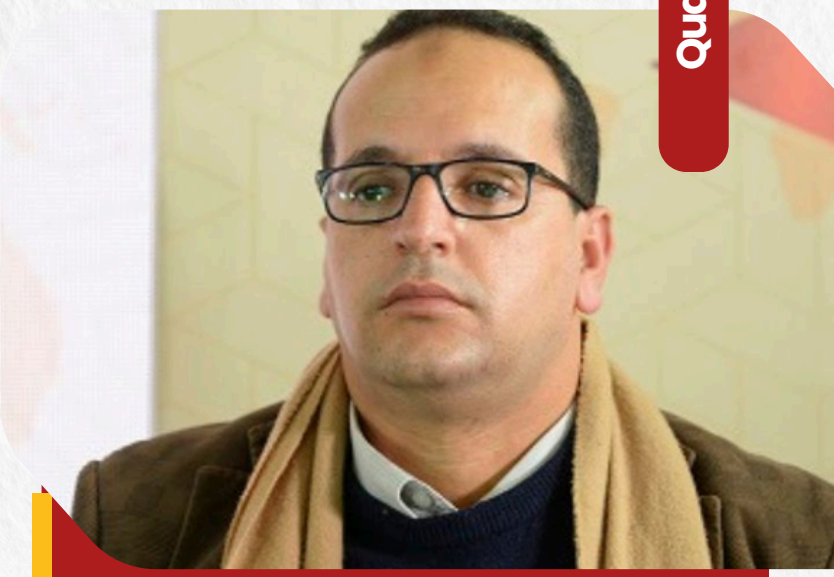
Le podcast Radar El Madar de Moussa Driss, sur L'ODJ Média, a le mérite de remettre cette profondeur historique au centre du débat. Et dans un monde saturé de réactions immédiates, ce n'est pas un luxe : c'est une nécessité.



DES ARCHIVES AMÉRICAINES AUX AMBITIONS MAROCAINES

Les Alliés et la Conférence d'Anfa — janvier 1943..

La Conférence d'Anfa, tenue à Casablanca en janvier 1943, demeure l'une des grandes séquences diplomatiques de la Seconde Guerre mondiale. Mais pour le Maroc, elle fut bien davantage qu'un rendez-vous militaire entre Alliés. Elle constitua aussi un moment politique décisif, au cours duquel le Sultan Mohammed Ben Youssef chercha à faire entendre, avec prudence mais détermination, la voix d'un Maroc aspirant à reprendre pleinement son destin national.



Par **Mohamed Oubihi**

C'est ce que rappelle le troisième épisode de l'émission « نبض الأرشيف », consacré au thème : « Les Alliés et la Conférence d'Anfa : correspondances entre le Sultan Mohammed Ben Youssef et Franklin Roosevelt ». L'épisode s'inscrit dans le cadre du rappel des 250 ans de relations maroco-américaines, en revenant sur une phase où l'histoire militaire mondiale a croisé les premières formulations diplomatiques de la cause nationale marocaine.

Les relations entre le Maroc et les États-Unis figurent parmi les plus anciennes de l'histoire diplomatique américaine. Elles remontent à la reconnaissance précoce de l'indépendance américaine par le Maroc en 1777, sous le règne du Sultan Mohammed Ben Abdallah, puis à la signature du traité de 1786, considéré comme l'un des plus anciens traités américains encore en vigueur. Ce texte consacrait notamment la liberté de circulation des navires américains dans les ports marocains et la sécurité de la navigation face aux attaques maritimes.

Ce lien s'est renforcé au XIXe siècle lorsque le Sultan Moulay Slimane offrit, en 1821, un bâtiment à Tanger au gouvernement américain pour y installer sa représentation diplomatique. Tanger était alors l'un des grands centres diplomatiques du Maroc.

Mais c'est pendant la Seconde Guerre mondiale que cette relation a pris une dimension plus stratégique. En novembre 1942, les forces alliées débarquèrent sur les côtes atlantiques marocaines dans le cadre de l'opération Torch, notamment à Mehdia, Fedala et Safi, afin de contrer l'expansion nazie et d'affaiblir l'autorité du régime de Vichy au Maroc.

Anfa, le tournant diplomatique oublié :

Dans ce contexte, Casablanca accueillit en janvier 1943 la Conférence d'Anfa, qui permit aux Alliés de coordonner leur stratégie militaire. Mais l'événement offrit aussi une occasion rare au Sultan Mohammed Ben Youssef : rencontrer le président américain Franklin Roosevelt et ouvrir une voie de dialogue directe avec Washington.

L'épisode souligne que de nombreuses sources historiques ont évoqué cette rencontre, sans toujours accorder suffisamment d'attention aux correspondances échangées entre le Sultan et Roosevelt. Or ces lettres, révélées par les archives américaines, éclairent une séquence essentielle : celle d'un souverain cherchant à dépasser les limites imposées par le protectorat français et à inscrire la question marocaine dans le nouvel ordre international en gestation.

Dans sa lettre du 20 novembre 1942, le Sultan Mohammed Ben Youssef s'adressa à Roosevelt dans un moment particulièrement sensible : la libération progressive de la France, l'affaiblissement du régime de Vichy et la montée en puissance américaine. La lettre affirmait la légitimité politique du Makhzen, tout en exprimant une ouverture mesurée vers les États-Unis et leurs principes libéraux.

Le Sultan y posait également les bases d'une coopération avec les Américains, à condition que soient respectées l'autorité, la religion et les traditions marocaines. Cette formulation, prudente mais significative, traduisait une volonté de construire une relation directe avec une grande puissance, sans rompre brutalement avec la France.

Le 4 février 1943, après leur rencontre à Anfa, Roosevelt répondit au Sultan dans une lettre marquée par un ton personnel et chaleureux. Il y exprimait sa gratitude pour les présents reçus, mais aussi son souhait de revoir le souverain marocain et d'évoquer avec lui "de nombreuses questions relatives à l'avenir".

La lettre allait plus loin qu'un simple échange protocolaire. Roosevelt invita le Sultan à se rendre à Washington après la guerre et évoqua un "avenir prometteur" pour le Maroc, avec l'appui sincère du peuple américain. Ces mots, replacés dans le contexte de la guerre et de l'après-guerre à venir, portaient une forte charge politique. Ils laissaient entrevoir une compréhension américaine des aspirations marocaines à l'émancipation.



February 4, 1943.

Your Majesty (written in longhand)

I am happy to tell you that I have safely returned to the White House and that I have given your very wonderful gifts to Mrs. Roosevelt. She is delighted with them, and with their beautiful workmanship and design. They will form a most interesting part of our family collections, and I want you to know how grateful I am.

Also, may I tell you what a very great pleasure it was to meet you at Casablanca and that I much hope that we can meet again soon. There are many things in regard to the future which I should like to talk over with you. I hope much that you will be able to visit me in Washington just as soon as this dreadful war is over, and that you will bring with you your fine son, the Crown Prince.

I have been much impressed with the beauties and with the future that undoubtedly lies before Morocco. In its development I feel sure that you can count on the truly unselfish aid from the people of the United States.

Believe me, Sir,

Your True friend (written in longhand)

Franklin D. Roosevelt

P. S. May I take this occasion to send my warm regards to H.R.H. the Crown Prince, and to your Grand Vizier, and to your Chef de Protocol? (written in longhand)

His Sherifian Majesty,
Sidi Mohammed,
Sultan of Morocco

Casablanca 1943 : la rencontre Sultan-Roosevelt qui annonçait le Maroc indépendant

Ces correspondances montrent que la marche vers l'indépendance ne s'est pas jouée seulement dans la confrontation directe avec les autorités du protectorat. Elle s'est aussi construite dans une diplomatie de précision, attentive aux rapports de force internationaux.

Le Sultan Mohammed Ben Youssef avait compris que la guerre mondiale bouleversait les équilibres. Le Pacte de l'Atlantique, signé en 1941 par Roosevelt et Churchill, affirmait déjà le droit des peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils souhaitaient vivre. Le Sultan a su s'appuyer sur cette doctrine pour préparer, en douceur mais avec constance, l'internationalisation de la cause marocaine.

La Conférence d'Anfa apparaît ainsi comme une double rupture : militaire pour les Alliés, politique pour le Maroc. Elle a donné au Royaume une occasion d'inscrire sa cause dans le langage nouveau de l'après-guerre : souveraineté, autodétermination, relations directes avec les puissances mondiales.

Relire aujourd'hui ces échanges ne revient donc pas à célébrer seulement une archive. C'est comprendre comment, derrière les grandes conférences de guerre, se jouait déjà l'avenir d'un pays. À Anfa, le Maroc n'était pas seulement un territoire stratégique pour les Alliés. Il devenait progressivement un acteur qui préparait, par la diplomatie, le chemin de son indépendance.

LES NOUVEAUX MODÈLES D'INVESTISSEMENT URBAIN PROMUS PAR LA BANQUE MONDIALE ET LEURS EFFETS SUR LA PROFESSION NOTARIALE AU MAROC :

analyse comparative bourse Casablanca, Paris, New York



La tenue des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech en octobre 2023, ainsi que la sortie du Maroc de la liste grise du GAFI en février 2024, constituent un tournant pour l'image du pays sur la scène financière internationale. Ces deux étapes confirment que le dispositif national de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme répond désormais aux normes internationales.

Par **Aya el faria**

Cette évolution a immédiatement réduit les obstacles juridiques et financiers qui freinaient l'entrée des capitaux étrangers. À fin mars 2026, l'engagement de la Banque mondiale au Maroc dépasse 28 milliards USD, avec une orientation croissante vers les foncières et les projets d'aménagement urbain.

Dans ce contexte, le rôle du notaire connaît une transformation profonde. Il ne peut plus se cantonner à la simple authentification. Il doit désormais intégrer des impératifs de conformité internationale, sécuriser les actifs numériques et accompagner des montages contractuels transnationaux. Face aux standards de transparence et d'innovation imposés par les nouveaux modèles d'investissement urbain, la question se pose : la loi 32-09 relative à l'organisation de la profession notariale permet-elle de répondre à l'essor des actifs numériques tout en assurant une protection réelle de l'investisseur-consommateur?

Du financement public à des montages contractuels complexes

L'intervention de la Banque mondiale s'oriente désormais vers des instruments mixtes : participations minoritaires, garanties de risque partiel, structuration de véhicules ad hoc. Le Programme de Performance Municipale P168147, doté de 300 millions USD, en est un exemple. L'octroi des fonds y est conditionné à des réformes de gouvernance locale, à la digitalisation des procédures et à la sécurisation des partenariats public-privé.

Juridiquement, ces opérations relèvent des Principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international de 2016.

Elles renforcent les obligations du notaire en matière de vérification, de conseil et d'anticipation des risques extraterritoriaux. La responsabilité notariale ne se limite plus au droit marocain, elle s'évalue aussi au regard des clauses d'arbitrage CCI et des standards contractuels internationaux.

Numérisation et émergence d'un cadre juridique pour les actifs numériques

Les travaux de Marrakech ont placé la transformation digitale au centre des priorités de développement. La Banque mondiale encourage l'adoption de registres fonciers distribués et de mécanismes de notarisation électronique.

Cette orientation s'appuie sur les Principes d'UNIDROIT sur les actifs numériques et le droit privé de 2023, qui définissent un régime applicable aux actifs tokenisés, aux registres distribués et aux smart contracts. Pour le notaire marocain, la maîtrise de ces règles devient indispensable afin de donner force exécutoire et opposabilité à des opérations qui, sans son intervention, resteraient fragiles sur le plan juridique. La mission traditionnelle du notariat – prévenir le litige et protéger le consommateur demeure, avec les responsabilités civiles et pénales prévues par la loi 32-09.

À Casablanca, les programmes Casablanca Municipal Support Program 2017 et Municipal Performance Project 2019 ont porté sur la gouvernance, la transparence et l'efficacité des collectivités locales. Bien qu'ils ne mentionnent pas la blockchain ou les actifs numériques,

ils ont préparé le terrain technique et administratif pour l'intégration future de solutions digitales dans la gestion urbaine.
La Banque mondiale explore par ailleurs le potentiel de la blockchain dans la gestion foncière, comme l'illustre son étude de 2018 intitulée « Can blockchain change the nature of land registry in developing countries? », qui présente cette technologie comme un outil de sécurisation et d'automatisation des mutations immobilières.

La pression pour encadrer ce secteur passe aussi par les financements Financial and Digital Inclusion Development Policy Financing de 2020 à 2023, d'un montant de 450 millions USD chacun. Ces programmes ont accéléré la réflexion sur le cadre juridique des actifs numériques. C'est dans ce sillage que s'inscrit le projet de loi 42.25. À ce jour, seul un avant-projet a été publié le 5 août 2025 par le ministère de l'Économie et des Finances, en concertation avec Bank Al-Maghrib et l'AMMC. Le texte vise à encadrer l'émission et la négociation des actifs numériques, mais il n'a pas encore été adopté ni publié au Bulletin officiel. Il s'aligne sur les recommandations du FMI, du FSB et sur la recommandation 15 du GAFI.

La loi 32-09 actuelle définit toujours le notaire comme officier public chargé d'authentifier les actes portant sur des biens matériels et des droits classiques. L'absence de dispositions sur les actifs immatériels crée un écart entre le cadre légal et les pratiques émergentes de l'investissement urbain. Cette lacune apparaît dès la lecture de l'article 4 de la loi n° 32-09, qui limite la mission du notaire à l'authentification des actes portant sur des « biens et droits immobiliers et mobiliers » au sens classique, sans mention des actifs immatériels ou numériques. De même, l'article 18, en énumérant les obligations liées à la rédaction et à la conservation des actes, ne prévoit aucun dispositif relatif à la signature électronique, aux registres distribués ou aux preuves numériques, créant ainsi un décalage entre le texte légal et les pratiques émergentes de l'investissement urbain.

Face à ce vide, le notaire doit évoluer d'un rôle de certificateur vers celui de garant des patrimoines numériques, en s'appuyant sur les Principes DAPL d'UNIDROIT. Les expériences française et new-yorkaise montrent que cette mutation est déjà engagée. L'enjeu pour le Maroc est d'adapter la loi 32-09 ou de prévoir des textes d'application compatibles, afin de bâtir un modèle hybride conforme aux exigences internationales tout en préservant les spécificités du droit national et la protection de l'investisseur



Regard comparé : Casablanca, Paris, New York

À Casablanca, le notaire reste l'acteur central de la sécurité juridique immobilière. Le retrait du Maroc de la liste grise a ouvert la voie à des montages complexes intégrant des sûretés internationales et des mécanismes de règlement des différends transnationaux. Le métier évolue vers une fonction de conseil stratégique, mais le vide juridique subsiste. Bank Al-Maghrib interdit l'usage des crypto-actifs comme moyen de paiement sans se prononcer sur leur transmission successorale. Ce silence oblige le notariat à anticiper, en mobilisant les Principes DAPL et le droit comparé pour proposer des solutions contractuelles adaptées.

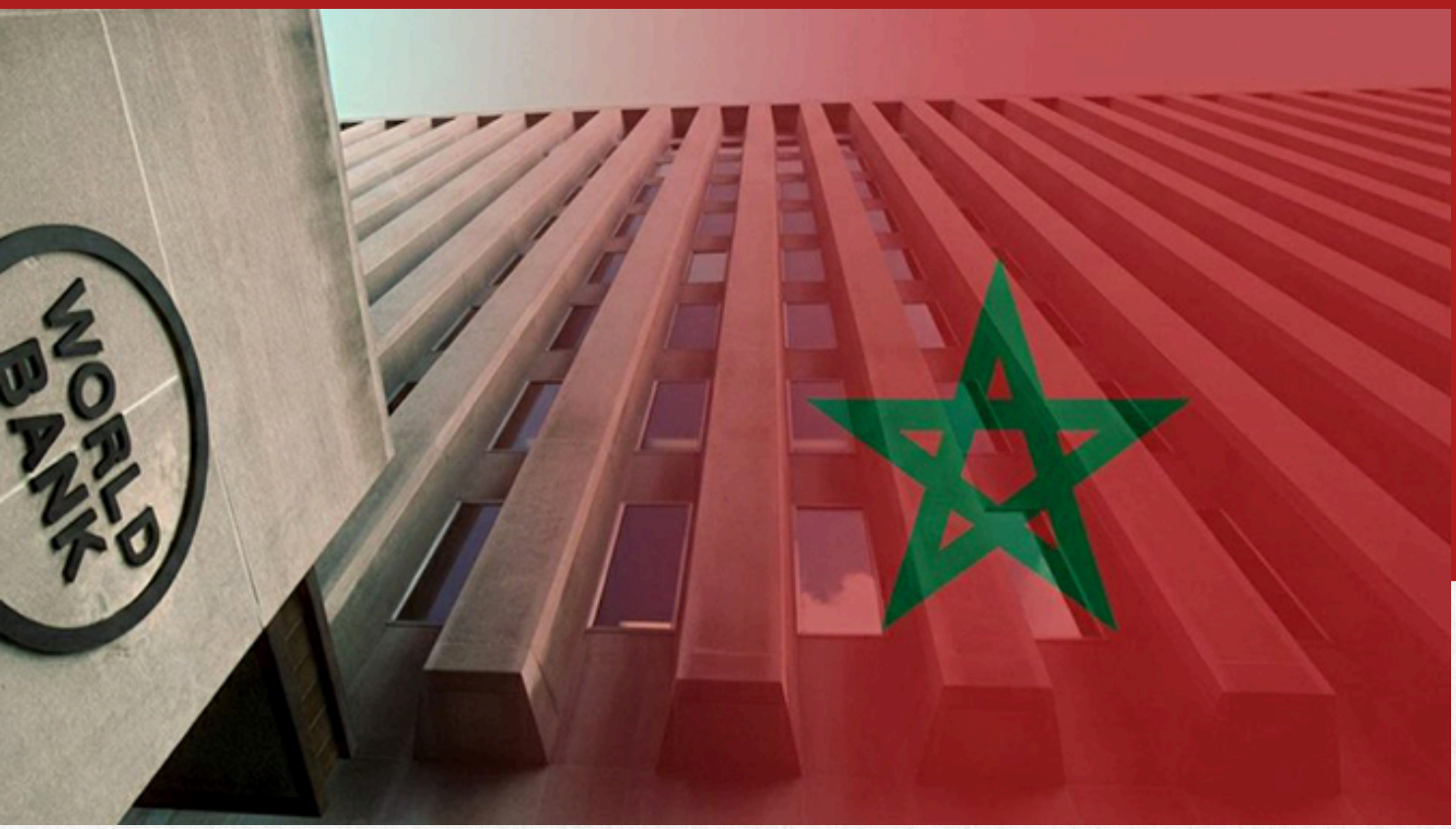
À Paris, le modèle latin garde sa cohérence. Le notaire contrôle la légalité et la fiscalité des actes, dans un cadre réglementaire rigide. Dès 2019, le législateur a intégré les actifs numériques dans le Code civil et le Code monétaire et financier. La loi PACTE a instauré un régime pour les PSAN, et le notariat français commence à introduire des clauses spécifiques dans les actes de donation et de succession. Le notaire y vérifie l'origine des fonds, l'identité du détenteur du wallet et assure la conservation sécurisée des clés privées.

À New York, l'absence de notariat de type latin a fragmenté la fonction de sécurisation entre avocats et agents d'entiercement. Le système privilégie la rapidité au détriment de la force probante des actes. L'approche est essentiellement réglementaire et technique. Le régime du BitLicense impose des obligations strictes aux acteurs crypto, tandis que l'UREF permet aux héritiers d'accéder légalement aux actifs numériques du défunt. L'intervention équivalente au notaire se situe en amont, pour structurer des trusts numériques et éviter le blocage des actifs.

Le Maroc dispose donc d'un atout : un système latin reconnu pour sa valeur probante, renforcé par une crédibilité financière retrouvée. Il ne s'agit pas de copier Paris ou New York, mais de construire un modèle hybride compatible avec les standards internationaux exigés par les projets de la Banque mondiale, tout en respectant le droit marocain et la protection du consommateur-investisseurs .

Les signaux envoyés par Marrakech et par la sortie de la liste grise redéfinissent la place du notariat marocain. L'enjeu dépasse la simple constatation de l'accord des parties : il s'agit de garantir la sécurité juridique de flux financiers structurants. Le notaire qui intègre les standards internationaux et les technologies émergentes deviendra un acteur clé de la confiance dans l'économie contractuelle du XXIe siècle, pour se faire il s'agit des trois recommandations.

Trois axes sont prioritaires pour adapter la profession : Formation : intégrer les Principes UPICC, DAPL et les techniques d'arbitrage international dans la formation continue. Sécurisation digitale : adopter la signature électronique et la conservation des actes sur registres distribués conformes aux standards UNIDROIT. Organisation : créer au sein des études des cellules dédiées à l'investissement international, avec des procédures AML/CFT conformes aux exigences post-liste grise.



ALLAL EL FASSI, UNE MÉMOIRE VIVANTE DU COMBAT NATIONAL..



En ce 52e anniversaire de la disparition de Allal El Fassi a été organisé à Sidi Kacem un des foyers par excellence du parti ;en présence de Abdelouahed, Hani et Aouatif les enfants du Zaim, le Maroc s'est recueilli dans le souvenir d'un homme dont le nom demeure indissociable de la lutte pour la liberté, la dignité et la souveraineté nationale. Cofondateur du Parti de l'Istiqlal, penseur, écrivain et stratège politique, Allal El Fassi n'était pas seulement un militant de l'indépendance : il était une école de pensée, un souffle permanent de résistance intellectuelle et morale.

Une filiation politique et morale assumée

Son engagement ne s'est jamais limité à la revendication politique. Il portait une vision globale d'un Maroc moderne, enraciné dans ses valeurs, mais ouvert sur le monde. Exilé, persécuté, mais jamais résigné, il incarnait une constance rare : celle d'un patriotisme lucide, capable de conjuguer idéalisme et réalisme.

Aujourd'hui, cet héritage trouve une continuité particulière dans l'action de Nizar Baraka, petit-fils du Zaim et actuel secrétaire général du Parti de l'Istiqlal. Plus qu'un lien familial, c'est une filiation politique et éthique qui se dessine, dans un contexte profondément transformé mais tout aussi exigeant.

Le militantisme d'aujourd'hui ne se joue plus dans les mêmes conditions historiques. Il ne s'agit plus de conquérir l'indépendance, mais de la consolider. Les défis ont changé de nature : justice sociale, équité territoriale, souveraineté économique, transition énergétique, et confiance citoyenne. Pourtant, l'esprit du combat reste le même.
Nizar Baraka s'inscrit dans cette continuité en portant un discours réformiste, axé sur le développement inclusif et la responsabilité sociale. À travers ses prises de position et son action gouvernementale, il entreprend de réactualiser l'héritage istiqlalien, en l'adaptant aux enjeux contemporains sans en trahir les fondements.

Le passage de relais entre les générations ne se limite pas à une transmission symbolique. Il traduit une transformation du militantisme lui-même. Là où Allal El Fassi affrontait le colonialisme, les militants d'aujourd'hui affrontent d'autres formes de déséquilibres : fractures sociales, défis économiques, et attentes croissantes des citoyens.

par **Mohammed Koraiche.**

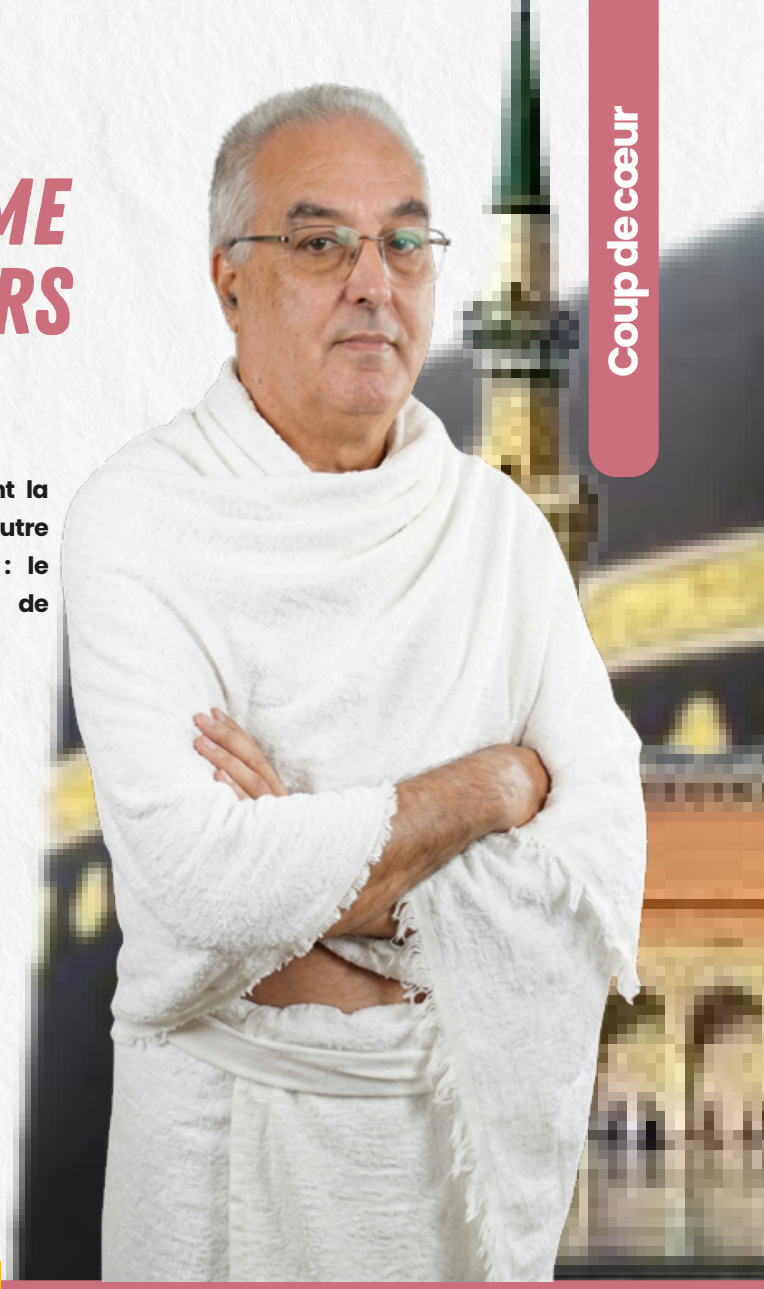
Le Parti de l'Istiqlal, en tant qu'institution historique, se trouve ainsi à la croisée des chemins : rester fidèle à son identité tout en se réinventant. Cette tension, loin d'être une faiblesse, constitue au contraire une dynamique politique essentielle.

Commémorer la disparition d'Allal El Fassi ne doit pas être un simple exercice de mémoire. C'est un acte politique en soi, une invitation à interroger notre rapport à l'engagement, à la responsabilité et à l'intérêt général.
Entre la figure tutélaire du Zaim et l'action actuelle de Nizar Baraka, c'est toute une trajectoire du militantisme marocain qui se dessine : de la libération nationale à la construction démocratique et sociale.

Plus qu'un héritage, c'est un défi. Celui de rester fidèle à une exigence : faire de la politique non pas un espace de gestion, mais un espace de conviction, de courage et de vision.

Coup de cœur

EL MADINA : LE CIVISME SILENCIEUX DES FUTURS PÈLERINS



Réflexion spirituelle d'Adnane Benchakroun
Après sa visite à El Madina — Hajj 1447 H

À El Madina, ce qui frappe d'abord, ce n'est pas seulement la beauté des lieux ni la charge spirituelle de la ville. C'est autre chose, plus discret, mais profondément impressionnant : le civisme entre les futurs pèlerins venus d'une centaine de nationalités.

Dans les rues, aux abords de la Mosquée du Prophète, dans les files d'attente, devant les hôtels, aux points de rassemblement des bus, on voit se côtoyer des hommes et des femmes de langues, de cultures et d'âges différents. Pourtant, malgré la fatigue, la chaleur, l'émotion et parfois la désorientation, une forme d'ordre naturel s'installe. Chacun avance, attend, laisse passer, aide, observe, respecte.

Ce civisme n'est pas parfait, bien sûr. Il y a des moments de tension, des foules compactes, des personnes perdues, des groupes qui cherchent leur guide ou leur bus. Mais l'ensemble donne une leçon rare : quand un objectif spirituel commun rassemble les gens, les différences deviennent secondaires.

El Madina devient alors un immense laboratoire humain. On y voit des Africains, des Asiatiques, des Européens, des Arabes, des Turcs, des Indonésiens, des Marocains, des Pakistanais, des Sénégalais, des Bosniaques, des Malaisiens, des Nigérians, des Français, des Britanniques… Tous portés par la même intention : accomplir un voyage intérieur avant même d'accomplir un rite.

Ce qui impressionne surtout, c'est cette discipline douce. Personne ne l'impose totalement, mais beaucoup l'acceptent. Elle naît du respect du lieu, de la conscience du sacré, mais aussi de la nécessité pratique : sans civisme, une telle concentration humaine deviendrait ingérable.

Dans un monde souvent marqué par l'individualisme, El Madina rappelle une vérité simple : vivre ensemble n'est pas un slogan. C'est une pratique quotidienne, faite de patience, de retenue, de solidarité et d'attention aux autres. Pour le futur pèlerin, cette expérience est déjà une préparation au Hajj. Avant Mina, Arafat ou Muzdalifa, El Madina enseigne une première leçon : le pèlerinage ne commence pas seulement par les rites, mais par le comportement.

Car le civisme, ici, devient presque une forme d'adoration silencieuse. Ne pas bousculer. Ne pas crier. Aider une personne âgée. Sourire à un inconnu. Laisser sa place. Attendre son tour. Retrouver un pèlerin perdu. Ces gestes modestes disent parfois plus que de longs discours.

El Madina impressionne parce qu'elle montre que l'humanité peut encore se rassembler sans se ressembler, marcher ensemble sans parler la même langue, partager un même espace sans se nier.

Dans cette ville, le pèlerin découvre que la spiritualité n'est pas seulement dans la prière. Elle est aussi dans la manière de se tenir parmi les autres. Et c'est peut-être là l'une des plus belles leçons du voyage.

UN SUCRE... OU DEUX ?



Par **Rida Lamrini.**

Lorsque je rentre, Lina est installée dans un fauteuil, un livre à la main et une tasse de thé posée devant elle. Elle lève les yeux vers moi et m'observe quelques secondes avec cette attention légèrement amusée qui annonce généralement une remarque dont je ne sortirai pas grandi.

– Tu as l'air préoccupé.
Je pose mes clés sur la table avec la gravité d'un homme qui vient de recevoir les derniers chiffres de la dette mondiale.

– Une discussion entre amis. Interminable.
– Ah, dit-elle en refermant doucement son livre. Vous avez encore tenté de sauver le pays sans déranger votre café ?

Je choisis de ne pas relever.
– Il y avait du beau monde. Quelques figures de la chose publique, un ancien serviteur des autorités, un homme qui connaît les rouages du pouvoir, un autre qui fréquente les affaires, et même un spécialiste des équilibres économiques. Nous avons parlé pendant des heures.

– Voilà qui devait être gai. Vous aviez prévu un défibrillateur ?
– Nous avons surtout parlé du coût de la vie, des prix des produits essentiels, du poids des importations et des sommes considérables que les autorités mobilisent pour éviter que les ménages ne sombrent complètement.

Lina hoche la tête avec sérieux. Un sérieux un peu trop appliqué pour être honnête.
Et votre conclusion ?
Je toussote.
– Nous n'en avons pas vraiment trouvé.
– Pas vraiment ?
– Disons que la question est complexe.
– Naturellement. Dès qu'une question résiste plus de trois minutes, elle devient complexe. C'est une règle très utile. Elle permet de terminer les réunions sans avoir à commencer les solutions.

Je sens poindre l'embuscade.
– Tu plaisantes, mais il s'agit d'un problème redoutable. Le pays importe beaucoup. Les prix augmentent. Les finances publiques souffrent. Le pouvoir d'achat s'effrite.

Et le chimérique gouvernement cherche encore le moyen de concilier l'inconciliable.
– Vous étiez combien autour de la table ?
– Six.
– Six personnes compétentes, informées, expérimentées, probablement bien nourries, et pas la moindre idée ?
– Nous avons évoqué plusieurs pistes.
– Lesquelles ?

Je réfléchis.
– Beaucoup de pistes.
– Je vois. Des pistes si nombreuses qu'elles ont fini par former un rond-point.
Je la regarde avec méfiance. Lina prend tranquillement sa tasse de thé.
– Tu crois pouvoir faire mieux ?
– Je ne voudrais pas humilier les autorités. Elles ont déjà beaucoup à faire avec elles-mêmes. Mais nous pouvons toujours essayer. De quoi parlons-nous exactement ?
– Du sucre, des céréales, des huiles, des carburants, du gaz domestique...
– Commençons par le sucre, dit-elle.
Elle soulève sa tasse et me montre le sucrier.
– Combien de morceaux mets-tu dans ton café ?
– Deux.
– Mets-en un.
Je la regarde.
– Pardon ?
– Un seul morceau.

C'est une réforme ambitieuse, j'en conviens. Elle nécessitera peut-être un comité de pilotage, trois séminaires et un logo. Mais elle reste envisageable.

Je souris malgré moi.
– Tu réduis ta consommation de moitié, poursuit-elle. Si tout le monde fait pareil, le pays importe moins de sucre. Les dépenses diminuent.

Les gens avalent moins de calories. Ils se portent mieux. Les médecins voient un peu moins de diabètes. Les familles dépensent moins en soins. Et le chimérique gouvernement peut enfin prendre un week-end.

– Tu oublies les pâtisseries.
– Je ne les oublie jamais. Je propose seulement de les traiter comme certaines promesses électorales : avec modération et sans trop y croire.

Je m'assieds en face d'elle.
– Et pour les céréales ?
– Même principe. Peut-être pourrions-nous cesser de considérer le pain comme un membre de la famille. Mangeons davantage de légumes, de fruits, de produits locaux.

Les importations baissent, les agriculteurs vendent mieux, les assiettes se colorent et les repas cessent de ressembler à une conférence internationale consacrée au gluten.
Je commence à l'écouter avec davantage d'attention.

– Et les huiles ?
– Là encore, un peu de mesure. Moins de fritures. Moins de plats noyés dans une mare brillante. Nous gagnerons en santé ce que nous perdrons en éclaboussures. Le cholestérol nous en voudra, mais il s'en remettra.



Elle reprend une gorgée de thé, puis repose sa tasse avec délicatesse.
– Restent les carburants, dis-je.
– Ah, les carburants. Sujet délicat. Nous pourrions utiliser davantage les transports collectifs. Marcher un peu plus. Développer les solutions solaires. Prendre parfois un vélo.
– Un vélo ?
– Oui. Cet objet étrange avec deux roues, un guidon et aucune climatisation. On s'en servait avant que chacun ne ressente le besoin impérieux de déplacer deux tonnes de carrosserie pour acheter une baguette de pain.

– Tu vas déclarer la guerre aux voitures ?
– Non. Seulement aux véhicules qui donnent l'impression que leur propriétaire envisage de traverser le désert alors qu'il se rend chez le coiffeur.
Je ris. Elle aussi.

Puis elle reprend, plus doucement :
– Au fond, les autorités cherchent souvent des solutions gigantesques à des problèmes qui commencent dans les gestes les plus simples.

Évidemment, les habitudes individuelles ne suffisent pas. Il faut des politiques cohérentes, des investissements sérieux, une agriculture soutenue, des transports dignes de ce nom et une vision à long terme.

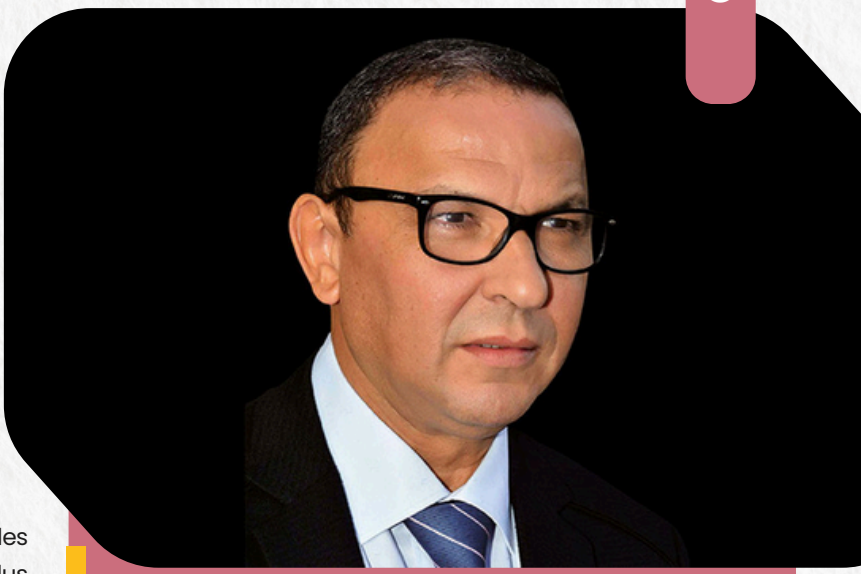
Mais il est curieux de voir combien nous attendons du chimérique gouvernement ce que nous refusons parfois de demander à notre propre cuillère.

Je reste silencieux un moment.
Je repense à notre réunion, à nos raisonnements savants, à nos mines graves, à nos diagnostics sophistiqués et à nos conclusions circulaires. Nous avions brassé des milliards, convoqué la macroéconomie, ausculté la balance commerciale et prononcé plusieurs fois le mot « soutenabilité » avec le recueillement de moines tibétains.

Lina, elle, avait simplement regardé le sucrier.
Je me lève pour préparer un café.
– Un sucre… ou deux ? demande-t-elle.
Je marque une hésitation.
– Un seul.
Elle rouvre son livre.

– Félicitations. Tu viens de lancer ta première réforme structurelle.

PALAMIDI ET BOURTZI : LES DEUX CHATEAUX-FORTS GARDIENS DU GOLFE ARGOLIQUE EN GRÈCE.



Par **Anwar CHERKAOUI**

Il était une fois, au sud de la Grèce, dans cette longue péninsule montagneuse appelée le Péloponnèse, un vaste golfe bleu qui ouvrait ses bras vers la mer Égée et la Méditerranée orientale.

On l'appelle le golfe Argolique, parce qu'il baignait les terres antiques de l'Argolide, royaume des vieux mythes grecs et des héros oubliés.

Autour de ce golfe vivaient depuis des millénaires des villes célèbres. À l'ouest se dressait Argos, l'une des plus anciennes cités du monde grec. Plus loin dans les collines pierreuses reposaient les ruines sacrées de Mycènes, la ville des rois guerriers.
Au nord-est, parmi les montagnes parfumées de pins, s'élevait Épidaure avec son théâtre antique où les voix humaines semblaient parler directement aux dieux. Et puis, au bord même de la mer, entre les montagnes et les eaux lumineuses, apparaissait Nafplio.

Les marins racontaient que cette ville était née d'un rêve entre la pierre et la mer.
Quand le soleil se levait sur les eaux calmes du golfe Argolique, ses maisons couleur miel semblaient flotter dans une lumière dorée.

Ses ruelles étroites montaient doucement vers les collines tandis que les bateaux de pêche dormaient encore dans le port. Mais Nafplio n'était pas une ville comme les autres.
Depuis des siècles, elle gardait l'entrée maritime du nord-est du Péloponnèse. Tous les navires qui traversaient cette partie de la mer Égée devaient apercevoir ses forteresses. Car ici passaient autrefois les routes commerciales reliant l'Orient, les îles grecques, Constantinople et les ports de la Méditerranée.
Et c'est là que commence la vieille légende des deux sentinelles.

La première s'appelait Palamidi.
Très haut au-dessus de Nafplio, sur une montagne rocheuse dominant toute la baie, cette immense forteresse semblait avoir été construite par des géants.

Les Vénitiens l'édifièrent au début du XVIIIe siècle lorsqu'ils contrôlaient une partie du sud de la Grèce et plusieurs îles de la mer Égée.

Les habitants racontaient que Palamidi était un aigle de pierre. Ses bastions gigantesques observaient le golfe Argolique jour et nuit. Depuis ses murailles, les gardes pouvaient voir les voiles apparaître très loin sur la mer, bien avant que les navires n'atteignent Nafplio.

Lorsque soufflaient les vents venus de la Méditerranée orientale, les soldats montaient les longs escaliers de pierre et regardaient l'horizon avec inquiétude. Car à cette époque, les empires se disputaient la Grèce : les Vénitiens venus d'Italie, les Ottomans venus d'Orient, et les Grecs qui rêvaient de liberté.

Alors Palamidi changea plusieurs fois de maître. Vénitienne d'abord, ottomane ensuite, puis grecque enfin, elle conserva dans ses pierres les mémoires de toutes ces civilisations.

Mais au pied de cette grande forteresse vivait une autre gardienne.
Plus petite. Plus silencieuse. Plus mystérieuse. Elle s'appelait *Bourtzi* . Bâtie sur un îlot au milieu des eaux tranquilles du port de Nafplio

elle semblait flotter entre ciel et mer comme un château sorti d'un conte marin. Les pêcheurs du golfe Argolique disaient que Bourtzi ne dormait jamais.

La nuit, lorsque la lune éclairait les eaux de la baie, sa silhouette apparaissait comme une ombre noire posée sur la mer Égée. Les Vénitiens l'avaient construite pour protéger l'entrée du port. Autrefois, une énorme chaîne de fer était tendue entre Bourtzi et les quais de Nafplio afin d'empêcher les navires ennemis d'entrer dans la ville. Ainsi, Palamidi surveillait la montagne,et Bourtzi surveillait la mer.

L'une regardait les terres du Péloponnèse. L'autre observait les eaux du golfe Argolique. Pendant des siècles, les deux forteresses vécurent ensemble face aux tempêtes, aux guerres et aux invasions.

Elles virent passer les galères vénitiennes, les voiles ottomanes, les bateaux marchands venus des îles grecques et les navires des révolutionnaires grecs. Puis le temps changea. Les guerres s'éloignèrent. Les canons se turent. Les soldats disparurent.

Aujourd'hui, Nafplio est devenue l'une des plus belles villes de Grèce.
Les voyageurs viennent admirer ses maisons néoclassiques, ses places ombragées, ses oliveraies descendant vers la mer et les paysages lumineux du nord-est du Péloponnèse. Mais lorsque le soleil descend lentement sur le golfe Argolique, les vieilles forteresses reprennent vie.

Palamidi se colore d'or et de cuivre au sommet de la montagne. Bourtzi devient une silhouette noire flottant sur les eaux calmes de la baie.



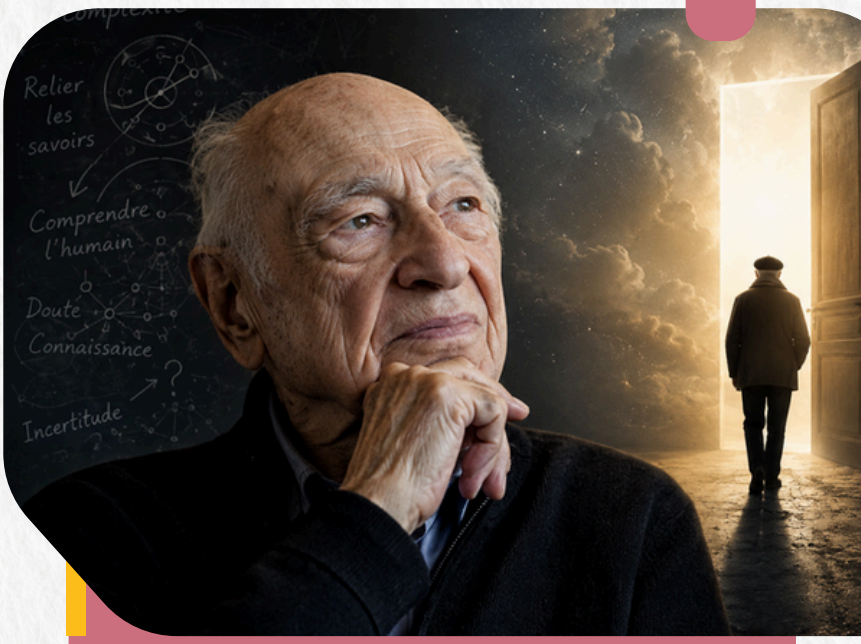
Et le vent marin semble encore transporter les voix anciennes des marins, des soldats et des voyageurs. Alors celui qui arrive à Nafplio par la mer comprend une chose essentielle : certaines villes ne racontent pas seulement l'Histoire. Elles continuent de la rêver.

EDGAR MORIN : FACE À L'ULTIME QUESTION

Il va enfin savoir si Dieu existe, lui qui se posait la question depuis toujours, non par faiblesse, mais par fidélité au doute. Toute sa vie, Edgar Morin aura refusé les réponses toutes faites, les dogmes confortables, les certitudes emballées dans des mots sacrés. Il voulait comprendre sans tricher.

Et maintenant, ironie vertigineuse, le penseur du doute se retrouve devant la seule expérience dont personne ne revient pour témoigner. Si Dieu existe, Morin découvrira peut-être que la complexité dépassait encore ce qu'il avait imaginé. S'il n'existe pas, il ne le saura jamais, mais son silence éternel donnera raison à son scepticisme.

Reste pour nous cette question suspendue : la mort est-elle une porte, un mur, ou simplement le dernier mystère devant lequel l'intelligence humaine doit apprendre l'humilité ?



Edgar Morin ou l'ultime leçon de complexité
Toutes les grandes vies ont une fin. La formule paraît banale, presque pauvre. Mais devant la mort, même les esprits les plus brillants deviennent maladroits. Nous cherchons une phrase juste, et nous tombons souvent sur un truisme. Edgar Morin, lui, aurait sans doute souri de cette faiblesse humaine : nous voulons comprendre la fin, alors même qu'elle échappe à toute méthode.

Morin aura traversé plus d'un siècle avec une solidité rare. Résistant, sociologue, philosophe, penseur de la complexité, il n'a jamais accepté les explications trop simples. Sa longévité physique impressionnait. Sa longévité intellectuelle davantage encore. À 104 ans, il demeurait un veilleur, un homme qui doutait sans renoncer, critiquait sans sombrer, espérait sans naïveté.

Son secret ? Peut-être cette cohérence profonde entre sa vie et sa pensée. Morin n'a pas seulement théorisé la complexité : il l'a habitée. Il a refusé les dogmes, les camps définitifs, les certitudes brutales. Il savait que l'humain est contradiction, mélange de grandeur et de misère, de lucidité et d'aveuglement.

Reste l'ultime paradoxe. Morin ne croyait pas à l'au-delà. Il voyait dans l'idée d'une autre vie une invention humaine, peut-être consolatrice, peut-être absurde. Et le voilà désormais face à la seule question qu'aucun vivant ne peut vérifier.

S'il existe une autre vie, il sera le premier surpris. S'il n'y en a pas, il ne le saura jamais — mais il aura peut-être eu raison.

C'est cela, au fond, la dernière ironie philosophique : la mort ne donne raison à personne de manière vérifiable. Elle ferme le débat au moment même où il devient le plus important.

Edgar Morin laisse donc moins une réponse qu'une attitude : penser sans réduire, aimer sans simplifier, vivre sans certitude absolue. Et accepter que la fin d'un homme puisse devenir, pour les autres, le commencement d'une méditation.

BOUJLOUD DÉRANGE-T-IL PARCE QU'IL EST AMAZIGH?

Chaque année, le même scénario se répète. Dès que les premières images de Boujloud envahissent les réseaux sociaux, les critiques fusent. Certains parlent de pratique « étrangère à l'islam », d'autres réclament son interdiction, tandis qu'une partie des internautes tourne en dérision cette tradition plusieurs fois centenaire. Mais derrière ces réactions se cache une question que peu osent poser ouvertement: Boujloud dérange-t-il réellement pour ce qu'il est, ou parce qu'il rappelle les racines amazighes du Maroc?



Bien avant les polémiques Facebook et les débats TikTok, Boujloud faisait partie du paysage culturel marocain. Dans plusieurs régions du Souss, de l'Anti-Atlas et du Haut Atlas, des générations entières ont grandi au rythme de cette célébration populaire organisée après l'Aïd. Des hommes vêtus de peaux de moutons parcouraient les ruelles, accompagnés de musiciens, de danseurs et d'habitants venus partager un moment festif.

À l'origine, Boujloud n'était ni une cérémonie religieuse ni un acte de dévotion. C'était une expression culturelle, un héritage populaire transmis de génération en génération. Comme les Ahwach, les Ahidous ou les moussems traditionnels, il appartient au patrimoine immatériel marocain.

Pourtant, chaque année, la même accusation revient: « Ce n'est pas islamique ».
Mais depuis quand toutes les traditions d'un peuple doivent-elles être religieuses pour avoir le droit d'exister?
La gastronomie marocaine n'est pas entièrement religieuse. Les chants populaires ne sont pas tous religieux. Les vêtements traditionnels ne sont pas des prescriptions religieuses. Une culture ne se limite pas à la religion. Elle est également faite d'histoire, de mémoire collective, d'art, de musique et de traditions.

Confondre culture et religion est une erreur qui conduit souvent à l'effacement progressif du patrimoine. Car si l'on applique ce raisonnement à l'ensemble de notre héritage, combien de traditions marocaines survivraient encore aujourd'hui?
Ce qui interpelle également, c'est le double standard observé chez certains. Beaucoup regardent avec fascination les carnavals européens, les festivals folkloriques étrangers ou même Halloween, célébré chaque année dans le monde entier. Mais lorsqu'il s'agit d'une tradition marocaine ancestrale, les mêmes voix réclament son abandon.

Pourquoi ce qui est considéré comme du patrimoine ailleurs devient-il une source de honte lorsqu'il est marocain?
La vérité est que Boujloud révèle un malaise plus profond dans notre rapport à notre propre histoire. Pendant longtemps, certaines composantes de l'identité marocaine ont été marginalisées ou présentées comme secondaires. Aujourd'hui encore, lorsqu'une tradition amazighe occupe l'espace public, elle fait parfois l'objet de critiques disproportionnées.
Bien sûr, aucune tradition n'est au-dessus de la critique. Les débordements, les violences ou les comportements irrespectueux qui peuvent accompagner certaines célébrations doivent être dénoncés. Mais condamner Boujloud à cause d'excès isolés revient à condamner tout un héritage culturel à cause de quelques individus.

Au fond, la question dépasse largement Boujloud. Elle concerne notre capacité à accepter la diversité qui compose l'identité marocaine. Un Maroc qui renie ses racines amazighes renie une partie de lui-même. Un Maroc qui considère sa culture comme une menace finit par se priver de sa propre richesse.
Boujloud n'a pas besoin d'être religieux pour être légitime. Il n'a pas besoin d'être pratiqué par tout le monde pour être respecté. Son existence rappelle simplement une vérité historique: le Maroc est le produit de plusieurs héritages qui coexistent depuis des siècles.
Et peut-être que ce qui dérange certains n'est pas Boujloud lui-même, mais le fait qu'il rappelle que l'histoire du Maroc est bien plus ancienne, plus complexe et plus diverse que les discours simplistes voudraient nous le faire croire.

ALI FASSI FIHRI, L'HOMME DERRIÈRE LA FONCTION.



Au moment où j'ai cru qu'on allait se revoir bientôt, Ali Fassi Fihri nous a quittés, clôturant pour le Maroc une séquence de deuils particulièrement lourde, après les départs d'Abdelouahab Doukkali, dernier géant de la chanson marocaine, et du talentueux et original Nabil Lahlou.

Par **Bargach Larbi**

La coïncidence a parfois une cruelle élégance.

Jeudi dernier, à la conférence de presse de la vingtième édition du tournoi de la Peña, je croisais Aziz Bouderballa et lui rappelais ce soir du 6 octobre 1981 où, étudiant à Aix-en-Provence, je m'étais rendu à Marseille avec des amis pour le voir et voir l'équipe nationale marocaine affronter l'OM, dans le premier match de sa tournée de préparation aux éliminatoires du Mondial 1982.

Nous nous étions retrouvés chez Ali Fassi Fihri, qui étudiait à Marseille et venait tout juste d'épouser Yasmina Baddou, laquelle préparait alors son baccalauréat. Le journal télévisé ce soir-là annonçait l'assassinat d'Anouar Sadate.

Quarante-cinq ans plus tard, c'est Ali lui-même qui nous manque, et l'association que préside aujourd'hui Yasmina Baddou — Amani — participe pour la première fois à ce même tournoi. La vie envoi parfois des signaux qu'il nous appartient de décrypter, on ne sait pas toujours le faire.

Ali Fassi Fihri était un grand commis de l'État

Une figure discrète et rigoureuse de l'administration marocaine, fidèle en cela à la tradition des grands serviteurs qui considèrent que l'efficacité n'a pas besoin de bruit.

Cette discrétion lui a d'ailleurs été injustement reprochée lorsqu'il présida la Fédération Royale Marocaine de Football. On s'empressa de conclure, à tort, qu'il était étranger au monde du football. C'était mal connaitre son parcours.

Ali Fassi Fihri a été un joueur de grande classe. Feu Cluzeau, qui savait reconnaître un talent, voyait en lui un futur Bamous. Son père, Secrétaire Général du Ministère de la Justice, n'était pas d'accord — jouer au football, pour un fils de bonne famille, n'était pas jugé convenable à l'époque.

Mais ceux qui l'ont vu évoluer gardent le souvenir d'un numéro 8 d'une élégance rare, qu'on surnommait Gerson, en hommage à la légende brésilienne des années soixante-dix.

Ce n'était pas là une flatterie : c'était une description. Il savait ce qu'était le football et connaissait l'importance de la formation dans ce sport, le temps lui a donné raison.

Sa présidence mérite d'être relue à cette lumière. Je présente mes condoléances les plus sincères à son épouse Yasmina Baddou et à leurs enfants, à son frère Taïeb, mon camarade de classe, au reste de la famille, ainsi qu'à ses amis proches, notamment Lotfi Fahsi et Moha Ouzahra.

Il nous quitte au milieu d'un tournoi dédié aux joueurs issus des orphelinats et maisons d'accueils de Casablanca.

Son épouse préside une association participante. Il serait peut-être venu pour la finale. J'aurais aimé lui serrer la main. Allah y Rahmou.

الله يرحمه إنا لله و إنا للهً راجعون

MON BOSS LÂCHE, BON LÂCHE !



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

C'est lourd, tu sais,
d'avoir un Boss qui n'est pas seulement un Boss,
mais un parrain de vie,
un vieux radar de la politique, géopolitique et économie..
un flair de journaliste,
une mémoire de couloir,
une présence qui corrige sans prévenir
et qui protège sans trop le dire.

C'est lourd d'apprendre de lui tous les jours,
dans ses silences, ses colères, ses phrases coupées,
ses intuitions qui arrivent avant les dépêches,
ses "attention, là, il y a quelque chose"
qui valent parfois plus qu'un rapport de cent pages.

Et puis, d'un seul coup,
force majeure.
Le Boss disparaît.
Pas vraiment absent, non.
Pire : présent partout,
mais introuvable.

C'est dur d'avoir eu un Boss sans complexe,
un Boss qu'on pouvait critiquer,
clasher, provoquer, contredire,
un Boss devant qui l'ironie avait droit de cité,
un Boss qui encaissait les flèches
et renvoyait parfois des missiles,
mais toujours avec ce pacte tacite :
ici, on pense librement,
même quand on se trompe bruyamment.

Et voilà qu'un matin,
on se retrouve face aux murs.
Les murs ne répondent pas.
Les murs ne râlent pas.
Les murs ne fument pas la pipe.

Ah, cette odeur de pipe...
Elle avait fini par devenir une horloge.
Avant même d'ouvrir la porte,
en quittant l'ascenseur,
on savait : il est là.
Le Boss est dans la place.
Son parfum de tabac disait la présence,
la vigilance, la mauvaise humeur possible,
la réunion probable,
le commentaire assassin,
et parfois la tendresse cachée derrière la fumée.

C'est dur aussi, très dur,
de découvrir l'autre face du royaume :
les tâches quotidiennes,
les validations administratives,
les congés à signer,
les arrêts maladie à comprendre,
les retards stupides à avaler,
les petits désordres des grands flemmards,
les urgences bidon,
les excuses mal repassées,
les disciplines molles
qu'il gérait comme un vieux capitaine
qui connaît trop bien son équipage.
Et moi, pauvre intérimaire du trône provisoire,
me voilà coincé entre paperasse administrative et validations
pendant que mon cerveau rêve d'IA agentique,
de Claude, de Codex, d'OpenClaw,
de machines qui pensent vite,
pendant que les humains arrivent encore en retard.

Dur, dur, oui,
de s'habituer à ses paniques soudaines
devant les outils IA,
les réseaux sociaux,
les nouveaux tableaux de bord,
les interfaces qui changent sans demander pardon.

Il craignait parfois d'être dépassé.
Mais quelle comédie !
À peine la peur installée,
il lançait sa contre-attaque césarienne,
chirurgicale pour sa santé,
mais redoutablement efficace pour rattraper le retard.
Le Boss ne suivait pas toujours la vague.
Il la grondait d'abord,
puis il montait dessus.

Et maintenant ?
Il faut recevoir des ministres,
des experts,
des professeurs,
des stratèges,
des personnalités qui parlent haut,
qui savent beaucoup,
qui citent l'économie, la géopolitique,
les rapports de force et les équilibres du monde.

Et moi, je souris.
Je fais semblant.
Je tiens la boutique.
Mais je reste l'apprenti
du grand parrain absent,
celui qui savait lire une phrase politique
comme on lit une cicatrice.

C'est triste, aussi,
d'apprendre qu'il n'a pas pu aller jusqu'au bout de son Hajj.
Triste, oui.
Mais au fond,
quelque chose en moi refuse de croire
qu'un chemin de foi se mesure seulement
au nombre de pas accomplis.
Quand l'intention est droite,
quand le cœur est bon,
quand la bonté précède les gestes,
Dieu sait compter autrement que nous.

Alors oui, Boss,
tu as peut-être été arrêté par la force majeure,
mais pas par le sens.
Ce que tu portais était déjà en route.
Et ce qui est sincère
arrive parfois avant le corps.

Reviens, lâche.
Bon, lâche.

Reviens avec ta pipe,
tes colères utiles,
tes leçons déguisées,
tes peurs d'être dépassé
et tes victoires de dernière minute.

Reviens reprendre tes congés à valider,
tes retards à sermonner,
tes flemmards à recadrer,
tes ministres à jauger,
tes apprentis à bousculer.

Reviens,
parce qu'un Boss comme toi
ne se remplace pas par intérim.

On peut tenir la chaise.
On peut signer deux papiers.
On peut faire semblant devant les grands.
Mais on ne remplace pas une présence
qui sentait la pipe,
la politique,
l'expérience,
et cette forme rare d'autorité
qui autorise les autres à devenir meilleurs.

Mon Boss lâche, bon lâche,
tu nous as laissé le bureau,
les dossiers,
les urgences,
et les murs

Mais tu as oublié une chose :
nous, sans toi,
on apprend encore.
Seulement voilà,
c'est beaucoup plus lourd.



DÉFENDRE LE POUVOIR D'ACHAT DES CITOYENS N'EST PAS DU POPULISME

Marché, pouvoir d'achat et retour du politique : chronique d'un débat qui annonce déjà la bataille électorale (3/6)

Par **Adnane Benchakroun**



À mesure que l'échéance électorale se rapproche, les lignes idéologiques commencent à réapparaître dans le débat public marocain. Derrière les échanges de plus en plus tendus entre le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal et le président du Rassemblement National des Indépendants, ce n'est pas seulement une rivalité politique qui se dessine. C'est une confrontation plus profonde autour d'une question centrale : qui doit protéger le citoyen lorsque le marché devient source d'inquiétude sociale ?

Il y a une manière très commode d'éviter les vrais débats : disqualifier celui qui les pose.

Dès qu'un responsable politique parle de prix, de pouvoir d'achat, de marges abusives, de monopoles ou de régulation, une partie du commentaire public sort aussitôt le même mot : populisme. Le terme est efficace. Il ferme la discussion avant même qu'elle ne commence.

Pourtant, défendre le citoyen n'est pas du populisme. C'est le fondement même de l'action politique. La politique n'a pas été inventée pour accompagner passivement les rapports de force économiques. Elle existe pour arbitrer, protéger, corriger, prévenir les abus et garantir que l'intérêt général ne soit pas absorbé par les intérêts les mieux organisés.

Le débat relancé par Nizar Baraka autour des circuits de distribution et de la protection du pouvoir d'achat s'inscrit dans cette logique. Il ne s'agit pas de promettre des miracles ni de désigner des boucs émissaires. Il s'agit de rappeler une évidence : lorsque le marché ne fonctionne pas loyalement, l'État ne peut pas rester spectateur.

Car le citoyen marocain ne vit pas l'économie dans les rapports officiels. Il la vit au marché, à la station-service, dans les rayons des supermarchés, chez l'épicier, au moment de payer les fournitures scolaires, les soins, le transport ou le panier de la semaine. Pour lui, la question n'est pas de savoir si une théorie économique est élégante. La question est de savoir si son revenu tient encore face à la réalité des prix.

C'est ici que le politique doit reprendre sa place. Non pas contre l'entreprise. Non pas contre l'investissement. Non pas contre l'économie de marché. Mais contre l'idée dangereuse selon laquelle toute intervention publique serait suspecte. Une démocratie ne peut pas déléguer totalement la question sociale aux mécanismes du marché, surtout lorsque ces mécanismes sont parfois faussés par la concentration, les ententes, les rentes ou les réseaux d'influence.

Historiquement, le Parti de l'Istiqlal a toujours voulu associer la question nationale à la question sociale.

L'indépendance politique n'a de sens que si elle se prolonge dans une capacité collective à protéger les citoyens, organiser l'économie et préserver la dignité des classes populaires et moyennes. Cette tradition permet aujourd'hui de défendre une ligne claire : l'économie doit produire de la richesse, mais cette richesse ne peut pas se construire contre la société.

Accuser cette approche de populisme revient à vider la politique de sa substance. Car si parler des prix est populiste, alors que reste-t-il au débat démocratique ?

Parler uniquement de croissance abstraite ? De grands projets ? D'indicateurs financiers ? D'attractivité pour les investisseurs ? Tout cela est nécessaire, mais insuffisant. Un pays ne se gouverne pas seulement par ses agrégats. Il se gouverne aussi par le ressenti social, par la confiance, par la capacité des ménages à vivre dignement.

La souveraineté économique ne consiste pas seulement à produire localement ou à attirer des capitaux. Elle consiste aussi à empêcher que le citoyen devienne prisonnier de marchés qu'il ne comprend pas et sur lesquels il n'a aucun pouvoir. Qui fixe réellement les prix ? Qui contrôle les marges ? Qui surveille les circuits ? Qui sanctionne les abus ? Ces questions sont politiques avant d'être techniques.

Dans le monde entier, les tensions entre démocratie et marchés financiers se durcissent. Les citoyens acceptent de moins en moins que les décisions économiques semblent échapper au contrôle démocratique. Ils voient des profits progresser pendant que leur niveau de vie se contracte. Ils entendent des appels à la patience pendant que certains secteurs consolident leurs marges. Ce décalage nourrit la défiance, puis la colère.

Le Maroc ne peut pas ignorer cette dynamique. La stabilité sociale repose sur une conviction simple : les règles doivent être justes. Lorsque cette conviction disparaît, la défiance s'installe. Et lorsque la défiance s'installe, les discours les plus radicaux trouvent un terrain favorable.

C'est précisément pour éviter cela qu'une parole politique responsable doit agir en amont. Réguler n'est pas punir. Contrôler n'est pas étouffer. Protéger le consommateur n'est pas menacer l'entreprise. C'est rétablir l'équilibre entre des forces inégales.
Défendre le citoyen, c'est refuser que la politique soit réduite à une gestion technique de contraintes imposées par d'autres. C'est affirmer que l'État garde une responsabilité. C'est rappeler que le marché doit rester au service de la société, et non l'inverse.
La vraie question n'est donc pas de savoir si ce discours est populiste. La vraie question est plus directe : qui a intérêt à présenter comme populiste toute demande de justice économique ?

Car lorsque la politique ose reparler des prix, elle ne descend pas dans la facilité. Elle remonte vers sa mission première : protéger l'équilibre social, défendre les plus exposés et rendre au citoyen sa place dans les choix économiques.
Le populisme commence lorsqu'on ment au peuple. Mais défendre son pouvoir d'achat, exiger des marchés loyaux et refuser les rentes, ce n'est pas mentir. C'est peut-être, au contraire, recommencer à faire de la politique.



MARCHÉ, POUVOIR D'ACHAT ET RETOUR DU POLITIQUE : CHRONIQUES D'UN DÉBAT QUI ANNONCE DÉJÀ LA BATAILLE ÉLECTORALE



À mesure que l'échéance électorale se rapproche, les lignes idéologiques commencent à réapparaître dans le débat public marocain.

Par **Adnane Benchakroun**

Derrière les échanges de plus en plus tendus entre le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal et le président du Rassemblement National des Indépendants, ce n'est pas seulement une rivalité politique qui se dessine. C'est une confrontation plus profonde autour d'une question centrale : qui doit protéger le citoyen lorsque le marché devient source d'inquiétude sociale ?

Le débat sur les prix, les circuits de distribution, les marges et la régulation dépasse désormais le simple cadre économique. Il touche à la vision même de l'État, du rôle du politique et de la place du citoyen dans le modèle de développement marocain. D'un côté, une approche qui insiste sur la confiance dans les mécanismes du marché, l'investissement et la dynamique entrepreneuriale. De l'autre, un discours qui alerte sur les dérives possibles d'une économie insuffisamment régulée, où la concentration des acteurs et l'opacité des circuits finissent par fragiliser le pouvoir d'achat.

Cette tension n'est pas propre au Maroc. Partout dans le monde, les démocraties sont confrontées à la même interrogation : jusqu'où laisser faire le marché lorsque les classes moyennes commencent à douter, lorsque les citoyens ont le sentiment que les prix échappent à toute logique compréhensible et que les mécanismes économiques profitent davantage aux plus puissants qu'aux consommateurs ordinaires ?

Dans ce contexte, les prises de position de Nizar Baraka autour de la lutte contre la spéculation, des circuits de distribution et de la protection du pouvoir d'achat ont ouvert une séquence politique importante. Elles traduisent aussi une volonté de repositionnement idéologique : défendre une économie de marché, oui, mais une économie régulée, surveillée et socialement soutenable.

Ces chroniques ne prétendent pas arbitrer définitivement le débat. Elles cherchent plutôt à en explorer les différentes dimensions : idéologique, économique, politique et sociale. Car derrière les mots "libéralisme", "régulation", "concurrence" ou "pouvoir d'achat", se joue en réalité une question plus fondamentale : quel équilibre le Maroc veut-il construire entre liberté économique, justice sociale et stabilité politique ?

À travers cette série, une conviction traverse chaque réflexion : le marché ne peut rester légitime que s'il conserve la confiance des citoyens. Et cette confiance ne se décrète pas. Elle se construit par la transparence, l'équité, la concurrence réelle et la capacité de l'État à empêcher que la liberté économique ne devienne la liberté des plus forts.



SEPTEMBRE 2026 : QUI PROTÈGERA MIEUX LE CONSOMMATEUR MAROCAIN ?



Par **Adnane Benchakroun**

On parle beaucoup d'investissement, de croissance, de compétitivité, de fiscalité, de grands projets. Mais celui qui paie, celui qui subit les hausses, celui qui voit son panier se réduire, reste souvent au bout de la chaîne : visible dans les statistiques, mais trop peu entendu dans les décisions.

La question n'est pas de nier les contraintes économiques. Les prix peuvent augmenter pour des raisons réelles : sécheresse, transport, énergie, importations, tensions internationales. Mais lorsque chaque crise devient une occasion d'élargir certaines marges, lorsque les circuits restent opaques, lorsque la concurrence paraît faible, le doute s'installe. Et ce doute est dangereux.

Un marché ne peut fonctionner durablement que s'il inspire confiance. Or la confiance suppose trois choses : des règles claires, des contrôles crédibles et des sanctions visibles. Sans cela, le citoyen a le sentiment que l'économie fonctionne toujours dans le même sens : les risques pour lui, les bénéfices pour d'autres.

Défendre le consommateur, ce n'est pas s'attaquer à l'entreprise. C'est protéger le marché contre ses propres excès. Une entreprise qui produit, innove, investit et crée de l'emploi mérite d'être soutenue. Mais une rente qui profite de l'opacité ne mérite pas d'être confondue avec l'esprit d'entreprise.

C'est ici que le politique doit revenir. Non pour administrer chaque prix, mais pour garantir que personne ne puisse transformer la liberté économique en permis d'abuser. L'État doit être arbitre, pas spectateur. Régulateur, pas simple commentateur. Protecteur du citoyen, pas gardien silencieux des déséquilibres.

Le Maroc a besoin d'un nouveau contrat de confiance économique : liberté d'entreprendre, oui ; concurrence réelle, oui ; transparence des marges, oui ; lutte contre la spéculation, oui ; protection du pouvoir d'achat, absolument.

Car au fond, la question est simple : un marché qui oublie le citoyen peut-il encore prétendre servir le pays ?



POUR UN MARCHÉ LIBRE, MAIS PAS ABANDONNÉ POLITIQUEMENT

Marché, pouvoir d'achat et retour du politique : chronique d'un débat qui annonce déjà la bataille électorale (5/6)

Par **Adnane Benchakroun**



À mesure que l'échéance électorale se rapproche, les lignes idéologiques commencent à réapparaître dans le débat public marocain. Derrière les échanges de plus en plus tendus entre le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal et le président du Rassemblement National des Indépendants, ce n'est pas seulement une rivalité politique qui se dessine. C'est une confrontation plus profonde autour d'une question centrale : qui doit protéger le citoyen lorsque le marché devient source d'inquiétude sociale ?

Le Maroc n'a pas besoin d'un faux procès entre partisans du marché et partisans de l'État

Ce débat, trop souvent caricaturé, empêche de voir l'essentiel : le problème n'est pas l'économie de marché. Le problème commence lorsque le marché cesse d'être libre pour devenir capturé, fermé, dominé par quelques acteurs capables d'imposer leurs règles aux producteurs comme aux consommateurs.

Une économie moderne a besoin de liberté. Sans initiative privée, il n'y a pas d'investissement durable. Sans entreprises, il n'y a pas d'emplois. Sans concurrence, il n'y a ni innovation, ni baisse des prix, ni amélioration de la qualité. Mais cette liberté ne vaut que si les règles du jeu sont loyales. Sinon, elle devient un privilège réservé aux plus puissants.

C'est là que la régulation retrouve sa légitimité. Réguler ne veut pas dire étouffer. Contrôler ne veut pas dire administrer. Intervenir ne signifie pas revenir à des modèles dépassés. Un État responsable ne remplace pas le marché ; il empêche simplement que le marché soit confisqué par les rentes, les ententes, les abus de position dominante et les spéculations opportunistes.

Le citoyen marocain ne demande pas une guerre contre 'entreprise. Il demande un marché lisible, des prix cohérents, des marges explicables, une concurrence réelle. Il veut savoir pourquoi certains produits deviennent soudainement plus chers, pourquoi le producteur ne gagne pas toujours davantage alors que le consommateur paie plus, pourquoi les crises profitent parfois à ceux qui maîtrisent les circuits opaques.

La vraie question est donc celle de la confiance. Une économie peut supporter des hausses conjoncturelles, des tensions internationales, des sécheresses, des coûts logistiques. Mais elle supporte difficilement le soupçon permanent. Lorsque le citoyen pense que les prix ne reflètent plus seulement les coûts mais aussi des abus invisibles, le marché perd sa légitimité sociale.
Sur le plan politique, ce débat marque le retour d'une évidence : gouverner, ce n'est pas seulement accompagner les indicateurs macroéconomiques. C'est aussi protéger l'équilibre social. Un État qui se contente de regarder les déséquilibres s'installer finit par apparaître impuissant. Or l'impuissance publique est l'un des plus grands carburants de la défiance.
Le discours porté par Nizar Baraka, SG du Parti de l'Istiqlal, s'inscrit dans cette ligne d'équilibre : oui à l'économie de marché, non à l'économie de rente ; oui à l'investissement, non à la prédation ; oui à la liberté d'entreprendre, non à la liberté d'abuser.

Cette nuance est essentielle, car elle évite deux impasses : l'ultralibéralisme naïf et l'étatisme réflexe.
Le Maroc a besoin d'un pacte économique renouvelé. Un pacte qui protège les producteurs sérieux, encourage les entrepreneurs, attire les investisseurs, mais qui dit clairement que le consommateur n'est pas une variable d'ajustement. La compétitivité ne peut pas reposer sur l'opacité. La croissance ne peut pas justifier l'injustice. La liberté économique ne peut pas servir de couverture aux situations de rente.

Cette exigence vaut aussi pour la classe moyenne. Elle est souvent invoquée dans les discours, mais trop rarement protégée dans les faits. Or une classe moyenne fragilisée, comprimée par les prix, inquiète pour son avenir, finit par réduire sa consommation, reporter ses projets et perdre confiance dans les institutions. Ce n'est pas seulement un problème social. C'est un problème économique majeur.

Un marché libre, mais pas abandonné : voilà peut-être la formule la plus juste. Libre pour créer. Libre pour investir. Libre pour concurrencer. Mais pas abandonné aux plus forts. Pas abandonné aux spéculateurs. Pas abandonné aux circuits fermés. Pas abandonné à ceux qui confondent profit légitime et rente indue.
La politique économique ne peut pas se résumer à choisir entre laisser-faire et contrôle total. Elle doit organiser l'équilibre. Et cet équilibre suppose des institutions fortes, des autorités de concurrence crédibles, des données transparentes, des sanctions effectives et une volonté politique assumée.
Au fond, le marché n'est pas un adversaire. Il peut être un formidable outil de progrès. Mais il doit rester un espace ouvert, loyal et surveillé. Lorsqu'il fonctionne bien, il stimule l'innovation, récompense l'effort et améliore le quotidien. Lorsqu'il est capturé, il produit de la frustration, de l'injustice et de la colère.
Le vrai enjeu est donc de sauver le marché de ses propres dérives. De rappeler que la liberté économique n'a de sens que si elle bénéficie au plus grand nombre. De remettre le citoyen au centre d'un système qui parle trop souvent de flux, de marges et d'indicateurs, mais pas assez de dignité, de confiance et de justice.

Le Maroc n'a pas besoin d'un marché contre l'État, ni d'un État contre le marché. Il a besoin d'un État assez fort pour garantir un marché juste. Et d'un marché assez loyal pour mériter la confiance des citoyens.



LE MARCHÉ A UN VISAGE : CELUI DU CITOYEN QUI PAIE

Marché, pouvoir d'achat et retour du politique : chronique d'un débat qui annonce déjà la bataille électorale (4/6)

Par **Adnane Benchakroun**



À mesure que l'échéance électorale se rapproche, les lignes idéologiques commencent à réapparaître dans le débat public marocain. Derrière les échanges de plus en plus tendus entre le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal et le président du Rassemblement National des Indépendants, ce n'est pas seulement une rivalité politique qui se dessine. C'est une confrontation plus profonde autour d'une question centrale : qui doit protéger le citoyen lorsque le marché devient source d'inquiétude sociale ?

On parle souvent du marché comme d'une mécanique abstraite. Des courbes. Des marges. Des indices. Des flux. Des taux.

Pourtant, derrière chaque hausse de prix, derrière chaque tension sur le pouvoir d'achat, il y a des vies concrètes. Le marché a un visage. Celui du père de famille qui calcule avant de remplir son panier. Celui de la mère qui change ses habitudes de consommation. Celui du retraité qui réduit certaines dépenses. Celui du jeune salarié qui découvre que son premier salaire ne suffit déjà plus.

C'est là que le débat économique rejoint brutalement le social. Car les prix ne sont jamais seulement des chiffres. Ils deviennent une expérience quotidienne. Une fatigue silencieuse. Une inquiétude diffuse qui s'installe dans les conversations, dans les foyers, dans les comportements de consommation et même dans le rapport à l'avenir.

Le Maroc traverse aujourd'hui une transformation discrète mais profonde : une partie des classes moyennes commence à ressentir une forme de fragilité nouvelle. Pas forcément une pauvreté brutale, mais une perte progressive de confort, de visibilité et de sécurité économique. Le citoyen travaille, parfois davantage qu'avant, mais il a le sentiment que son argent perd de sa valeur plus vite qu'il ne peut le rattraper.

C'est précisément ce sentiment qui rend le débat sur les circuits de distribution si sensible. Car lorsque les citoyens voient les prix grimper alors que les revenus stagnent, ils cherchent des responsables. Ils veulent comprendre. Ils veulent savoir qui gagne réellement dans cette chaîne où tout semble coûter plus cher : les légumes, le carburant, le transport, l'alimentation, certains services essentiels.

Le problème, pour beaucoup, est moins la hausse elle-même que l'impression d'impuissance face à cette hausse. Le citoyen marocain accepte l'idée qu'une économie moderne connaît des fluctuations. Il comprend les crises internationales, les sécheresses, les tensions énergétiques. Mais ce qu'il accepte de moins en moins, c'est l'idée qu'aucune protection n'existe face aux excès, aux spéculations ou aux déséquilibres.
C'est ici que la question sociale devient centrale. Une société ne se fragilise pas uniquement lorsque les revenus chutent. Elle se fragilise aussi lorsque les citoyens perdent confiance dans l'équité des règles économiques. Lorsque certains ont le sentiment que les efforts sont toujours demandés aux mêmes, tandis que d'autres continuent d'accumuler les marges et les privilèges sans réel contrôle.

Le discours porté autour de la régulation cherche justement à répondre à cette inquiétude sociale. Non pas en promettant un retour à une économie administrée, mais en rappelant que l'État ne peut pas être absent lorsque les déséquilibres deviennent trop visibles. Une économie totalement dérégulée finit rarement par protéger les plus faibles. Elle protège d'abord ceux qui disposent déjà de puissance financière, d'accès au marché ou de capacité d'influence.
Le citoyen ordinaire, lui, n'a ni lobby, ni puissance de négociation. Son seul levier est la confiance qu'il place dans les institutions publiques. Lorsqu'il voit les prix exploser sans comprendre les mécanismes, lorsqu'il entend parler de marges excessives ou de spéculation sans voir de conséquences, cette confiance commence à se fissurer.
Or une société qui perd confiance devient plus nerveuse, plus polarisée, plus vulnérable aux discours extrêmes. C'est pourquoi la question du pouvoir d'achat dépasse largement l'économie. Elle touche à la stabilité sociale, au sentiment d'appartenance collective et à la relation entre le citoyen et l'État.

Le Maroc a longtemps été porté par une culture de patience et de solidarité familiale. Mais même cette résilience a ses limites. Lorsque le panier devient plus lourd chaque mois, lorsque les dépenses essentielles absorbent une part croissante des revenus, le sentiment d'injustice progresse silencieusement.
La défense du consommateur devient alors une question de dignité. Car protéger le citoyen contre certains abus du marché, ce n'est pas faire preuve d'assistanat. C'est reconnaître qu'une économie doit rester au service de la société. Le contraire reviendrait à considérer que les équilibres financiers comptent davantage que les équilibres humains.
Il ne s'agit pas de diaboliser le profit. Le profit est normal dans une économie dynamique. Mais il existe une différence fondamentale entre le profit issu de la création de valeur et le profit né de l'opacité, de la spéculation ou de positions dominantes. L'un stimule l'économie. L'autre nourrit la défiance.
C'est pourquoi la transparence devient un enjeu social majeur. Transparence des prix. Transparence des marges. Transparence des circuits de distribution. Le citoyen ne demande pas que tout soit gratuit. Il demande que les règles soient compréhensibles et équitables.
La grande erreur des élites économiques serait de croire que le débat sur le pouvoir d'achat est secondaire. En réalité, il est devenu central. Car lorsqu'un citoyen ne croit plus à la justice économique, il finit souvent par douter de tout le reste : de la politique, des institutions et parfois même du contrat social lui-même.

Le marché a donc un visage. Et ce visage n'est pas celui des tableaux financiers. C'est celui du citoyen qui paie, qui compte, qui renonce parfois en silence et qui attend encore qu'on lui prouve que l'économie peut fonctionner autrement qu'au bénéfice des plus forts.



Billet

LES PROTOCOLES DES SAGES DE SION, LE PIÈGE DU FAUX QUI CONTINUE D'EMPOISONNER L'HISTOIRE..



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Il y a des textes qui ne survivent pas parce qu'ils disent la vérité, mais parce qu'ils nourrissent les peurs. Les Protocoles des Sages de Sion appartiennent à cette catégorie dangereuse : un document historiquement considéré comme une falsification antisémite, mais qui continue, plus d'un siècle après sa diffusion, à circuler dans les imaginaires politiques comme une grille de lecture du monde. C'est précisément là que réside le problème : quand un faux document devient plus puissant que les faits, il cesse d'être une simple archive toxique pour devenir un outil d'influence.

Guerres d'influence : quand le complotisme remplace l'analyse géopolitique

Le piège consiste à croire que l'histoire contemporaine peut se lire à travers une clé unique : un groupe caché, une volonté secrète, une main invisible qui expliquerait tout. Cette tentation est ancienne. Elle rassure parce qu'elle simplifie. Elle transforme les crises complexes en récit linéaire. Elle désigne un coupable, évite l'effort d'analyse et donne à l'angoisse collective une forme presque confortable. Mais la géopolitique réelle est rarement aussi simple. Elle est faite d'intérêts, de rapports de force, d'États, de services, d'alliances, de rivalités économiques, de stratégies médiatiques et de conflits de mémoire.

Ce qui mérite d'être interrogé aujourd'hui, ce n'est donc pas la prétendue validité des Protocoles, mais leur usage. Pourquoi ce texte revient-il régulièrement dans les périodes de tension ? Pourquoi resurgit-il lorsque le Moyen-Orient s'embrase, lorsque les fractures confessionnelles s'aggravent, lorsque les réseaux sociaux amplifient la défiance ? Parce que les sociétés inquiètes cherchent des récits globaux. Et parce que certains acteurs savent exploiter cette inquiétude.

La vraie guerre contemporaine n'est plus seulement militaire. Elle est cognitive, informationnelle, psychologique.

Elle consiste à orienter les perceptions, à créer des ennemis absolus, à attiser les fractures religieuses, ethniques ou idéologiques, à détourner les peuples de leurs véritables urgences. Dans ce sens, les mécanismes évoqués dans le document source — contrôle médiatique, manipulation de l'opinion, division communautaire, instrumentalisation des conflits — doivent être analysés non comme la preuve d'un complot ethnique ou religieux, mais comme des techniques modernes de guerre d'influence utilisées par des États, des groupes de pression, des plateformes, des appareils idéologiques et parfois des mouvements extrémistes.

Moyen-Orient, médias, mémoire : anatomie d'une manipulation permanente

L'exemple du Moyen-Orient est éclairant. La région a souvent été le théâtre de conflits où le religieux sert de langage visible à des enjeux beaucoup plus profonds : énergie, territoires, routes commerciales, sécurité, régimes politiques, leadership régional,

présence militaire étrangère. Les divisions sunnites-chiites, arabes-perses, islamistes-laïques ou encore nationales-confessionnelles ne naissent pas toutes de l'extérieur. Mais elles peuvent être entretenues, amplifiées et exploitées de l'extérieur. C'est toute la différence entre une analyse géopolitique sérieuse et un récit complotiste.
L'autre leçon concerne les médias. Les chaînes d'information, les réseaux sociaux, les influenceurs politiques et les campagnes numériques ne se contentent plus de commenter les conflits : ils les prolongent. Une rumeur, une vidéo sortie de son contexte, une archive manipulée ou un récit émotionnel peuvent fabriquer de la colère plus vite qu'un rapport diplomatique ne peut produire de la nuance. L'ère numérique n'a pas inventé la propagande ; elle l'a rendue instantanée, personnalisée et virale.

C'est pourquoi l'esprit critique devient un outil de souveraineté. Lire l'histoire ne signifie pas croire toutes les archives ni rejeter toutes les versions officielles. Cela signifie croiser les sources, distinguer les faits des interprétations, identifier les intérêts derrière les récits et refuser la facilité de la haine. Car le complotisme a une efficacité redoutable : il donne l'impression de penser contre le système, alors qu'il enferme souvent dans une autre prison mentale.

La question centrale n'est donc pas de savoir si un vieux faux document aurait annoncé le monde actuel. La vraie question est plus grave : pourquoi nos sociétés restent-elles si vulnérables aux récits qui divisent ? Tant que les peuples chercheront des explications totales à des crises complexes, les marchands de peur auront toujours un marché.



Face aux guerres d'influence, la réponse n'est pas la naïveté. Elle n'est pas non plus la paranoïa. Elle est dans la lucidité : comprendre les rapports de force sans essentialiser les peuples, dénoncer les manipulations sans sombrer dans la haine, défendre la mémoire sans transformer l'histoire en carburant de revanche. C'est peut-être cela, aujourd'hui, le vrai combat intellectuel.

Billet

LE GRAND SACRIFICE... DU POUVOIR D'ACHAT



par **Mohammed Yassir Mouline**

Au Maroc, l'Aïd al-Adha est devenu la seule fête au monde où l'on égorge d'abord le portefeuille... avant le mouton... Dans d'autres pays, les fêtes populaires arrivent avec des promotions, des réductions et des campagnes destinées à soulager les familles... Chez nous, dès que l'Aïd approche, les prix prennent l'ascenseur sans bouton d'arrêt... Le mouton flambe, les légumes flambent, les vêtements flambent, le transport flambe... Même la botte de persil semble désormais négociée comme une matière première stratégique...

Et comme chaque année, le citoyen marocain assiste au même théâtre absurde... des experts rassurants sur les plateaux télé, promesses de contrôle du marché, discours sur « l'abondance de l'offre », puis apparition de la phrase magique censée anesthésier tout un peuple... « Celui qui n'a pas les moyens n'a qu'à ne pas faire l'Aïd... »... Comme si le problème était culturel... Comme si des millions de Marocains avaient soudain oublié comment gérer un budget... Comme si le véritable sacrifice demandé cette année n'était pas religieux... mais bancaire... !!

Le plus incompréhensible dans cette affaire, ce n'est pas la hausse des prix... Les marchés connaissent des tensions partout dans le monde... Le véritable scandale est ailleurs... dans cette étrange incapacité officielle à organiser dignement une fête que les Marocains célèbrent depuis des siècles, alors même que l'État prouve, dans tous les autres domaines, une capacité impressionnante d'organisation, de contrôle et de mobilisation...

Car enfin, de quoi parle-t-on ? D'un pays capable d'organiser des moussems géants, des festivals internationaux, des conférences diplomatiques de haut niveau, des compétitions continentales et bientôt une Coupe du monde 2030 avec une logistique millimétrée, des cahiers des charges stricts, des dispositifs de sécurité ultraprécis et des budgets colossaux... mais qui semble soudain frappé d'impuissance dès qu'il s'agit d'encadrer le marché du mouton une fois par an... !!

C'est là toute la contradiction marocaine... l'État sait parfaitement organiser le spectaculaire, mais laisse le désordre administrer le quotidien des citoyens... On contrôle les accès des stades au scanner près, mais les circuits de spéculation les plus visibles prospèrent tranquillement... On mobilise commissions, administrations et dispositifs de surveillance pour les grands événements, mais dès que l'Aïd approche, le citoyen est livré à une jungle commerciale où chacun improvise ses prix, ses marges et ses abus... !!

Pourtant, le gouvernement possède tous les leviers nécessaires... les lois, les mécanismes de contrôle, les inspections, les outils de régulation, les sanctions contre les abus, les moyens logistiques et administratifs... Rien ne manque réellement, sinon la décision politique de considérer l'Aïd comme une priorité sociale nationale, et non comme une simple séquence médiatique suivie de quelques déclarations rassurantes... Car organiser dignement l'Aïd ne signifie pas offrir des moutons gratuitement aux citoyens... Cela signifie empêcher que cette fête populaire, religieuse et familiale se transforme chaque année en opération de saignée économique des classes moyennes et populaires...

Un État digne de ce nom ne peut pas regarder des familles entrer dans une loterie financière pour accomplir un rite profondément enraciné dans l'identité marocaine… Il ne peut pas expliquer aux citoyens qu'il maîtrise l'organisation d'événements mondiaux suivis par des milliards de téléspectateurs… tout en se déclarant presque impuissant face aux spéculateurs du mouton…

Car si l'on est capable d'encadrer une Coupe du monde jusque dans le détail des tribunes, des transports et des accès VIP, on est largement capable d'encadrer un marché de l'Aïd Lakbir… Le reste relève moins de l'incapacité… que du choix politique… Pourtant, personne ne demande des miracles… Les Marocains ne réclament ni moutons gratuits, ni fêtes subventionnées à ciel ouvert… Ils demandent simplement que cette célébration profondément enracinée dans l'identité nationale ne se transforme pas en saison annuelle d'humiliation économique…

Le Maroc a toujours su faire de ses fêtes des moments d'unité, de solidarité et de dignité collective… Il serait temps que le citoyen cesse, lui aussi, d'être le mouton silencieux du grand marché des profiteurs… Et un peuple qui a traversé les siècles en protégeant ses traditions mérite mieux qu'un souk livré aux spéculateurs et aux marchands de détresse… Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.



FOOTBALL MONDIAL ET BLANCHIMENT, LE SPORT-ROI FACE À SES ZONES D'OMBRE..

Billet



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Le football a longtemps été raconté comme une affaire de passion populaire, de stades pleins, de maillots, de rivalités et d'exploits. Mais derrière cette image lumineuse, une autre réalité s'est progressivement imposée : le ballon rond est aussi devenu une industrie financière immense, traversée par des flux d'argent difficiles à contrôler, des montages opaques et des intérêts qui dépassent largement le terrain. L'enquête résumée dans la vidéo met en lumière cette face moins glorieuse du sport mondial : le football peut devenir, dans certains cas, un outil redoutablement efficace de blanchiment d'argent.

Transferts, agents, investisseurs : quand l'argent sale infiltre le ballon rond

Le mécanisme est connu, mais rarement assumé publiquement. Un club peut être racheté par un investisseur dont la fortune interroge. Un joueur peut être acheté ou revendu à un prix disproportionné. Un contrat de sponsoring peut masquer une opération financière. Une commission d'agent peut devenir un tuyau discret pour faire circuler de l'argent. Le football offre un terrain idéal : il brasse des sommes considérables, repose sur des évaluations parfois subjectives, fonctionne à l'international et bénéficie d'une forte charge émotionnelle. Quand les supporters regardent le score, d'autres regardent les bilans.

L'exemple argentin évoqué dans la vidéo donne la mesure du problème. Des perquisitions massives ont visé plusieurs clubs soupçonnés d'être impliqués dans des circuits financiers douteux, avec en toile de fond le risque de sanctions graves pour le football national. Le symbole est fort : même une nation championne du monde peut se retrouver fragilisée si ses structures sportives deviennent perméables aux dérives financières.

L'Europe n'a évidemment aucune leçon facile à donner. Les grands championnats ont eux aussi été traversés par des affaires liées à des investisseurs opaques, des transferts surévalués, des contrats complexes et des commissions parfois difficiles à justifier sportivement. Le cas des transactions entre clubs, notamment lorsqu'un joueur passe d'une équipe à une autre à un prix étonnant avant de revenir dans un circuit similaire, illustre ces zones d'ombre. Là où le supporter voit un recrutement, l'enquêteur financier peut voir un signal d'alerte.

Le football est vulnérable parce que la valeur y est instable. Combien vaut réellement un joueur ? Son talent, son âge, son potentiel commercial, son agent, son image, son passeport, son club d'origine, le moment du mercato : tout peut faire varier le prix. Cette incertitude crée de la marge pour l'abus. Une œuvre d'art peut être utilisée pour blanchir de l'argent parce que son prix est difficile à objectiver. Le football fonctionne parfois de la même manière.

aLes mafias, cartels et réseaux criminels ont compris très tôt l'intérêt de cette industrie. Dans certains pays, ils ont cherché à contrôler des clubs, influencer des résultats, utiliser la billetterie, les produits dérivés ou les transferts pour faire entrer de l'argent sale dans l'économie légale. Ce n'est plus seulement une question sportive. C'est une question de gouvernance, de sécurité économique et de crédibilité institutionnelle.

Le football peut-il rester propre dans une industrie à 600 milliards de dollars ?

Le rôle des lanceurs d'alerte, comme l'a montré l'affaire Football Leaks, a été décisif pour révéler l'ampleur de certaines pratiques : contrats dissimulés, fraudes fiscales, montages offshore, arrangements confidentiels. Mais ces révélations ont aussi montré une autre vérité dérangeante : ceux qui exposent les failles du système paient souvent un prix personnel lourd, tandis que les grands circuits financiers disposent d'une capacité de résistance impressionnante.

Le Maroc n'est pas extérieur à cette problématique. Comme tous les pays où le football occupe une place sociale forte, il doit se prémunir contre les risques liés à la mauvaise gouvernance des clubs, aux financements peu transparents, aux présidents-propriétaires tout-puissants et aux connexions entre sport, politique, argent et influence. La professionnalisation du football marocain ne peut pas se limiter aux infrastructures, aux droits TV et aux ambitions continentales. Elle doit intégrer une culture de transparence financière beaucoup plus solide.



La question n'est pas de soupçonner tout le monde. Ce serait injuste et contre-productif. La question est de comprendre que le football moderne, parce qu'il est devenu une économie globale, doit être contrôlé comme une économie globale. Audits indépendants, publication des comptes, traçabilité des transferts, contrôle des commissions d'agents, vigilance sur l'origine des fonds, coordination entre fédérations, banques et autorités judiciaires : le sport ne peut plus prétendre vivre dans une bulle romantique.

Le public, lui aussi, doit changer de regard. Aimer le football ne signifie pas fermer les yeux sur ses dérives. Au contraire. Défendre le football, c'est refuser qu'il devienne un refuge pour l'argent sale. C'est protéger les clubs honnêtes, les jeunes joueurs, les supporters, les compétitions et l'idée même de mérite sportif.

Le football restera un spectacle, une émotion, une mémoire collective. Mais il ne pourra préserver sa magie que s'il accepte de regarder ses comptes avec autant de sérieux que ses résultats. Car un match truqué par l'argent, même sans manipulation du score, finit toujours par abîmer le jeu.

EXTRATERRESTRES, OVNI ET GÉOPOLITIQUE, QUAND L'INCONNU DEVIENT UN ENJEU GÉOPOLITIQUE..



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Longtemps reléguée aux marges de la science-fiction, la question des phénomènes aériens non identifiés a désormais changé de statut. Elle n'appartient plus seulement aux passionnés d'astronomie, aux récits populaires ou aux spéculations sensationnalistes. Elle s'est invitée dans les institutions, les rapports de défense, les débats publics et, surtout, dans l'imaginaire stratégique des grandes puissances. Ce basculement mérite d'être traité avec sérieux, mais aussi avec prudence : parler d'OVNI ne signifie pas prouver l'existence d'extraterrestres. Cela signifie d'abord reconnaître que certains phénomènes observés, documentés ou rapportés restent difficiles à expliquer avec les outils disponibles.

Sommes-nous seuls ? La question qui bouscule la géopolitique mondiale

La nouveauté n'est donc pas seulement scientifique. Elle est géopolitique. Lorsque le ministère américain de la Défense déclassifie des documents, lorsque des vidéos ou témoignages liés à des phénomènes aériens inexpliqués sont rendus publics, le message dépasse la curiosité. Il touche à la sécurité nationale, à la maîtrise de l'espace aérien, à la compétition technologique et à la capacité d'un État à reconnaître ce qu'il ne comprend pas encore. Dans un monde saturé de satellites, de drones, de radars, d'armes hypersoniques et d'intelligence artificielle, l'inexpliqué devient lui-même un enjeu stratégique.

Car derrière la question apparemment simple — "sommes-nous seuls ?" — se cache une autre interrogation, plus terrestre : qui contrôle le récit de l'inconnu ? Les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et d'autres puissances investissent dans l'observation spatiale, les technologies de détection, la surveillance de l'atmosphère et les programmes de recherche liés à la vie extraterrestre ou aux signaux venus de l'espace. Cela ne veut pas dire qu'un contact est imminent. Cela veut dire que l'espace est devenu un théâtre de puissance, de savoir et d'anticipation.

La Chine, par exemple, ne regarde pas le ciel par romantisme scientifique. Elle investit l'espace comme elle investit l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs ou les infrastructures numériques : avec une logique de souveraineté. Les États-Unis, eux, savent que tout objet non identifié dans leur espace aérien peut être à la fois un phénomène naturel mal compris, un appareil étranger, un test technologique secret ou, dans l'hypothèse la plus ouverte, quelque chose qui dépasse notre compréhension actuelle. Dans tous les cas, l'ignorance devient un risque.

La Chine, par exemple, ne regarde pas le ciel par romantisme scientifique. Elle investit l'espace comme elle investit l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs ou les infrastructures numériques : avec une logique de souveraineté. Les États-Unis, eux, savent que tout objet non identifié dans leur espace aérien peut être à la fois un phénomène naturel mal compris, un appareil étranger, un test technologique secret ou, dans l'hypothèse la plus ouverte, quelque chose qui dépasse notre compréhension actuelle. Dans tous les cas, l'ignorance devient un risque.

Cette prudence est d'autant plus nécessaire à l'ère de l'intelligence artificielle. Les images peuvent être générées, les vidéos manipulées, les faux témoignages amplifiés. Le risque de manipulation médiatique est immense. Une "révélation" spectaculaire peut servir à détourner l'attention, influencer l'opinion ou alimenter des récits complotistes. La question extraterrestre est donc aussi une question d'hygiène informationnelle. Dans ce domaine plus que dans d'autres, croire trop vite peut être aussi dangereux que refuser de voir.

Extraterrestres : entre science, sécurité nationale et guerre des récits

Mais il serait également absurde de fermer la porte à l'hypothèse de la vie ailleurs. L'univers observable compte des milliards de galaxies, chacune composée de milliards d'étoiles. Statistiquement, l'idée que la Terre soit l'unique foyer de vie paraît difficile à défendre comme certitude absolue. La vraie difficulté n'est pas seulement l'existence possible d'autres formes de vie ; c'est la distance, le temps, la technologie et la possibilité même d'un contact. Entre deux civilisations, il peut y avoir des milliers d'années-lumière, des temporalités incompatibles et des modes de communication que nous ne savons pas encore détecter.

Pour les sociétés arabes et africaines, ce débat pose une question supplémentaire : allons-nous rester spectateurs des grandes conversations scientifiques du siècle ? Trop souvent, les sujets liés à l'espace, à l'astronomie, aux technologies profondes ou à l'exobiologie sont perçus comme des préoccupations de pays riches. C'est une erreur. La culture scientifique n'est pas un luxe. Elle est une condition de souveraineté intellectuelle. Former des jeunes à l'astronomie, aux données spatiales, à l'IA, à la physique, aux satellites et à la cybersécurité, c'est préparer des sociétés capables de comprendre le monde qui vient.

Ce débat oblige aussi à revisiter le rapport entre science et croyance. Les grandes traditions spirituelles ont toujours interrogé la place de l'homme dans la création. L'éventuelle découverte d'une vie non terrestre ne détruirait pas nécessairement la foi ; elle pourrait, au contraire, élargir l'horizon de la réflexion. Mais cela suppose de ne pas enfermer la religion dans la peur de la science, ni la science dans le mépris du spirituel.

Au fond, la question des extraterrestres nous parle peut-être moins d'eux que de nous. Elle révèle notre peur de ne plus être le centre, notre difficulté à accepter l'inconnu, notre besoin de certitudes et notre vulnérabilité face aux récits spectaculaires. Elle révèle aussi une possibilité : celle d'une humanité obligée, enfin, de penser à l'échelle cosmique.

La grande puissance du XXIe siècle ne sera pas seulement celle qui possédera les meilleures armes. Ce sera celle qui saura observer, comprendre, vérifier, coopérer et garder son sang-froid face à l'inconnu. Car si un jour une preuve incontestable d'une vie extraterrestre apparaissait, ce ne serait pas seulement une découverte scientifique. Ce serait un choc civilisationnel. Et comme toujours dans l'histoire, ceux qui auront préparé leurs esprits comprendront avant les autres.



Billet

LE PJD 2026 DÉCOUVRE LE CENTRE GAUCHE EN ATTENDANT LE CENTRE DROIT



par **Adnane Benchakroun**

Il fallait bien que cela arrive un jour. Après avoir longtemps été présenté, par ses adversaires comme par certains de ses propres militants, comme le parti de l'identité, de la morale publique et de la réforme à référentiel religieux, le Parti de la justice et du développement semble avoir trouvé une nouvelle terre promise : le centre gauche participatif. Pas forcément celui des grandes doctrines sociales-démocrates européennes, ni celui des syndicats historiques, mais une version marocaine, numérique, prudente, institutionnelle et surtout très soucieuse de paraître raisonnable.

Le PJD ne promet plus seulement de défendre des valeurs. Il lance une plateforme. Il ne parle plus seulement à sa base. Il consulte les citoyens. Il ne descend plus du haut d'un référentiel pour expliquer la bonne voie. Il demande aux Marocains de remplir un formulaire en dix-neuf questions. C'est peut-être cela, la grande mutation idéologique du moment : le passage de la chaire militante au questionnaire participatif.

Officiellement, la démarche est simple : préparer le programme électoral de deux mille vingt-six en associant les citoyens, les jeunes, les femmes, les professionnels, les Marocains du monde, les habitants des villes et ceux du monde rural. Le parti affirme vouloir recueillir dix mille contributions autour de douze axes, de l'économie à l'éducation, de la santé à l'environnement, de la gouvernance à la diplomatie. Tout y est. Même la transformation numérique, devenue passage obligé de tout parti qui veut prouver qu'il n'a pas définitivement raté le siècle. Le texte source précise que le PJD présente cette plateforme comme un mécanisme d'écoute publique destiné à associer les citoyens à la conception de son programme électoral.

La scène est presque savoureuse. Le PJD, longtemps accusé de verticalité morale, vient expliquer qu'il faut écouter, co-construire, dialoguer, consulter, évaluer, diagnostiquer.

Il parle de participation citoyenne responsable, de réforme progressive, de protection des institutions partisanes et de rejet du populisme émotionnel. On croirait lire une note d'un think tank social-démocrate scandinave, mais avec le logo de la lampe en bas de page.

La "normalisation" du PJD est là. Non pas dans un abandon spectaculaire de son identité, que ses dirigeants prennent soin de préserver, mais dans le déplacement progressif de son vocabulaire politique. Le parti parle moins comme un mouvement de rupture morale et davantage comme une formation de gouvernement en quête de respectabilité institutionnelle. Il ne promet pas la révolution. Il promet le diagnostic. Il ne promet pas le grand soir. Il promet la donnée. Il ne promet pas de renverser la table. Il propose de commenter, voter et contribuer sur une plateforme.

Ironie de l'histoire : en voulant se distinguer du populisme, le PJD adopte les codes du centre gauche moderne. Écoute des citoyens, participation, inclusion des territoires, protection sociale, lutte contre les discriminations, réforme progressive, gouvernance, environnement, santé, éducation, emploi. La boîte à outils est connue. Elle ne sent plus vraiment le parti idéologique de combat, mais plutôt le programme d'une formation qui veut redevenir fréquentable, coalition-compatible et administrativement rassurante.

Même les priorités annoncées ressemblent à une carte d'identité politique recentrée : éducation, santé, protection sociale, entreprise, investissement, emploi, souveraineté alimentaire, énergétique et hydrique, réforme politique, lutte contre la corruption. Bien sûr, l'identité nationale reste dans le paquet, comme une signature nécessaire, un rappel de famille, une sorte de certificat d'origine idéologique. Mais le cœur du discours s'est déplacé vers le social, l'économique, le service public et la gouvernance. Autrement dit, vers ce que l'on appelait autrefois, sans trop trembler, le centre gauche.

Le plus intéressant n'est donc pas que le PJD prépare tôt son programme. Tous les partis le font ou prétendent le faire. Le plus intéressant, c'est qu'il semble avoir compris que l'électeur de deux mille vingt-six ne se conquiert plus seulement par l'indignation, la morale ou la dénonciation. Il se conquiert par la promesse d'écoute, de compétence, de sérieux, de protection et de réponses concrètes. En clair : le PJD tente de redevenir un parti de gouvernement avant même de redevenir un parti majoritaire.

Cette évolution est d'autant plus piquante que le PJD avait bâti une partie de son identité sur une critique sévère des élites politiques classiques. Le voilà désormais dans le costume du parti méthodique, procédural, presque technocratique. Commission centrale, diagnostic objectif, évaluation des politiques publiques, rencontres internes, mémorandums, contributions, validation par les instances, présentation officielle en juillet. On est loin du lyrisme militant. On est dans le PowerPoint électoral.

Mais il serait trop facile de se moquer uniquement. Car cette normalisation révèle aussi une réalité plus profonde : au Maroc, même les partis les plus marqués idéologiquement finissent par entrer dans le couloir central de la vie politique. La contrainte institutionnelle, l'expérience gouvernementale, l'usure du pouvoir, puis la traversée de l'opposition, obligent à parler moins fort et à écrire plus prudemment. Le PJD n'échappe pas à cette loi. Il s'adapte. Il digère son passé. Il tente de transformer sa défaite en laboratoire.
Le parti semble aussi vouloir solder une contradiction : comment rester fidèle à son référentiel tout en parlant à des électeurs qui attendent d'abord des solutions sur les prix, l'emploi, la santé, l'école, l'eau, la corruption et le pouvoir d'achat ? La réponse actuelle est subtile : conserver l'identité, mais déplacer l'offre politique vers les préoccupations sociales. Ne pas renier le passé, mais changer la musique. Garder la lampe, mais remplacer le sermon par le tableau de bord.

C'est peut-être cela, au fond, la nouvelle équation du PJD : redevenir audible sans redevenir inquiétant ; redevenir critique sans redevenir protestataire ; redevenir populaire sans être accusé de populisme ; redevenir social sans se dire de gauche. Un exercice d'équilibriste qui pourrait faire sourire, mais qui dit beaucoup de l'état du champ politique marocain.

Car si même le PJD entre dans le langage du centre gauche, c'est peut-être que le centre gauche n'est plus un camp idéologique, mais une grammaire électorale obligatoire. Tous les partis, à l'approche des élections, parlent désormais de justice sociale, de services publics, de participation, de jeunesse, de femmes, de territoires, de protection, de confiance et de gouvernance. La différence ne se joue plus seulement dans les mots. Elle se joue dans la crédibilité, dans la mémoire des bilans et dans la capacité à convaincre que cette fois-ci, les promesses ne finiront pas en archives PDF.



Le PJD veut donc écrire son programme “avec les citoyens et non dans des salles fermées”. Très bien. Encore faudra-t-il que les citoyens ne découvrent pas, à la fin, que la plateforme était ouverte, mais que les arbitrages étaient déjà verrouillés. Car le risque de toutes les consultations participatives est connu : on demande au peuple de parler, puis on remercie le peuple pour sa contribution avant de revenir au texte prévu.

Reste que politiquement, l’opération est habile. Elle permet au PJD de sortir de l’image du parti uniquement protestataire. Elle lui permet de se replacer dans la compétition programmatique. Elle lui permet surtout d’envoyer un message : nous avons perdu, nous avons observé, nous avons appris, nous revenons autrement. Pas totalement différents, mais suffisamment rénovés pour tenter de convaincre.

Le plus ironique, finalement, est que le PJD pourrait réussir là où plusieurs partis de gauche ont échoué : occuper le terrain social avec une discipline militante, une mémoire gouvernementale, un discours moral et une offre participative. Une sorte de centre gauche conservateur, ou de conservatisme social à visage participatif. La formule fera grincer des dents, mais elle résume assez bien le moment.

Le PJD ne devient pas la gauche. Il devient peut-être ce que la gauche n’a pas toujours réussi à rester : un parti qui parle d’école, de santé, de corruption, de protection sociale, d’emploi et de confiance avec une machine militante encore capable de se mobiliser.



Il ne reste plus qu’à savoir si cette normalisation est une mue sincère, une tactique électorale ou une simple opération de communication. Mais une chose est déjà sûre : quand un parti islamiste commence à parler comme une social-démocratie participative, ce n’est pas forcément lui qui a changé le plus. C’est peut-être le marché politique marocain qui oblige désormais tout le monde à vendre, sous des emballages différents, la même promesse centrale : écouter les citoyens, protéger les classes moyennes et faire mieux que le gouvernement sortant.

Le centre gauche peut donc se rassurer. Il n’a peut-être pas gagné les élections. Mais il a gagné le vocabulaire.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN GPS,

mais elle vous sort du brouillard.



Quand l'actualité devient confuse,

il faut plus qu'une direction : il faut une lecture.

WWW.LODJ.MA

Billet

RELANCE PAR LA CONSOMMATION OU RELANCE PAR L'OFFRE : LE GRAND DILEMME DES ÉLECTIONS DE 2026



par **Adnane Benchakroun**

À mesure que les élections législatives approchent, les états-majors des partis politiques s'enferment dans des séminaires, multiplient les consultations et testent des slogans. Derrière les formules de communication, une question fondamentale traverse déjà les réflexions : comment relancer durablement l'économie marocaine ?

Le débat est moins technique qu'il n'y paraît. Il oppose en réalité deux visions du pays.
La première consiste à relancer la consommation. Ses défenseurs partent d'un constat simple : une partie importante des ménages marocains, et particulièrement la classe moyenne, étouffe. Inflation alimentaire, pression fiscale indirecte, coût du logement, de la santé, de l'éducation et des transports ont progressivement réduit les marges de manœuvre des familles.

Pour cette école de pensée, la priorité doit être de redonner immédiatement du pouvoir d'achat. Baisse de certains impôts, soutien ciblé aux revenus, lutte contre les situations de rente, contrôle plus efficace de certains circuits de distribution, révision de la fiscalité sur les classes moyennes : l'objectif est clair. Faire respirer les ménages pour relancer automatiquement la demande intérieure.

Car lorsque les familles consomment davantage, les commerces vendent davantage, les entreprises produisent davantage et les recettes fiscales finissent par augmenter. Cette approche présente également un avantage politique évident : ses effets sont rapidement perceptibles par les électeurs.

Mais cette stratégie possède aussi ses limites. Une relance exclusivement fondée sur la consommation peut rapidement alimenter les importations plutôt que la production nationale. Elle peut également générer des tensions inflationnistes si l'offre locale n'est pas capable de suivre.

Face à cette vision, une autre école défend la relance par l'offre.

Selon ses partisans, le véritable défi du Maroc n'est pas la consommation mais la création de richesse. Il faut produire davantage, exporter davantage, investir davantage et améliorer la compétitivité de l'économie nationale.
Dans cette logique, l'État doit faciliter l'investissement privé, réduire les contraintes administratives, accélérer les projets industriels, renforcer la souveraineté énergétique, soutenir l'innovation et permettre aux entreprises de grandir plus vite.

L'idée est que la croissance durable naît d'abord de la production et de l'investissement avant de se diffuser vers les revenus et l'emploi.

Cette approche a largement inspiré les politiques économiques de nombreux pays émergents au cours des dernières décennies. Elle a permis au Maroc de bâtir des filières performantes dans l'automobile, l'aéronautique, les énergies renouvelables ou encore les infrastructures.

Mais là encore, une limite apparaît. Lorsque les résultats mettent plusieurs années à se matérialiser, les citoyens peuvent avoir le sentiment que les bénéfices de la croissance leur échappent.

Une économie peut afficher de bons indicateurs macroéconomiques tout en laissant s'installer un sentiment de déclassement au sein de larges couches de la population.

C'est probablement là que se situe le véritable enjeu des élections de 2026.

Les Marocains ne semblent plus attendre uniquement des promesses de croissance. Ils attendent une croissance visible dans leur quotidien. Une croissance qui améliore le panier de la ménagère, facilite l'accès au logement, sécurise les parcours professionnels et renforce l'ascenseur social.

Le programme électoral qui dominera le débat public sera sans doute celui qui réussira à dépasser cette opposition artificielle entre offre et demande. Celui qui proposera simultanément une économie plus productive et une société plus inclusive.

La vraie question n'est peut-être plus de choisir entre relance par la consommation et relance par l'offre.

La vraie question est de savoir comment réconcilier l'entreprise et la classe moyenne, la compétitivité et le pouvoir d'achat, la croissance et la dignité.



Car en 2026, les électeurs jugeront moins les théories économiques que leur traduction concrète dans leur vie quotidienne.

Et dans un Maroc où la classe moyenne réclame de nouveau sa place dans le contrat social, le prochain scrutin pourrait bien être celui du pouvoir d'achat autant que celui de la croissance.

ANTHROPIC : QUAND UNE START-UP D'IA VAUT PLUS QUE LE PIB DE PLUSIEURS PAYS

En quelques années seulement, Anthropic est passée du statut de jeune pousse discrète de l'intelligence artificielle à celui de quasi-État économique. Créatrice de Claude, l'entreprise américaine franchit désormais une étape décisive vers une possible introduction en Bourse à Wall Street. Sa valorisation, estimée à près de 965 milliards de dollars, donne le vertige : elle dépasse le PIB annuel de nombreux pays et place la société dans une catégorie rarement atteinte par une entreprise encore non cotée.



Par : **La Rédacation**

Anthropic, ou la naissance d'un quasi-État technologique

Ce chiffre raconte plus qu'une réussite technologique. Il révèle une bascule historique. L'intelligence artificielle n'est plus seulement une industrie de logiciels, de lignes de code et d'algorithmes brillants. Elle devient une industrie lourde, comparable aux grandes infrastructures énergétiques, minières ou industrielles. Pour entraîner et faire fonctionner ses modèles, Anthropic doit mobiliser des puces spécialisées, des centres de données géants, des quantités considérables d'électricité et des partenariats financiers capables de suivre une cadence d'investissement hors norme.

La comparaison avec le PIB de certains États est frappante. En moins de cinq ans, une entreprise fondée par d'anciens cadres d'OpenAI vaut désormais davantage que des économies nationales construites sur des décennies d'agriculture, d'industrie, de tourisme, de services et de fiscalité. Ce n'est pas seulement une performance financière. C'est le signe d'un déplacement du pouvoir économique mondial vers quelques plateformes privées capables de concentrer capital, talents, données et puissance de calcul.

Mais cette valorisation spectaculaire pose une question simple : la richesse annoncée correspond-elle déjà à une richesse réelle ? Les investisseurs parient sur une croissance massive des revenus de l'IA générative, notamment dans le codage, la cybersécurité, les services aux entreprises et l'automatisation des tâches intellectuelles. Mais ils parient aussi sur un futur encore incertain, où les usages devront prouver qu'ils peuvent financer les coûts gigantesques de l'infrastructure.

Car l'IA a un paradoxe : elle promet de dématérialiser le travail, mais elle repose sur une matérialité extrême. Derrière chaque requête adressée à Claude, ChatGPT ou Gemini, il y a des serveurs, des semi-conducteurs, des câbles, de l'eau pour refroidir les machines, de l'électricité et des milliards de dollars d'investissement. L'intelligence artificielle est peut-être virtuelle pour l'utilisateur, mais elle est très physique pour ceux qui la produisent.

Une introduction en Bourse d'Anthropic serait donc un test majeur. Wall Street devra décider si cette valorisation relève d'une nouvelle révolution industrielle ou d'une bulle alimentée par la peur de rater le train de l'IA. Les deux lectures ne s'excluent pas totalement. L'IA peut transformer durablement l'économie mondiale tout en produisant, dans sa phase actuelle, des excès de valorisation.

Le plus troublant est ailleurs : une entreprise privée peut désormais, en quelques années, atteindre une valeur supérieure à celle de nombreuses nations. Cela interroge la souveraineté économique des États, surtout ceux qui ne maîtrisent ni les puces, ni les modèles, ni les centres de données, ni les grands clouds mondiaux.

Anthropic n'est donc pas seulement une histoire de start-up. C'est le symptôme d'un nouveau capitalisme technologique où la puissance se mesure moins en usines, en ports ou en réserves naturelles qu'en capacité de calcul. Et dans ce nouveau monde, les pays qui resteront simples consommateurs d'IA risquent de découvrir que la vraie fracture numérique n'est plus l'accès à Internet, mais l'accès à la puissance de calcul.



Et pendant ce temps, on entend de moins en moins ceux qui prédisaient, hier encore, l'éclatement imminent de la fameuse bulle IA. Non pas parce que le risque a disparu, mais parce que les chiffres sont devenus trop énormes pour être balayés d'un revers de main. Peut-être que la bulle existe. Mais elle flotte désormais au-dessus de Wall Street, des États et des économies nationales.

MAROC-CHINE-EUROPE : TANGER TECH, LA VILLE INDUSTRIELLE QUI FAIT TREMBLER BRUXELLES



Par **Adnane Benchakroun**

Le Maroc attire les industriels chinois de la voiture électrique, des batteries, des pneus, des anodes et des cathodes. À Tanger, Kénitra ou Jorf Lasfar, une nouvelle carte industrielle se dessine. Pour Rabat, c'est une opportunité historique : emplois, exportations, montée en gamme, souveraineté productive. Pour Bruxelles, c'est aussi un signal d'alerte : le Royaume pourrait-il devenir, volontairement ou non, une porte d'entrée des surcapacités chinoises vers le marché européen ? La vérité est moins confortable qu'un slogan. Le Maroc a raison de vouloir émerger. Mais il doit éviter d'être enfermé dans une guerre commerciale qui n'est pas la sienne.

Tanger Tech, batteries et véhicule électrique : le Maroc entre enfin dans la cour industrielle

Il y a encore quelques années, parler du Maroc comme d'un futur hub mondial de la batterie aurait semblé excessif. Aujourd'hui, l'idée n'a plus rien d'un rêve de communiqué. À Tanger Tech, à Kénitra, autour de Jorf Lasfar, les annonces industrielles s'empilent avec une vitesse inhabituelle. Et cette fois, il ne s'agit pas seulement d'assemblage, ni de petites unités périphériques. On parle de cuivre, d'anodes, de cathodes, de batteries, de composants automobiles, de chaînes de valeur qui touchent directement au cœur de la transition électrique.

La décision de Gotion High-Tech d'implanter à Kénitra une gigafactory de batteries à un milliard trois cents millions de dollars, avec un démarrage annoncé pour le troisième trimestre deux mille vingt-six, résume cette bascule. Le projet prévoit une première capacité de vingt gigawattheures, avec une montée possible jusqu'à cent gigawattheures, et une production orientée largement vers l'export. Reuters rappelle que cette usine doit aussi produire des éléments clés comme les cathodes et les anodes. Ce n'est donc pas une simple usine-vitrine. C'est un morceau de souveraineté industrielle, posé à quelques centaines de kilomètres de l'Europe.

Dans le même mouvement, Hailiang et Shinzoom ont annoncé des investissements au Maroc pour produire respectivement du cuivre et des anodes, deux ingrédients stratégiques de la batterie électrique. Les montants annoncés — quatre cent cinquante millions de dollars pour Hailiang, quatre cent soixante millions pour Shinzoom — donnent une idée du sérieux de l'offensive chinoise. Le Maroc attire parce qu'il est proche de l'Europe, relié aux marchés internationaux, doté d'accords de libre-échange, et déjà installé dans l'automobile avec Renault et Stellantis.

Le Royaume n'arrive pas par hasard dans cette séquence. Depuis près de deux décennies, sous l'impulsion de la Vision de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Maroc a bâti une base automobile devenue l'un de ses premiers moteurs d'exportation. En deux mille vingt-quatre, les exportations automobiles marocaines ont atteint un record de cent cinquante-sept milliards de dirhams, selon Reuters. Stellantis prévoit, de son côté, de porter la capacité de son usine de Kénitra à cinq cent trente-cinq mille véhicules par an, avec une hausse de la production de petites voitures électriques.

Vu de Rabat, l'équation paraît presque évidente. L'Europe veut sortir du thermique. La Chine domine une large partie des technologies de batteries. Le Maroc possède une base automobile, une jeunesse disponible, des ports performants, de l'énergie renouvelable, du phosphate, des accords commerciaux et une stabilité politique rare dans la région. Pourquoi rester spectateur ?

L'inquiétude européenne : le Maroc partenaire ou couloir de contournement ?

C'est ici que le dossier devient sensible. Dans son édition récente, le Financial Times a rapporté les inquiétudes de Bruxelles face à l'implantation rapide d'industriels chinois au Maroc, notamment dans les composants liés à l'automobile électrique. L'inquiétude européenne tient en une formule : le contournement tarifaire. Autrement dit,

des entreprises chinoises pourraient produire partiellement au Maroc pour bénéficier ensuite des préférences commerciales accordées au Royaume, tout en échappant aux droits imposés aux produits venus directement de Chine.

Bruxelles ne parle pas dans le vide. L'Union européenne a finalisé, le vingt-neuf octobre deux mille vingt-quatre, son enquête antisubventions sur les véhicules électriques chinois et imposé des droits compensateurs définitifs allant de sept virgule huit à trente-cinq virgule trois pour cent, selon la Commission européenne. En janvier deux mille vingt-six, la Commission a encore publié un document d'orientation sur les engagements de prix possibles pour les exportateurs chinois de véhicules électriques. Le bras de fer n'est donc pas théorique. Il est déjà juridique, commercial, politique.



La question qui fâche est simple : où s'arrête l'investissement industriel légitime et où commence le recyclage géographique d'une production subventionnée ? Le Maroc affirme, à juste titre, que les règles d'origine exigent une transformation substantielle sur son territoire. Autrement dit, on ne peut pas simplement faire passer un produit chinois par Tanger ou Kénitra et l'appeler marocain. Mais les règles d'origine sont parfois complexes, techniques, interprétables. Et dans un climat de tension entre Bruxelles et Pékin, l'ambiguïté devient vite un risque.

Faut-il reconnaître que l'Europe a des raisons de surveiller le dossier ? La Chine fait face à des surcapacités industrielles importantes dans plusieurs secteurs liés à la transition énergétique. Ses entreprises cherchent des relais de croissance. Le Maroc, par sa position et ses accords, devient naturellement attractif. Il serait naïf de croire que tous les investisseurs chinois viennent uniquement pour le marché marocain. Le vrai marché est européen. Et personne ne le cache vraiment.

Mais l'accusation de "porte dérobée" est trop facile. Le Maroc n'a pas construit ses ports, ses zones industrielles, ses routes, ses accords commerciaux et son écosystème automobile pour rester dans une posture de sous-traitant docile. Le Royaume a le droit de capter une partie de la nouvelle mondialisation industrielle. Il a aussi le droit de diversifier ses partenaires. L'Europe ne peut pas demander au Maroc d'être son voisin stable, son fournisseur compétitif, son allié énergétique, puis s'inquiéter dès qu'il attire des capitaux non européens.

Le fond du problème est là. Pendant longtemps, l'Europe a regardé le Maroc comme une plateforme utile. Aujourd'hui, elle découvre qu'une plateforme peut devenir un acteur. Et cela change le ton.

Le vrai enjeu marocain : monter en gamme sans perdre la main

Le danger, pour le Maroc, ne vient pas seulement de Bruxelles. Il vient aussi d'un scénario plus discret : devenir un territoire d'accueil sans devenir un territoire de maîtrise. Une usine peut créer de l'emploi, mais ne transfère pas automatiquement la technologie. Un investissement peut gonfler les exportations, sans forcément faire émerger des champions nationaux. Une gigafactory peut placer le Maroc sur la carte mondiale, tout en gardant les centres de décision ailleurs.

Voilà pourquoi le débat doit être posé sans complexe.
Que gagne réellement le Maroc ?
Combien d'emplois qualifiés ?
Quelle part de valeur ajoutée locale ?
Quels contrats pour les PME marocaines ?
Quelle place pour l'ingénierie nationale ?
Quelles formations dans les universités et les écoles d'ingénieurs ?
Quelle souveraineté sur les données industrielles, les procédés, les brevets, les standards ?

VISA SCHENGEN : COMMENT L'EUROPE A PRIVATISÉ SES FRONTIÈRES ET TRANSFORMÉ LA MOBILITÉ EN BUSINESS



Pendant longtemps, la frontière européenne évoquait des consulats, des diplomates et des fonctionnaires chargés d'examiner les demandes de visa. Aujourd'hui, pour des millions de candidats au voyage, le premier visage de l'Europe n'est plus un consulat. C'est celui d'une entreprise privée.

Une vaste enquête internationale menée par Lighthouse Reports, en collaboration avec plusieurs médias européens et internationaux, révèle les mécanismes d'un système largement méconnu du grand public : l'externalisation massive du traitement des visas à des sociétés privées dont la plus importante est VFS Global. Présente dans 168 pays à travers plus de 4 100 centres, l'entreprise est devenue un acteur incontournable de la mobilité mondiale. Depuis sa création en 2001, elle affirme avoir traité plus de 542 millions de demandes et de transactions liées aux visas.

Au Maroc, cette réalité est familière à des centaines de milliers de citoyens. Qu'il s'agisse de l'Italie, des Pays-Bas, de Malte ou de plusieurs pays scandinaves et de l'espace Schengen, le passage par VFS est souvent devenu obligatoire avant même d'espérer obtenir un rendez-vous consulaire. Pour beaucoup de Marocains, l'Europe commence désormais dans une salle d'attente privée.

À l'origine, l'externalisation avait une justification simple : désengorger les consulats et réduire les coûts administratifs. Les entreprises spécialisées devaient uniquement collecter les documents, les données biométriques et les frais avant transmission aux autorités compétentes.

Mais selon l'enquête, le modèle économique a progressivement évolué vers une logique commerciale beaucoup plus ambitieuse. Les revenus ne proviennent plus seulement des frais de service autorisés par les États, mais d'une multitude de prestations annexes présentées comme facultatives : notifications SMS, services de livraison, numérisation de documents, salons premium, assistance personnalisée ou encore collecte des dossiers à domicile.

Certains de ces services peuvent atteindre plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'euros selon les pays et les profils des demandeurs.

Par **Adnane Benchakroun**

Les chiffres sont révélateurs. Alors que le volume de dossiers traités n'aurait progressé que modérément ces dernières années, les bénéfices opérationnels de l'entreprise ont été multipliés plusieurs fois. Une croissance qui semble largement alimentée par la vente de services complémentaires.
Le problème n'est pas seulement économique. Il touche également à la perception même du processus.

De nombreux candidats au visa ignorent la différence entre l'entreprise prestataire et l'autorité consulaire. Pour un premier demandeur, le personnel présent derrière le guichet apparaît souvent comme le représentant direct de l'ambassade.
Cette confusion crée un terrain favorable à la commercialisation de services supplémentaires. Plusieurs anciens employés interrogés dans le cadre de l'enquête décrivent des objectifs commerciaux stricts et des systèmes de primes liés à la vente de prestations annexes.
L'accès à une frontière devient alors un parcours où le demandeur n'est plus seulement un usager d'un service public, mais un consommateur exposé à des offres commerciales au moment même où il se trouve dans une situation de dépendance administrative.

Au Maroc, le phénomène prend une dimension particulière.
La difficulté chronique à obtenir des rendez-vous a favorisé l'apparition d'un véritable marché parallèle. Des intermédiaires utilisent des outils automatisés pour réserver les créneaux disponibles avant de les revendre à des prix parfois supérieurs au coût même du visa.

Sur les réseaux sociaux, les témoignages se multiplient. Certains candidats affirment avoir payé plusieurs milliers de dirhams pour obtenir un rendez-vous censé être gratuit. Des manifestations ont même eu lieu devant certains consulats afin de dénoncer cette situation.
Le paradoxe est frappant : alors que la procédure est censée être dématérialisée et transparente, elle génère des activités informelles particulièrement lucratives.

Un autre chiffre interroge.
Chaque année, des millions d'euros sont encaissés au titre des frais de visa, y compris lorsque les demandes sont rejetées. Pour les demandeurs, ces sommes sont perdues définitivement.

Pour de nombreuses familles marocaines, déposer un dossier représente déjà un effort financier important. Lorsque le refus intervient sans remboursement, le sentiment d'injustice est souvent profond.
Cette réalité nourrit une interrogation croissante : le système des visas est-il uniquement destiné à contrôler les flux migratoires ou constitue-t-il également une source de revenus devenue structurelle ?
Au-delà des aspects financiers, le débat touche à une question plus fondamentale : celle de l'égalité devant la mobilité.

Un citoyen européen peut se rendre dans une grande partie du monde sans visa préalable. Un Marocain souhaitant effectuer le même voyage doit souvent présenter des justificatifs financiers, professionnels, familiaux et administratifs détaillés avant même de recevoir une réponse.

Cette différence n'est pas liée aux qualités personnelles du voyageur mais à son passeport.
De plus en plus de chercheurs analysent ainsi la mobilité internationale comme l'une des grandes inégalités contemporaines. Dans un monde globalisé où les marchandises, les capitaux et les données circulent librement, les individus ne bénéficient pas tous des mêmes droits de déplacement.

L'Union européenne défend régulièrement les valeurs de liberté, d'ouverture et de circulation. Pourtant, la gestion externalisée des visas révèle une autre réalité : celle d'un système devenu fortement dépendant d'intermédiaires privés dont les intérêts économiques ne coïncident pas toujours avec les principes d'équité et de transparence.
Face aux critiques croissantes, plusieurs institutions européennes ont commencé à s'interroger sur les dérives potentielles de ce modèle. Des audits, des rapports parlementaires et des enquêtes officielles se multiplient.

Mais une question demeure : comment contrôler efficacement des entreprises devenues indispensables au fonctionnement même du système ?

Car derrière les formulaires, les rendez-vous et les frais administratifs, une évidence apparaît désormais. Le mur qui protège les frontières européennes n'est plus seulement diplomatique ou réglementaire. Il est aussi commercial.

Et c'est peut-être là la transformation la plus profonde : l'accès à la mobilité internationale n'est plus seulement une question de souveraineté. C'est devenu un marché.



PANIER DE LA MÉNAGÈRE : LE MAROC A BESOIN D'UN PLAN D'ENDURANCE, PAS D'UN TRANQUILLISANT ÉLECTORAL



Par : **La Rédacation**

L'été arrive rarement seul au Maroc. Il arrive avec la chaleur, la pression sur l'eau, les déplacements familiaux, le retour des Marocains du monde, la hausse de la consommation, les tensions sur les marchés et cette fatigue sociale que l'on ne mesure pas toujours dans les tableaux statistiques. Cette année, il arrive aussi dans une séquence politique particulière : celle de l'attente. Attente du prochain gouvernement. Attente des élections. Attente d'une nouvelle promesse. Attente, surtout, d'un soulagement concret pour les ménages.

Or le panier de la ménagère n'attend pas. Il ne connaît ni calendrier électoral, ni conférence de presse, ni argumentaire macroéconomique. Il se remplit ou il ne se remplit pas. Il coûte supportable ou il devient humiliant. Et quand la tomate, l'oignon, la pomme de terre, le poulet, l'huile, le gaz, le transport et les produits de base s'additionnent, c'est toute la dignité quotidienne des familles qui se joue.

Le Maroc n'a donc pas seulement besoin d'un plan économique. Il a besoin d'un plan d'endurance sociale. Un dispositif temporaire, lisible, ferme, destiné à passer l'été sans laisser les ménages seuls face aux prix. Car le risque, aujourd'hui, n'est pas seulement l'inflation. Le risque, c'est le sentiment d'abandon.

Première urgence : identifier clairement les produits sensibles. Pas une liste interminable, illisible et bureaucratique. Une liste courte, connue de tous, avec les produits qui entrent réellement dans la cuisine populaire marocaine. Tomate, pomme de terre, oignon, sardine, poulet, huile de table, gaz butane, transport interurbain. C'est sur ces produits que l'État doit afficher une vigilance quotidienne. Non pas pour administrer toute l'économie, mais pour empêcher que l'été devienne une saison de prédation.

Deuxième urgence : surveiller les marges, pas seulement les prix. Depuis des années, on parle de production, de sécheresse, d'importation, de marchés mondiaux. Très bien. Mais entre le producteur et le consommateur, combien de mains ? Combien d'intermédiaires ? Combien de marges invisibles ? Le vrai scandale marocain se trouve parfois là : dans cette zone grise entre le champ et l'assiette, entre le souk et le quartier, entre le prix de départ et le prix final. Il faut publier les écarts, nommer les circuits, comparer les marchés, rendre visibles les abus. La transparence est déjà une forme de régulation.

Troisième urgence : ouvrir des marchés directs temporaires. Chaque grande ville devrait disposer, pendant l'été, de points de vente producteurs-consommateurs, encadrés par les autorités locales, avec affichage clair des prix. Ce n'est pas révolutionnaire. C'est du bon sens. Quand les circuits classiques deviennent trop lourds, trop opaques ou trop gourmands, il faut créer des respirations. Les ménages ont besoin de solutions simples, proches et crédibles.

Quatrième urgence : négocier un pacte avec la grande distribution. Les grandes surfaces ne peuvent pas se présenter comme modernes quand tout va bien et silencieuses quand le panier devient insupportable. Elles doivent participer à l'effort national par un panier d'été à prix maîtrisé, visible, vérifiable, accessible. En échange, l'État peut faciliter la logistique, accélérer certaines procédures, accompagner l'approvisionnement. Mais chacun doit prendre sa part. La solidarité économique ne peut pas rester un slogan.

Cinquième urgence : protéger les familles les plus exposées. L'aide sociale directe existe, mais l'été impose parfois une réponse exceptionnelle. Une recharge alimentaire temporaire, un soutien ciblé au transport, une aide énergie limitée dans le temps peuvent faire la différence. Il ne s'agit pas d'acheter la paix sociale. Il s'agit d'éviter que les foyers fragiles basculent dans l'angoisse permanente.

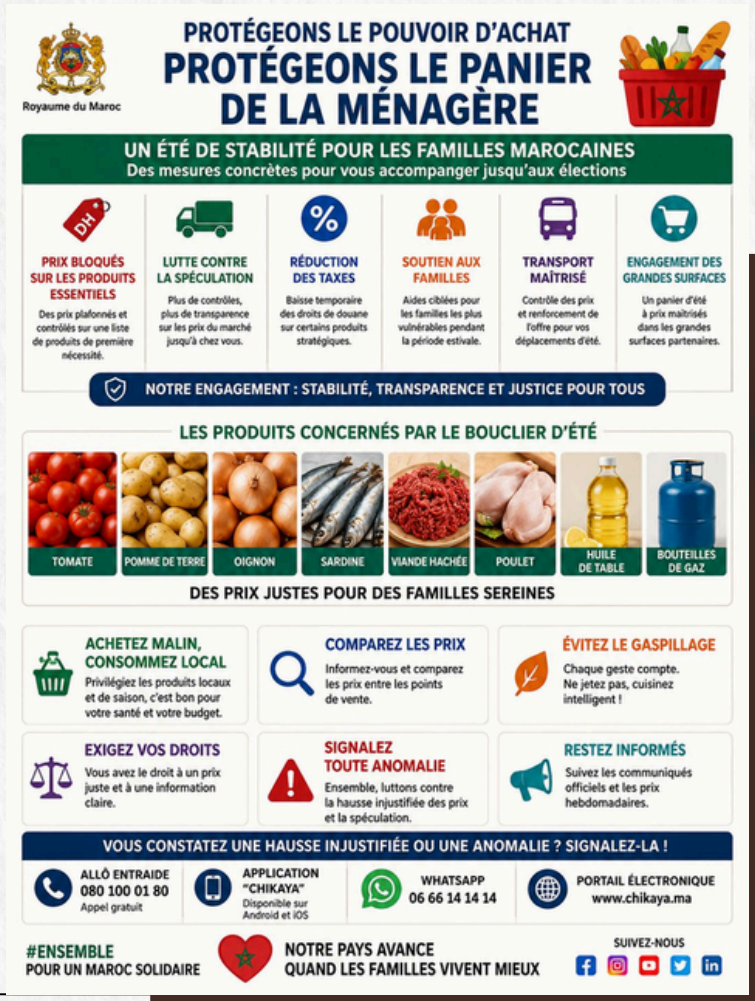
Sixième urgence : stopper les hausses publiques mal synchronisées. L'été électoral n'est pas le moment d'ajouter de nouvelles pressions sur l'eau, l'électricité, le transport ou certains services essentiels. Même lorsqu'une hausse peut se justifier techniquement, elle peut être désastreuse politiquement et socialement. Gouverner, c'est aussi comprendre le moment.

Septième urgence : parler vrai. Les Marocains ne demandent pas qu'on leur raconte que tout va bien. Ils demandent qu'on reconnaisse que la vie est devenue chère, que les salaires ne suivent pas toujours, que les classes moyennes s'épuisent, que les familles arbitrent désormais entre alimentation, transport, santé, école et dettes. Une communication honnête vaut mieux qu'un optimisme administratif. La confiance ne se décrète pas, elle se mérite.

Mais attention : ce plan d'endurance ne doit pas devenir un somnifère électoral. Il ne doit pas servir à masquer les vrais chantiers. Car derrière la vie chère, il y a des problèmes structurels : stress hydrique, agriculture vulnérable, logistique coûteuse, marchés de gros archaïques, fiscalité indirecte lourde, faiblesse du contrôle des marges, dépendance énergétique, concentration de certains circuits économiques.

Le prochain gouvernement devra traiter le fond. Mais l'actuel moment exige une réponse immédiate. Il faut tenir l'été, protéger les familles, calmer les marchés, empêcher les abus et restaurer un minimum de confiance.

Le panier de la ménagère n'est pas un détail domestique. C'est un baromètre politique. Quand il se vide, c'est la patience sociale qui se vide avec lui. Et quand il devient trop cher, ce n'est plus seulement une affaire de prix : c'est une question de justice, de stabilité et de respect.



Le Maroc a donc besoin d'un message clair : personne ne doit traverser l'été seul face à la flambée du quotidien.

TOMATE MAROCAINE : QUAND L'EXPORTATION VIDE LE PANIER DE LA MÉNAGÈRE

Le Maroc peut-il être à la fois champion mondial de la tomate et pays où la tomate devient trop chère pour ses propres ménages ? La question paraît provocatrice. Elle est pourtant au cœur d'un malaise économique de plus en plus visible : notre modèle agricole d'exportation, longtemps présenté comme une réussite incontestable, montre aujourd'hui ses limites sociales.



Par : **La Rédacation**

La tomate marocaine est devenue un symbole. Symbole de compétitivité, d'organisation logistique, de performance des filières agricoles, notamment dans le Souss-Massa. Mais aussi symbole d'un paradoxe cruel : plus le Maroc exporte, plus le consommateur marocain a parfois le sentiment de passer après tout le monde.

Le problème n'est pas l'exportation en soi. Un pays a besoin de devises, de débouchés, de filières fortes, d'investissements et d'emplois. Le problème commence lorsque l'exportation devient une logique maximale, presque automatique, au point de déséquilibrer l'approvisionnement local. Dans ce cas, le marché intérieur n'est plus protégé comme un espace prioritaire de sécurité alimentaire. Il devient une variable d'ajustement.

Le cas des "écarts de triage" est particulièrement révélateur. Ces tomates qui ne répondent pas toujours aux exigences esthétiques ou commerciales des marchés européens restent souvent de très bonne qualité. Pendant longtemps, elles alimentaient naturellement le marché local, permettant aux ménages marocains d'acheter un produit correct à un prix raisonnable. Mais si ces volumes sont désormais captés par d'autres marchés, notamment africains, le consommateur marocain perd un amortisseur essentiel.

C'est là que se joue la vraie question économique. Quand la meilleure qualité part vers l'Europe, et que même les volumes non retenus pour l'Europe trouvent des débouchés rémunérateurs ailleurs, que reste-t-il pour le marché marocain ? Des quantités plus limitées, des prix plus nerveux, une dépendance accrue aux arbitrages des exportateurs et une inflation alimentaire ressentie directement dans les cuisines.

La tomate n'est pas un produit anodin. Elle entre dans la cuisine quotidienne, dans les tajines, les sauces, les salades, les repas populaires. Quand son prix grimpe, ce n'est pas seulement une statistique : c'est un signal de tension sociale. Le panier de la ménagère ne lit pas les rapports d'exportation. Il encaisse les prix.

Cette situation révèle une limite d'un modèle trop libéral dans un secteur qui touche à l'alimentation de base. Laisser les volumes circuler uniquement selon la rentabilité immédiate revient à oublier qu'un produit agricole n'est pas un simple bien marchand comme un autre. Il relève aussi de la souveraineté alimentaire, de la paix sociale et de la confiance entre l'État, les producteurs et les citoyens.

Les restrictions temporaires sur certaines exportations montrent d'ailleurs que les pouvoirs publics savent intervenir lorsque la pression devient trop forte. Quand les exportations sont freinées, les prix internes se détendent. Cela prouve une chose simple : le marché local n'est pas seulement victime du climat, de la sécheresse ou des coûts de production. Il est aussi affecté par les choix de destination des volumes disponibles.

Il ne s'agit donc pas d'opposer producteurs et consommateurs. Les agriculteurs doivent vivre de leur travail. Les exportateurs ont construit une filière puissante. Mais le consommateur marocain ne peut pas être le grand oublié d'un succès national. Un modèle agricole qui gagne à l'étranger mais fragilise les ménages à l'intérieur finit par perdre sa légitimité.

La solution n'est pas une fermeture brutale des exportations. Elle passe plutôt par une régulation intelligente : quotas de sécurité pour le marché local, transparence sur les volumes exportés, suivi hebdomadaire des prix, priorisation du marché intérieur en période de tension, contrôle des marges intermédiaires, et distinction claire entre production destinée à l'export et production destinée à la consommation nationale.

Le Maroc a réussi à devenir une puissance exportatrice de la tomate. Très bien. Mais la prochaine étape doit être plus exigeante : devenir aussi un pays capable de protéger son consommateur. Car une économie qui exporte bien mais nourrit mal son propre marché fabrique une contradiction explosive.



Au fond, la tomate pose une question plus large : à quoi sert la performance économique si elle ne protège pas le quotidien des citoyens ? Exporter est une force. Mais exporter sans garde-fou peut devenir une faiblesse. Le panier de la ménagère marocaine n'a pas besoin de discours triomphants. Il a besoin de prix stables, de produits disponibles et d'un État arbitre, pas spectateur.

Interview imaginaire

ENTRETIEN IMAGINAIRE AVEC EDGAR MORIN « L'IA N'EST PAS SEULEMENT UNE RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE, C'EST UNE ÉPREUVE DE CIVILISATION »

Cet entretien est une fiction intellectuelle inspirée de la pensée, des écrits et des positions publiques d'Edgar Morin. Les réponses sont imaginées dans l'esprit de son œuvre.

par **Adnane Benchakroun**

Question 1 : Monsieur Morin, certains affirment que l'intelligence artificielle est une innovation parmi d'autres. D'autres parlent déjà d'un changement de civilisation. Où vous situez-vous ?

Je crois que nous sommes dans une période comparable à l'invention de l'écriture, de l'imprimerie ou de la révolution industrielle. Mais avec une différence fondamentale : cette fois, ce n'est pas seulement notre environnement matériel qui change, c'est notre rapport à la connaissance elle-même.

Depuis des millénaires, l'être humain était le principal producteur d'idées, de récits, de calculs et d'interprétations. Désormais, une partie de cette activité intellectuelle est déléguée à des systèmes artificiels.

Nous ne sommes donc pas face à un simple progrès technique. Nous sommes confrontés à une mutation anthropologique.

Question 2 : Beaucoup parlent d'intelligence artificielle. Ce terme vous semble-t-il approprié ?

Les mots sont souvent des pièges.

Quand on parle d'intelligence artificielle, on laisse croire que l'intelligence humaine est reproduite. Or l'intelligence humaine est inséparable de l'expérience vécue, du doute, de l'amour, de la souffrance, de la mémoire personnelle et de la conscience de la mort.

La machine calcule admirablement.

L'humain existe.

La confusion entre les deux constitue déjà un danger intellectuel.



Question 3 : Voyez-vous dans l'IA une menace ?

Toute invention humaine porte en elle son contraire.

Le feu réchauffe et brûle.

L'énergie nucléaire éclaire et détruit.

L'intelligence artificielle augmente nos capacités et peut simultanément diminuer notre autonomie.

La véritable question n'est pas technologique.

Elle est politique, économique et morale.

Qui contrôle ces systèmes ?

Au service de quels intérêts ?

Avec quelles finalités ?

Question 4 : Certains chercheurs évoquent l'arrivée prochaine d'une intelligence artificielle générale supérieure à l'humain. Cela vous inquiète-t-il ?

Ce qui m'inquiète davantage, ce n'est pas l'intelligence des machines.
C'est l'absence de sagesse des humains.
L'histoire montre que nos crises ne sont pas nées d'un déficit d'intelligence.
Elles sont nées d'un déficit de conscience.
Nous savons fabriquer des armes capables de détruire la planète.
Nous savons dérégler le climat.
Nous savons manipuler les opinions.
Le problème n'est pas ce que les machines deviendront.
Le problème est ce que nous resterons.

Question 5 : Vous avez développé toute votre vie la notion de pensée complexe. L'IA favorise-t-elle cette complexité ?

Paradoxalement, elle peut faire les deux.
Elle peut aider à relier les connaissances dispersées.
Mais elle peut aussi renforcer l'illusion que tout est calculable.
Or la vie échappe toujours à la simplification.
Une société n'est pas un algorithme.
Une culture n'est pas une base de données.
Un être humain n'est pas une statistique.
La complexité commence précisément là où les modèles deviennent insuffisants.

Question 6 : Certains annoncent la fin du travail humain.

Je me méfie des prophéties.
Chaque révolution technique a détruit des métiers et en a créé d'autres.
Mais la question essentielle est différente.
Que fera l'être humain du temps libéré ?
Consommer davantage ?
Se distraire davantage ?
Ou apprendre davantage ?
Le futur dépendra moins des machines que de notre projet collectif.



Question 7 : L'école est-elle préparée ?

Absolument pas.
L'école du monde entier souffre d'une maladie ancienne : la fragmentation des savoirs.
On enseigne des disciplines séparées alors que les problèmes réels sont interconnectés.
L'intelligence artificielle va rendre cette faiblesse encore plus visible.
Pourquoi mémoriser des informations que les machines possèdent déjà ?
L'école devra enseigner ce que les machines maîtrisent mal :
Le discernement.
L'esprit critique.
La créativité.
L'éthique.
La compréhension du vivant.

Question 8 : Certains pensent que l'IA pourrait conduire à une nouvelle religion.
L'être humain a toujours fabriqué des idoles.
Autrefois les dieux.
Puis les idéologies.
Ensuite les marchés.
Aujourd'hui peut-être la technologie.
Chaque époque construit ses absolus.
Le danger apparaît lorsque nous cessons de questionner ces absolus.
La foi dans la technologie peut devenir aussi aveugle que certaines croyances anciennes.

Question 9 : Assistons-nous à la naissance d'une nouvelle civilisation ?
Peut-être.
Mais une civilisation ne se résume jamais à ses outils.
La civilisation est une manière d'habiter le monde.
Si l'intelligence artificielle nous aide à mieux comprendre la planète, à coopérer davantage et à réduire les souffrances inutiles, alors elle participera à une renaissance.
Si elle accroît les inégalités, la surveillance et la dépendance, elle accélérera nos crises.
L'issue n'est pas écrite.

Question 10 : Quel message laisseriez-vous aux jeunes générations ?
Ne laissez jamais les machines penser à votre place.
Utilisez-les.
Apprenez d'elles.
Travaillez avec elles.
Mais gardez toujours votre capacité à douter.
Le doute n'est pas une faiblesse.
C'est la condition de la liberté.
Le plus grand risque de votre siècle n'est peut-être pas l'intelligence artificielle.
C'est l'abandon de l'intelligence humaine.



Dernière question : Comment définiriez-vous le défi du XXIe siècle en une phrase ?
Je dirais ceci : « L'humanité dispose désormais de technologies capables de transformer le monde. La question décisive est de savoir si elle saura se transformer elle-même. »

Et c'est là, peut-être, que commence la véritable aventure humaine.

Interview imaginaire

DIALOGUE IMAGINAIRE : « POURQUOI LE RUISSELLEMENT N'A-T-IL PAS EU LIEU AU MAROC ? »



Personnages fictifs :
Dr. Karim, économiste libéral et Dr. Youssef, économiste social-démocrate, centre-gauche.

par **La rédaction**

Le débat commence

Karim M : Soyons honnêtes. Dire que le ruissellement n'a pas eu lieu est une simplification excessive. Depuis plusieurs années, le Maroc a multiplié les réformes favorables à l'investissement : nouvelle charte de l'investissement, généralisation de la protection sociale, soutien massif à l'industrie, accélération des infrastructures, développement de l'automobile, de l'aéronautique, de l'hydrogène vert. Nous sommes devenus la première puissance industrielle d'Afrique selon plusieurs indicateurs. Ce n'est pas rien.

Dr Youssef B : Je ne conteste pas ces réalisations. Je constate simplement que beaucoup de Marocains ne les ressentent pas dans leur quotidien. Les exportations battent des records, mais la classe moyenne s'appauvrit. Les entreprises gagnent en compétitivité, mais le pouvoir d'achat reste sous pression. Le problème n'est pas l'investissement ; le problème est la transmission des bénéfices vers le reste de la société.

L'ODJ : Le ruissellement existe-t-il vraiment ?

Karim M : Le ruissellement n'a jamais été une baguette magique. Il repose sur une logique simple : si les entreprises investissent, elles créent de l'emploi, distribuent des salaires, paient des impôts et stimulent l'économie.

Le problème marocain n'est pas l'absence de ruissellement. C'est la lenteur du mécanisme.

Dr Youssef B : Je pense au contraire que le concept lui-même est surestimé. Les profits ne ruissellent pas automatiquement. Ils peuvent être réinvestis, distribués aux actionnaires ou simplement accumulés.

Quand une usine automobile exporte des milliards, cela ne signifie pas automatiquement que le commerçant de Khouribga, l'instituteur de Fès ou l'employé de Kénitra voient leur niveau de vie progresser.

L'ODJ : Pourquoi la croissance crée-t-elle moins d'emplois ?

Karim M : Là, nous touchons un vrai problème.

Le Maroc produit davantage de richesse mais avec moins de main-d'œuvre. L'automobile, l'aéronautique, les centres de données, les énergies renouvelables sont des secteurs performants mais peu intensifs en emplois.
Le phénomène est mondial.

Dr Youssef B : Justement.
Nous avons construit une économie moderne mais qui absorbe insuffisamment le chômage.

L'élasticité emploi-croissance est faible. Autrement dit, chaque point de croissance crée moins d'emplois qu'auparavant.
Le citoyen ne mange pas des statistiques d'exportation. Il vit de son salaire.
La question de la concentration économique

Dr Youssef B : Il faut également parler d'un sujet sensible : la concentration.
Dans plusieurs secteurs, quelques grands acteurs dominent les marchés.
Lorsque la concurrence est limitée, les gains de productivité se transforment davantage en profits qu'en baisse des prix.
Le consommateur ne bénéficie pas pleinement des progrès économiques.

Karim M : Je suis partiellement d'accord.
Mais attention à ne pas tomber dans le réflexe anti-entreprise.
Le Maroc a besoin de champions nationaux capables de rivaliser à l'international.
Le problème n'est pas la taille des entreprises.
Le problème est l'existence de marchés suffisamment concurrentiels autour d'elles.

L'ODJ : La classe moyenne oubliée ?

Dr Youssef B : La véritable question est là.
Depuis plusieurs années, une partie importante des politiques publiques vise l'investissement, les infrastructures, les filières industrielles et les grands projets.
Tout cela est nécessaire.
Mais qui pense spécifiquement à la classe moyenne ?
Les revenus progressent moins vite que le coût de la vie.
Le logement devient plus cher.
L'éducation privée devient presque obligatoire.
La santé reste coûteuse malgré les réformes.
Le sentiment dominant est celui d'un déclassement progressif.



Karim M : Je reconnais qu'il existe une fatigue économique.
Mais il faut aussi regarder les contraintes budgétaires.
L'État finance simultanément la généralisation de la protection sociale, les infrastructures, la gestion du stress hydrique, la transition énergétique et les investissements industriels.
Les marges de manœuvre ne sont pas infinies.
Le choc inflationniste a tout changé

Karim M : La grande rupture, c'est l'inflation mondiale.
Même un gouvernement parfait aurait eu du mal à empêcher totalement les effets du Covid, de la guerre en Ukraine, de la sécheresse et des tensions logistiques.

Dr Youssef B : Je suis d'accord.
Mais les citoyens ne votent pas pour entendre des explications géopolitiques.
Ils votent pour être protégés contre les conséquences.
L'enjeu politique n'est plus de savoir pourquoi la crise est arrivée.
L'enjeu est de savoir comment amortir ses effets.

L'ODJ : Le ruissellement a-t-il changé de nature ?

Karim M :
Peut-être que nous regardons le mauvais indicateur.
Le ruissellement du XXIe siècle n'est plus celui des années quatre-vingt.
Aujourd'hui, il passe davantage par les infrastructures, les services publics, la couverture médicale et la stabilité macroéconomique.

Dr Youssef B : Peut-être.
Mais un citoyen mesure d'abord sa situation par trois critères : son revenu ; ses dépenses ; ses perspectives.
Si ces trois indicateurs se dégradent, il conclut naturellement que le ruissellement n'existe pas.

Conclusion commune

Karim M : Je dirais que le ruissellement n'a pas échoué.
Il est simplement plus lent, plus indirect et plus complexe que prévu.

Dr Youssef B : Je dirais plutôt qu'il est incomplet.
Le Maroc a réussi à faire émerger de la richesse.
Le défi de la prochaine décennie sera de mieux la diffuser.

Karim M : Finalement, nous sommes peut-être d'accord sur l'essentiel.

Dr Youssef B : Oui. Le débat n'est plus de choisir entre l'entreprise et le citoyen.
Le véritable enjeu est de construire une économie capable de créer de la richesse tout en donnant à une majorité de Marocains le sentiment d'en bénéficier.

Karim M : Autrement dit, le prochain grand chantier économique ne sera peut-être plus la création de richesse.

Dr Youssef B : Mais sa circulation.
Et c'est probablement là que se jouera une grande partie des élections à venir.



*Toute ressemblance avec des personnages existants serait purement fortuite les images sont purement et simplement générées par L'IA

كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS



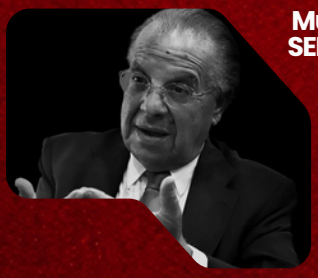
Adnan Debbarh



Aziz Boucetta



Aziz Daouda



Mustapha SEHIMI



Mohammed Oubihi



Lahcen Haddad



Bargach Larbi



Mohammed Yassir Mouline



Az-Eddine Bennani



DRISS MOUSSA



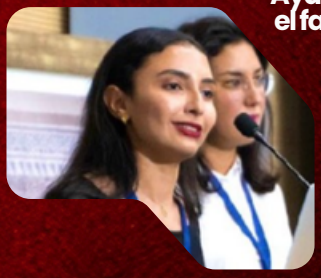
Rahima Ouazzani



Rida Lamrini



Abderrahmane karmane



Aya el faria

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

كتاب الرأي

DEBATS


سارة البوفي


عائشة بوسكين


أيوب مشموم


عبد العزيز كوكاس


Idris Quraish


يونس عميم


زكريا برعلا


ياسين أيت حدو

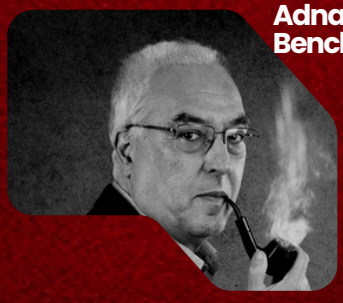

rachid boufous


Anwar CHERKAOUI


Anissa Mekouar Senhadji


Abdelghani El Arrasse


Mohamed ait bellahcen

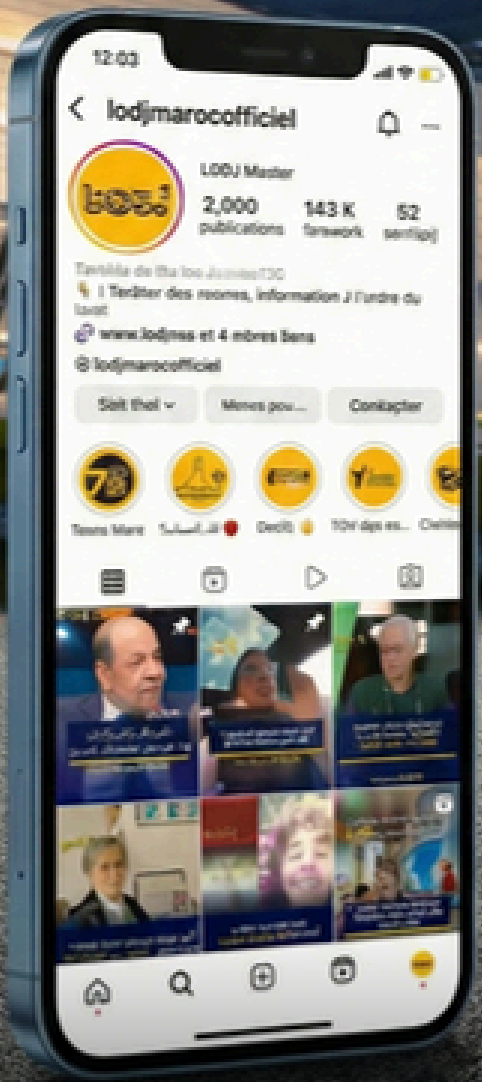

Adnane Benchakroun


Mohammed Koraiche.

By Lodj

فـــولـــو علـــيـــك الخبـــر علينـــا...

تابعونا لتغطية إخبارية موثوقة ومستمرة.



lodjmarocofficiel

حين تصبح الجريمة خبراً يومياً : سلسلة حوادث دامية تكشف اهتزاز البنية الاجتماعية والنفسية للمغاربة



بقلم :
عائشة بوسكين

في ظرف أسبوع واحد فقط، بدا وكأن المجتمع المغربي يعيش على إيقاع متسارع من الأخبار الصادمة التي تتكرر بتفاصيل مختلفة وتلتقي في جوهر واحد : عنف مفاجئ، جرائم غير متوقعة، وانهيار مقلق في حدود الضبط الاجتماعي

من فيديو الشاب الذي يصرخ "راني خدام على الواليدة" وهو يواجه سرقة بالعنف في الشارع، إلى قضية إجبار طفل على شرب الخمر، مروراً بجريمة المطعم التي انتهت بسبب خلاف بسيط حول ثمن "طاجين"، ووصولاً إلى الجريمة البشعة التي هزت الرأي العام والمتعلقة بسائق "أندرايف" الذي تعرض للاختطاف والقتل قبل أن يتم التنكيل بجثته وإحراقها، تتشكل أمامنا لوحة اجتماعية مضطربة لا يمكن قراءتها كحوادث منفصلة.

ما يجمع هذه الوقائع ليس فقط قسوتها، بل هشاشة أسبابها وسرعة تحولها من لحظة توتر عادي إلى انفجار عنيف. في حالة الشاب ضحية السرقة، نحن أمام مشهد يكثّف هشاشة الفضاء العام، حيث يصبح العمل اليومي في توصيل الطلبات محفوفاً بالمخاطر، ويتحول الشارع إلى فضاء غير مضمون. صرخته "راني خدام على الواليدة"
ليست مجرد جملة عابرة، بل تعبير مكثف عن جيل يشتغل تحت ضغط الحاجة، ويواجه في المقابل عنفاً اجتماعياً غير متوقع.
في المقابل، تكشف قضية إجبار طفل على شرب الخمر عن نوع آخر من الانحراف السلوكي، حيث لا يتعلق الأمر فقط بخرق قانوني، بل بانهيار في الإحساس بالحدود الأخلاقية داخل بعض السلوكيات. حين يتحول طفل إلى موضوع إذلال أو استهتار بسلامته، فنحن أمام خلل في الوعي الجمعي بمفهوم الحماية، وأمام تراجع خطير في الحس الإنساني داخل بعض السياقات الاجتماعية.

أما جريمة "الطاجين"، فهي تعكس مستوى آخر من القلق الاجتماعي : قابلية النزاع البسيط للتحول إلى عنف قاتل. خلاف حول مبلغ مالي صغير داخل مطعم انتهى بفقدان حياة إنسان وسجن آخر لسنوات طويلة. هنا يظهر بوضوح ضعف آليات ضبط الغضب، وتراجع ثقافة الحوار، مقابل ارتفاع منسوب الانفعال والاندفاع اللحظي في سياقات يومية يفترض أنها عادية.

لتأتي جريمة سائق "أندرايف" و تكشف مستوى أكثر خطورة وتعقيداً في بنية العنف المعاصر. نحن لسنا أمام اعتداء عفوي، بل أمام فعل يتقاطع فيه الاختطاف مع القتل ثم الإحراق، ما يشير إلى انتقال من العنف الانفعالي إلى العنف المركب والمنظم نسبياً.
خطورة هذه الجريمة لا تكمن فقط في وحشيتها، بل في كونها تعكس تآكل الحدود بين السرقة والعنف الجسيم، وبين الجريمة الآنية والجريمة التي يتم فيها التخلص من الأدلة بشكل واعٍ. كما أنها تعيد طرح سؤال هشاشة العاملين في اقتصاد المنصات، الذين يتحركون في فضاء مفتوح دون حماية كافية، ما يجعلهم في تماس مباشر مع مخاطر الفضاء غير المنظم.

من زاوية سوسيولوجية، يمكن فهم هذا التنامي في العنف باعتباره نتيجة تفاعل ثلاث دوائر رئيسية : ضغط اقتصادي واجتماعي متزايد، تراجع فعالية الضبط الاجتماعي التقليدي، وضعف الوساطة المؤسساتية والنفسية. هذا التفاعل يخلق بيئة قابلة للاشتعال، حيث لا يحتاج العنف إلى "سبب كبير"، بل يكفي احتكاك بسيط ليحدث الانفجار.
لكن الأخطر في هذه الظواهر ليس فقط وقوع الجريمة، بل الإحساس المتنامي بأن العقاب لم يعد يشكل رادعاً كافياً. في بعض الحالات، يبدو وكأن جزءاً من الجناة لم يعد يفكر في السجن كعقوبة مخيفة، بل كفضاء بديل للهروب من واقع اجتماعي أكثر قسوة وتعقيداً. هذا التحول في التصور، إن صح، يعكس أزمة أعمق: أزمة معنى الردع نفسه، حين يفقد تأثيره الرمزي في وعي بعض الفئات الهشة.
إلى جانب ذلك، لا يمكن تجاهل دور بعض المؤثرات الخارجية مثل المخدرات أو الكحول أو حالات عدم الاتزان النفسي، التي تتحول في لحظات معينة إلى محفز مباشر للعنف. لكنها تظل عوامل مساعدة داخل بنية اجتماعية أوسع، وليست تفسيراً كافياً بمفردها.
إن دق ناقوس الخطر هنا لا يعني تضخيماً للمشهد، بل محاولة لفهمه قبل أن يتحول العنف من أحداث صادمة إلى جزء مألوف من الحياة اليومية. فحين يصبح الاستثناء عادة، يفقد المجتمع أهم ما يملكه : الإحساس بالأمان.

تطرح هذه الوقائع إشكالية أخطر لا تقل أهمية عن أسبابها، وهي إشكالية التطبع التدريجي مع العنف والجريمة. فمع تكرار المشاهد الصادمة، يصبح الخطر الحقيقي هو الاعتياد، أي تحول الجريمة من حدث استثنائي يثير الصدمة إلى خبر يومي عابر لا يثير سوى رد فعل لحظي.
هذا التطبع، إن استمر، فإنه يهدد الحس الجماعي بالرفض الأخلاقي للعنف، ويضعف المناعة الاجتماعية ضده. لذلك، فإن التعامل مع هذه الظواهر لا يجب أن يتجه نحو التعايش معها أو تطبيعها، بل نحو تعزيز الردع الصارم، وإعادة بناء الإحساس الجماعي بخطورة الفعل الإجرامي، باعتباره خطأً أحمر لا يمكن تجاوزه تحت أي ظرف

By Lodj

BILAN SOCIAL MEDIA

1ER TRIMESTRE 2026

+100 MILLIONS
DE PERSONNES TOUCHÉES

INSTAGRAM

- 67,23 M VUES (+378,7%)
- 163 270 ABONNÉS (+13,9%)
- 942 000 INTERACTIONS

FACEBOOK

- 34,8 M VUES (+53,4%)
- 418 819 ABONNÉS
- 127,1K INTERACTIONS

YOUTUBE

- 3,5 M VUES
- 1,19 M ABONNÉS

TIKTOK

- 1,4 M VUES (-40,2%)
- 172 700 ABONNÉS

INSTAGRAM EXPLODE, FACEBOOK CONSOLIDE, TIKTOK FLÉCHIT, YOUTUBE STABLE.

WWW.LODJ.MA

بين التزام الأغلبية ونبض الشارع: قراءة في حركية "رجل الدولة" في زمن الاستقطاب



بقلم
سارة البوفي

مع اقتراب موعد الاستحقاقات الانتخابية، تشهد الساحة السياسية الوطنية غلياناً طبيعياً تتداخل فيه الحسابات الحزبية بالتحالفات الحكومية. وفي قلب هذا المشهد المتسارع، يبرز نقاش متصاعد حول الأداء السياسي لبعض قادة التحالف الحكومي، لاسيما أولئك الذين يجمعون بين تدبير حقائب استراتيجية (كالتجهيز والماء) وبين قيادة هيئات سياسية عريقة كحزب الاستقلال. هذا التموقع أسال الكثير من المداد، وفتح الباب أمام قراءات متباينة، بلغت حد التشكيك والتشهير من طرف الخصوم السياسيين، حول "ازدواجية الخطاب" بين قيود التدبير الحكومي وحرية النقد الموجه للسياسات العامة.

إلا أن القراءة الموضوعية للمشهد تقتضي تفكيك هذا السلوك السياسي بعيداً عن السجال التنافسي الضيق، واستحضار مفهوم "رجل الدولة" في أبعاده العميقة. فالأصوات المتابعة للشأن العام ترى أن ممارسة النقد من داخل البيت الحكومي ليست ترفاً سياسياً ولا مناورة انتخابية مبكرة، بل هي انعكاس لـ"المسؤولية النقدية" الملتزمة، حيث لم يعد دور المسؤول يقتصر على تبرير الحصيلة، بل يمتد إلى امتلاك الجرأة في وضع الإصبع على مكامن الخلل تقديماً للمصلحة العليا للوطن وللمواطن.

إن الدفاع عن قضايا المواطنين والتعبير عن تطلعاتهم من موقع المسؤولية التنفيذية لا يعني الانقلاب على الالتزامات الحكومية، بقدر ما يعني إرساء جيل جديد من التدبير السياسي القائم على الصدق والواقعية. فعندما يتحرك الفاعل السياسي بـ"حرقة" وطنية صادقة، يصبح اللجوء إلى النقد البنّاء واجباً أخلاقياً وسياسياً، الهدف منه تصويب المسارات وتجويد الأداء المشترك،

وليس إضعاف التجربة الحكومية. هذا التموقع المزدوج (التدبير الميداني الصارم لملفات حيوية كالماء والبنية التحتية، والإنصات الذكي لنبض الشارع) هو ما يمنح الفاعل السياسي عمقه كـ"رجل دولة" يوازن بين واجب التحفظ البيداغوجي وحق المواطن في خطابات صريحة وخالية من التجميل.

ومن البديهي في الأدبيات السياسية، خاصة مع دنو المحطات الانتخابية الحاسمة، أن تتحول هذه الصراحة والنقد الذاتي إلى مادة دسمة للحملات المضادة ومحاولات التشويش من طرف الفرقاء السياسيين. فالاستهداف الإعلامي المكثف في هذه الظرفية بالذات يترجم مخاوف الخصوم من قوة هذا الخطاب الواقعي وقدرته على استقطاب القواعد الإشراكية، إذ يُنظر إلى النقد الداخلي كعنصر قوة يبرئ الهيئة السياسية من تهمة "التقوقع داخل الكراسي" ويعيد ربطها بالمجتمع.

في نهاية المطاف، يبقى التقييم الحقيقي لرجال الدولة خاضعاً لمنطق الأثر والميدان، بعيداً عن مناوشات الصالونات السياسية. إن التحديات الراهنة التي تواجهها المملكة تتطلب شجاعة في القرار ووضوحاً في الرؤية، والقدرة على ممارسة النقد الذاتي البناء من داخل المؤسسات؛ فالأوطان لا تبنى بالإجماع الصامت، بل بالتدافع المسؤول والحرص الغيور على تنزيل الأوراش الإصلاحية لخدمة المواطن أولاً وأخيراً.

والثقة اليوم التي نحن في أمسّ الحاجة لها، هي الإسمنت الذي يربط لبنات المجتمع بعضه ببعض، ولكنها حين تنهار، ينهار كل شيء، تصبح المؤسسات في نظر المواطن مشبوهة، ويصبح المواطن في نظر المؤسسة عبئاً، ويصبح الشباب في مهب التطرف الذي يعرض عليهم يقيناً زائفاً في مواجهة شك مزعوم.

المجتمع الذي تنهار ثقته الداخلية يصبح طيّع الإرادة أمام كل من يملك مشروعاً للتلاعب به، من الداخل ومن الخارج.

ليس المطلوب من المواطن المغربي أن يُصفق لكل شيء، ولا أن يُصدّق كل اتهام، المطلوب شيء أصعب من الاثنين معاً وهو أن يُميّز.

أن يميز بين النقد والفتنة ليس في الموضوع، بل في النية والأسلوب والأثر، فالنقد يريد إصلاح ما أُفسد، والفتنة تريد إفساد ما صلح.

أن يُميّز بين من يريد انتخابات نظيفة لأنه يؤمن بالمسار والخيار الديمقراطي، ومن يريد تلويث الانتخابات لأنه لا يؤمن إلا بالفوضى.

كما أن القتال في "الشهر الحرام" كان يُستغل ذريعةً لتمرير الفتنة، كذلك تستغل الانتخابات وهي "الشهر الحرام" في السياسة المغربية، لتمرير الخراب في أكثر اللحظات حساسية، حيث تستغل القداسة الظاهرة لتمرير الخراب الباطن.

فالانتخابات هي لحظة لترسيخ الخيار الديمقراطي ببلادنا وتكريس تعبير الإرادة الشعبية، ومن يُفتن فيها يحمل وزراً يتجاوزه إلى المجتمع بأسره.

واختم بقوله تعالى في صورة البقرة:
﴿وَالْفِتْنَةُ أَشَدُّ مِنَ الْقَتْلِ﴾ صدق الله العظيم



لقد وقعنا في الفخ... فخ فتنة الانتخابات



بقلم
يونس عميم

في كل مرة تقترب فيها بلادنا من موعد انتخابي، يبدو كأن ثمة من يضبط عقارب الساعة على توقيت تتسارع فيه الأحداث والوقائع في الخفاء حتى تصبح ظاهرة للعيان، حيث تبدأ القصة الكاملة بتسريب ثم تتوالى موجات التسريبات والشائعات وفبركة الملفات.

وثيقة مجهولة المصدر، اتهام يُطلق بلا دليل ويُعاد تداوله بلا مساءلة، وفي كل مرة، يجد المواطن المغربي نفسه أمام اختيار مُصطنع، بين أن يصدق أو يشك، وهنا نكون قد وقعنا في الفخ، فخ فتنة الانتخابات.

لا يحتاج المراقب أو الباحث أو حتى المواطن البسيط إلى عمق تحليلي كبير ليلاحظ أن وتيرة التسريبات والشائعات والحسابات المجهولة ترتفع بشكل لافت كلما اقترب استحقاق انتخابي.
هذا منطق مُحكم، فالانتخابات تجسد لحظة هشاشة جماعية بامتياز، حين تكون المواقف قابلة للتشكيل، والثقة قابلة للاهتزاز، والناخب في أشد حالاته تأثراً بما يتلقاه من معطيات كانت صحيحة أو مغلوطة أو مشوهة.
في هذا المناخ، تصبح الفتنة استثماراً سياسياً مجدياً لكل من لا يملك مشروعاً مجتمعيا حقيقياً يقنع به المواطن، وبالطبع حين لا يستطيع هؤلاء أن يفوزوا من خلال تقديم برنامج انتخابي يحمل هم الوطن والمواطن، يحاولون العمل على خسارة الخصم وإغراقه في منطق الشبهة.

ما يميز هذه المرحلة هو ظهور نمط محدد من التسريبات، لا مصدر موثوقاً، ولا جهة تتبناها بوجه مكشوف، ولا سياق يُعطيها معنى كاملاً، مجرد محتوى يُلقى في الفضاء الرقمي كحجر في بركة راكدة، ثم تُترك الدوائر تتسع وحدها.
ولكن العامل المساعد من وجهة نظري، في تفشي هذه المعضلة هو أننا أمام صحافة معطوبة لم تعد تقوم بأدوارها الكاملة في تقصي الأحداث وتناولها من خلال أجناس صحفية أصبحت شبه "منقرضة" من صحافتنا، وعلى سبيل المثال لا الحصر جنس "التحقيق"، فاليوم أصبح المناخ العام للمهنة مع ما تفرضه متطلبات الصحافة الإلكترونية خاصة، من انتهاج للسرعة في نشر الأخبار ، والكم في الإنتاج، يجعل الصحفي رهينة الخمول والأجناس الصحفية الجالسة والرتيبة.

ولنعود لموضوعنا، فهذا النوع من التسريبات يشتغل بآلية الفتنة القرآنية في أدق صورها: ﴿وَاتَّقُوا فِتْنَةً لا تُصِيبَنَّ الَّذِينَ ظَلَمُوا مِنْكُمْ خَاصَّةً﴾.

الأثر لا يتوقف عند المستهدف، بل يتمدد ليطال الثقة العامة، ثقة المواطن في العملية الانتخابية برمتها، وفي المؤسسات المشرفة عليها، وفي جدوى المشاركة أصلاً.

وهذا بالضبط هو الهدف الحقيقي، ليس إسقاط مرشح بعينه، بل تفريغ الانتخابات من روحها وفحواها، وتحويل صناديق الاقتراع من أداة لتحقيق الإرادة الشعبية إلى مشهد يكتنفه الشك والريبة.
تشتغل ثقافة الفتنة الانتخابية في بلادنا وفق ثنائية متكررة ونمطية، أولها تضخيم الأزمة لبناء اليأس والتيه، حين تقع صعوبة اقتصادية أو اجتماعية، يسارع هؤلاء إلى تحويلها من ورقة ضغط مشروعة إلى مادة لليأس الجماعي، والهدف هنا ليس إصلاح المشكلة، بل إقناع الناخب بأن لا شيء يصلح، فإما يقاطع أو يصوّت بمنطق العقاب وليس بمنطق الوعي.

أما ثاني ميكنزمات ثقافة الفتنة الانتخابية ببلادنا، وهو أخطر الأوجه، فهو إغراق المشهد عند كل استحقاق، حين يقترب موعد الانتخابات، يُغرق الفضاء الرقمي بالتسريبات والشائعات حتى لا يتسع لأي نقاش برنامجي جاد أن يؤخذ مساحته في النقاش العمومي، وبهذا يريدوننا أن نتحدث عن الفضيحة المُصطنعة لا عن السياسات، وعن الاتهام المفبرك لا عن المشروع.

لكن يبقى ما يقلق أكثر من أي تسريب بعينه هو الأثر التراكمي لهذا المناخ على الناخب (ة) المغربي (ة)، لا سيما الشباب، حين يتعرض المواطن باستمرار لموجات من الشك والتشكيك والاتهامات المتقاطعة، يبدأ تدريجياً في استيعاب فكرة واحدة مسمومة، لا فرق، والكل سواء، والتصويت لا يُغير شيئاً، وحين تتجذر هذه الفكرة، تكون الفتنة قد بلغت مبتغاها الأعمق، لم تُسقط مرشحاً، بل أسقطت المشاركة السياسية التي تعمل الدولة بمختلف إمكانياتها على تعزيزها وتقويتها.

منطق الاحتواء وإعادة تشكيل النظام الدولي



الدكتور **إدريس قريش**

في ظل التحولات المتسارعة التي يشهدها النظام الدولي، والتوترات المتصاعدة في منطقة الشرق الأوسط، برزت خلال الأسابيع الأخيرة مؤشرات قوية حول اقتراب الولايات المتحدة الأمريكية وايران من التوصل إلى مذكرة تفاهم تمهد لمرحلة جديدة من الحوار السياسي والأمني، بعد سنوات من التصعيد والعقوبات والتجاذبات المرتبطة بالملف النووي الإيراني.

ولعل ما يميز هذه المرحلة هو أن الصراع الدائر لم يعد يدار وفق المفهوم التقليدي للحروب القائمة على الإحتلال المباشر للأراضي أو فرض الاستسلام العسكري الكلاسيكي ، بل اصبح يندرج ضمن حروب الجيل الجديد التي تقوم على الاحتواء الاستراتيجي وإعادة هندسة موازين القوى بعيدا عن كل التحالفات التقليدية والتحكم في مسارات النفوذ الإقليمي والدولي. فالمطلوب اليوم ليس إسقاط ايران بالمعنى التقليدي ، وإنما الحد من امتداداتها الجيوسياسية وضبط أدوارها الإقليمية، وتحديد مستقبلها ضمن حسابات دولية دقيقة تسعى إلى إعادة تشكيل التوازنات العالمية وإرساء معالم نظام دولي جديد يعتمد على مقاربات جديدة بعد تفكيك التحالفات التقليدية.

ويجب الإقرار أن هذه المذكرة لا ترقى بعد إلى مستوى الإتفاق النهائي الشامل والملزم ، لكنها تعبر عن نوايا الطرفين وتمثل خطوة سياسية استباقية مهمة نحو تخفيف حدة التوتر وفتح قنوات التفاوض المباشر وغير المباشر بين الطرفين ، خاصة في ظل إدراك الجميع لخطورة استمرار حالة الاحتقان الاقليمي وانعكاساتها على الأمن الدولي وأسواق الطاقة والاستقرار الجيوسياسي.

إن مذكرة التفاهم تتضمن مجموعة من البنود الأساسية لخفض التوتر من بينها وقف مؤقت لبعض أنشطة تخصيب اليورانيوم من الجانب الإيراني، مقابل تخفيف جزئي للعقوبات الأمريكية والإفراج عن جزء من الأموال الإيرانية المجمدة ، حوالي 20 مليار دولار ، إضافة إلى ترتيبات مرتبطة بأمن الملاحة البحرية في منطقة الخليج ومضيق هرمز طبقا لاتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار لسنة 1982 التي تنص على حق المرور العابر وحرية الملاحة والتحليق لجميع السفن دون إعاقة ، مع فتح مرحلة تفاوض جديدة من اجل بلورة اتفاق شامل يحظى بالإلزامية والاستدامة .

غير أن الطريق نحو اتفاق نهائي ما يزال معقدا ، بالنظر إلى استمرار نقاط الخلاف الجوهرية المتعلقة بمستقبل البرنامج النووي الإيراني، وطبيعة الضمانات المطلوبة من كلا الطرفين وآليات رفع العقوبات ، إضافة إلى الحسابات الإستراتيجية المرتبطة بالتوازنات الإقليمية والدولية.

كما ان هذا المسار التفاوضي لا يمكن فصله عن السياق الدولي العام الذي يشهد إعادة تشكيل لموازين القوى العالمية ومحاولات متزايدة لإعادة ترتيب الأوراق وامتصاص الصدمات وتهيئة الأرضية لمراحل جديدة ومحورية في العلاقات الدولية وفق منطق المصالح المتبادلة وتجنب الصدمات الكبرى ، خاصة في ظل الأزمات الإقتصادية العالمية والحروب الجيوسياسية المفتوحة في اكثر من منطقة والتي ادت الى ضرب التكتلات الكبرى والتحالفات الامنية بما يكشف عن ملامح نظام دولي جديد يعتمد على تحالفات جديدة بعد تفكيك التحالفات التقليدية.

إن أي تقارب امريكي إيراني، حتى وإن كان محدودا أو مرحليا ، سيكون له انعكاسات مباشرة على مجمل التوازنات الإقليمية ، سواء على مستوى أمن الخليج أو أسواق الطاقة، أو طبيعة التحالفات السياسية والاقتصادية والعسكرية الجديدة في المنطقة ، وهو ما يفسر حجم الاهتمام الدولي الواسع بهذه المفاوضات .

ويبقى الرهان الحقيقي اليوم هو كيفية احتواء ايران وإرساء آليات تفعيله متفق عليها تحفظ ماء وجه جميع الأطراف في اطار مقاربة تقوم على إدارة الخلاف بدل تفجيره . فبينما ينظر إلى ملف التخصيب النووي باعتباره أحد أكثر الملفات حساسية في المعادلة التفاوضية ، فإنه يظل بالنسبة لإيران مرتبطا باعتبارات سيادية وجودية ، في حين تعتبره الولايات المتحدة وحلفائها محورا اساسيا في منظومة ضبط الانتشار النووي .

ومن هنا فإن الحد من التوتر يمر عبر تغليب الحلول الدبلوماسية التدريجية ، وبناء تفاهمات مرحلية قابلة للتطوير بما يضمن تقليص مخاطر التصعيد وفتح افق سياسي اكثر استقرارا في المنطقة.

حين تتحول "الليبرالية" إلى غطاء للاحتكار... لماذا يدافع نزار بركة عن المواطن لا عن لوبيات السوق؟

في الوقت الذي يختبئ فيه البعض خلف شعارات "الاقتصاد الحر" لتبرير فوضى الأسعار واستباحة القدرة الشرائية للمغاربة، يواصل نزار بركة طرح سؤال جوهري يتهرب منه كثيرون: هل وُجد الاقتصاد لخدمة المواطن، أم لتحويل السوق إلى مجال مغلق تتحكم فيه قلة من الفاعلين؟



بقلم: **أيوب مشموم**

الجدل الذي أثير عقب دعوة حزب الاستقلال إلى التفكير في آليات وطنية لتنظيم التوزيع ومحاصرة المضاربة، كشف مرة أخرى حجم الخلط المقصود بين "حرية السوق" و"حرية الاحتكار". فبمجرد الحديث عن تدخل الدولة لحماية التوازنات الاجتماعية، ارتفعت أصوات تعتبر أي دور تنظيمي للمؤسسات العمومية عودة إلى "السياسات القديمة"، وكأن المطلوب من الدولة أن تكتفي بدور المتفرج أمام تمدد المضاربات والوساطات والاتفاقات غير المعلنة.

لكن الحقيقة التي يدركها المغاربة يوميًا، هي أن السوق المغربي لا يعيش منافسة حرة بالمعنى الحقيقي، بل يعيش في كثير من الأحيان نوعًا من التمركز الاقتصادي الذي يجعل بعض القطاعات رهينة لعدد محدود من المتدخلين، يحددون الأسعار وهوامش الربح ومسارات التوزيع بشكل يجعل المواطن الحلقة الأضعف دائمًا.

ما يطرحه نزار بركة ليس دعوة إلى إلغاء اقتصاد السوق، ولا محاولة لإحياء نماذج متجاوزة، بل هو دفاع عن مفهوم بسيط وواضح: لا يمكن للسوق أن يكون ناجحًا عندما يغيب التوازن بين حرية الاستثمار وحماية المجتمع. فالدولة في كل التجارب الاقتصادية الكبرى، من أوروبا إلى آسيا، لم تكن يومًا مجرد مراقب سلبي، بل لعبت أدوارًا استراتيجية في تأمين المواد الأساسية، وضبط المنافسة، ومنع التلاعب بالأسعار والاحتكار المقنع.

المفارقة الكبرى أن الذين يهاجمون أي فكرة لتنظيم قنوات التوزيع باسم الليبرالية، لا يجدون أي حرج في الدفاع عن امتيازات اقتصادية ضخمة، أو عن قطاعات مغلقة تسيطر عليها شبكات محدودة تستفيد من القرب والنفوذ والصفقات العمومية والدعم غير المباشر. هنا تصبح "حرية السوق" مجرد شعار جميل يخفي واقعًا آخر: اقتصادًا تتحكم فيه التوازنات السياسية والمالية أكثر مما تتحكم فيه قواعد المنافسة الشريفة.

لقد أثبتت الأزمات المتتالية، من ارتفاع أسعار المحروقات إلى التهاب أسعار المواد الغذائية، أن المواطن المغربي يدفع ثمن غياب سلاسل توزيع عادلة وشفافة. فبين المنتج والمستهلك تنمو طبقات من الوسطاء والمضاربين الذين يراكمون الأرباح دون أي قيمة مضافة حقيقية، بينما تتحول القدرة الشرائية إلى ضحية يومية لمنطق "دعه يمر، دعه يربح".

ومن هنا تأتي أهمية الطرح الاستقلالي، الذي يحاول إعادة النقاش إلى جوهره الحقيقي: كيف نبني اقتصادًا وطنيًا تنافسيًا، دون أن يتحول إلى غابة مالية يبتلع فيها القوي الضعيف؟ وكيف نضمن حرية المبادرة، دون أن تصبح الحرية غطاءً لاحتكار مقنع أو لتحالفات اقتصادية مغلقة؟

إن الدفاع عن المواطن ليس شعبوية، كما يحاول البعض تصويره، بل هو جوهر العمل السياسي الحقيقي. والسياسة الاقتصادية لا تُقاس فقط بنسب النمو والأرقام التقنية، بل أيضًا بقدرتها على حماية الطبقة المتوسطة والفئات الهشة وضمان حد أدنى من العدالة داخل السوق.

نزار بركة وحزب الاستقلال يقدمان اليوم تصورًا يقوم على فكرة التوازن: اقتصاد حر نعم، لكن باحتكام حقيقي للمنافسة؛ استثمار قوي نعم، لكن دون افتراس القدرة الشرائية؛ دعم للمقاولة نعم، لكن مع ربط المسؤولية بالمحاسبة ومنع الاحتكار والمضاربة.

أما الاستمرار في ترديد شعارات الليبرالية دون الاعتراف باختلالات الواقع، فلن يؤدي إلا إلى تعميق فقدان الثقة بين المواطن والسوق والسياسة معًا.

المغاربة اليوم لا ينتظرون خطابات نظرية حول "حرية الاقتصاد"، بل ينتظرون سوقًا عادلة، وأسعارًا منطقية، ودولة تمتلك الشجاعة لحماية التوازن الاجتماعي عندما يصبح المواطن أعزل أمام جشع المضاربين ولوبيات الاحتكار.



الحولي الذي فضح جيوب المغاربة

لذلك، فإن أي معالجة حقيقية يجب أن تبدأ من الاعتراف بأن أزمة الأضحية ليست موسمية فقط. إنها جزء من أزمة أوسع: أزمة قدرة شرائية، وأزمة ثقة في الأسواق، وأزمة تضامن اجتماعي، وأزمة معنى. فحين يصبح العيد مصدر توتر بدل أن يكون مناسبة للطمأنينة، فهذا يعني أن الخلل لا يوجد في الشعيرة، بل في الشروط الاجتماعية والاقتصادية التي تحيط بها.

عيد الأضحى سيظل لحظة كبرى في وجدان المغاربة. لكن "الحولي" لم يعد مجرد رمز ديني. لقد أصبح مرآة. وفي هذه المرآة نرى مغربا متعلقا بتقاليده، لكنه مثقل بالأسعار. نرى أسرا تريد أن تفرح، لكنها تخاف الحساب. نرى مجتمعا يحاول الحفاظ على الطقس، بينما تتغير شروط الحياة من حوله.

والخلاصة أن العيد لا يحتاج إلى مزيد من التباهي، بل إلى مزيد من الرحمة الاجتماعية. لا يحتاج إلى سباق في الأحجام والأسعار، بل إلى عودة هادئة إلى جوهره: الاستطاعة، النية، التقاسم، وصون كرامة من يقدر ومن لا يقدر. فالمجتمع الذي يحترم العيد حقا هو المجتمع الذي لا يجعل منه امتحانا قاسيا للفقراء، ولا منصة استعراض للأغنياء.

عيد الأضحى... حين يتحول "الحولي" إلى مرآة لمجتمع تحت الضغط

لم يعد "الحولي" في المغرب مجرد أضحية تُقتنى استعدادا لعيد الأضحى. في السنوات الأخيرة، أصبح أكثر من ذلك بكثير: مؤشرا اجتماعيا، وامتحانا اقتصاديا، ومرآة صامتة تعكس ما يعيشه المجتمع المغربي من تحولات عميقة في علاقته بالدين، والاستهلاك، والمكانة الاجتماعية، والقدرة الشرائية.

المغرب تحت ضغط الحولي: شعيرة دينية أم سباق اجتماعي؟

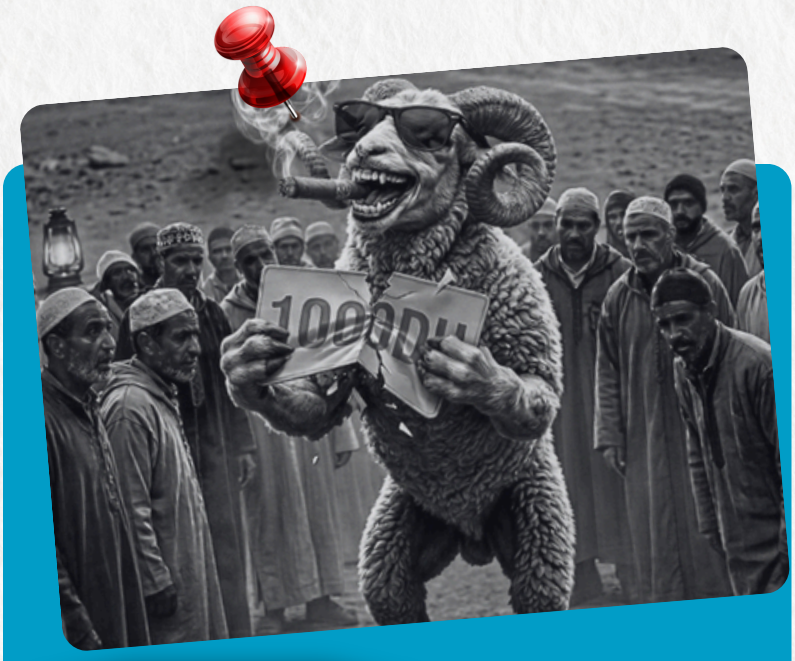
الأصل في الأضحية أنها شعيرة دينية تقوم على النية، والاستطاعة، والتقرب إلى الله. لكن الواقع الاجتماعي أضاف إليها طبقات أخرى من المعنى. فداخل عدد من الأسر، لم يعد السؤال فقط: هل نقدر على شراء الأضحية؟ بل أصبح أيضا: كيف سنبدو أمام العائلة؟ ماذا سيقول الجيران؟ هل سيكون "الحولي" في مستوى الصورة التي نريد أن نعطيها عن أنفسنا؟

هنا تبدأ المفارقة. فالشعيرة التي يفترض أن تمنح السكينة قد تتحول، عند فئات واسعة، إلى مصدر قلق وضغط وتدبير مرهق. أسر تلجأ إلى الاقتراض، وأخرى تؤجل مصاريف ضرورية، وثالثة تدخل في سباق الأسعار رغم محدودية الدخل، فقط حتى لا تعيش إحساس النقص أو الحرج الاجتماعي. ليس لأن الدين يفرض ذلك على غير القادرين، بل لأن المجتمع أحيانا يفرض منطقه الخاص، ومنطق المجتمع قد يكون أقسى من منطق السوق.

ارتفاع الأسعار بدوره لا يمكن عزله عن السياق العام. الجفاف، غلاء الأعلاف، كلفة النقل، تراجع القدرة الشرائية، التضخم، وتدخل بعض الوسطاء في سلاسل التوزيع، كلها عوامل جعلت سوق الأضاحي أكثر توترا. المربي يشتكي من ارتفاع الكلفة، والمستهلك يشتكي من السعر النهائي، وبين الاثنين توجد شبكة معقدة من المصالح والاختلالات التي تجعل العيد، كل سنة، موضوعا اقتصاديا قبل أن يكون مناسبة روحية.

عيد الأضحى بين النية والوجاهة: حين يصبح الحولي امتحانا اجتماعيا

لكن الأخطر من السعر هو ما يكشفه السعر. حين يصبح شراء الأضحية عبئا ثقيلا على الطبقة الوسطى، فذلك يعني أن هذه الطبقة لم تعد تعيش فقط ضغط الحياة اليومية، بل صارت تخاف حتى من المناسبات التي كانت تمنحها الإحساس بالاستقرار والانتماء. وحين تعجز الأسر الهشة عن مسايرة طقس جماعي بهذا الحجم، فإن الأمر لا يتعلق فقط بقدرتها على الشراء، بل بمكانتها الرمزية داخل المجتمع.



لقد صار "الحولي" في بعض الحالات بطاقة تعريف اجتماعية مؤقتة. حجمه، نوعه، ثمنه، وطريقة عرضه، كلها عناصر تدخل في لغة غير مكتوبة من المقارنة والتباهي. وهذا التحول لا يخص العيد وحده، بل ينسجم مع ثقافة أوسع أصبحت تقيس الوجاهة بما يُعرض، ويُستهلك، ويُرى. في زمن الصورة، لم تعد الأضحية بعيدة عن منطق الاستعراض.

ومع ذلك، لا ينبغي السقوط في التبسيط. فالتمسك بعيد الأضحى ليس مجرد استهلاك أو تفاخر. بالنسبة لعدد كبير من المغاربة، هو ذاكرة عائلية، وامتداد وجداني، ولحظة اجتماع نادرة، ورمز للفرح الجماعي. لذلك فالنقاش الحقيقي لا يجب أن يكون ضد العيد، بل ضد تحويل العيد إلى عبء نفسي ومالي. ليس ضد الشعيرة، بل ضد المبالغة. ليس ضد الفرح، بل ضد الإحراج الاجتماعي الذي يطارد من لا يستطيع.

المجتمع المغربي اليوم أمام سؤال صعب: كيف نحافظ على المعنى دون أن نسقط في المظهر؟ كيف نعيد الاعتبار للاستطاعة، بدل أن نجعل العيد سباقا مرهقا نحو إثبات الذات؟ وكيف نمنع السوق من ابتلاع الروح الرمزية لهذه المناسبة؟

المطلوب ليس خطابا أخلاقيا يلوم المواطنين، ولا خطابا اقتصاديا يختزل الأزمة في العرض والطلب. المطلوب فهم أعمق لهذا التداخل بين الدين والاجتماع والاقتصاد. فالأسر لا تشتري الأضحية فقط بلغة المال، بل تشتريها أيضا بلغة الخوف من الحكم الاجتماعي، والرغبة في الحفاظ على الكرامة، والوفاء لذاكرة جماعية متجذرة.

وما موقع القارئ فى ظل هذه الخيانة؟

إنه أيضًا شريك فى هذا الإفشاء، حين يقرأ، يلتقط ما لم يُقصد، يربط بين عناصر متباعدة، ويستخرج من النصّ دلالاتٍ لم تُعلن، تُضاعف القراءة الخيانة، تُظهر ما كان خفيًا، وتضيف إليه، ما يُفضَح فى النصّ ليس فقط ما قاله الكاتب دون أن يدري، بل أيضًا ما رآه القارئ دون أن يُقصد قوله.

إن اللغة تخون مبدعها وقارئها معا، وفى هذه المسافة بين ما نريد وما يُقال ويقرأ، تتشكّل الكتابة كفعلٍ حيّ مراوغ، يمنحنا، فى خيانته، ما لم نكن نعرف أنه ممكن الوجود، فحين "تخون" اللغة مبدعها، فهى فى الحقيقة تكشف حدود قصده، وتفتح فجوات لم يكن يراها. لا يطيع النص صاحبه تمامًا؛ يتفلّت من نيّته، ينزاح عن مساره، ويتحوّل إلى كائن مستقل، فى تلك اللحظة، لا يعود الكاتب سيّد المعنى، بل أحد قرّائه الأوائل، وتصبح الكتابة بدورها إعادة خلق للفكرة فى مادة لغوية تقاوم الاكتمال.

وحين "تخون" القارئ، فإنها تخلخل يقينه، تدفعه إلى إعادة تشكيل ما يقرأه وفق خبرته وذاكرته وهواجسه، يُنتج المعنى فى لحظة التلقّي. كل قراءة هى كتابة ثانية، وكل قارئ يضيف إلى النص ما لم يقصده الكاتب، لكنه كان ممكنًا فى طاقته الكامنة.

فى هذه المسافة - بين ما يُراد قوله وما يُقال، بين ما يُقال وما يُفهم - تتكوّن الكتابة كفعل حيّ، كتشويه خلاق، الخيانة هنا ليست فقدانًا للمعنى، بل فائضٌ فيه، إنها ما يسمح للنص بأن يتجاوز لحظته، وأن يبقى قابلًا لإعادة الاكتشاف.

اللغة لا تخوننا لأنها عاجزة، بل لأنها أوسع من نوايانا. نحن من نأتى إليها محمّلين برغبة فى الدقّة والامتلاك، بينما هى فضاء احتمالات لا نهائية، لذلك، كل جملة هى تسوية مؤقتة بين فوضى الداخل ونظام التعبير، وكل نص هو أثر لتوتر لا يُحلّ.

ومن هنا، يمكن فهم الكتابة كفعل مقاومة مزدوج: مقاومة للصمت الذى يهدّد التجربة بالعدم، ومقاومة لشفافية اللغة نفسها، لأن الشفافية التامة تعنى موت التأويل، ما يبقى النص حيًا هو هذا الخلل الجميل، هذا الانزلاق الذى يجعل المعنى دائمًا على حافة التشكّل.



مكر اللغة التى تخون مبدعها ومتلقيها



بقلم:
عبد العزيز كوكاس

ليست اللغة أداةً طيعة فى يد من يكتب كما يعتقد العديدون، إنها شريكٌ مراوغ، وأحيانًا خصم عنيد وماكر، ما أن تُصاغ الجملة حتى تبدأ فى قول ما لم يُخطَّط له الكاتب: تُضيف، تُحرّف، تُلمّح وتكشف، تذهب بعض الجمل أكثر مما يقصد مبدعها، وتفضح ما لا يريد قوله، هكذا تقع «الخيانة»، كبنية مصاحبة لكل كتابة إبداعية، اللغة تكتب أكثر مما يُراد لها أن تكتب، وتُظهر ما كان ينبغى - فى حساب القصد - أن يبقى فى الظل، حين نكتب، نظن أننا نمتلك الكلمات، لكن ما يحدث فى العمق هو العكس: الكلمات هى التى تمتلكنا، تجرّنا إلى معانٍ لم نقصدها، وتفتح أبوابًا لم نرد طرقها. هنا تبدأ الخيانة. ألم يقل جاك لاكان إن الإنسان لا يتحدث لغته، بل اللغة هى التى تتحدثه؟

خيانة اللغة فى الكتابة ليست عيبًا فى النص، إنها شرطه الخفى، فاللغة تخون الكاتب لأنّها أوسع منه، كل كلمة محمّلة بتاريخ من الاستعمالات، بذاكرة جماعية، بظلال دلالية لا يمكن للكاتب أن يسيطر عليها بالكامل، حين تكتب «حب»، فأنت لا تكتب حبك فقط، بل كل الحب الذى قيل قبلك، وحين تكتب «خوف»، فإنك تستدعى خوف البشرية، لا خوفك وحدك، وهكذا، يتحول النص إلى حقل تتصارع فيه نوايا الكاتب مع ذاكرة اللغة.

يظنّ الكاتب أنه يمسك بالمعنى، لكن المعنى، يظل دوما فى لحظة تشكّل، ينفلت، يتشظى، يراوغ، لأن الكلمات محمّلة بتاريخ استعمالها، بظلالها، بانزلاقاتها، ما نختاره بدقّة يحمل معه ما لم نختره، يرى رولان بارت أن اللغة تخون الكاتب لأنها تحرره منه، وأن النصّ نسيجٌ من أصوات، ما يمرّ فى الجملة ليس «صوتى» فقط، بل أصواتٌ أخرى تتجاور فيه: أصوات ثقافية، لغوية، أسلوبية.

ومن هنا، لا يعود القصد سيّدًا، حيث تنحرف الجملة عن نيتها، تفتح بابًا لم يُرَد فتحه، أو تُغلق آخر كان مقصودًا. ما يُكتب لا يُطابق ما يُراد، بل يُجاوره ويتجاوزه، هذه المسافة بين القصد والقول هى موضع الخيانة، وهى أيضًا موضع التوتر فى إنتاج الدلالة، فلو طابقت اللغة نياتنا تمامًا، لما بقى فيها ما يُفاجئ ولا ما يمتع، وهذا ما أشار إليه جاك دريدا، من كون العلامة لا تستقرّ فى دلالةٍ واحدة، كل كلمةٍ تُحيل إلى أخرى، وكل معنى يتأخّر عن نفسه، إنه دائم الإرجاء والتأجيل (différance)، فاللغة لا تستقر أبدًا، وبالتالى تخون أى يقين، وما نظنّه مباشرا وواضحا، يحمل فى طيّاته استعارات عديدة نحيى بها، حين نكتب، نضع سلسلةً من العلامات، لكنها تعمل وفق منطقٍ لا نتحكّم فيه. لذلك فالخيانة شرط عمل اللغة.

لكن الخيانة الأعمق ليست هنا، الخيانة الحقيقية تحدث عندما تقول الجملة أكثر مما يريد الكاتب أو ضد قصديته فى الكتابة.

يكتب الكاتب ليخفى، فتفضحه اللغة.
يكتب ليبرر واقعة، فتدينه اللغة.
يكتب ليجمّل موقفا، فتعرّيه اللغة.

هناك دائما شىء يتسرّب بين الكلمات: رغبة مكبوتة، خوف غير معترف به، موقف لم يُحسم. فاللغة ليست حاملة معان كما نعتقد، إنها تكشف ما حاول المعنى أن يخفيه، ولهذا، فإن أعظم النصوص لم تكن أبدا هى تلك النصوص التى تقول كل شىء بوضوح واقتصاد متحكم فيه، بل تلك التى تنزلق منها الحقيقة دون إذن صاحبها.

تصبح الكتابة فعل مخاطرة، والكاتب الذى يسعى إلى السيطرة المطلقة على لغته، ينتهى غالبًا إلى نص ميت، مصقول أكثر من اللازم، خالٍ من التوتر، بارد مثل قبر من رخام، أما الكاتب الذى يقبل خيانة اللغة، الذى يقبل بأن تنحرف بعيدا عما يعقله، بأن تهمس بما لا يُقال، فإنه يكتب نصًا حيًا، مفتوحًا، قابلًا للتأويل.

خيانة اللغة، إذن، هى فائض المعنى، كثافة فى الإمكان، الدلالى الواسع والمتعدد، وهنا مفارقة الكتابة: لكى تقول شيئًا حقيقيًا، عليك أن تقبل بأنك لن تقول ما تقصده تمامًا، فاللغة تخون، لكنها، فى هذه الخيانة بالذات، تمنح المبدع ما لم يكن يعرف أنه يملكه.

يبدو النصّ من منظور جوليا كريستيفا، مسرحًا لتوترٍ دائم بين الرمزيّ والسيميائيّ: بين ما نُحاول ضبطه بالقواعد، وما يتسرّب عبر الإيقاع والجسد والانفعال، قد "تفضح" الجملة لأنّ فيها ما يتجاوز قصدها المنظّم: نبرةٌ تتكرّر، صورةٌ تُلحّ، إيقاعٌ يكشف قلقًا لا يُصرَّح به. وهنا نقترب من مفهوم "العَرَض"، ما يظهر على سطح القول بوصفه علامةً على شىءٍ أعمق، التكرار غير المبرَّر، الزلة، الاستعارة التى تذهب أبعد مما ينبغى، كلّها آثارٌ لشىءٍ يعمل خلف القصد. لا نقول أكثر لأننا نريد، بل لأن اللغة تحملنا إلى ما يتجاوز إرادتنا.

لكن هل هذه الخيانة ضدّ الكاتب أم لصالح النصّ؟

السؤال 7 : هل المدرسة مستعدة؟

قطعا لا.

المدرسة في العالم كله تعاني من مرض قديم: تجزئة المعرفة،نُدرّس مواد منفصلة بينما المشكلات الحقيقية مترابطة،الذكاء الاصطناعي سيجعل هذا الضعف أكثر وضوحا.

لماذا نحفظ معلومات يمكن للآلات امتلاكها؟على المدرسة أن تُعلّم ما لا تتقنه الآلات:التمييز،النقد،الإبداع،الأخلاق، فهم الحياة.

السؤال 8 : هناك من يرى أن الذكاء الاصطناعي قد يؤدي إلى دين جديد

الإنسان دائما يصنع أصنامه، في الماضي الآلهة، ثم الإيديولوجيات، ثم الأسواق، واليوم ربما التكنولوجيا، كل عصر يصنع مطلقاته.

والخطر يبدأ حين نتوقف عن مساءلة هذه المطلقات، الإيمان بالتكنولوجيا قد يتحول إلى شكل جديد من العمى.

السؤال 9 : هل نحن أمام ولادة حضارة جديدة؟

ربما،لكن الحضارة ليست أدوات فقط، الحضارة هي طريقة في العيش داخل العالم.

إذا ساعدنا الذكاء الاصطناعي على فهم أفضل للكوكب وتقليص المعاناة وتعزيز التعاون، فسيكون جزءا من نهضة.

أما إذا عمّق اللامساواة والمراقبة والاعتماد، فسيُسرّع أزماتنا،المستقبل غير محسوم.

السؤال 10 : ما الرسالة التي توجهها إلى الأجيال الجديدة؟

لا تدعوا الآلات تفكر بدلا عنكم،استخدموها،تعلموا منها، واشتغلوا معها.

لكن حافظوا دائما على قدرتكم على الشك، فالشك ليس ضعفا، بل هو شرط الحرية.

أكبر خطر في هذا القرن ليس الذكاء الاصطناعي، بل التخلي عن الذكاء الإنساني.

السؤال الأخير: كيف تُعرّف تحدي القرن الحادي والعشرين في جملة واحدة؟

أقول: «لقد أصبحت الإنسانية تمتلك تقنيات قادرة على تحويل العالم، لكن السؤال الحاسم هو: هل ستنجح في تحويل نفسها؟»

وهنا، ربما، تبدأ المغامرة الإنسانية الحقيقية



حوار متخيّل مع إدغار موران : «الذكاء الاصطناعي ليس مجرد ثورة تكنولوجية، بل هو اختبار حضاري»

هذا الحوار هو عمل تخييلي فكري مستلهم من فكر إدغار موران وكتاباته ومواقفه العلنية، وقد تم تصور الأجوبة بروح مشروعه الفكري.

السؤال 1 : سيد موران، يرى البعض أن الذكاء الاصطناعي مجرد ابتكار من بين ابتكارات عديدة، بينما يعتبره آخرون تحولا حضاريا كاملا. أين تضع نفسك؟

أعتقد أننا نعيش مرحلة شبيهة باختراع الكتابة أو الطباعة أو الثورة الصناعية، لكن مع فرق جوهري: هذه المرة لا يتغير محيطنا المادي فقط، بل يتغير علاقتنا نفسها بالمعرفة.

فمنذ آلاف السنين، كان الإنسان هو المنتج الأساسي للأفكار والسرديات والحسابات والتأويلات. أما اليوم، فقد تم تفويض جزء من هذا النشاط الفكري إلى أنظمة اصطناعية.

لسنا إذن أمام تقدم تقني بسيط، بل أمام تحول أنثروبولوجي عميق.

السؤال 2 : كثيرون يتحدثون عن الذكاء الاصطناعي. هل هذا المصطلح دقيق في نظرك؟

الكلمات غالبا ما تكون فخاخا، حين نقول "ذكاء اصطناعي"، نُوحي بأن الذكاء البشري قد تم نسخه. لكن الذكاء البشري مرتبط بالتجربة المعيشة، بالشك، بالحب، بالألم، بالذاكرة الشخصية وبالوعي بالموت.

الآلة تحسب بكفاءة عالية، أما الإنسان فهو يوجد ويعيش،والخلط بين الاثنين يشكل خطرا فكريا حقيقيا.

السؤال 3 : هل ترى في الذكاء الاصطناعي تهديدا؟

كل اختراع بشري يحمل في داخله نقيضه، النار تدفئ وتحرق، الطاقة النووية تنير وتدمّر، الذكاء الاصطناعي يعزز قدراتنا، لكنه قد يقلص في الوقت نفسه من استقلاليتنا.

السؤال الحقيقي ليس تقنيا، بل سياسي واقتصادي وأخلاقي، من يسيطر على هذه الأنظمة؟ولخدمة أي مصالح؟وبأي أهداف؟

السؤال 4 : بعض الباحثين يتحدثون عن اقتراب ذكاء اصطناعي عام يتفوق على الإنسان. هل يقلقك ذلك؟

ما يقلقني أكثر ليس ذكاء الآلات، بل غياب حكمة البشر، التاريخ لا يُظهر أن أزماتنا ناتجة عن نقص في الذكاء، بل عن نقص في الوعي.

حن نعرف كيف نصنع أسلحة قادرة على تدمير الكوكب، ونعرف كيف نُخلّ بالتوازن المناخي، ونعرف كيف نُوجّه الرأي العام، المشكلة ليست في ما ستصبح عليه الآلات، بل في ما سنبقى عليه نحن.

السؤال 5 : لقد طورتَ مفهوم "الفكر المركب". هل يعزز الذكاء الاصطناعي هذا التعقيد؟

بشكل متناقض، يمكنه أن يفعل الأمرين،يمكنه أن يساعد على ربط المعارف المتفرقة،لكنه يمكن أيضا أن يعزز وهم أن كل شيء قابل للحساب.

لكن الحياة تفلت دائما من التبسيط،المجتمع ليس خوارزمية،والثقافة ليست قاعدة بيانات،والإنسان ليس رقما إحصائيا، التعقيد يبدأ حيث تنتهي قدرة النماذج على الفهم الكامل.

السؤال 6 : هناك من يتحدث عن نهاية العمل البشري.

أنا أتحفظ على النبوءات،كل ثورة تقنية قضت على مهن وخلقت أخرى، لكن السؤال الأهم مختلف : ماذا سيفعل الإنسان بالوقت الذي سيوفره؟

هل سيزيد الاستهلاك؟أم الترفيه؟أم التعلم؟المستقبل سيتحدد ليس بالآلات، بل بمشروعنا الجماعي.



بقلم **عدنان بنشقرون**

By Lodj

لويكاند الخبر فوقتو



www.lodj.info

نزار بركة.. رجل المرحلة الذي يثير قلق المنافسين



بقلم: **ياسين أيت حدو**

في كل مرحلة سياسية يقترب فيها موعد الانتخابات، ترتفع حرارة النقاش، وتشتد المنافسة بين الأحزاب، لكن ما يحدث اليوم مع الأخ نزار بركة الأمين العام لحزب الاستقلال يتجاوز حدود النقد السياسي العادي إلى حملات استهداف واضحة، هدفها التشويش على رجل استطاع أن يفرض نفسه كواحد من أبرز الوجوه السياسية في المغرب خلال السنوات الأخيرة.

فالمتابع للمشهد السياسي يلاحظ أن أي تصريح أو لقطة أو حتى تعبير عفوي يصدر عن الأخ نزار بركة يتحول بسرعة إلى مادة للتأويل والسخرية والهجوم، وكأن البعض ينتظر فقط الفرصة للانقضاض عليه. والسبب واضح: الرجل أصبح يقلق خصومه سياسيا، بعدما نجح في فرض حضوره داخل النقاش العمومي وأصبح اسمه مطروحا بقوة كرجل المرحلة المقبلة وكأحد أبرز المرشحين لقيادة "حكومة المونديال" في لمغرب كأس العالم 2030.

ما يميز نزار بركة أنه لا يعتمد على الخطابات الشعبوية أو لغة "البوز"، بل يتحدث بلغة الأرقام والمعطيات والإحصائيات، ويظهر تمكنه من الملفات الاقتصادية والاجتماعية والسياسية. هو سياسي يعرف ماذا يقول، ومتى يقوله، وكيف يوصله للرأي العام. يمتلك قدرة واضحة في التواصل السياسي، ويجيد مخاطبة مختلف الفئات بلغة بسيطة لكنها دقيقة، وهذا ما جعله يحظى بحضور قوي داخل الساحة السياسية والإعلامية.

وفي وقت اختارت فيه بعض الأحزاب الاكتفاء بالشعارات أو الصراعات الجانبية، حاول نزار بركة أن يشتغل بمنطق القرب من المواطنين، والانفتاح على الشباب، خصوصا جيل "Generation Z"، الذي أصبح بعيدا عن السياسة التقليدية. فكان من القلائل الذين اختاروا الحوار المباشر مع الشباب، والاستماع لأسئلتهم وانتقاداتهم، بدل التعامل معهم بمنطق الوصاية أو الخطابات الجاهزة.

ومن أبرز المبادرات التي تعكس هذا التوجه، "الأكاديمية الاستقلالية للشباب"، التي جاءت بفكرة جديدة تهدف إلى تكوين جيل سياسي شاب يمتلك أدوات التواصل والتأطير والنقاش والترافع. لم يكن مجرد نشاط حزبي عابر، بل مشروع يسعى إلى إعادة الثقة للشباب في العمل السياسي، وخلق نخبة جديدة قادرة على مواكبة تحولات المغرب المقبلة.

هذه المبادرات هي التي جعلت حزب الاستقلال يعود ليكون واحدا من أكثر الأحزاب حضورا وحركية داخل المشهد السياسي، وهو ما يزعج خصوما اعتادوا على أحزاب تتحرك فقط مع اقتراب الانتخابات. لذلك أصبح الهجوم على نزار بركة جزءا من معركة سياسية مبكرة، تحاول فيها بعض الأطراف ضرب صورته وتشويه حضوره بأي طريقة ممكنة.

لكن الواقع السياسي يؤكد أن الشخصيات التي تتعرض لهذا الحجم من الاستهداف ليست شخصيات هامشية، بل شخصيات أصبحت تملك وزنا وتأثيرا حقيقيا. فحين تحسب على السياسي كل كلمة، ويتم تتبع كل تحركاته وتصريحاته، فهذا يعني أنه أصبح فاعلا أساسيا داخل المعادلة السياسية، وليس مجرد اسم عابر.

قد يختلف البعض مع نزار بركة سياسيا وهذا أمر طبيعي وصحي داخل أي ديمقراطية، لكن من الصعب إنكار أن الرجل استطاع خلال السنوات الأخيرة أن يبني صورة سياسي هادئ، متمكن و قريب من الشباب، وقادر على التواصل والتأثير. وفي مرحلة حساسة يستعد فيها المغرب لاستحقاقات كبرى وطنية ودولية، تبدو الحاجة واضحة إلى شخصيات سياسية تمتلك الكفاءة والرؤية والقدرة على تدبير المرحلة، بعيدا عن الشعبوية والصراعات الصغيرة.

لهذا، فكلما اقتربت الانتخابات سيزداد الهجوم على نزار بركة، ليس لأنه ضعيف، بل لأنه ببساطة أصبح اسما قويا داخل سباق المستقبل السياسي للمغرب.

كما أن المرحلة الليبرالية الحالية خلقت مشكلة عميقة في اللغة السياسية : تم التركيز كثيراً على المؤشرات والأرقام، وأقل على العدالة الملموسة. المواطن لا يعيش في التقارير الاقتصادية، بل في الكراء، وسلة الغذاء، والفاتورة، والدواء، والتنقل، وتمدرس الأبناء. وعندما يقال له إن الأرقام تتحسن بينما يومه يظل صعباً، تتعمق الفجوة بين الدولة والمجتمع.

لذلك يجب أن يكون البرنامج القادم برنامج نتائج لا وعود فقط : مراقبة الأسعار، فعالية المنافسة، وصول الدعم إلى مستحقيه، تحسين المدرسة، تقليص مدة العلاج، إدماج الشباب في الشغل، وتقليص الفوارق بين الجهات. يجب أن يصبح "الإثبات" هو معيار السياسة الجديد.

لكن "نيو ديل" لا يمكن أن يكون اجتماعياً فقط، بل يجب أن يكون أيضاً ثقافياً ووطنياً. يحتاج المغرب إلى رواية جامعة: مواطنة، تماسك اجتماعي، انفتاح، اعتزاز بالهوية، وتوازن بين الأصالة والانفتاح. بلد حديث ومتجذر في آن واحد، واثق من تاريخه ومنفتح على العالم.

ولا يمكن تجاهل البعد الدولي. المغرب قادر على لعب دور أكبر كجسر بين إفريقيا وأوروبا والعالم العربي والمتوسط والأطلسي. لكن هذا الإشعاع الخارجي لن يصمد إذا تآكل العقد الاجتماعي الداخلي، لأن القوة الخارجية لأي بلد تبدأ من تماسكه الداخلي.

كما أن النقاش الديموغرافي أصبح ضرورياً : انخفاض الإنجاب ليس مجرد اختيار فردي، بل مرتبط بالإحساس بعدم الاستقرار. لذلك فإن دعم الأسر الشابة لا يتعلق بالنصائح، بل بالسياسات : السكن، العمل، التعليم، الصحة، والاستقرار.

إن طيّ الصفحة الحالية لن يحدث إلا إذا ظهرت بديل واضح : ليس خطاباً ضد الأغنياء، ولا حنيناً للدولة القديمة، بل عقداً جديداً : تحرير الاقتصاد مع حماية المجتمع، تشجيع الربح مع ضبطه أخلاقياً، توسيع الطبقة الوسطى، تقوية الخدمات العمومية، وإعادة الاعتبار للعدالة.

إنها ليست مجرد مرحلة سياسية، بل وعد جديد : أن يكون المغرب ليس فقط بلداً يجذب الاستثمار، بل بلداً يرفع مواطنيه. ليس فقط بلداً يبني البنية التحتية، بل بلداً يبني الأمل. ليس فقط بلداً مستقراً، بل بلداً عادلاً.

إن عكس الليبرالية المفرطة لا يعني إغلاق الاقتصاد... بل يعني ببساطة : إعادة فتح المستقبل



بعد الليبرالية الصارمة... زمن "نيو ديل" المغربي

إن عكس مسار المرحلة الليبرالية المفرطة لا يعني إغلاق الاقتصاد، بل يعني إعادة فتح المستقبل.

يأتي وقت في الحياة السياسية لأي بلد لا يعود فيه النقاش محصوراً في حصيلة حكومة معينة، بل يتجاوز ذلك إلى إرهاق نموذج بكامله. حكومة عزيز أخنوش تَعرض إنجازاتها : توسيع الحماية الاجتماعية، استثمارات عمومية مهمة، نمو اقتصادي، حوار اجتماعي، ودعم مباشر. وهذه معطيات موجودة ولا يمكن تجاهلها. وقد استعرض رئيس الحكومة، خلال تقديم حصيلة 2021-2026، معدل نمو يقارب 4,5% بين 2021 و2025، وتراجع التضخم إلى 0,8% نهاية 2025، وفق ما نقلته الصحافة الوطنية.

لكن السياسة ليست مجرد ترتيب أرقام. إنها أيضاً القدرة على فهم ما لم تعد الأرقام قادرة على تهدئته. ففي جزء واسع من المجتمع المغربي، ترسخ شعور بأن الليبرالية أصبحت أكثر قسوة وبرودة وثقة مفرطة، وأقل اكتراثاً بالحياة اليومية للأسر. المشكلة ليست في المقاولة، ولا في السوق، ولا في النجاح الاقتصادي. المشكلة في الإحساس العام بأن كل شيء يرتفع إلا الثقة، وأن العبء يُطلب دائماً من الفئات نفسها، وأن الطبقة الوسطى تدفع دون أن ترى مقابلاً واضحاً، بينما يشعر المواطن المنتج والمجتهد والمساهم في التعليم والاستقرار بأنه غير مرئي.

وهنا تحديداً يجب أن تبدأ مرحلة التحول.

إن طيّ صفحة مرحلة لا يعني رفض اقتصاد السوق. سيكون ذلك خطأً. المغرب يحتاج إلى مقاولات قوية، واستثمار خاص، وابتكار، وتصدير، ورأسمال، وإنتاجية، وروح مغامرة اقتصادية. لكنه يحتاج أيضاً إلى شيء إضافي: سوق مضبوط بأخلاقيات، ومنافسة حقيقية، وربح مشروع لأنه يخلق قيمة، لا لأنه يقوم على الريع. يجب تحرير المقاولة، نعم، لكن من القيود غير العادلة، ومن الامتيازات غير المشروعة، ومن الاختناقات الإدارية ومن شبكات الاحتكار.

إن القطيعة المطلوبة ليست ضد الاقتصاد، بل ضد الاقتصاد الريعي.

البرنامج السياسي القادم سيكون واضحاً : نريد اقتصاداً منتجاً، لكن دون مجتمع متروك للأقوى. نريد حرية المبادرة، لكن دون ليبرالية متوحشة. نريد الربح، لكن ربحاً أخلاقياً. نريد مستثمرين، لكن أيضاً مواطنين واقفين على أقدامهم. نريد النمو، لكن نمواً يوسع الطبقة الوسطى بدل أن يستنزفها.

وهنا تكمن جوهر السياسة في 2026: الحركية الاجتماعية. كثير من المغاربة لا يطلبون فقط الدعم، بل يطلبون دليلاً على أن الجهد ما زال له معنى.

أن المدرسة يمكن أن تغيّر المصير. أن العمل يمكن أن يوفر السكن. أن المقاولة يمكن أن تنمو دون وساطة. أن الكفاءة ليست مجرد شعار. أن العالم القروي ليس محكوماً بالتهميش أمام المدن الكبرى.

ومن هنا، يجب أن يكون "نيو ديل" المغربي هدفه الأساسي : إعادة بناء طبقة وسطى قوية. ليست طبقة وسطى رقمية أو هشة، بل طبقة قادرة على الادخار، والتعليم، والعلاج، والاستهلاك الكريم، والمبادرة، ونقل الأمل. وهذا يقتضي إعادة توزيع ذكية للنمو : ضرائب أكثر عدلاً، خدمات عمومية أفضل، تعليم ذي جودة، صحة ميسّرة، سكن لائق، وتقليص الفوارق المجالية، ومحاربة الريع.

ويعود هنا الدور المركزي للدولة الاجتماعية. لا يمكن مطالبة المواطن بالإيمان بالتحديث إذا كانت المدرسة لا تطمئن. ولا يمكن الحديث عن الكرامة إذا كان المستشفى يرهق الأسر. ولا يمكن الحديث عن المواطنة إذا كانت الإدارة لا تزال تُهين المواطن بالبطء والتعقيد والغموض. إن خدمة عمومية فعالة ليست حنيناً للدولة القديمة، بل شرطاً للاستقرار.



بقلم **عدنان بنشقرون**

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE PHARMACIE,

MAIS ELLE SOIGNE L'OVERDOSE D'ACTUALITÉS.



Trop, trop vite, trop anxiogène...
Mettez vos infos sous surveillance médicale.

WWW.LODJ.MA

الذكاء الاصطناعي: حين يتقاعس السياسيون يرفع البابا الصوت

الإشارة قوية: أصدر البابا ليون الرابع عشر أول وثيقة بابوية تضع الذكاء الاصطناعي في صميم التفكير الأخلاقي الكنسي. والأهم من اسم الكاتب هو مضمون النداء.



عبارته الأكثر تأثيراً: يجب أن يكون الذكاء الاصطناعي منزوع السلاح. ليس محواً، بل محرراً من منطق الهيمنة والإقصاء والموت. يقارن ليون الرابع عشر هذا التحدي بالتحدي النووي: كل قوة تقنية كبرى يجب أن يرافقها ضبط أخلاقي وسياسي وعام.

يستهدف البابا عدة مخاطر: الأسلحة المستقلة، والخوارزميات التمييزية، والحواجز عن الصحة والتوظيف، وتركزز القوة في عدد قليل من المنصات. ويؤكد أن البيانات والخوارزميات والمنصات والبنية التحتية الرقمية غدت أشكالاً جديدة من الملكية الاستراتيجية.

التناقض لافت: بينما يتردد كثير من المسؤولين السياسيين أو يتخندقون وراء كلمة الابتكار، يتبنى الفاتيكان خطاباً صريحاً. لا يقول بطّؤوا التقدم. بل يقول: أعيدوا الإنسان إلى المركز قبل أن تقرر الآلة مكانه.

يصر البابا أيضاً على التعليم. يدعو في رسالته لليوم العالمي للاتصالات إلى دمج ثقافة الإعلام والتعليم بالذكاء الاصطناعي في المناهج المدرسية، لتعليم التفريق بين التحيزات والتزوير والتلاعب بالصورة والصوت.

يغدو السؤال حرجاً: لماذا ينتظر الناس من البابا ليكون الذكاء الاصطناعي موضوعًا مجتمعياً حقيقياً؟ حيثما ينبغي أن يفتح السياسيون نقاشاً ديمقراطياً حول التشغيل والمدرسة والسيادة الرقمية والحريات.

ليون الرابع عشر لا يدين الذكاء الاصطناعي. إنه يدين إنسانيةً تقبل التنازل عن ضميرها. وعلى هذه النقطة، يتجاوز تحذيره جدران الكنيسة.

البرامج الانتخابية : انتهى زمن الكتالوغ... وبدأ زمن البوصلة

لقد كانت صياغة البرامج الانتخابية، إلى وقت قريب، تشبه تمريناً هندسياً هادئاً : تُرتب الأولويات، تُسرد الوعود، تُقدَّم أرقام تقريبية، ثم يُبنى خطاب سياسي بسيط يقوم على فكرة مركزية: إذا وصلنا إلى السلطة سنفعل كذا وكذا. لكن هذا الزمن انتهى، ليس لأن الأحزاب فقدت قدرتها على التخطيط، بل لأن العالم نفسه فقد استقراره الكافي ليحترم أي برنامج كما كُتب.

منذ 2007، تعاقبت الدورات الانتخابية على وقع صدمات غير متوقعة: أزمة مالية عالمية، تحولات سياسية إقليمية، جائحة شلت العالم، جفاف طويل، حرب أعادت تشكيل الاقتصاد العالمي، تضخم، أزمات طاقية، واضطرابات جيوسياسية متواصلة. الخلاصة بسيطة: المستقبل لم يعد قابلاً للبرمجة الخطية، بل أصبح مجالاً مفتوحاً للصدمة وعدم اليقين.

المشكل الحقيقي في البرامج الانتخابية اليوم ليس أنها ضعيفة، بل أنها تُكتب كما لو أن المستقبل مضمون وثابت. بينما الواقع أن المستقبل أصبح متقلباً، سريع الانعطاف، وأحياناً قاسياً. لذلك لم يعد كافياً أن نعد فقط، بل يجب أن نُبرمج تحت شرط اللايقين.

"المنهج البرنامجي المُقيد" ينطلق من فكرة أساسية: البرنامج السياسي لم يعد لائحة رغبات، بل يجب أن يتحول إلى بوصلة حكم في عالم غير مستقر. الكتالوغ يجمع الوعود، أما البوصلة فترتب الاتجاهات، وتحدد الأولويات، وتشرح الاختيارات الصعبة. الأول يستهلك، والثاني يحكم.

أول قيد يفرض نفسه هو القيد المالي. لا يمكن تمويل كل شيء في آن واحد: الزيادات، التخفيضات الضريبية، التوظيف، والاستثمارات الكبرى دون ترتيب صارم للأولويات. الصدق السياسي يقتضي توضيح ما هو فوري، وما هو مشروط بالنمو، وما هو مؤجل، وما هو غير ممكن دون إصلاحات عميقة.

القيد الثاني هو القيد المناخي، حيث أصبحت المياه في المغرب متغيراً سياسياً مركزياً. لم تعد الجفاف حالة طارئة بل بنية دائمة تؤثر على الفلاحة، التشغيل القروي، الأسعار، الهجرة الداخلية، والاستثمار. أي برنامج لا يضع الماء في قلبه هو برنامج ناقص.

القيد الثالث اجتماعي. فالمجتمع المغربي يتحرك داخل توترات واضحة: طبقة وسطى تحت الضغط، شباب متعلم لكنه غير راضٍ، عالم قروي هش، اقتصاد غير مهيكل واسع، وارتفاع مستمر في كلفة العيش.

لم يعد الحكم على البرامج يتم فقط عبر المؤشرات الاقتصادية، بل عبر الحياة اليومية: الغذاء، التعليم، الصحة، والسكن.

القيد الرابع جيوسياسي. لم يعد بالإمكان فصل الداخل عن الخارج. حرب بعيدة قد ترفع أسعار الغذاء، قرار نقدي عالمي قد يؤثر على الاستثمار، أو توتر دولي قد يعيد تشكيل سلاسل التوريد. السيادة اليوم لم تعد شعاراً، بل أصبحت قدرة على الصمود في الغذاء والطاقة والصحة والرقمنة.

لكن هذا المنهج لا يعني الاستسلام أو التراجع، بل يعني النضج السياسي. فبدلاً من وعود مثالية، يقدم برامج أكثر صلابة: أقل خطاباً، وأكثر قدرة على التكيف. لا يتعلق الأمر بالتخلي عن الطموح، بل بإعادة تعريفه بشكل واقعي.

عملياً، يجب أن يتكون أي برنامج انتخابي حديث من ثلاث طبقات.
الطبقة الأولى هي "الثابت": حماية القدرة الشرائية، تحسين المدرسة العمومية، تعزيز الصحة، ضمان الماء، دعم الشباب، وتقوية الطبقة الوسطى.
الطبقة الثانية هي "السيناريوهات": ماذا نفعل في الظروف العادية، ماذا نفعل في الأزمة المتوسطة، وماذا نفعل في الصدمات الكبرى.
الطبقة الثالثة هي "مرونة التكيف": آلية سنوية لمراجعة الوعود وتعديل السياسات بشفافية أمام الرأي العام.

هذا التحول سيغير طبيعة السياسة نفسها. من منطق التنافس في الوعود إلى منطق التنافس في القدرة على التوقع والتدبير. وسيجبر الأحزاب على الانتقال من الخطاب إلى الحساب، ومن الشعارات إلى السيناريوهات.
المغرب اليوم أمام أوراش كبرى: الحماية الاجتماعية، الصناعة، الطاقة، التعليم، الماء، الرقمنة، والتظاهرات الكبرى. هذه الأوراش تحتاج إلى استقرار في الأهداف، ومرونة في التنفيذ. لذلك، البرنامج الانتخابي لم يعد وثيقة حملة، بل أصبح أداة حكم.

الخلاصة بسيطة : قول ما نريد تحقيقه، قول ما يمكن تحقيقه، وقول كيف سنحمي المجتمع إذا تغير العالم مجدداً.
لقد انتهى زمن البرامج التي تعد بمستقبل ثابت في عالم متغير. وبدأ زمن البوصلة في عالم لا يتوقف عن التحول



بقلم **عدنان بنشقرون**

ترامب والفيودالية الجديدة... براديغم آخر للاقتصاد والدولة

نشهد ميلاد "الفيودالية التقنية"، كما وصفها الاقتصادي "يانيس فاروفاكيس" في كتابه "العبيد الجدد للاقتصاد"؛ إذ مع موت الرأسمالية التقليدية، يتشكل براديغم جديد للاقتصاد والدولة، حيث تحول الإنترنت من فضاء حر إلى إقطاع تقني يسيطر عليه أصحاب المليارات.



عندما هبطت طائرة الرئيس الأميركي دونالد ترامب في بكين، الأسبوع الماضي، في أول زيارة لرئيس أميركي إلى الصين منذ 2017، حين زارها ترامب نفسه في ولايته الأولى، لم يكن الوفد المرافق يتكون من سياسيين تقليديين، بل ضم قرابة 18 من كبار الرؤساء التنفيذيين لأبرز الشركات الأميركية في مجالات التكنولوجيا والمالية، من الذين وصفتهم وسائل الإعلام بـ"رجال التريليونات"؛ فثروتهم الإجمالية تقدّر بنحو 27 تريليون دولار، أي أكثر من الناتج المحلي الخام للصين.

شمل الوفد شخصيات بارزة مثل جينسن هوانغ (إنفيديا)، إيلون ماسك (تسلا وسبايس إكس)، تيم كوك (أبل)، لاري فينك (بلاك روك)، بالإضافة إلى قادة بوينغ، سيتي غروب، سيسكو، غولدمان ساكس، فيزا، ماستركارد، كوالكوم، ميتا وغيرها. الهدف الواضح: تذليل العقبات أمام الشركات الأميركية في السوق الصينية.

هذه التركيبة، التي صنعها ترامب بنفسه، تعكس مرحلة جديدة في التعاطي مع مفاهيم الدولة والسيادة. لم نعد أمام سياسي غير تقليديّ فحسب، بل أمام اندماج عميق بين السياسة والمال والتكنولوجيا. يتجلى ذلك في ما قام به ماسك من محاولة تفكيك للحكومة الفيدرالية في بداية الولاية الثانية لترامب، وفق رؤية قائمة على "الحد الأدنى من الدولة"، ليكون دور الدولة الرئيسيّ هو خدمة الشركات الكبرى في وادي السيليكون.

في ولايته الأولى، وصل ترامب مدعوماً بسردية شعبوية قوية ضد "مؤسسة الحكم" والنخب الأوليغارشية في واشنطن. قال في حفل تنصيبه: "لزمن طويل جداً، قطفت مجموعة صغيرة في عاصمة أمتنا ثمار الحكم في حين تحمّل الشعب الثمن. ازدهرت واشنطن لكن الشعب لم يشاركها ثروتها. ازدهر السياسيون لكن الوظائف انعدمت والمصانع أغلقت. لقد حمت مؤسسة الحكم نفسها لكنها لم تحم المواطنين ولا بلادنا".

سردية ترامب حول مؤسسة الحكم والنخب الأوليغارشية جذبت كثيرين ممن كانوا بحاجة إلى زعيم قادر على مواجهة ماكينة صنع نخب على المقاس في الحزبين التقليديين، ساعده ذلك على التحوّل إلى أيقونة لتيار شعبويّ واسع كان بحاجة إلى زعيم عادي يشبههم، وتضاعف ذلك بعد محاولة اغتياله إبان الحملة الانتخابية.

من جهة أخرى، الصين تواجه فائضاً صناعياً في عدة قطاعات مرتبطة بالانتقال الطاقي، وتبحث عن أسواق بديلة. والمغرب، بحكم موقعه واتفاقياته، يبدو وجهة طبيعية. من السذاجة الاعتقاد بأن كل الاستثمارات الصينية تستهدف السوق المغربي فقط، فالسوق الحقيقي هو الأوروبي.

لكن اتهام المغرب بأنه "بوابة التفاف" تبسيط مخل. فالمملكة لم تستثمر في الموانئ والمناطق الصناعية والبنية اللوجستية لتبقى مجرد منصة عبور. بل تطمح إلى أن تكون فاعلاً صناعياً في العولمة الجديدة.

الرهان المغربي الحقيقي : الصعود دون فقدان السيطرة

الخطر لا يأتي فقط من أوروبا، بل أيضاً من سيناريو آخر: أن يصبح المغرب أرض استقبال دون سيادة تقنية. فالمصنع قد يخلق وظائف، لكنه لا ينقل التكنولوجيا تلقائياً. والاستثمار قد يرفع الصادرات دون أن ينتج شركات وطنية قوية.

لذلك يجب طرح الأسئلة الحاسمة :

ما القيمة المضافة المحلية؟
كم عدد الوظائف المؤهلة؟
ما دور المقاولات المغربية؟
ما موقع الجامعات في هذه المنظومة؟
من يملك المعرفة وبراءة الاختراع وسلاسل القرار؟

صناعة السيارات في المغرب أظهرت قدرة على التعلم السريع، لكن بطاريات المستقبل تتطلب مستوى أعلى بكثير: كيمياء متقدمة، بحث علمي، إعادة تدوير، طاقة، وسلاسل توريد معقدة.

الفوسفاط يمنح المغرب ميزة استراتيجية، لكن يجب ألا يُختزل دوره في مجرد مادة أولية. المطلوب هو بناء منظومة كاملة تشمل البحث، التعليم، والابتكار الصناعي.

المغرب لا يجب أن يختار بين الصين وأوروبا. بل عليه أن يجعل الطرفين يتعاملان معه كفاعل أساسي، لا كمجرد منصة. الصين يمكن أن تسرع دخوله للتكنولوجيا، وأوروبا يمكن أن توفر السوق والمعايير. الخطر هو أن يصبح المغرب موضوعاً للتنافس بدل أن يكون جزءاً من صنعه.

خلاصة : بين الموقع الجغرافي وصناعة القرار

من طنجة، المشهد واضح : المصانع تُبنى، الاستثمارات تتدفق، والخريطة الصناعية تتغير. لكن التحدي الحقيقي ليس في الحركة، بل في الاتجاه.

بين الصين المنتجة، وأوروبا المنظمة، والمغرب الطامح، يبقى السؤال الأساسي: هل نريد فقط أن نكون موقعاً مناسباً على الخريطة؟ أم دولة تعيد رسم تلك الخريطة؟



المغرب-الصين-أوروبا : "طنجة تيك" ، المدينة الصناعية التي تُرعب بروكسل

أوروبا-الصين : لماذا تراقب بروكسل الاستثمارات الصينية في المغرب

أصبح المغرب يجذب الصناعة الصينية في مجالات السيارات الكهربائية، البطاريات، الإطارات، الأقطاب الموجبة والسالبة. وفي طنجة، القنيطرة، والجرف الأصفر، تتشكل خريطة صناعية جديدة. بالنسبة للرباط، يمثل ذلك فرصة تاريخية : مناصب شغل، صادرات، ارتقاء صناعي، وسيادة إنتاجية. أما بالنسبة لبروكسل، فالأمر يُعد أيضاً إشارة إنذار : هل يمكن للمملكة أن تتحول، بشكل مباشر أو غير مباشر، إلى بوابة لدخول الفوائض الصناعية الصينية نحو السوق الأوروبية؟ الحقيقة أكثر تعقيداً من الشعارات. فالمغرب على حق في طموحه نحو الصعود، لكنه مطالب أيضاً بتجنب أن يُزج به في حرب تجارية ليست حربه.

"طنجة تيك"، البطاريات والسيارات الكهربائية : المغرب يدخل النادي الصناعي العالمي

قبل سنوات قليلة فقط، كان الحديث عن المغرب كمركز عالمي للبطاريات يبدو مبالغاً فيه. اليوم، لم يعد الأمر حلماً إعلامياً. في طنجة تيك، القنيطرة، وحول الجرف الأصفر، تتسارع الإعلانات الصناعية بوتيرة غير مسبوقة. وهذه المرة، لا يتعلق الأمر بمجرد تجميع أو وحدات هامشية، بل بسلاسل قيمة كاملة تشمل النحاس، الأنودات، الكاثودات، البطاريات ومكونات السيارات، أي صلب التحول نحو التنقل الكهربائي.

قرار شركة Gotion High-Tech إنشاء مصنع ضخم للبطاريات في القنيطرة باستثمار يبلغ 1.3 مليار دولار، مع بدء الإنتاج في الربع الثالث من سنة 2026، يلخص هذا التحول. المشروع يتوقع قدرة أولية تبلغ 20 جيغاواط/ساعة، مع إمكانية الوصول إلى 100 جيغاواط/ساعة، وإنتاج موجه بشكل كبير نحو التصدير. وكما تشير وكالة رويترز، فإن المصنع سيشمل أيضاً إنتاج مكونات أساسية مثل الكاثودات والأنودات. وبالتالي، نحن أمام بنية صناعية حقيقية وليست مجرد واجهة.

في السياق نفسه، أعلنت شركتا Hailiang وShinzoom عن استثمارات في المغرب لإنتاج النحاس والأنودات، وهي مكونات أساسية في صناعة البطاريات. قيمة الاستثمارات (450 مليون دولار و460 مليون دولار) تعكس حجم الرهان الصيني. المغرب أصبح جذاباً لأنه قريب من أوروبا، مرتبط باتفاقيات تجارة حرة، ومندمج في صناعة السيارات عبر رينو وستيلانتيس.

هذا التموقع لم يأت من فراغ. فخلال العقدين الأخيرين، وبفضل رؤية صاحب الجلالة الملك محمد السادس، بنى المغرب قاعدة صناعية للسيارات أصبحت من أهم محركات صادراته. ففي سنة 2024، بلغت صادرات السيارات المغربية 157 مليار درهم، حسب رويترز. كما تخطط شركة ستيلانتيس لرفع إنتاج مصنع القنيطرة إلى 535 ألف سيارة سنوياً.

من منظور الرباط، المعادلة تبدو واضحة : أوروبا تتجه نحو الكهرباء، الصين تهيمن على تكنولوجيا البطاريات، والمغرب يمتلك الصناعة، الموانئ، الطاقة المتجددة، الفوسفاط، والاستقرار. فلماذا البقاء في موقع المتفرج؟

القلق الأوروبي : هل يصبح المغرب شريكاً أم قناة للالتفاف؟

هنا يصبح الملف حساساً. فقد نقلت صحيفة فايننشال تايمز قلق بروكسل من تسارع الاستثمارات الصينية في المغرب، خاصة في مكونات السيارات الكهربائية. جوهر القلق الأوروبي هو "تجاوز الرسوم الجمركية"، أي أن شركات صينية قد تنتج في المغرب للاستفادة من الامتيازات التجارية، وتفادي الرسوم المفروضة على منتجاتها المباشرة.

هذا القلق ليس نظرياً. الاتحاد الأوروبي فرض في 29 أكتوبر 2024 رسوماً تعويضية على السيارات الكهربائية الصينية تتراوح بين 7.8% و35.3%. وفي يناير 2026، نشرت المفوضية الأوروبية وثيقة جديدة حول التزامات الأسعار. أي أن الصراع بين بروكسل وبكين أصبح قانونياً وتجاريًا بالفعل.

السؤال المعقد هو : أين ينتهي الاستثمار الصناعي المشروع وأين يبدأ إعادة توجيه الإنتاج المدعوم؟ المغرب يؤكد أن قواعد المنشأ تفرض تحويلًا حقيقياً داخل التراب الوطني. لكن هذه القواعد تبقى تقنية وقابلة للتأويل، وفي سياق توتر بين أوروبا والصين، تصبح الحساسية أكبر.



بقلم **عدنان بنشقرون**

تتعدد وجوه المضاربين وتتجاوز أسواق المواشي الموسمية لتشمل قطاعات استراتيجية حساسة تتحكم في مصير البلاد، حيث يرتدي أخطر هؤلاء السماسرة بذلات أنيقة ويجلسون في مكاتب مكيفة، بل يترشحون للانتخابات التشريعية والمحلية لضمان حماية مصالحهم الاقتصادية عبر سن قوانين مفصلة على مقاس شركاتهم لتغذية حسابات الأوليغارشية المتحكمة.

تأسيسا على هذا الواقع المرير، يبرز التخلي الطوعي عن الاحتياج كحل نظري ووحيد لكسر شوكة المحتكرين وتفكيك منظومتهم الصلبة. يقتضي هذا النهج القاسي تخلي المرضى عن المصحات الخاصة ولوبي الأدوية، وكذا سحب الآباء لأبنائهم من المدارس وتلقينهم الحروف والعلوم داخل المنازل لضرب أرباح لوبي التعليم الخاص. يفرض التصدي لشركات المحروقات استغناء المواطنين عن سياراتهم واعتماد رياضة المشي أو الدراجات الهوائية، وهو ما يضمن لهم صحة معافاة تقيهم أصلا من زيارة الأطباء. وبالعودة لأجواء العيد، يتطلب الهروب من فخ أسواق المواشي التخلي النهائي عن شراء الكبش، استنادا إلى مبدأ التيسير في الدين وتجنبا للتكليف المادي المرهق.

يصطدم تطبيق هذه الحلول الجذرية بسيطرة عقلية القطيع وخضوع الأفراد الطوعي والمجاني لضغط الجماعة داخل المجتمع. يعجز الفرد عن التحرر من سطوة الأعراف، متناسيا القاعدة الفلسفية التي تؤكد خطأ انسياق الأغلبية وراء عادات استهلاكية مدمرة تستنزف الجيوب. يفسر هذا الواقع الفشل الذريع لحملة خليه يبعبع كدليل قاطع على هشاشة الوعي الجمعي، إذ تراجع المقاطعون عن مواقفهم بمجرد اقتراب موعد النحر، ليقدموا أموالهم طواعية لشبكات المضاربة خوفا من كلام الجيران.

يستدعي تفشي متلازمة الاستغلال وتغول الشناقة في كل تفاصيل الحياة اليومية مراجعة شاملة لآليات الضبط والمراقبة الموكولة لمؤسسات الحكامة وتخليق الحياة العامة. يترك غياب التدخل الحازم لزجر الممارسات الاحتكارية وتطبيق تشريعات حماية المستهلك المواطن البسيط فريسة سهلة لسلسلة لا تنتهي من الابتزاز المالي الممنهج، لتتحمل القطاعات الحكومية الوصية المسؤولية المباشرة عن تقويض السلم الاجتماعي وتعميق الفوارق الطبقية عبر غض الطرف عن سماسرة يقتاتون على حاجة المجتمع.



الحاجة أم الشناقة



بقلم: **زكريا برعلا**

ينسب الفلاسفة مقولة الحاجة أم الاختراع إلى أفلاطون، معتقدين أن النقص يولد الابتكار وتطوير الحلول العملية. لكن واقعنا المؤسف طور نظرية سوسيو اقتصادية جديدة، لتتحول القاعدة سريعا إلى الحاجة أم "الشناقة".

بمجرد بروز احتياج حقيقي في حياة المواطن، لا يظهر المخترعون لتسهيل معيشته، بل يتناسل المضاربون وسماسرة الأزمات لامتصاص موارده واستنزاف جيوبه. ولنا في أحداث أسواق أضاحي العيد خير مثال !

تضارب حاد في المواقف بين أطراف تتبادل الاتهامات بشكل مستمر، فبينما يلوم طرف أول المضاربين وتجار المناسبات، يوجه الثاني أصابع الاتهام للسياسات الحكومية العاجزة عن ضبط الأسواق، في حين يحمل طرف ثالث المواطن نفسه مسؤولية الخضوع الطوعي للاستغلال.

يكشف هذا الضجيج المتكرر استفحال ظاهرة التجارة بالأزمات دون أدنى شعور بالانزعاج الأخلاقي لدى فئات واسعة، سواء كانوا مسؤولين بمناصب عليا أو أفرادا بسطاء في قاع المجتمع. يتحول المجتمع تبعا لذلك إلى سلسلة غذائية يبتلع فيها الكائن القوي من هو أضعف منه، محكوما بقاعدة اقتصادية وحيدة تتمثل في توفير خدمة مقابل استغلال حاجة ملحة وفق منطق الرأسمالية المتوحشة، ليصبح تحويل العوز إلى رصيد مالي دسم حرفة يتقنها الشناق باحترافية عالية.

في سياق تفكيك هذه الاحتياجات الحيوية، تتصدر الصحة قائمة الأولويات البشرية الأساسية، لتتحول سريعا إلى سوق خصبة للتربح المادي الصرف بعيدا عن نبل رسالة التطبيب. يكابد كل مريض اليوم نار الاستغلال الصحي بشكل مباشر أو غير مباشر، حيث يبدأ مسلسل الاستنزاف المالي من بوابة المنشأة الصحية عبر ابتزاز حراس الأمن الخاص، ليصل لاحقا إلى مشرط الجراح الذي يفرض تسبيقات مالية غير مصرح بها خارج الإطار القانوني، ناهيك عن الممارسات اللاإنسانية للمصحات الخاصة بدءا من شيك الدخول وصولا إلى الفاتورات الفلكية.

توازيا مع ذلك، يتولى لوبي الصناعة الصيدلانية تعميق الجراح عبر احتكار استيراد وتصنيع أدوية الأمراض المزمنة، فارضا هوامش ربح تتجاوز 300 بالمائة على علاجات السرطان والسكري مقارنة بأسعارها في دول المنشأ. يتحول جسد المريض نتيجة هذا الجشع إلى مجرد أصل تجاري يدر أرباحا طائلة على شبكة متكاملة من المنتفعين الذين يتاجرون بالألم البشري دون رقيب.

قطاع حيوي آخر يتعرض لعملية تسليع ممنهجة يقودها القطاع الخاص بكفاءة استغلالية عالية ومدروسة، يتمثل في حاجة المغاربة للتعليم. يفرض أرباب المدارس الخاصة رسوما شهرية مبالغا فيها ومصاريف تأمين وهمية، مدعومين بلوبي المقررات والكتب المدرسية الذي يقرر تغيير المناهج سنويا لضمان استمرار المبيعات وتكديس الأرباح. يمتد الفساد الإداري نحو المؤسسات العمومية عبر صفقات تعقد تحت الطاولة، تشمل تفويت خدمات النظافة وشركات الحراسة وتوريد المعدات التقنية الرديئة والتوظيفات المشبوهة، ليفقد قطاع التربية بوصلته المعرفية ويصبح ساحة لتصفية الحسابات المالية على حساب جيل بأكمله.

علاوة على ما سبق، تخضع الحاجة إلى الأمن والعدالة لمنطق السمسرة والانتفاع المادي داخل ردهات المحاكم ومحيطها الخارجي، إذ يستغل بعض أصحاب البذل السوداء جهل المتقاضين بتعقيدات المساطر لفرض أتعاب خيالية تستنزف مدخرات الأسر. ينشط سماسرة الملفات تزامنا مع ذلك في بيع الوهم للمتخاصمين وتوجيه مسار القضايا خارج الإطار القانوني السليم. في خضم هذه المعاناة، يتدخل الإعلام عبر استغلال المآسي الاجتماعية ونشر محتوى عاطفي شعبوي يهدف حصرا لرفع نسب المشاهدة وابتزاز الفاعلين، ليتخلى المنبر الصحفي عن دوره التوعوي والتنويري لصالح مراكمة العائدات الإشهارية.

يتجاوز الجشع حدود الحياة ليمتد نحو استغلال الموتى وتفاصيل رحيلهم النهائي عن عالم الاستهلاك المادي. بمجرد حدوث الوفاة، يدفع ذوو المتوفى تكاليف باهظة تبدأ من أسعار الأكفان مرورا بمصاريف حفر القبور التي تتجاوز 5000 درهم في بعض الحواضر الكبرى، وصولا إلى تعقيدات الإجراءات الإدارية المتعلقة بالدفن واستخراج تصاريح الوفاة. تثبت هذه الممارسات المتجذرة سيطرة عقلية التربح على أدق تفاصيل الوجود الإنساني، مؤكدة تلازم الاحتياج مع ظهور شبكات الاستغلال المنظم.

LODJ



لخبار فجيبك

By Lodj

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصاتنا، ولاتفوتوا أي خبر

www.lodj.info

هل يموت الأدب في زمن الذكاء الاصطناعي؟



بقلم: **لحسن حداد**

الأدب هو تاريخ من التحولات المتعاقبة. فكل عصر اعتقد أنه يشهد نهايته، قبل أن يكتشف أنه كان يشهد فقط تحولاً عميقاً يفتح آفاقاً جديدة للتعبير والإبداع.

لقد أحدثت الطباعة ثورةً في نشر المعرفة خلال القرن الخامس عشر، ودفع ذلك البعض إلى التنبؤ بزوال المخطوطات وفقدان العلاقة الحميمية بين الكاتب ونصه. وفي مراحل لاحقة، هزّ الحداثيون ورواد الطليعة الأشكال الأدبية التقليدية، مثيرين القلق لدى المدافعين عن النماذج الكلاسيكية الراسخة.

ولكل مرحلة مخاوفها الخاصة: فقدان الأصالة، واختفاء المؤلف بوصفه تلك الشخصية الملهمة التي تمنح اللغة معناها وتفرُّدها. وكان الخوف دائماً هو نفسه: ضياع المعنى، وفقدان البوصلة الفكرية.

واليوم يظهر تحول جذري جديد وغير مسبوق: آلة قادرة على إنتاج نصوص أدبية وقصائد، وتقليد أساليب وأصوات إبداعية بدقة مدهشة. فهل نحن أمام موت الأدب أم أمام واحدة من أعمق تحولاته منذ اختراع الطباعة؟

يعلمنا التاريخ الأدبي أن التحولات الكبرى ليست جديدة. ففي أواخر القرن التاسع عشر أعلن ستيفان مالارميه عما سماه «أزمة الشعر»، في إشارة إلى ظهور الشعر الحر. ولم تؤدِّ هذه الأزمة إلى قتل الشعر، بل أسهمت في ظهور حركات إبداعية متفرِّدة، من مالارميه إلى أبولينير، ومن إليوت إلى باوند، ومن ييتس إلى بروتون.

هكذا أسهم إليوت في تفكيك البنى التقليدية للشعر من خلال تعدد الأصوات وكسر الأشكال البلاغية الموروثة. أما الشكلانيون الروس فاعتبروا أن الأدب لا يُعرَّف فقط بما يرويه الراوي، بل أيضاً بالطريقة التي يروي بها المضامين، فغدا الشكل ذا أهمية مساوية للمضمون.

بدوره تساءل والتر بنيامين عن مصير الفن في عصر إعادة إنتاجه تقنياً، خصوصاً في مرحلة ظهور السينما والفوتوغرافيا، ورأى أن التكنولوجيا لا تقتل الفن، بل تُغيِّر طبيعته ووظيفته. أما آلان روب غرييه فقد أعاد التفكير في بنية الرواية ذاتها، مشككاً في يقينياتها السردية التقليدية.

وبعد أن شهدت اللغة والشكل والسرد كل هذه التحولات، يظهر اليوم انعطاف جديد: قطيعة الخوارزمية.

فالذكاء الاصطناعي لا يدخل فقط إلى فضاء الإبداع، بل يُعيد تعريفه. فالتوليد الآلي للنصوص، والمساعدة في الكتابة، والترجمة الفورية، والتفاعل الخلّاق بين الإنسان والآلة، كلها تُعيد تشكيل الحدود التي اعتدناها بين الكاتب والقارئ والنص.

الأكثر إثارة للدهشة أن بعض النصوص التي تنتجها الآلة باتت قادرة على منافسة نصوص بشرية كثيرة. وربما لن يعود الكاتب بعد اليوم تلك الشخصية الرومانسية المنعزلة التي تُمسك بخيوط اللغة كاملة، بل سيصبح أقرب إلى قائد أوركسترا، يوجه الآلة أكثر مما يكتب بنفسه.

ويَعِد الذكاء الاصطناعي بديمقراطية أوسع للكتابة، وبإنتاج غير محدود للنصوص، لكنه يحمل في الوقت نفسه خطراً آخر: ليس أن الشركات الكبرى تتحكم في الخوارزميات، بل إن المعنى نفسه أصبح قابلاً للتصنيع.

وقد نصل إلى لحظة تُصبح فيها الكتابة وفيرة إلى حدٍّ يفقد معه النص ندرته الرمزية، فتتحول اللغة من أداة لاكتشاف العالم، إلى ضجيج لا نهائي من الجمل المتشابهة.

فالأساليب قد تُصبح متاحة للجميع، وقابلة للاستنساخ بسهولة كبيرة. وقد نشهد توحيداً للأصوات والأشكال البلاغية والسردية، وإنتاجاً واسعاً لعواطف وأحاسيس مصنّعة.

لكن المفارقة أن إنتاج كلمات أكثر لن يعني بالضرورة إنتاج معنى أكثر. ففي عالم تُصبح فيه الكتابة أقل تكلفة من حيث الوقت والجهد، قد تُصبح التجربة الإنسانية الحقيقية أكثر قيمة من أي وقت مضى.

فما لا يزال يصعب على الخوارزمية سبر أغواره هي التجربة الإنسانية. تستطيع الآلة محاكاة شكل المعاناة، لكنها لا تستطيع أن تعيشها. لا تستطيع أن تعرف المنفى، أو تحمل الذاكرة، أو تعيش الحب والفقدان والخوف كما يعيشها البشر.

فالكتابة ليست مجرد تركيب للكلمات؛ إنها فعل وجودي. نكتب لكي نفهم ونعبّر ونمنح الواقع معنى آخر. الأدب ليس تجميعاً لغوياً بارداً، بل محاولة إنسانية لفهم العالم وإعادة تشكيله.

وربما لا يكون السؤال الحقيقي هو ما إذا كانت الآلات ستكتب - فهي تكتب بالفعل - بل ما الذي سيظل جديراً بالقراءة في عالم سيُصبح فيه كل شيء قابلاً للكتابة؟

By Lodj

بوابتك

نحو أخر الأخبار







www.lodj.info

149 هل يموت الأدب في زمن الذكاء الاصطناعي؟

147 الحاجة أم الشناقة

145 المغرب-الصين-أوروبا : "طنجة تيك" ، المدينة الصناعية التي ثرعب بروكسل

143 ترامب والفيودالية الجديدة... براديغم آخر للاقتصاد والدولة

142 البرامج الانتخابية : انتهى زمن الكتالوغ... وبدأ زمن البوصلة

141 الذكاء الاصطناعي: حين يتقاعس السياسيون يرفع البابا الصوت

139 بعد الليبرالية الصارمة: زمن "نيو ديل" المغربي

137 نزار بركة.. رجل المرحلة الذي يثير قلق المنافسين

135 حوار متخيّل مع إدغار موران : «الذكاء الاصطناعي ليس مجرد ثورة تكنولوجية، بل هو اختبار حضاري»

133 مكر اللغة التى تخون مبدعها ومتلقيها

131 عيد الأضحى... حين يتحول "الحولي" إلى مرآة لمجتمع تحت الضغط

129 حين تتحول "الليبرالية" إلى غطاء للاحتكار... لماذا يدافع نزار بركة عن المواطن لا عن لوبيات السوق؟

128 منطق الاحتواء وإعادة تشكيل النظام الدولي

127 لقد وقعنا في الفخ...فخ فتنة الانتخابات

125 بين التزام الأغلبية ونبض الشارع: قراءة في حركية "رجل الدولة" في زمن الاستقطاب

123 حين تصبح الجريمة خبراً يومياً : سلسلة حوادث دامية تكشف اهتزاز البنية الاجتماعية والنفسية للمغاربة

By Lodi

فريق النشر :
سارة البوفي - عائشة بوسكين - ياسين أيت حدو

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورحيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma

كتاب الرأي

الرسالة ARRISSALA. SA
Imprimerie Arrissala

06
06
26

العدد: 28

كتاب الرأي

By Lodj

لوديجي بالعربية

بلاطفورم الشباب



هل يموت الأدب في زمن الذكاء الاصطناعي؟

الحاجة أم الشناقة

المغرب-الصين-أوروبا : "طنجة تيك" ، المدينة الصناعية التي تُرعب بروكسل

البرامج الانتخابية : انتهى زمن الكتالوغ... وبدأ زمن البوصلة

نسخة غير تجارية